



À la croisée des chemins

Maximiser les
possibilités

Novembre 2023



Canadian Urban
Institute Institut
Urbain du
Canada



Canadian
Urban
Institute Institut
Urbain du
Canada

IUC est l'Institut urbain du Canada. Nous sommes une plateforme nationale grâce à laquelle les décideurs politiques, les professionnels de l'urbanisme, les leaders municipaux et du monde des affaires, les activistes communautaires et les universitaires peuvent apprendre, partager et collaborer les uns avec les autres d'un océan à l'autre. Notre mission est de soutenir des villes dynamiques, équitables, résilientes et agréables à vivre au Canada par le biais de la recherche, de l'engagement et de la narration.

Contactez-nous

cui@canurb.org

canurb.org

416.365.0816

30 rue St Patrick, Suite 500

Toronto, Ontario, Canada M5T 3A3

Suivez-nous



UNIVERSITY OF
TORONTO

SCHOOL
OF CITIES

L'École des villes (School of Cities) est un centre multidisciplinaire de recherche, d'éducation et d'engagement urbain unique en son genre, qui propose des solutions nouvelles et justes pour permettre aux villes et à leurs habitants de prospérer. Basée à l'Université de Toronto, dans une région urbaine à croissance rapide, culturellement diverse et économiquement dynamique, l'École des villes appuie des chercheurs de premier plan, des praticiens et des membres de la communauté couvrant diverses disciplines et expériences vécues pour la cocréation de nouvelles connaissances, de nouvelles politiques et de nouvelles pratiques.

L'École des villes comprend très bien pourquoi les villes sont importantes - pour la durabilité, la prospérité, l'inclusion et la justice. L'un de nos principaux objectifs est de donner au public un accès aux recherches et aux analyses qui guident le changement. L'école produit un ensemble grandissant d'informations sur les questions les plus pressantes de notre époque, sous la forme de publications, de cartes et de vidéos, en collaboration avec des professeurs affiliés, des chercheurs invités, des praticiens experts, des étudiants et des organismes communautaires. L'École des villes est fière d'appuyer le travail de l'Institut urbain du Canada et ce rapport.



État des lieux des villes canadiennes

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans le passé, se classant régulièrement en tête des listes de villes mondiales en termes d'habitabilité et de dynamisme, mais pour tenir notre rang, nous devons faire preuve d'un leadership audacieux et d'une vision claire, ce que le discours politique actuel ne facilite pas. Notre communauté de bâtisseurs de villes est très diversifiée: elle compte des professionnels très accomplis de l'urbanisme et du design, des secteurs du bâtiment à but lucratif et non lucratif, des chefs d'entreprise, des investisseurs institutionnels, des universitaires rigoureux qui évaluent le changement, et des praticiens communautaires qui travaillent sur tous les aspects de la résilience urbaine.

Contactez-nous

canurb.org/summit-2023

summit2023@canurb.org

Reconnaissance Des Terres

Le siège de l'Institut urbain du Canada se situe à Toronto, territoire traditionnel de nombreuses nations, dont les Mississaugas de la rivière Credit, les Anishinaabes, les Chippewas, les Haudenosaunees et les Wendats. Ce territoire abrite aujourd'hui un grand nombre de Premières nations, Inuits et Métis venus de toute l'île de la Tortue. Toronto est régie par le traité 13, signé avec les Mississauga de la rivière Credit, et par le traité Williams, signé avec plusieurs nations anishinaabe.

Cette terre continue d'abriter de nombreux peuples autochtones de toute l'île de la Tortue et nous sommes reconnaissants d'avoir l'occasion d'y travailler.

Par ailleurs, IUC reconnaît que de nombreuses pratiques d'urbanisme ont renforcé les pratiques racistes et d'exclusion du colonialisme.

Le travail de développement urbain d'aujourd'hui doit confronter les héritages du passé et rechercher de nouvelles approches centrées sur l'équité et l'inclusion, afin de créer des villes pour tout le monde, avec tout le monde.

Où que nous résidions au Canada, nous tenons des conversations communes sur la façon de rapprocher les gens et les lieux, de manière à ce que tout le monde en profite. L'état des lieux des villes canadiennes concerne chacun d'entre nous, dans les régions urbaines et suburbaines, dans les communautés autochtones et dans un vaste ensemble d'endroits ruraux et éloignés.

Contents

Introduction	10
<u>Message de la présidente de l'Institut urbain du Canada, Mary Rowe</u>	<u>11</u>
<u>Message de la directrice de l'École des villes (School of Cities), Dr Karen Chapple</u>	<u>14</u>
Planifier la croissance	15
<u>Des réalités nationales ancrées dans le régional</u>	<u>16</u>
<u>L'importance des régions urbaines : le cœur de la croissance et de la prospérité canadiennes</u>	<u>17</u>
<u>À la hauteur de l'enjeu : comment les universités peuvent appuyer les villes</u>	<u>24</u>
ANDY YAN, MA, MCIP, RPP	24
ANNEKE SMIT, PHD	24
JOHN BROWN, PHD	24
KAREN CHAPPLE, PHD	24
<u>Une innovation régionale pour l'épanouissement des villes</u>	<u>29</u>
KAREN WICHUK, LLB, MA, ICD.D	29
<u>Vers une mentalité métropolitaine : un guide pour des villes plus robustes au Canada</u>	<u>32</u>
DON IVESON	32
GABRIEL EIDELMAN	32
<u>Données et statistiques peuvent soutenir les villes et les communautés canadiennes</u>	<u>35</u>
ANIL ARORA	35
<u>L'importance du logement: disponibilité et abordabilité</u>	<u>38</u>
<u>Stratégies pour inverser la tendance actuelle de perte de logements au Canada</u>	<u>48</u>
JIM DUNN, PHD	48
STEVE POMEROY, MA	48
<u>Agir concrètement pour le droit au logement</u>	<u>52</u>
ELIZABETH MCISAAC	52
<u>Équité en matière de logement et disponibilité des données</u>	<u>56</u>
PRENTISS A. DANTZLER	56
<u>Trois changements de mentalité essentiels qui aideront à résoudre la crise nationale du logement</u>	<u>59</u>
DEANNA VELTRI	59
MARTIN JOYCE	59
<u>Du bureau à domicile aux domiciles dans les bureaux : Mettons à profit les actifs du gouvernement pour résoudre la crise du logement au Canada</u>	<u>63</u>
STÉPHAN DÉRY	63
<u>Consolider les communautés canadiennes grâce au logement des étudiants étrangers</u>	<u>66</u>
ANNA TRIANDAFYLLIDOU	66
<u>L'importance du climat: action climatique et développement urbain durable</u>	<u>69</u>
<u>Des villes meilleures grâce aux avantages combinés de l'action contre le changement climatique</u>	<u>71</u>
DAVID MILLER	71

<u>Qui en paie le prix? Une action directe pour mieux comprendre le coût du changement climatique pour les collectivités canadiennes</u>	74
EWA JACKSON	74
JOSH PADOLSKY	74
<u>La rénovation au pas de course : la recherche pour accélérer la transformation des bâtiments existants</u>	78
URSULA EICKER	78
MICHAEL BOSSERT	78
NATALIE VOLAND	78
STEPHANE CHAYER	78
<u>Transformer nos villes grâce à des espaces publics de qualité</u>	82
JENNIFER ANGEL	82
<u>L'action climatique et le secteur municipal: une perspective philanthrope</u>	86
ÉRIC ST-PIERRE	86
JEAN-PATRICK TOUSSAINT	86
<u>Renforcer les capacités locales pour relever le défi de l'adaptation au changement climatique</u>	90
JEB BRUGMANN	90

Tendances et défis émergents 95

<u>L'importance de la santé : santé mentale, toxicomanie et sans-abrisme</u>	97
<u>Investir dans des solutions locales</u>	100
JENNIFER BARRETT	100
<u>La crise du logement canadienne: cinq façons de la résoudre</u>	108
CAROLYN WHITZMAN	108
<u>Perspectives en vue de l'action sur les soins de santé et le sans-abrisme : du local à un niveau plus vaste</u>	113
DR. ANDREW BOND	113
<u>Pour davantage de logements et un avenir confiant, travaillons différemment entre ordres de gouvernement</u>	118
SCOTT PEARCE	118
<u>Priorités politiques en matière de sécurité et de bien-être des communautés : après le budget fédéral 2023</u>	121
PETER SLOLY	121
<u>L'importance de la mobilité: Investissements dans les transports en commun et les infrastructures</u>	124
<u>Une planification et des investissements plus stratégiques pour les infrastructures du Canada</u>	128
MATTI SIEMIATYCKI	128
<u>La suburbanisation de la pauvreté : l'inégalité en matière de transport dans les villes canadiennes</u>	131
STEVEN FARBER	131
<u>Les stratégies « Maas » en matière de transport en commun évoluent et s'adaptent pour améliorer et intégrer les transports</u>	134
JUSTIN TREVAN	134

<u>Le financement des transports en commun est la clé de la réussite économique des régions urbaines</u>	138
BRAD WEST	138
L'importance des rues principales : vie et économie locales	140
<u>Une vision vaste et ambitieuse pour un développement local et à petite échelle</u>	144
TIM KOCUR	144
<u>Les commerces des immigrés sont cruciaux pour les villes : Comment les protéger?</u>	149
CHRISTOPHER CHEUNG	149
<u>Dans votre ville, le jeu de l'innovation commence dans la rue principale</u>	153
CHRIS RICKETT	153
L'importance du développement économique: innovation et progrès local	156
<u>Le quotidien des rues commerçantes n'est plus ce qu'il était</u>	160
DAN KELLY	160
<u>L'actionariat salarié: une stratégie pour développer la prospérité locale</u>	163
DAN SKILLETER	163
<u>Répartir la croissance : comment les petites villes du Canada peuvent réaliser de plus grands progrès</u>	167
PEDRO ANTUNES	167
<u>La dépréciation : une aubaine pour la diversification et la nouveauté</u>	170
CHARLES-ALBERT RAMSEY	170
L'importance de la capacité publique : les atouts culturels et publics forment la base de la vie communautaire	174
<u>Des maires forts dans un système de maires faibles : le « soft power » et le rôle de rassembleur des villes</u>	180
LISA HELPS	180
<u>Essai photographique : les leçons à tirer des réussites de petites villes</u>	184
DORIAN MOORE	184
<u>Promouvoir le rôle essentiel du formulaire T3010 et des données locales dans le développement de la communauté</u>	191
FRANÇOIS BROUARD, DBA, FCPA, FCA	191
Réalités locales et dynamiques structurelles clés	195
L'importance de la réconciliation : réconciliation et équité sociale	197
<u>Pour une réconciliation économique en milieu urbain</u>	200
JP GLADU	200
<u>Des villes plus autochtones</u>	204
GINGER GOSNELL-MYERS	204
<u>Des municipalités plus fortes grâce à des stratégies de logement autochtones</u>	207
JENA WEBER	207
STEPHANIE LOWE	207
<u>Encourager la croissance pour un passage de la ville intelligente à la communauté intelligente</u>	211
BRIAN BOWMAN	211

<u>Opportunités de relations entre municipalités et autochtones</u>	<u>214</u>
ALEXANDRA FLYNN	214
<u>L'importance de la gouvernance : gouvernance et financement municipaux durables</u>	<u>217</u>
<u>Une meilleure compréhension : Créer une culture de diffusion de l'information et des données municipales</u>	<u>219</u>
SANDRA BREUX	219
<u>L'urgence d'être plus prescriptif dans la collaboration avec les municipalités</u>	<u>223</u>
RINO BORTOLIN	223
<u>« Tout en même temps » : le développement des infrastructures des municipalités canadiennes</u>	<u>227</u>
EHREN CORY	227
Définir nos objectifs par l'action	231
Partenaires et commanditaires du sommet	243

Introduction

Les villes canadiennes et leur place dans le monde

Les villes canadiennes sont étroitement liées les unes aux autres ainsi qu'à de nombreuses autres villes de par le monde. C'est de la qualité de notre dynamique urbaine que dépend la qualité de la vie canadienne. Notre population est diverse, et répartie selon une densité variable sur un vaste territoire. Pour améliorer la qualité de notre vie urbaine, il nous faut apprendre les uns des autres, et tirer parti des expériences et des pratiques que connaissent d'autres villes réparties un peu partout sur le globe.

Il faudra ainsi faire le suivi de certains paramètres clés, d'indicateurs de réussite et d'échec, et il faudra le faire de manière cohérente et visible. L'Institut urbain du Canada (IUC) travaille à l'élaboration d'un petit nombre d'indicateurs clés qui pourront être analysés chaque année pour suivre les progrès accomplis ensemble. Le défi consiste à décider quels indicateurs nous donnent l'image la plus réaliste d'une ville ou d'une région donnée, qu'elle soit grande ou petite, à l'est ou à l'ouest, qu'elle se situe dans les prairies ou sur une des côtes.



Message de la présidente de l'Institut urbain du Canada, Mary Rowe



Pendant trois ans et demi, depuis que la pandémie de COVID-19 est arrivée au Canada, nos villes ont été assiégées par les difficultés que pose la vie en communauté face à la menace d'un virus qui se propage grâce à l'une des caractéristiques les plus marquantes de la vie urbaine : la proximité. Les villes sont par définition des lieux où les gens se rassemblent pour travailler, apprendre, contribuer, échanger, enrichir leur vie et améliorer leurs moyens de subsistance. La pandémie et la réponse collective que nous lui avons apportée ont modifié l'avenir de nos villes. Au moment où nous envisageons l'avenir, nous devons tenir compte de ce que nous avons appris, si nous voulons des villes canadiennes plus fortes demain.

L'Institut urbain du Canada (IUC) a été fondé il y a plus de 30 ans. Organisme caritatif, il a été créé pour mettre en valeur les meilleures réalisations en matière de création urbaine à une époque où le Canada comptait un peu moins de 28 millions d'habitants et où 76 % d'entre nous vivions dans un environnement urbain. Au cours des trois dernières décennies, notre population est passée à près de 12 millions d'habitants; le Canada compte aujourd'hui plus de 40 millions de personnes, dont 82 % vivent dans les villes, faisant du Canada l'un des pays les plus urbanisés au monde. L'histoire de cette croissance est un mélange complexe d'immigration, d'exode rural et d'exploitation des terres autochtones non cédées. Les héritages mixtes de notre histoire urbaine ont été amplifiés au cours de l'épidémie de COVID-19, lorsque les communautés marginalisées ont été confrontées aux risques et aux périls les plus graves de la pandémie.

À ce moment décisif, IUC a invité des décideurs politiques, des chercheurs, des praticiens et des activistes-citoyens à évaluer l'état des villes du Canada. Ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas, et comment parvenir à un programme commun de changement. Pour que le Canada réalise son potentiel de société juste, florissante et résiliente, les lieux où nous vivons, travaillons et nous divertissons ont besoin d'un investissement stratégique. Les contributeurs à ce premier « Rapport annuel sur l'état des lieux des villes canadiennes » appellent à des changements clairs et pratiques qui touchent à la prise de décision, à l'élaboration des politiques, aux choix d'investissement, aux pratiques commerciales et aux normes communautaires.

Début 2020, IUC s'est mis à documenter les réponses municipales à la pandémie à l'aide de plateformes de partage en ligne. Nous avons réuni des personnes clés et rédigé des rapports de recherche afin d'encourager les bâtisseurs de villes à apprendre les uns des autres et, comme l'a dit Samuel Beckett, à « échouer plus vite ». Ce document inaugural, et le rassemblement qui l'accompagne, nous encouragent tous et toutes à faire preuve de courage et de discernement dans la mise en œuvre de ce que nous avons appris pendant la COVID-19. Nous devons rapidement adopter et formaliser ce qui a bien fonctionné. Nous devons également mettre de côté les méthodes anciennes qui n'ont pas produit les avantages escomptés, malgré nos meilleures intentions. Enfin, il est impératif que nous relevions le défi de prendre les mesures audacieuses dont le Canada a besoin pour maximiser toutes les possibilités promises par la vie urbaine.

Pendant de nombreuses années, l'adage commun au Canada était que nous aspirions à la paix, à l'ordre et à une bonne gouvernance. Au sortir de cette période de bouleversements, est-ce encore le reflet adéquat de ce que nous attendons aujourd'hui de notre pays, de notre province ou territoire, de notre région, de notre ville, de notre communauté ou de notre quartier? Les milliers de personnes qui se sont engagées avec IUC tout au long de la pandémie, notamment les personnes qui ont contribué à ce rapport, ont exprimé un rejet retentissant du statu quo et un appel optimiste à de nouvelles approches: des actions sur le terrain pour produire des logements, pour ouvrir des lieux de loisirs et d'expression culturelle, pour stimuler et appuyer les économies locales, pour renouveler les centres-villes et en faire des lieux de vie et de commerce, et pour soutenir des approches hyperlocales à la résilience et l'inclusion dans la communauté.

Le Canada est un vaste territoire dont la population est relativement peu nombreuse, et ceci accroît la pression exercée sur un nombre relativement restreint de grandes régions urbaines pour qu'elles trouvent des solutions aux problèmes de densité et aux urgences liées au changement climatique. En même temps, des milliers de petites collectivités sont confrontées à un accès inadéquat aux services financiers et sociaux. Elles travaillent toutes avec acharnement pour mettre à profit leurs atouts existants et générer de nouveaux moyens de subsistance pour leurs citoyens. Nous découvrons que, quel que soit l'endroit où nous vivons au Canada, nous avons des conversations communes sur la façon de rapprocher les gens des lieux et pour que tout le monde en profite. L'état des lieux des villes canadiennes concerne chacun d'entre nous, dans les régions urbaines et suburbaines, dans les communautés autochtones et dans une variété de régions rurales et reculées.

Les contributrices et contributeurs à ce rapport indiquent clairement qu'il n'existe pas de solutions simples ni de réponses uniques pour dénouer les nœuds gordiens de l'avenir économique, social et environnemental du Canada. Il se trouve cependant un certain nombre d'actions essentielles qui doivent être entreprises dès maintenant. Nous avons besoin de nouveaux mécanismes qui invitent à une pensée horizontale, malgré notre système de gouvernance vertical. Il nous faut être beaucoup plus ouverts à des approches nouvelles, voire risquées. Nous avons besoin de modes d'utilisation alternatifs et flexibles des terrains, de mobilité assistée par la technologie, et de stratégies climatiques qui tirent parti des connaissances tacites d'une main-d'œuvre bien établie dans le domaine de la transformation des ressources et de la fabrication.

Nous avons besoin de nouvelles façons d'envisager la « propriété » des logements, des terrains, des transports en commun, des espaces publics et des actifs institutionnels. Nous avons besoin de données granulaires et de méthodes pratiques de connaissance, qui guident directement l'élaboration des politiques publiques et les investissements, en particulier en ce qui concerne les grands projets nécessaires, tels que les infrastructures et les services financiers. Nous avons besoin de données qui nous indiquent quand nous réussissons et quand nous échouons, afin de pouvoir continuer à adapter nos stratégies à la situation. Et nous devons adopter des approches qui s'attaquent aux causes profondes du sans-abrisme, de la toxicomanie et de la santé mentale.

La COVID-19 nous a appris que se limiter à un seul et unique acteur est loin d'être suffisant. Dans de nombreux cas, ce qui a fonctionné, c'est la mobilisation de tous, lorsque les Canadiens se sont rassemblés pour faire ce qui devait être fait. L'interdépendance de nos quartiers, villes et collectivités régionales et rurales est apparue très clairement. Il faut cultiver cette prise de conscience et éviter les angoisses constitutionnelles éculées qui sapent la résilience et les économies locales. La pandémie a clairement montré que toute politique est locale. Le Canada n'est pas le seul à s'efforcer de trouver de nouvelles formes de gouvernance reflétant les réalités locales. C'est ce que Gil Lee Chin (et maintenant Zita Cobb) préconise comme la voie de l'avenir pour un réseau mondial connecté de communautés locales.

IUC est une entreprise de tissus conjonctifs. Nous attachons une grande importance au soutien et à la contribution des nombreux bailleurs de fonds, partenaires, collaborateurs et co-conspirateurs communautaires qui se joignent à nous pour améliorer de manière significative la vie urbaine au Canada. L'avenir urbain du Canada est en constante évolution et les approches en matière de politiques publiques aux niveaux fédéral, provincial et municipal doivent évoluer aussi. Les secteurs privé, institutionnel et communautaire doivent également continuer à s'adapter. Ensemble, nous sommes confrontés à une polycrise de demandes multiples et interactives, accélérée et certainement exacerbée par la pandémie, mais en gestation depuis des décennies.

La même agilité avec laquelle des réponses se sont fait jour pour lutter contre la COVID-19 à l'échelle locale et nationale est désormais requise pour construire des économies plus équitables, plus robustes et plus vertes d'un bout à l'autre du pays. Des données fiables, un prototypage mesurable et une évaluation rigoureuse sont autant d'éléments qui requièrent une action et un leadership audacieux. Pouvons-nous refondre notre mantra canadien, en partant de nos aspirations à la paix, à l'ordre et à une bonne gouvernance pour créer une société attachée à la réconciliation, à la créativité et à un gouvernement réceptif ? Pouvons-nous imaginer un Canada plein d'opportunités, porteur d'espoir pour les peuples du monde entier ? Nous sommes un pays riche en lieux divers, contribuant collectivement à un avenir commun. Alors que le monde qui nous entoure est de plus en plus en proie à des défis globaux et apparemment insurmontables, notre travail consiste à bâtir des communautés qui favorisent l'innovation, conçoivent des infrastructures durables et maximisent les possibilités qu'offre la proximité.

Comme avec tout travail d'IUC, ce rapport marque un nouveau départ. Il n'est ni exhaustif ni concluant. Il s'agit d'une contribution à la pluralité des voix, des solutions et des défis qui constituent le Canada. Il s'agit d'une série de propositions sur lesquelles nous vous invitons à vous pencher. Ajoutez-y vos propres perspectives, remettez en question ce qui est présenté ici et signalez les inévitables occasions manquées. Je tiens à remercier tout particulièrement chaque contributrice et contributeur ainsi que chaque participante et participant qui ont relevé ce défi urgent et crucial. Seuls leurs efforts renouvelés permettront de poursuivre cette conversation urbaine cruciale.

Trouvez du courage dans notre travail commun.

Mary W. Rowe

Présidente, Institut urbain du Canada

Message de la directrice de l'École des villes (School of Cities), Dr Karen Chapple



Les villes canadiennes se trouvent en première ligne des plus grands défis mondiaux, dont les plus évidents sont le changement climatique et l'inégalité des revenus, mais aussi la santé, la sécurité, le logement, les migrations, l'accessibilité et bien d'autres encore. Chaque jour, une coalition diversifiée d'acteurs des secteurs public, à but non lucratif et privé s'emploie à assurer que les systèmes urbains servent le public tout en faisant progresser des objectifs plus vastes de prospérité, de durabilité, d'équité et d'inclusion.

Moins visibles, mais tout aussi essentielles à la réussite des villes, sont les remarquables universités canadiennes. Véritables aimants pour les talents internationaux, nos universités forment les bâtisseurs des villes et des communautés de demain, tout en repoussant les frontières de la connaissance. À l'École des villes, nous réinventons le rôle de l'université dans la collectivité. En tant que laboratoire d'idées et d'actions, nous mettons en relation les talents universitaires pluridisciplinaires et les communautés afin de concevoir ensemble des solutions nouvelles et justes qui permettront aux villes et à leurs habitants de prospérer.

L'Institut urbain du Canada (IUC) est un élément clé de notre engagement urbain, et de celui de nos nombreuses organisations homologues à travers le Canada. Grâce à ses partenariats universitaires, IUC veille à ce que les chercheurs s'attaquent aux questions qui importent le plus aux communautés qui sont sur le terrain, tout en encourageant les villes à tester courageusement nos innovations. Ensemble, grâce à une recherche rigoureuse et à un dialogue ouvert, nous ouvrons une ère de reconstruction des villes et des communautés qui fera de nos grandes villes les agglomérations urbaines durables dont nous avons besoin au XXI^e siècle.

Nos villes sont le moteur de la compétitivité du Canada et du bien-être de ses habitants. En cette période de crise mondiale, nos villes sont notre plus grande force, et les villes canadiennes se classent parmi les meilleures au monde. C'est pourquoi nous devons faire face ensemble aux multiples menaces qui pèsent sur leur abordabilité, leurs infrastructures et leur qualité de vie. Nous devons créer un réseau national, puis mondial, d'institutions de recherche urbaine et de société civile qui définissent et mettent en œuvre les approches créatives qui permettront aux villes de tracer la voie de l'avenir. Les enjeux ne pourraient être plus importants.

Karen Chapple

Directrice, École des villes (School of Cities), Université de Toronto

Planifier la croissance

Des réalités nationales ancrées dans le régional

DANS CETTE SECTION :

- Des réalités nationales ancrées dans le régional 16
- L'importance des régions urbaines : le cœur de la croissance et de la prospérité canadiennes 17
- L'importance du logement: disponibilité et abordabilité 38
- L'importance du climat: action climatique et développement urbain durable 69

Planifier la croissance

Des réalités nationales ancrées dans le régional

Les régions représentent des structures essentielles à la vie canadienne. Aucun d'entre nous ne vit au « Canada »; nous habitons des lieux géographiques ayant suivi un même schéma ancien: des zones d'abord sauvages, rurales et agricoles ont fini par donner naissance à des densités d'établissements humains que nous connaissons sous la forme de villages et de villes. Ce fait empirique est indépendant des identités nationales, aussi importantes soient-elles. Un Canadien d'aujourd'hui n'est pas le même qu'un Canadien de 1867.

On entend donc souvent que la plupart des Canadiens vivaient autrefois dans des environnements plus ruraux, tandis qu'aujourd'hui, la majorité d'entre nous vivent entourés de voisins en grand nombre. Le passage du rural à l'urbain a nécessité d'énormes négociations pour ne pas perdre ce dont nous avons besoin ni ce que nous tenions pour cher. Les méthodes antérieures de ces processus ont leur valeur, mais peuvent ne plus suffire à répondre à nos nouveaux besoins. La vitesse de la transition a été rapide et se poursuit encore aujourd'hui. L'une des conséquences de cela, c'est que nous devons activement et consciemment continuer à adapter nos processus sociaux, économiques et juridiques, ainsi que nos processus de gouvernance.

Le Canada constitue un réseau diversifié de régions où une petite ville de l'Alberta peut avoir plus en commun avec une ville du Nouveau-Brunswick qu'avec la métropole située à quelques heures de là. N'oublions pas en outre que certaines lois et dispositions ont été élaborées bien avant que n'apparaisse l'idée même de villes comprenant des millions d'habitants au Canada. Une gouvernance régionale hautement développée, intelligente et adaptable sera essentielle pour notre avenir commun.

Un Canadien d'aujourd'hui n'est pas le même qu'un Canadien de 1867.



L'importance des régions urbaines : le cœur de la croissance et de la prospérité canadiennes

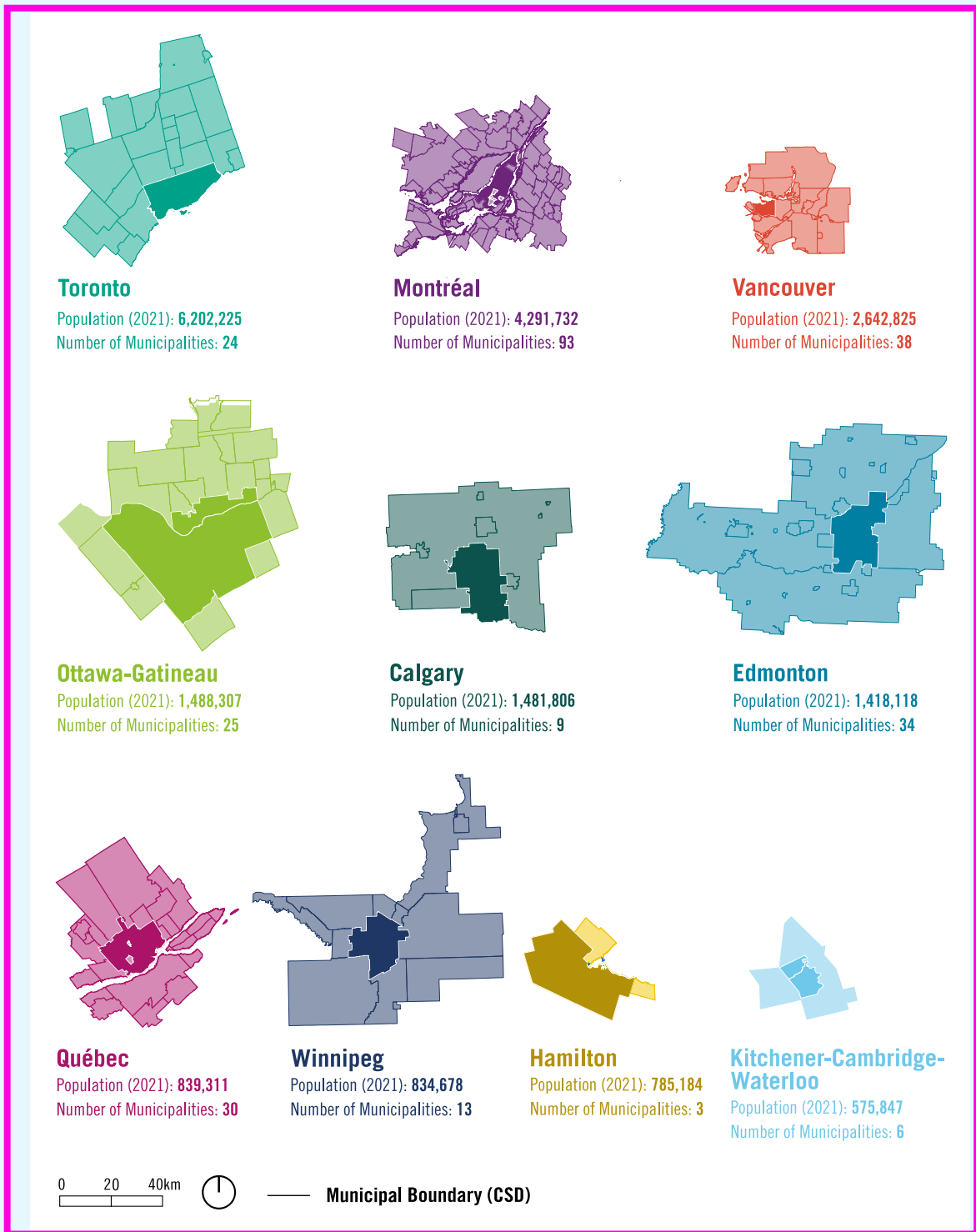
Avec 40 millions de Canadiens, un nombre en progression constante, les régions urbaines sont à la base de la stratégie de croissance canadienne. En aménageant de meilleures villes et régions urbaines, nous pourrions construire un meilleur pays.

Les régions urbaines du Canada sont vastes (figure 1) et se développent rapidement. Une combinaison d'économies locales robustes et de niveaux élevés d'immigration offre la possibilité de construire des villes plus dynamiques sur le plan économique, plus inclusives sur le plan social et plus écologiques. Pour saisir cette opportunité, d'importants investissements dans les infrastructures matérielles et non matérielles devront être réalisés, qui impliquent une coopération entre tous les niveaux de gouvernement. Dernièrement, ces investissements se sont montrés insuffisants, en particulier dans les domaines du logement et des transports publics. Cela a entraîné des problèmes d'accessibilité financière et de longs trajets domicile-travail. Une planification à l'échelle régionale est essentielle pour parvenir à des villes à la fois denses, agréables à vivre et durables. Les villes elles-mêmes peuvent contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) en choisissant de grandir dans les espaces libres en ville, plutôt qu'en s'étalant à la périphérie.

L'échelle régionale est la mieux apte à intégrer les systèmes (économie, logement, transport, environnement). À mesure que les villes se développent, davantage d'investissements sont requis (il ne s'agit pas d'une relation linéaire). Par exemple, Halifax a pour objectif de doubler en taille: ceci ne signifie pas qu'il faille doubler l'infrastructure existante, mais qu'il faut trouver le moyen d'augmenter la capacité de systèmes tels que les transports en commun pour desservir une population plus nombreuse. Nos régions urbaines ont tendance à croître ou à décliner en raison de causes cumulatives qui peuvent se trouver difficiles à gérer. Les économies fortes attirent les gens et les investissements, mais deviennent simultanément inabordables, dangereuses ou invivables, ce qui peut entraîner un déclin. Le Canada compte plusieurs grandes régions urbaines de plus d'un million d'habitants (figure 2).

FIGURE 1

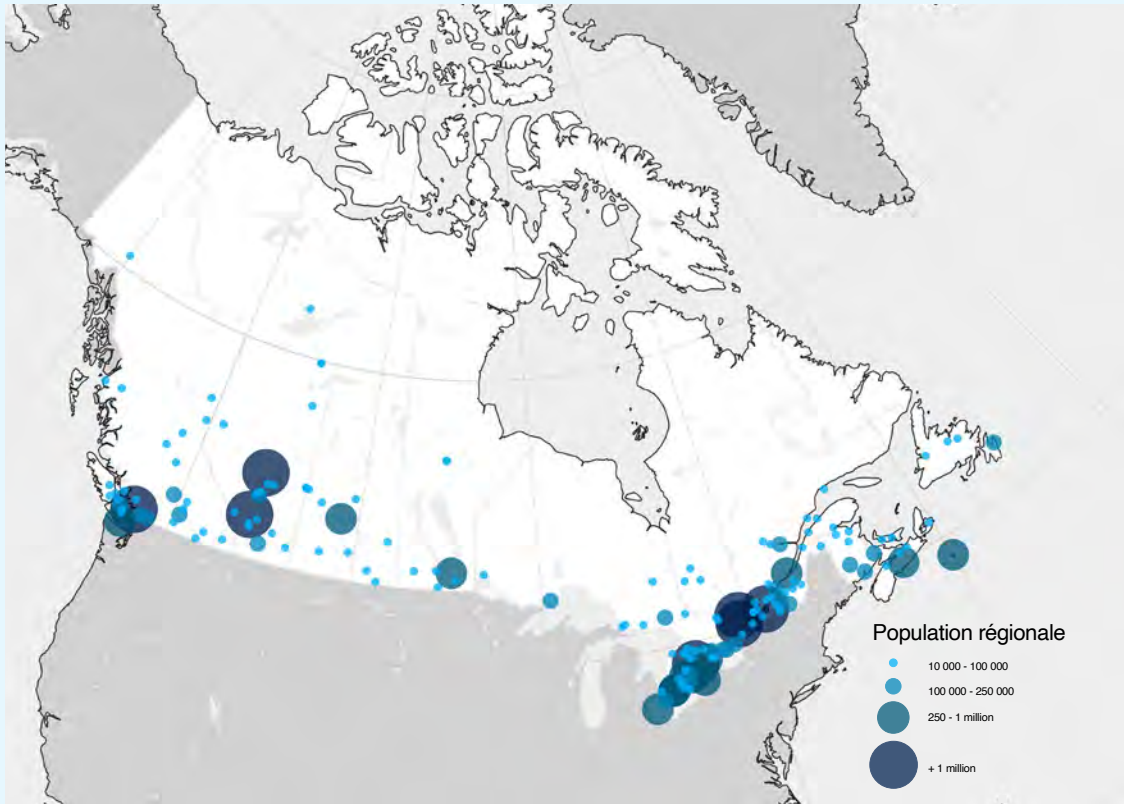
Régions métropolitaines, 2001: taille de la population et nombre de municipalités



Source : Vers une mentalité métropolitaine: un guide pour des villes plus robustes au Canada. Tiré du site <https://schoolofcities.utoronto.ca/the-metropolitan-mindset/> (en anglais)

FIGURE 2

Populations régionales au Canada, 2021

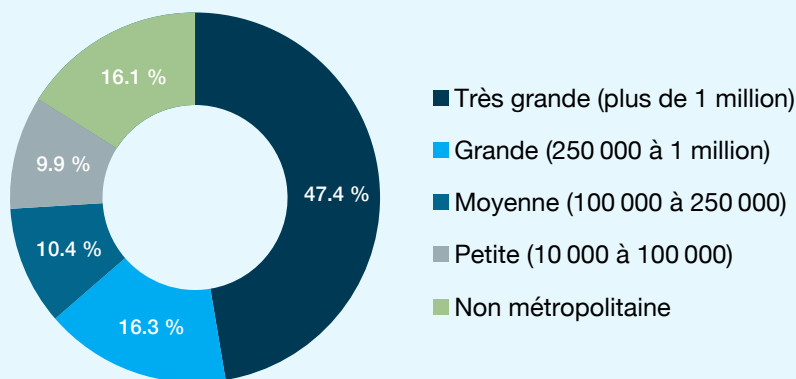


Source : Statistique Canada, recensement 2021.

Avec 64 pour cent de la population vivant des villes de 250 000 habitants ou plus (Figure 3), il sera indispensable d'adopter des solutions fonctionnant particulièrement bien dans de tels contextes urbains. Les vastes réseaux régionaux en sont un exemple.

FIGURE 3

Répartition de la population selon la taille de la région urbaine, 2021

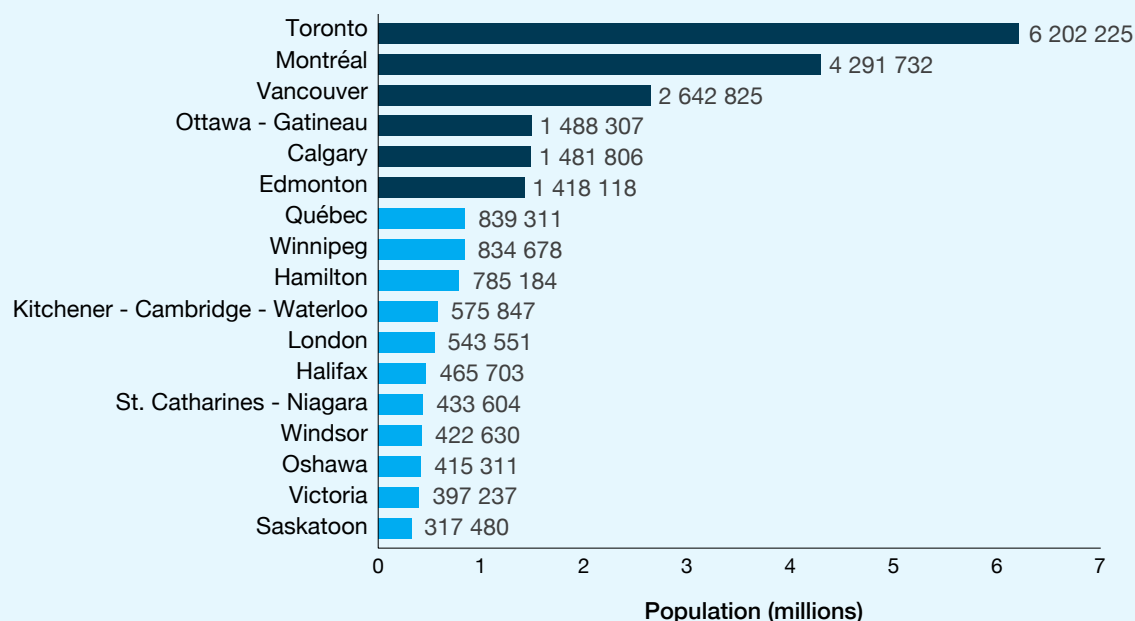


Source : Statistique Canada, Recensement.

Près de la moitié des Canadiens vivent dans des villes de plus d'un million d'habitants, comme le montre la figure 4. Cette réalité met encore plus en évidence la nécessité de placer la croissance et le développement du Canada dans un contexte nettement urbain. Les infrastructures, les systèmes de gouvernance et les méthodes de prestation de services dans les plus grandes villes du Canada permettent d'atteindre une majorité de Canadiens. Par ailleurs, 26 % de la population vit dans des collectivités de moins de 100 000 habitants. Dans ce contexte, la difficulté consiste à améliorer les services et à favoriser la croissance sur un territoire très étendu.

FIGURE 4

Population des plus grandes régions urbaines du Canada, 2021



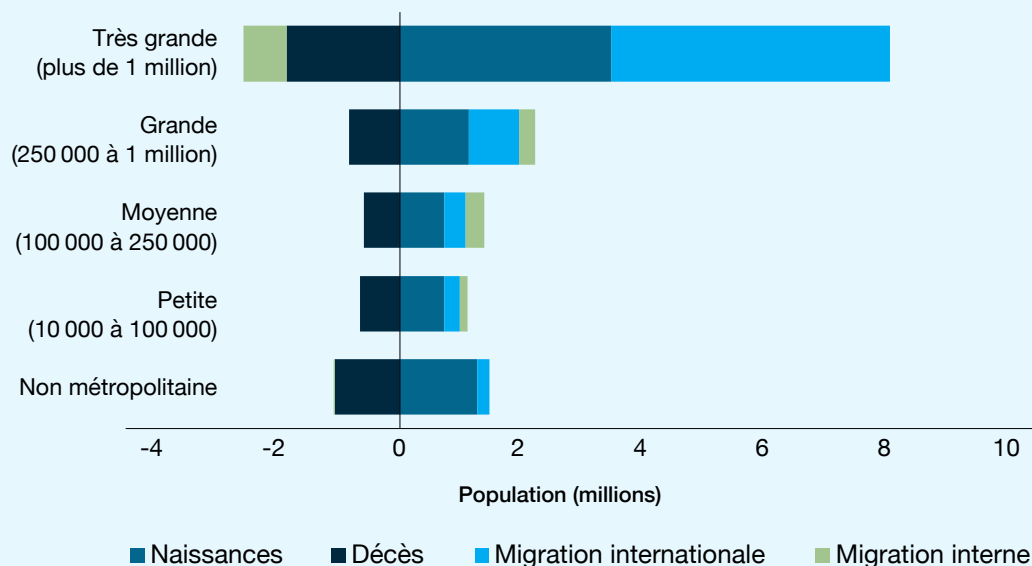
Source : Statistique Canada, recensement 2021.

C'est dans les grandes villes que la croissance urbaine canadienne est la plus rapide, comme le montre la figure 5. Au cours des 20 dernières années, 64 % de la croissance démographique s'est produite dans les six plus grandes régions, des zones dont la population est supérieure à un million d'habitants. La plupart des migrations internationales vers le Canada se font vers ces grands centres. Cette situation présente une série de défis, dont un contrepoint: la proportion de décès et de naissances est plus élevée dans les petites régions et les régions non métropolitaines (y compris les régions rurales) que dans ces régions urbaines. L'accessibilité financière, tout comme les longs trajets domicile-travail et un sentiment que la criminalité est plus répandue représentent un problème important dans les grandes villes.

Alors que la plupart des grandes villes augmentent en population grâce à l’immigration, la plupart perdent aussi une part de leur population du fait de la migration intérieure (Figure 5).

FIGURE 5

Migration vers et au départ des régions urbaines canadiennes, 2022



Source : Statistique Canada, recensement 2021.

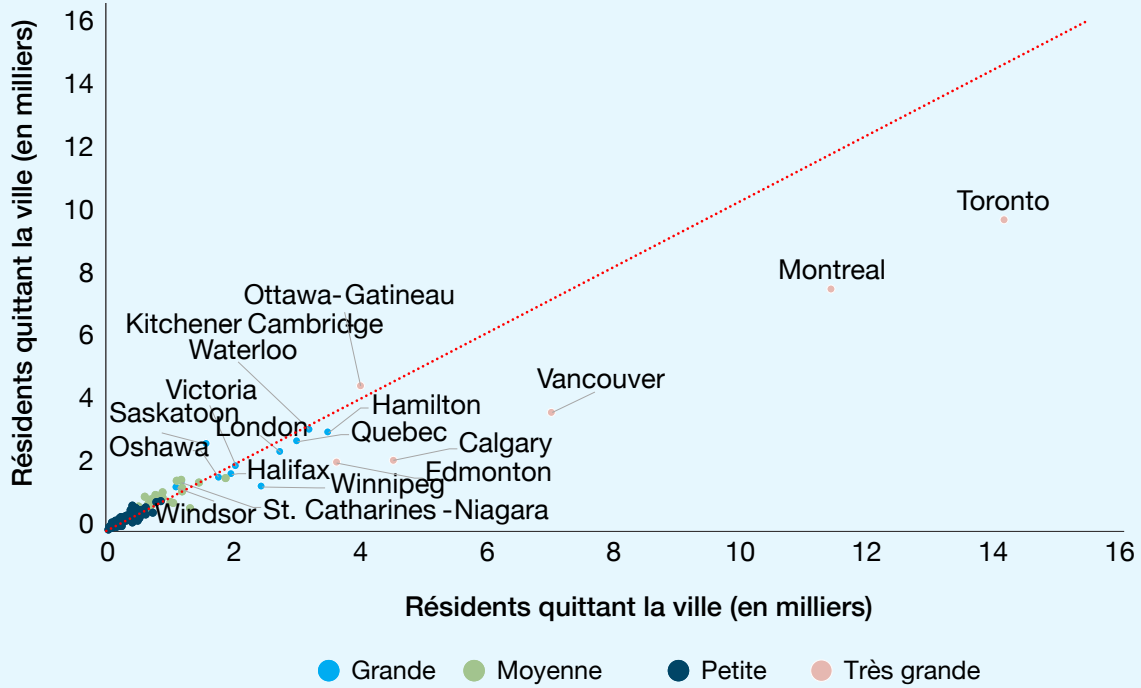
Au Canada, les niveaux d’immigration sont plus élevés dans les régions des grandes villes, avec une part nettement plus importante de résidents temporaires (étudiants, travailleurs temporaires) (Figure 6). Pour améliorer nos villes, nous devons mieux comprendre comment tenir compte de la population des résidents temporaires lors des projections en matière de logement, de population et d’urbanisme.

Au Canada, 80 % de la croissance démographique se produit dans les zones urbaines de plus de 250 000 habitants (Figure 7). L’inverse signifie que moins de 20 % de la croissance démographique se produit dans les zones dont la population est inférieure à 250 000 habitants.

La population se concentre de plus en plus dans des régions urbaines moins nombreuses mais plus grandes. Cette évolution peut être bénéfique pour l’efficacité et la productivité. Elle présente par contre des liens négatifs potentiels avec l’accessibilité financière, qui peuvent être résolus par des investissements, mais peut également menacer l’unité nationale si le ressentiment à l’égard des grandes villes s’accroît dans le reste du pays, un fait courant dans de nombreux autres pays. Des obstacles peuvent se substituer à la collaboration entre les petites et les grandes villes ou entre les zones urbaines et rurales, même si cette collaboration offre un potentiel d’avantages mutuels. Si la croissance est urbaine (c’est-à-dire dense), elle peut également être plus durable sur le plan environnemental.

FIGURE 6

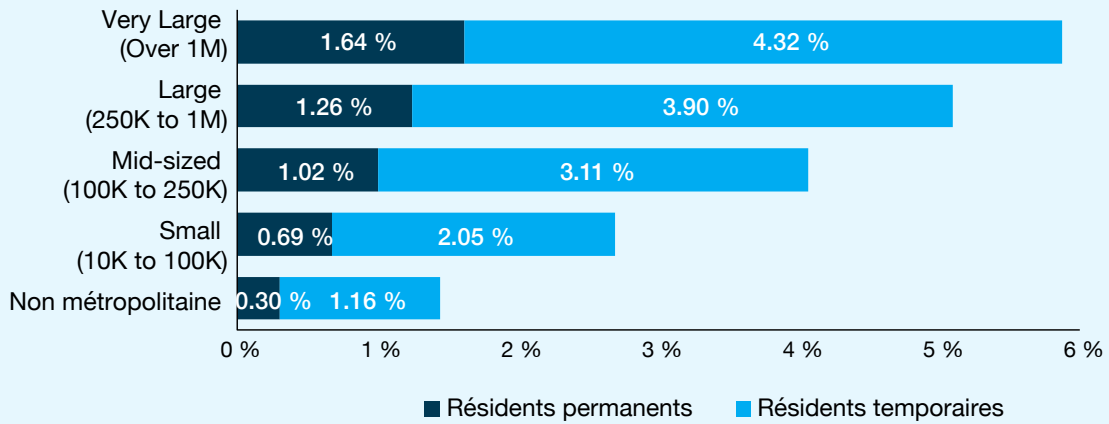
Migrations vers et hors des régions urbaines, 2022



Source : Environics Analytics.

FIGURE 7

Immigrants arrivés en 2023 en pourcentage de la population

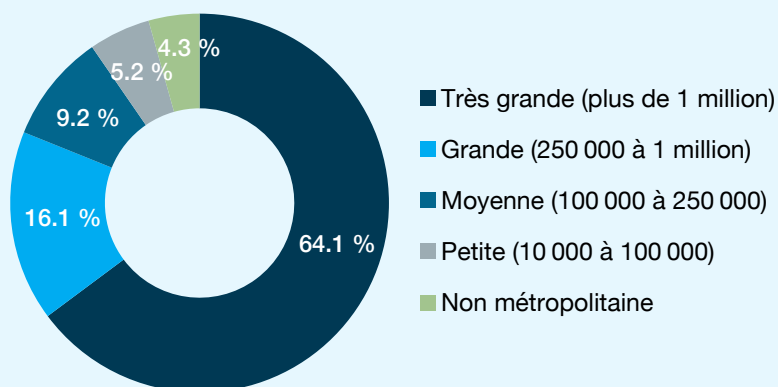


Source : Environics Analytics.

La part de la population âgée par rapport à la population totale dans les villes canadiennes est censée augmenter, comme le montre la figure 8. Cette augmentation sera plus importante dans les petites villes et collectivités.

FIGURE 8

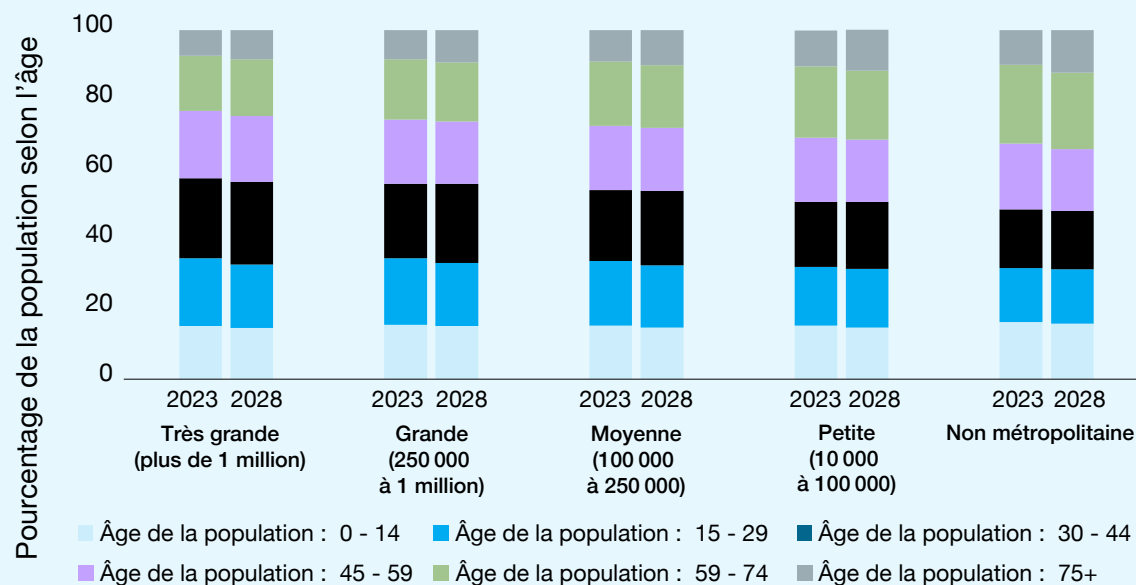
Répartition de la croissance démographique selon la taille de la région urbaine, 2001-2021



Source : Statistique Canada, recensement 2021.

FIGURE 9

Projections de population par groupe d'âge et taille de région 2023-2024



Source : Environics Analytics, 2023.



PROVOCATION

À la hauteur de l'enjeu : comment les universités peuvent appuyer les villes



Andy Yan, MA, MCIP, RPP

Director du City Program, Simon Fraser University

Andy Yan est directeur du City Program et professeur agrégé de pratique professionnelle en études urbaines à l'université Simon Fraser (SFU). Avant de rejoindre l'université, Andy a beaucoup travaillé dans les secteurs de l'urbanisme privé et à but non lucratif, avec des projets dans les régions métropolitaines de Vancouver, San Francisco, New York, Los Angeles et La Nouvelle-Orléans.



Anneke Smit, PhD

Directrice de Centre for Cities (C4C) et professeure agrégée, Faculté de droit, Université de Windsor

Anneke Smit, PhD, est directrice du Centre for Cities (C4C) et professeure agrégée à la faculté de droit de l'université de Windsor. Elle est l'une des responsables du Centre national des parcs urbains de l'Université de Windsor (UW-NUPH), financé par Parcs Canada, et l'une des fondatrices du C4C Housing Systems Innovation Lab, récemment lancé.



John Brown, PhD

Professeur d'architecture et doyen de l'École d'architecture, urbanisme et paysagisme, Université de Calgary

John Brown, PhD, est professeur d'architecture et doyen de l'école d'architecture, urbanisme et paysage de l'université de Calgary. Il est architecte agréé, président sortant de l'Institut royal d'architecture du Canada. Il est également partenaire fondateur de la société de conception/construction résidentielle Housebrand et de Garden Loft, une jeune entreprise qui explore de nouvelles formes de logement pour les personnes âgées.



Karen Chapple, PhD

Directrice de l'École des villes (School of Cities)

Karen Chapple, PhD, est directrice de l'École des villes (School of Cities) et professeure au département de géographie et de planification de l'Université de Toronto. Chapple, également professeure émérite à l'Université de Berkeley, a reçu en 2023 le prix Sir Peter Hall de l'organisme « Regional Studies Association » pour sa contribution de toute une vie à ce domaine d'étude.



Riche de près de 1 500 universités et collèges accueillant plus de deux millions d'étudiants, Le Canada est un leader mondial de l'enseignement supérieur. La recherche et le développement universitaires stimulent l'économie, des diplômés de talent alimentent la main-d'œuvre, et les universités ancrent la culture, l'expertise et les quartiers dans nos villes.

Pourtant, au moment où les villes canadiennes font face à des défis parmi les plus redoutables de notre époque - logement inabordable, inégalités et exclusion, crise climatique, modes de transport inefficaces et non durables - et, plus généralement, au moment où elles sont confrontées au déclin des infrastructures physiques et sociales, les universités canadiennes peuvent en faire encore davantage pour soutenir leurs communautés.

Nous préconisons donc quatre mesures politiques clés :

- Offrir un meilleur soutien aux étudiants internationaux
- Former les bâtisseurs des villes de demain
- Collaborer plus étroitement avec les municipalités et autres partenaires communautaires pour la recherche sur les questions comme celles du logement et des transports, et
- Prendre au sérieux le rôle de leader et de catalyseur des universités et collèges en tant qu'institutions ancrées dans leur communauté.

Mesure 1 : Offrir un meilleur soutien aux étudiants internationaux

La population d'étudiants internationaux du Canada a augmenté de plus de 10 % par an au cours de la dernière décennie, exacerbant ainsi la pression sur les marchés du logement urbain. Faute de pouvoir se loger à proximité du campus, de nombreux étudiants doivent trouver un logement plus éloigné, ce qui entraîne de longs trajets et des embouteillages. D'autres habitent à proximité du campus, mais dans des lieux exigus ou inadéquats, à la merci de propriétaires peu scrupuleux ou négligents.

Il faut que les universités collaborent avec les autorités municipales pour que soit donnée la priorité à la construction de logements étudiants appropriés et en nombre suffisant, et pour exiger la mise en place de réseaux de transports publics et de transport actif solides permettant à tous les étudiants de se déplacer dans la ville sans automobile. Nous devons également nous efforcer de soutenir les systèmes de transport municipaux et régionaux en encourageant les étudiants, le personnel et les professeurs à les emprunter.



Mesure 2 : Former les bâtisseurs des villes

Le Canada se doit d'attirer et de cultiver les talents qui produiront l'innovation nécessaire à la résolution des problèmes des villes. Les universités ont le potentiel de former les bâtisseurs de villes de demain, mais il leur faudra agir plus délibérément sur plusieurs fronts. Les enjeux urbains, qu'il s'agisse de budgets municipaux et de codes de zonage alambiqués, d'infrastructures défailantes ou d'utilisation non durable des sols, sont figés dans des silos bureaucratiques. Pour sortir de ces silos, il faut disposer d'une expertise multidisciplinaire que les universités sont justement bien placées pour favoriser. Il est donc essentiel de permettre aux étudiants de s'engager dans des études et recherches interdisciplinaires et communautaires en matière d'urbanisme. Pour assurer la diversité du vivier de talents, les universités et les établissements d'enseignement supérieur devront également améliorer l'accès à l'enseignement supérieur des communautés privées d'équité.

Mesure 3: Collaborer davantage dans la recherche

Afin de stimuler l'innovation autour des défis urbains, les universités doivent aider les chercheurs à établir des liens plus directs avec les décideurs politiques de tous niveaux de gouvernement et avec les autres partenaires communautaires. Pour permettre une recherche rigoureuse, coproduite et pertinente pour la communauté, les universités doivent collaborer avec les pouvoirs publics pour créer et partager des ressources en matière de données urbaines. Et pour s'assurer que la recherche atteint les collectivités, les universités doivent diffuser les connaissances à l'aide de techniques de communication du 21e siècle.

Les enjeux urbains, qu'il s'agisse de budgets municipaux et de codes de zonage alambiqués, d'infrastructures défailantes ou d'utilisation non durable des sols, sont figés dans des silos bureaucratiques. Pour sortir de ces silos, il faut disposer d'une expertise multidisciplinaire que les universités sont justement bien placées pour favoriser.



Mesure 4: Rapprocher les universités de la communauté

Enfin, les universités doivent s'affirmer en tant qu'institutions ancrées dans la communauté. Rien de sorcier: l'emplacement de l'université est un élément clé de l'accomplissement de sa mission. Les universités qui s'appuient sur cet emplacement et en tirent parti peuvent dynamiser les villes tout en assurant leur propre avenir. Selon le contexte, cela peut nécessiter la création de sites satellites stratégiquement situés dans des quartiers de la ville susceptibles de bénéficier de la présence d'une faculté. Les écoles de médecine, par exemple, sont intégrées aux hôpitaux parce que tout le monde profite de cette proximité.

Les patients et le système de santé bénéficient de la présence d'un grand nombre de talents émergents et de chercheurs de pointe. Le corps enseignant et les étudiants bénéficient de l'apprentissage par l'expérience et de la recherche appliquée qui ne peuvent avoir lieu que lorsqu'elles sont ancrées dans le monde réel. Lorsque ces hôpitaux universitaires sont situés dans des zones urbaines en difficulté, la communauté bénéficie également de l'impulsion économique donnée par les étudiants et les professeurs qui travaillent, voire vivent, dans le voisinage. Bref, tout le monde y gagne.

Nos universités doivent contribuer à la reconstruction de nos villes, plutôt que se contenter d'en tirer profit. Il s'agit d'un lourd travail, qui nécessitera la participation de tous. Il est temps que nos universités et nos collègues montent au créneau.

Face à l'état alarmant de nos villes, il est temps d'envisager de relocaliser certaines facultés, en particulier les écoles de design, de travail social et de droit, au cœur de la ville, là où les besoins sont les plus pressants. Ces établissements donneraient un coup de pouce à l'économie locale tout en appliquant activement leurs disciplines à la collectivité

par le biais d'apprentissages intégrés au travail, de recherches basées sur la communauté et de services offerts à la communauté. Une fois sur place, les universités doivent prendre au sérieux l'opportunité de leadership que leur offre le site.

En 2000, par exemple, l'Institut d'architecture de Californie du Sud, l'une des principales écoles de design des États-Unis, a quitté un campus de banlieue pour s'installer dans un entrepôt vacant au sud du centre-ville de Los Angeles, l'un des quartiers les plus dangereux de la ville. Sa présence est à l'origine de l'émergence du Design.



District, qui regorge de galeries, de studios d'artistes, de restaurants, de commerces de détail et, surtout, de logements de moyenne densité. Cette partie de la ville, autrefois délaissée, a été transformée en un lieu de vie et de travail sûr, dynamique et encore abordable. Il est également crucial de tirer parti de la position des universités dans la collectivité pour encourager et aider les municipalités à (sur) investir dans les espaces publics, le transport actif et les transports en commun à l'intérieur des zones où elles sont implantées et entre les quartiers.

La mise en œuvre de ce type de participation universitaire transformatrice dans la ville exige également un changement fondamental de la manière dont les universités et les gouvernements envisagent les acquisitions et l'infrastructure. Les universités doivent mettre en œuvre un processus décisionnel d'achats fondé sur la valeur, qui intègre les objectifs de développement durable des Nations unies dans la matrice de décision. Cela permettra d'assurer que le pouvoir d'achat de l'université est mis à profit pour renforcer l'économie locale et pour soutenir les entreprises appartenant aux populations autochtones et aux autres communautés méritant l'équité. Le gouvernement doit élargir le champ d'application de ses principaux programmes d'investissement pour y inclure la location à long terme de bâtiments existants dans des lieux stratégiques hors campus, et tirer parti des bâtiments sous-utilisés présents dans de nombreux centres-villes, en particulier parce que la persistance du travail à domicile a vidé de leur substance un grand nombre de bureaux. Comme nous le savons, l'investissement le plus écologique est la rénovation d'une structure déjà construite.

En clair, nos universités doivent contribuer à la reconstruction de nos villes, plutôt que se contenter d'en tirer profit. Il s'agit d'un lourd travail, qui nécessitera la participation de tous. Il est temps que nos universités et nos collègues montent au créneau.





PROVOCATION

Une innovation régionale pour l'épanouissement des villes



Karen Wichuk, LLB, MA, ICD.D

PDG, Edmonton Metropolitan Regional Board

Karen Wichuk, LLB, MA, ICD.D est directrice générale du Conseil de la région métropolitaine d'Edmonton (Edmonton Metropolitan Region Board). Auparavant, elle a occupé divers postes de direction dans les secteurs public et postsecondaire, notamment en tant que première directrice exécutive de Health City, une initiative albertaine visant à transformer les innovations du secteur de la santé en solutions applicables au plan commercial et pertinentes à l'échelle mondiale.

Les municipalités canadiennes peuvent-elles transcender les limites traditionnelles et entrer dans une ère de possibilités illimitées, où la complexité stimule l'innovation et la collaboration, et où les régions s'unissent pour un avenir plus prometteur et plus prospère?

Depuis près de 70 ans, sous des formes qui ont varié au fil du temps, il existe à Edmonton un organisme de planification et de services régionaux qui constitue la pierre angulaire de cette région métropolitaine forte et prospère. L'Edmonton Metropolitan Region Board (EMRB) est la plus récente itération de cette entité collaborative.

L'approche régionaliste est née d'une nécessité: des cycles d'expansion économique récurrents et une croissance exponentielle. L'EMRB rassemble les 13 plus grandes municipalités de la région, tant urbaines que rurales, avec une population totale de 1,5 million d'habitants. Aujourd'hui, la région est en passe de connaître une nouvelle poussée de croissance spectaculaire - un million d'habitants supplémentaires et un demi-million de nouveaux emplois sont attendus au cours des 20 à 25 prochaines années. La gestion de cette croissance accélérée exigera une approche visionnaire, de l'ingéniosité, un effort de collaboration, de l'innovation et une planification efficace de la croissance à long terme. Elle exigera également un acte de foi collectif et la capacité de s'adapter, car nous ne pouvons pas prévoir toutes les nuances et toutes les incidences de l'avenir.



Une planification régionale approfondie permet de répondre à des questions complexes. Il s'agit notamment de savoir:

- Comment **gérer l'impact environnemental des déchets solides** générés par un million d'habitants supplémentaires et par les entreprises et industries associées;
- Comment **assurer la sécurité alimentaire en préservant des terres agricoles** parmi les plus riches du Canada;
- Comment **assurer des moyens de déplacements pour les personnes supplémentaires** ainsi que pour les biens et services connexes vers, depuis et à l'intérieur de la région;
- Comment **déterminer les besoins en infrastructures nécessaires pour des collectivités résistants au climat** et capables de s'adapter aux changements dont nous sommes actuellement témoins; et comment aboutir à une région agréable à vivre avec une empreinte environnementale réduite, tout en bâtissant les logements et les communautés dont nos diverses populations ont besoin aujourd'hui et à l'avenir.

Ayant élaboré et mis en œuvre un plan de croissance régional primé sur 30 ans, «Re-imagine. Plan. Build», l'EMRB dispose d'une feuille de route pour coordonner de manière transparente la croissance future. Notre plan propose une approche convaincante et un cadre stratégique composé de six domaines d'action interdépendants, conçus pour favoriser la croissance et la compétitivité de la région à l'échelle mondiale: compétitivité économique et emploi; systèmes de vie naturels; communautés et logement; combinaison de l'aménagement du territoire et de l'infrastructure; systèmes de transport et agriculture.

Les plans avant-gardistes de l'EMRB, comme le plan de croissance régional, constituent son plus grand atout. Chacun d'entre eux comprend les contributions des parties prenantes régionales, des indicateurs de performance clés et, dans certains cas, des objectifs permettant de déterminer si le plan et ses politiques ont l'effet escompté. Les plans sont «évolutifs», c'est-à-dire qu'ils répondent et s'adaptent aux nouveaux défis et aux nouvelles opportunités.

La nature décloisonnée de notre travail nous permet de profiter de l'économie d'échelle et de la capacité des municipalités membres, ainsi que de partager les meilleures pratiques. Il en résulte des exemples clairs d'économies, d'efficacité et de création de valeur. Par exemple, nous avons conçu et lancé «Edmonton Global» en 2017 pour attirer les investissements directs étrangers dans la région. L'organisation a depuis attiré 2,6 milliards de dollars d'investissements, soutenant 3500 emplois et 160 millions de dollars de masse salariale par an.

Un autre exemple est notre plan directeur régional décloisonné des transports («Integrated Regional Transportation Master Plan», IRTMP), conçu en collaboration avec des représentants du département des transports du gouvernement de l'Alberta. L'IRTMP est un plan de 25 ans basé sur une méthodologie originale qui établit un ordre de priorité pour les projets d'infrastructure de transport importants pour la région. Il en a résulté une liste de projets sur laquelle les 13 municipalités se sont mises d'accord et qui a été soumise à la province pour qu'elle en tienne compte dans sa planification annuelle des immobilisations.



L'EMRB s'est également montré proactif dans le domaine de l'agriculture, le deuxième moteur économique de l'Alberta. Nous savons que la croissance continue du secteur agricole et agroalimentaire pourrait entraîner une augmentation estimée à 10 milliards de dollars du produit intérieur brut annuel de notre région d'ici 2033. Pour libérer ce potentiel de croissance, de diversification économique, de création d'emplois et d'attraction des investissements, nous devons apporter des certitudes aux investisseurs et aux producteurs. Notre plan directeur régional pour l'agriculture, une première pour la région et la province, vise à préserver nos terres agricoles de premier choix tout en augmentant les productions agricoles à valeur ajoutée. Il protégera plus de 721 000 acres de terres agricoles de premier choix. Cette démarche est essentielle pour notre région et pour le Canada, car elle permet d'assurer notre sécurité alimentaire et de préserver l'environnement, en protégeant les bassins versants et en atténuant les effets du changement climatique.

La planification régionale ne peut se faire en vase clos: notre travail est intrinsèquement décloisonné. Nous ne pouvons pas planifier les besoins en logement de la région sans une planification visionnaire de l'aménagement du territoire et sans de solides plans régionaux de transport, d'infrastructure et de services. Bien sûr, la planification s'appuie sur une solide compréhension des projections de croissance, des prévisions des moteurs économiques et des besoins du marché du travail. Une approche décloisonnée est la clé du succès, car elle permet de réaliser des économies d'échelle et d'accroître la rentabilité et la création de valeur.

La planification régionale nécessite également un financement adéquat et la certitude de financement à venir dans les municipalités et tous les ordres de gouvernement. Pour que cette planification soit efficace, il faut que tous les ordres de gouvernement envisagent des modèles de financement appropriés, prévisibles et durables.

Les avantages d'une planification régionale à long terme sont nombreux et d'une grande portée. Elle reconnaît que, malgré certains compromis, ce qui profite à une partie de la région profitera à sa totalité. Ensemble, nous sommes plus forts.

Mesures à prendre

- S'engager à **une collaboration régionale** en tant qu'avantage significatif pour la viabilité à long terme.
- Exiger **une approche décloisonnée** de l'élaboration des politiques et des cadres de financement.
- Exiger des **modèles de financement régionaux** qui intègrent les trois ordres de gouvernement.



PROVOCATION

Vers une mentalité métropolitaine : un guide pour des villes plus robustes au Canada



Don Iveson

Conseiller exécutif, Investissement climatique et résilience communautaire, Cooperators

Don Iveson a occupé le poste de 35e maire d'Edmonton de 2013 à 2021, et il est maintenant leader urbain canadien à l'École des villes (School of Cities) de l'Université de Toronto. Il a contribué avec Gabriel Eidelman (Université de Toronto) au rapport intitulé « Vers une mentalité métropolitaine : Guides pour des villes plus fortes au Canada. »



Gabriel Eidelman

Directeur, Urban Policy Lab - professeur adjoint, École Munk des affaires mondiales et des politiques publiques et Institut pour la gestion et l'innovation

Gabriel Eidelman est professeur adjoint, volet enseignement, à l'École Munk des affaires mondiales et des politiques publiques de l'Université de Toronto, où il est directeur de l'« Urban Policy Lab ». Il a collaboré avec Don Iveson au rapport sur la mentalité métropolitaine.

Les maires et les responsables municipaux du Canada affirment depuis longtemps, et à juste titre qu'il faut donner plus de pouvoir à nos villes. Mais le fait d'accorder de nouveaux pouvoirs à une seule ville centrale et non à ses voisins immédiats pourrait en réalité aggraver la situation. Prenez certains de nos défis les plus urgents : marchés du logement, impacts climatiques, embouteillages dans les transports, disponibilité de la main-d'œuvre, transition énergétique - aucun d'entre eux ne commence ou ne s'arrête aux frontières municipales. Pour construire des villes plus fortes face aux enjeux actuels, nous devons passer d'une mentalité municipale à une mentalité métropolitaine.



Cette mentalité métropolitaine implique de dépasser la logique traditionnelle à somme nulle qui imprègne si souvent la politique locale, les dirigeants des villes étant en concurrence avec leurs voisins pour l'obtention de ressources limitées. Nous avons besoin de toute urgence d'une approche qui inspire, favorise et soutienne la résolution collective des problèmes par-delà les frontières municipales. Ce changement nécessitera une collaboration extraordinaire entre les autorités locales et entre tous les niveaux de gouvernement. Mais surtout, il nous faut comprendre, planifier et gouverner nos villes en tant que systèmes métropolitains.

Songez que les dix plus grandes métropoles du Canada abritent plus de 20 millions d'habitants, soit plus de la moitié de la population nationale, et qu'elles représentent 60 % du PIB national. Malgré leur importance sociale, économique et environnementale, ces zones métropolitaines sont gouvernées de manière incohérente, poussées et tirées par plus de 275 gouvernements locaux distincts dans cinq provinces différentes et des douzaines d'autorités intergouvernementales supplémentaires.

La solution n'est pas de remplacer ou de consolider ce réseau juridictionnel par, disons, dix mégagouvernements, un pour chacune de ces régions métropolitaines. Ce serait un défi administratif peu judicieux, sans parler du temps que cela prendrait. Non, il s'agit de concevoir de meilleures institutions métropolitaines par l'apprentissage mutuel, la délibération et l'examen attentif des traditions institutionnelles et des histoires métropolitaines distinctes du Canada, afin d'encourager une plus grande collaboration entre les autorités existantes et les dirigeants politiques.

Dans un récent article publié par l'École des villes (School of Cities) de l'Université de Toronto, nous proposons deux guides parallèles pour cultiver un état d'esprit métropolitain au Canada. L'un concerne le niveau local, pour les dirigeants municipaux, l'autre touche le niveau provincial, où sont concentrés les principaux pouvoirs et ressources.

Ces guides constituent le point de départ d'un dialogue plus approfondi entre les gouvernements, l'industrie, la société civile et le public sur l'avenir de la gouvernance métropolitaine au Canada.

Le guide local met l'accent sur l'instauration de la confiance - l'ingrédient clé nécessaire pour dépasser une mentalité de pénurie et stimuler la collaboration. Cela signifie qu'il faut s'engager dans un processus en cinq parties : établir le dialogue, développer une coalition multisectorielle de partisans, définir une vision commune d'avenir collectif, créer une

Cette mentalité métropolitaine implique de dépasser la logique traditionnelle à somme nulle qui imprègne si souvent la politique locale, les dirigeants des villes étant en concurrence avec leurs voisins pour l'obtention de ressources limitées.



dynamique de changement et s'engager à une amélioration continue. Les dirigeants locaux n'ont pas besoin d'être en parfait accord les uns avec les autres à chaque étape, mais ils doivent entretenir avec leurs voisins des relations qui peuvent résister aux désaccords grâce à un respect mutuel et à un processus de concessions mutuelles.

Le guide pour la province vise à élever les attentes et à faire comprendre aux municipalités locales qu'un état d'esprit métropolitain est essentiel à la prospérité de la province. Une stratégie en cinq parties peut catalyser ce changement : la province peut définir clairement les attentes, soutenir la résolution des problèmes locaux, proposer de transférer des pouvoirs tout en augmentant les ressources municipales — faisant de l'état d'esprit métropolitain une partie des affaires courantes — et programmer des suivis réguliers des progrès et défis. L'objectif n'est pas d'imposer des solutions, mais plutôt de défendre et de soutenir la cause, quelle que soit la direction des vents électoraux.

Nous avons insisté sur la primauté des compétences provinciales et locales pour des raisons pratiques et constitutionnelles, mais rien n'empêche le gouvernement fédéral d'adopter lui aussi un état d'esprit métropolitain; il est d'ailleurs tout à fait apte à le faire. La collecte de données et l'établissement de rapports sur les régions métropolitaines de recensement, par exemple, sont effectués depuis longtemps par Statistique Canada. De plus, il existe des précédents qui permettent aux gouvernements et aux organisations autochtones de s'engager dans une collaboration métropolitaine, comme on l'a vu dans la région métropolitaine de Vancouver. Mais sans les maires et le leadership provincial, nous risquons de rester figés dans la myopie métropolitaine.

Finalement, le degré d'adoption de la mentalité métropolitaine par les gouvernements locaux et provinciaux variera sans aucun doute d'une ville à l'autre et d'une province à l'autre. Cet état d'esprit ne vient pas naturellement ni facilement. Il doit être soigneusement entretenu par les dirigeants locaux et les gouvernements provinciaux. Malgré cela, la résolution de problèmes à l'échelle métropolitaine reste notre meilleur espoir de relever collectivement les défis urbains les plus difficiles, et de construire ainsi des villes plus fortes et un Canada plus robuste.

Mesures à prendre

- **Évaluer formellement les relations municipales** actuelles en fonction du guide détaillé de la mentalité métropolitaine afin de déterminer les forces et les faiblesses de la confiance à l'échelle métropolitaine.
- **Utiliser le guide détaillé de la mentalité métropolitaine** pour établir un cadre de travail dans chaque province qui accorde plus d'attention aux approches métropolitaines collaboratives, afin de répondre aux besoins prioritaires.



PROVOCATION

Données et statistiques peuvent soutenir les villes et les communautés canadiennes



Anil Arora

Statisticien en chef, Statistique Canada

Anil Arora est statisticien en chef du Canada depuis septembre 2016. Tout au long de sa carrière, il a mené d'importantes initiatives de transformation, avec une expérience et des partenariats couvrant les trois niveaux de gouvernement, le secteur privé et des organisations internationales, y compris l'ONU et l'OCDE. M. Arora est actuellement président du comité de l'OCDE sur les statistiques et la politique statistique, vice-président du bureau de la conférence des statisticiens européens et président du High Level Group sur la modernisation des statistiques officielles. Il a été nommé parmi les 25 immigrants les plus importants au Canada en 2022 et est un conférencier et un leader d'opinion très recherché.



Dans le paysage évolutif d'aujourd'hui, les données sont l'élément vital d'une prise de décision éclairée. En tant que niveau de gouvernement le plus proche des Canadiens, les villes et leurs communautés dépendent de données fiables pour élaborer des politiques efficaces. C'est dans les villes que la plupart d'entre nous vivons, et que les décisions politiques affectent le logement, le développement économique, la cohésion sociale, la sécurité et bien d'autres choses encore.

Les villes sont dynamiques et font l'objet d'une attention accrue, car le contexte politique actuel de croissance par l'immigration intensifie encore ces questions interdépendantes. Statistique Canada a fourni une infrastructure de données cohérente et les statistiques essentielles à la prise de décision. Les informations statistiques objectives sont vitales. Elles constituent une base solide pour que les représentants élus à différents niveaux puissent prendre des décisions éclairées qui auront un impact direct et indirect sur les villes.

Toutefois, la pandémie COVID-19 et le rythme de croissance ont révélé que cette infrastructure doit être améliorée en matière de fréquence, de détail et d'intégration, afin de rester pertinente et réactive face aux changements sociaux, économiques et climatiques majeurs.



L'utilisation de définitions, de méthodes et de concepts normalisés permettant de créer des indicateurs comparables pour des questions telles que le bien-être, l'inclusion sociale, le développement économique et la santé des finances des collectivités locales peut avoir un impact majeur sur l'efficacité de la prise de décision. Cela permet de tirer des enseignements de ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas, et d'évaluer l'impact des choix. D'autres

considérations entrent également en ligne de compte en ce qui concerne les données relatives aux villes.

L'investissement dans les données fait partie intégrante du financement des résultats stratégiques souhaités. Les autorités de financement devraient aligner la communication des données et les demandes de financement. Cette approche garantira un processus transparent et équitable de soumission des demandes de financement pour les villes.

La gouvernance est une question essentielle. La confusion règne souvent autour de la garde des données, de l'accès et de la protection de la vie privée. En élaborant et en mettant en œuvre des cadres d'avant-garde (tels que la nécessité et la proportionnalité) avec des comités d'évaluation éthique et des comités consultatifs d'experts externes, ainsi que des consultations permanentes avec des professionnels du secteur, des universitaires, des organismes gouvernementaux et des associations internationales, Statistique Canada fait preuve de bonne gestion et de leadership dans le domaine des données.

L'investissement dans les données fait partie intégrante du financement des résultats stratégiques souhaités. Les autorités de financement devraient aligner la communication des données et les demandes de financement. Cette approche

garantira un processus transparent et équitable de soumission des demandes de financement pour les villes. Elle assurera aussi la disponibilité des données permettant d'évaluer une utilisation efficace et des effets sur les résultats stratégiques souhaités.

Statistique Canada a pris plusieurs mesures importantes pour intégrer les besoins spécifiques des villes en matière de données dans ses produits, notamment: la diffusion à grande échelle du Recensement de la population de 2021 au niveau local; la publication d'informations sur des groupes de populations spécifiques dans le cadre du Plan d'action pour les données désagrégées; et le lancement du Centre de données municipales et locales, ce dernier contient des outils de visualisation tels que le Tableau de bord des données financières et socio-économiques des municipalités, le Tableau de bord municipal de la qualité de vie, le Visualiseur de données rurales ainsi que des normes d'intérêt pour les municipalités.

Les progrès réalisés pour répondre aux besoins des villes ont été facilités par de précieux partenariats, notamment avec la Fédération canadienne des municipalités (FCM). En travaillant avec la FCM, nous encourageons une bonne maîtrise des données par ses membres. Nous avons aussi pu déterminer des domaines de collaboration pour produire des données sur des sujets aussi divers que l'infrastructure, le logement, les transports publics et les finances.

Statistique Canada a également collaboré avec diverses villes sur une série de questions spécifiques et horizontales pour renforcer l'écosystème des données. Par exemple, nous avons travaillé avec la ville de Vancouver pendant et après la pandémie de COVID-19 afin de contribuer à une prise de décision politique rapide. Nous avons fourni des conseils sur la méthodologie et le recueil des données à la ville d'Edmonton dans le cadre de son recensement des entreprises et nous avons aidé la ville de Toronto à définir ses besoins en matière d'informations sur le logement et le sans-abrisme. Ces efforts de collaboration représentent un pas dans la bonne direction et s'inscrivent dans notre rôle de gestionnaire des données du pays. Toutefois, pour obtenir des résultats tangibles, nous encourageons tous les niveaux de gouvernement à collaborer encore davantage, en plus de renforcer les flux de données, les investissements stratégiques et la clarté sur la conservation et la confidentialité des données.



Les données sont un travail d'équipe. Les villes, les municipalités, Statistique Canada et toutes les parties prenantes doivent travailler ensemble et avancer dans la même direction. En investissant dans une bonne maîtrise des données, l'accès aux données, la législation, une infrastructure de données adéquate, des partenariats et une gestion responsable des données, nous pouvons mieux équiper les villes et les communautés canadiennes en informations indispensables pour avancer et progresser.

Mesures à prendre

- **Faire en sorte que les données** (par exemple, celles de Statistique Canada) fassent explicitement partie d'une planification efficace de la politique des villes.
- **Préconiser le développement continu de l'infrastructure nationale de données** (comme Statistique Canada) afin de s'assurer que la fréquence, les détails et l'intégration des données répondent à la demande.
- **Soutenir la croissance du recueil de données sur des thèmes urbains essentiels** tels que le bien-être, l'inclusion sociale, le développement économique et la santé des finances des collectivités locales.
- **Sensibiliser les dirigeants municipaux à la valeur de la gouvernance et de la gestion des données** (par exemple, celles de Statistique Canada) en tant qu'élément essentiel de l'infrastructure de la ville.
- **Établir des voies de financement qui sont liées aux données afin de garantir des résultats stratégiques objectifs.**
- **Soutenir les partenariats de Statistique Canada avec les villes et les organisations axées sur les villes, afin de développer la croissance de politiques profitant aux collectivités canadiennes.**



L'importance du logement: disponibilité et abordabilité

L'abordabilité du logement a diminué dans les villes et les régions caractérisées par des niveaux élevés de migration, qu'elle provienne de l'intérieur ou de l'extérieur du Canada. Si nous ne nous attaquons pas à la dynamique qui en est à l'origine, les gains espérés seront très limités. Parmi les lieux du Canada qui ont le plus besoin de logements - les grandes régions urbaines - nombreux sont ceux qui sont également les moins abordables en termes de logement adéquat.

Au fur et à mesure que les régions urbaines se développent, elles tendent également à devenir plus chères, annulant souvent l'effet d'un niveau de revenus plus élevés. En effet, la dynamique à l'œuvre fait que les coûts de logement augmentent plus rapidement que les revenus. Le rapport entre les revenus et les coûts de logement augmente à mesure que les régions s'agrandissent, ce qui rend l'accessibilité encore plus difficile. Les locataires sont plus nombreux dans les grandes régions urbaines et ils ont tendance à consacrer une part plus importante de leurs revenus au logement. Cette situation rend difficile l'obtention d'un logement stable et incite les gens à chercher des opportunités ailleurs en migrant hors des grands centres.

L'offre et le coût du logement constituent une crise générationnelle, exacerbée par l'inadéquation entre l'offre et la demande, l'augmentation des coûts d'emprunt et du foncier, les difficultés de la chaîne d'approvisionnement et les lacunes des politiques. Il convient de mettre en évidence l'effet en cascade de l'inabordabilité du logement, qui entraîne le déplacement de ménages, la perte de travailleurs essentiels et l'augmentation du nombre de personnes confrontées à des conditions financières difficiles.

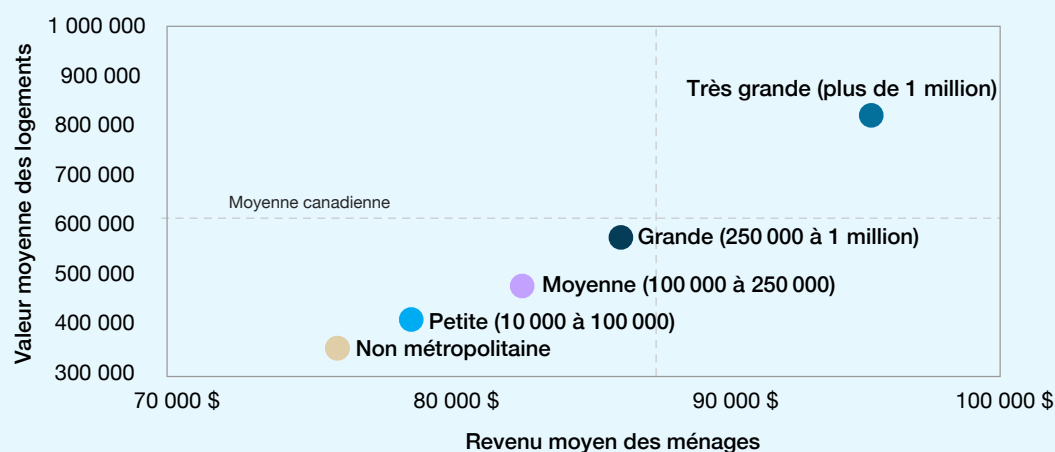
L'aide financière et les autres services sont soumis à une pression supplémentaire. Tout en abordant les défis actuels, cette section présente les meilleures pratiques pour élargir les choix en matière de logement, en favoriser l'accès à l'ensemble des revenus et établir des liens entre le logement et d'autres questions urbaines, notamment le développement économique, les transports et les infrastructures. Un aspect important dans cet examen des difficultés en matière de logement consistera à préserver l'offre et l'accessibilité pour les centaines de milliers de nouveaux arrivants au Canada et à veiller à ce que le logement soit approprié (par exemple, multigénérationnel) et proche des emplois, des établissements d'enseignement, des moyens de transport et des commodités.

Les très grandes villes connaissent la croissance la plus rapide, accueillent le plus grand nombre d'immigrants et génèrent le PIB le plus important de toutes les villes canadiennes. Cependant, ce sont aussi les endroits où il est le plus difficile de vivre, en termes de revenus et de coûts de logement. La relation entre la valeur d'un logement et le revenu des ménages (figure 10) montre une très nette différence entre les zones

non métropolitaines et les très grandes villes. Le rapport entre le revenu et la valeur du logement est d'environ 1 pour 5 dans les zones non métropolitaines et de 1 pour 9 dans les très grandes villes. La moyenne pour l'ensemble du Canada se situe à l'intersection des lignes pointillées et représente un ratio de 1:7.

FIGURE 10

Rapport entre le revenu moyen des ménages et la valeur moyenne des logements selon la taille de la région, 2021

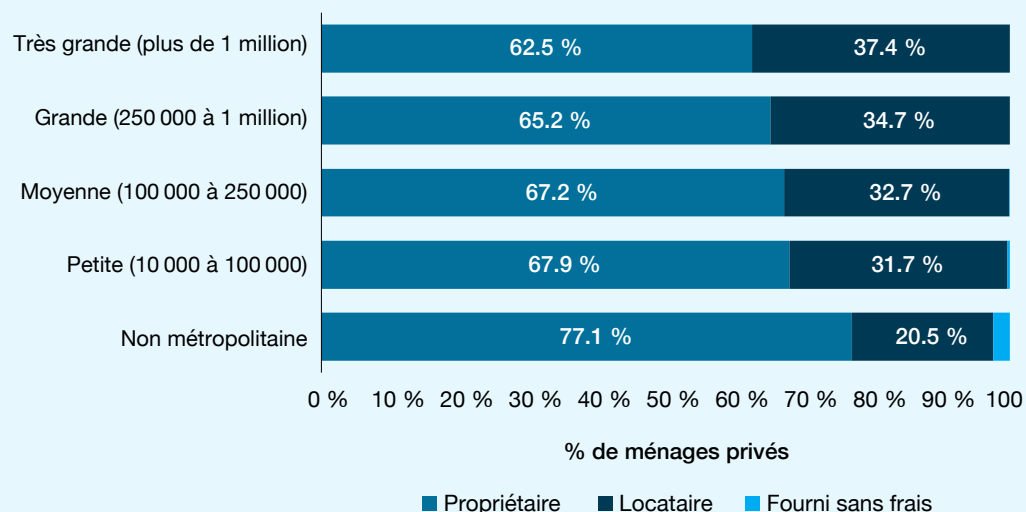


Source: Statistique Canada, recensement 2021.

L'accession à la propriété est moins abordable dans les grandes régions urbaines et les possibilités de location sont limitées. Même si les revenus augmentent avec la taille de la ville, les frais de logement augmentent encore plus rapidement. Cela signifie que les problèmes liés au coût élevé du logement s'accroissent dans les grandes régions urbaines. Dans le cadre de cette tendance, la partie de l'indice des prix à la consommation relative aux coûts de logement reflète une tendance à la hausse significative. (figures 11, 12 et 13).

FIGURE 11

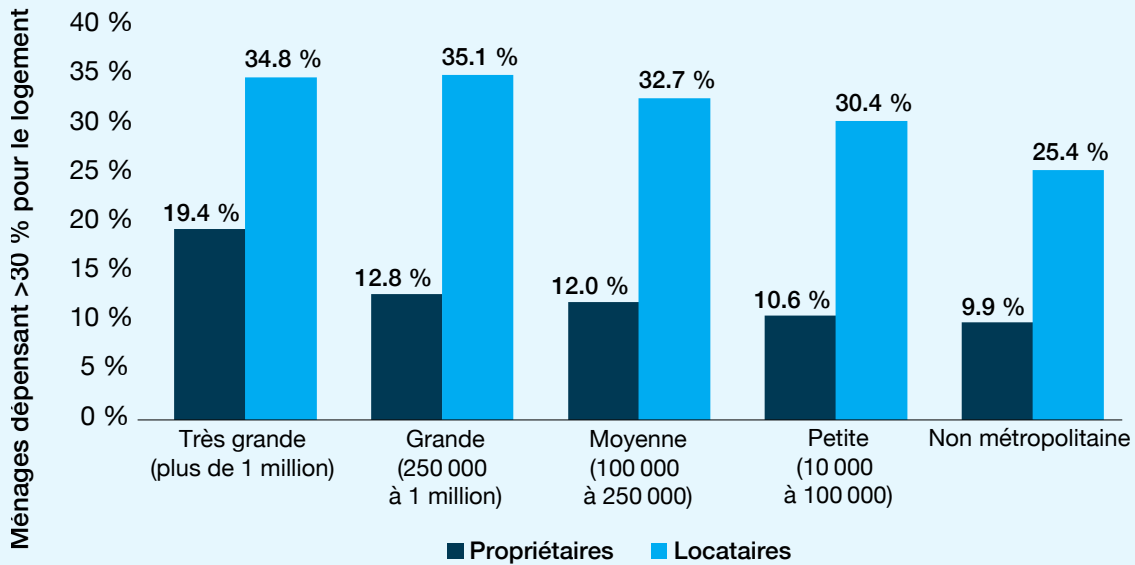
Mode d'occupation des logements selon la taille de la région, 2021



Source : Statistique Canada, recensement 2021.

FIGURE 12

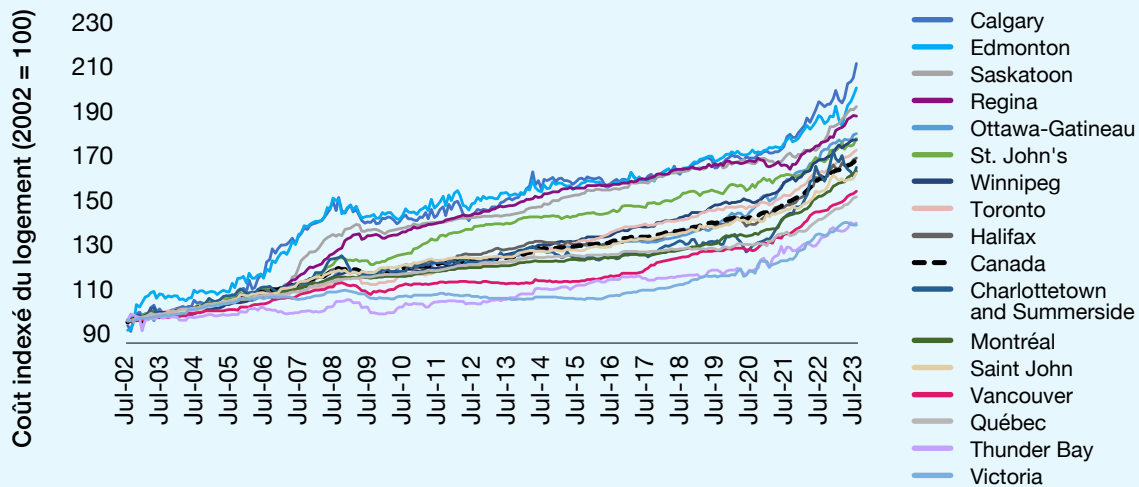
Ménages dépensant plus de 30 % de leur revenu en logement, 2021



Source : Statistique Canada, recensement 2021.

FIGURE 13

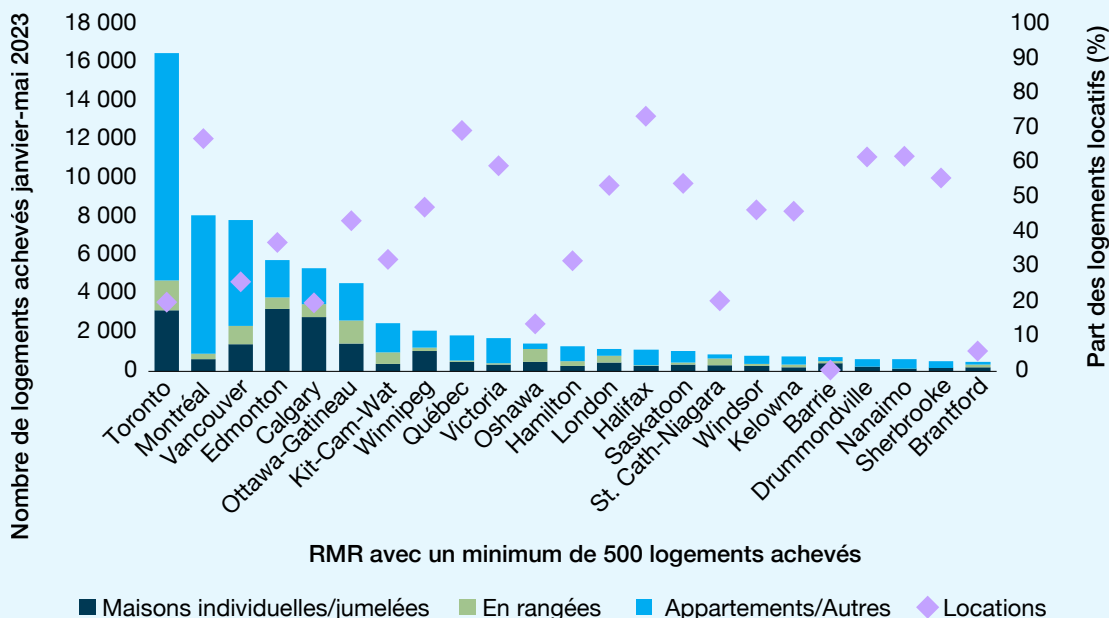
Augmentation des coûts du logement par région, 2002-2023



Source: Statistique Canada. Tableau 18-10-0004-01 Indice des prix à la consommation, mensuel, non saisonnalisé. Tiré de www.150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1810000401

FIGURE 14

Logements achevés par type pour une sélection de régions métropolitaines de recensement, janvier-mai 2023

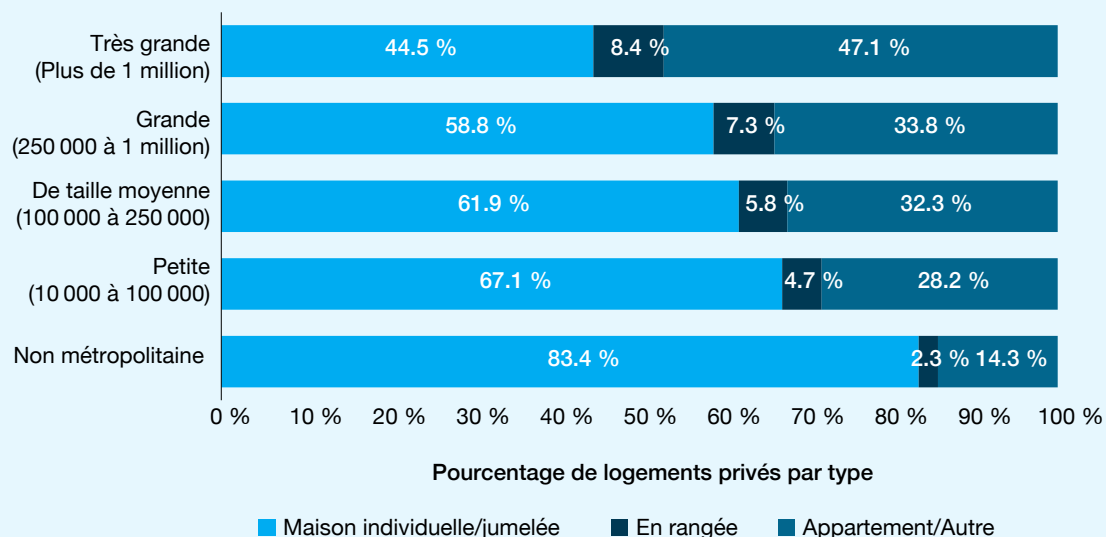


Source : Statistique Canada (SCHL) Tableau : 34-10-0135-01. Tiré de www.150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=3410013501

On construit beaucoup plus de logements locatifs que de maisons individuelles ou jumelées au Canada, avec quelques variations notables (figure 14). Toronto et Vancouver ont construit un nombre important d'appartements, tandis que Barrie et Calgary en ont construit beaucoup moins. L'une des conséquences est que les difficultés liées à l'accèsion à la propriété vont continuer à augmenter.

FIGURE 15

Répartition des types de logements selon la taille de la région urbaine, 2021



Source: Statistique Canada, recensement Census.

Au Canada, la tendance est claire : plus la ville est grande, plus la proportion de personnes vivant dans des maisons individuelles ou jumelées est faible (tableau 1). On a presque deux fois plus de chances de vivre dans un appartement dans une très grande ville que dans une zone non métropolitaine (y compris les zones rurales).

TABLEAU 1

Coût de la location par ville et par rang

Rang	Ville/région	1 chambre	Rang	Ville/région	1 chambre
1	Vancouver, BC	2 976 \$	19	Halifax, NS	1 872 \$
2	Burnaby, BC	2 700 \$	20	Oshawa, ON	1 833 \$
3	Toronto, ON	2 614 \$	21	Montreal, QC	1 784 \$
4	Oakville, ON	2 502 \$	22	London, ON	1 756 \$
5	Mississauga, ON	2 358 \$	23	Calgary, AB	1 730 \$
6	Markham, ON	2 324 \$	24	Niagara Falls, ON	1 708 \$
7	Richmond Hill, ON	2 298 \$	25	St. Catharines, ON	1 672 \$
8	Etobicoke, ON	2 277 \$	26	Abbotsford, BC	1 622 \$
9	Guelph, ON	2 218 \$	27	Laval, QC	1 590 \$
10	Burlington, ON	2 217 \$	28	Windsor, ON	1 529 \$
11	Brampton, ON	2 194 \$	29	Edmonton, AB	1 279 \$
12	Victoria, BC	2 121 \$	30	Winnipeg, MB	1 222 \$
13	Kelowna, ON	2 067 \$	31	Quebec City, QC	1 216 \$
14	Ottawa, ON	2 055 \$	32	Red Deer, AB	1 212 \$
15	Barrie, ON	1 965 \$	33	Fort McMurray, AB	1 208 \$
16	Waterloo, ON	1 944 \$	34	Regina, SK	1 153 \$
17	Kitchener, ON	1 934 \$	35	Saskatoon, SK	1 070 \$
18	Hamilton, ON	1 881 \$			

Source : Rapport mensuel de [Rentals.ca](https://rentals.ca), octobre 2023.

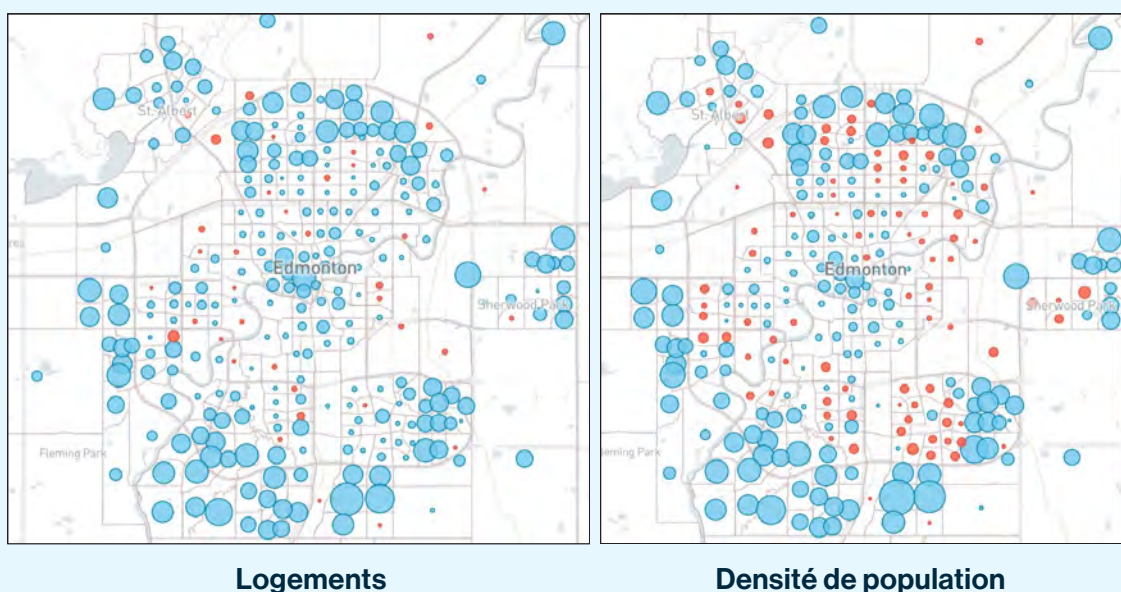
Les coûts élevés du logement sont liés aux coûts de location. À Vancouver, les loyers sont presque trois fois plus élevés qu'à Saskatoon. Alors que les propriétaires peuvent bénéficier d'une plus grande équité dans les marchés à coûts élevés, les locataires font face à un défi de taille pour répondre à leurs besoins de base en matière de logement.

Les cercles bleus de la première carte reflètent la croissance du nombre de logements entre 1996 et 2021 à Edmonton. La périphérie et le centre-ville ont tous deux connu une croissance notable, tandis que les quartiers intermédiaires ont connu moins de changements. La croissance du centre-ville témoigne d'une volonté d'augmenter la population du cœur de la ville. Les cercles rouges représentent un nombre décroissant de logements.

La deuxième carte montre l'évolution de la population au cours des 25 dernières années, avec des baisses plus marquées dans les zones intermédiaires. Ces tendances sont communes à de nombreuses villes canadiennes et reflètent souvent des pratiques de zonage restrictives dans les quartiers établis.

FIGURE 16

Évolution de la population et de la densité des logements à Edmonton, 1996-2021



Légende : Augmentations (bleu) et diminutions (rouge) de la population

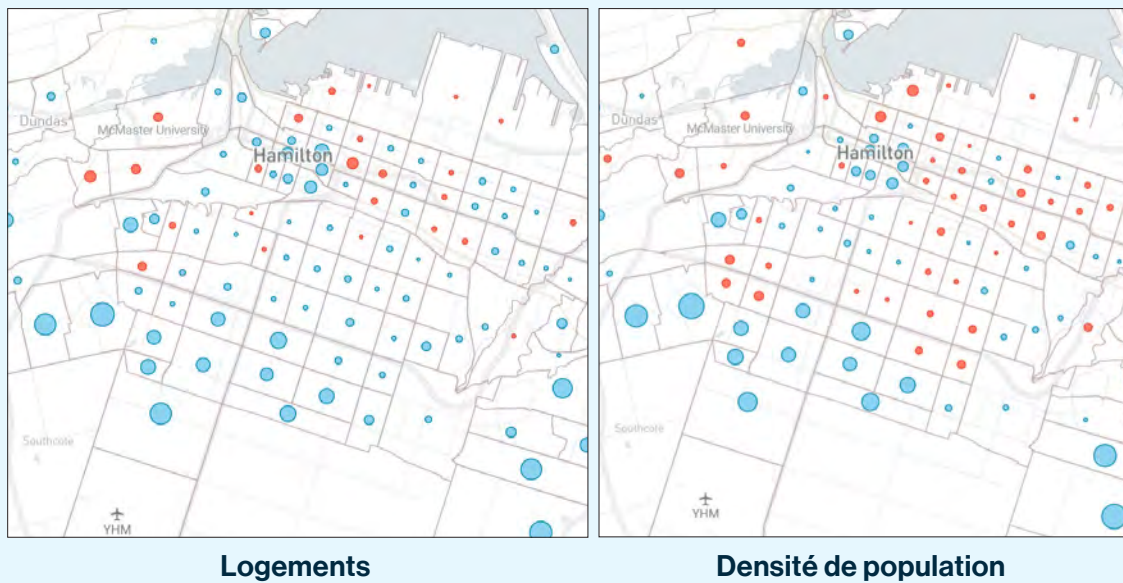
Source : School of Cities, Urban Growth in Canada (1996 to 2021). (École des villes, Croissance urbaine au Canada).

La part des personnes qui utilisent les transports en commun par rapport au transport actif (p. ex. la marche ou le vélo) augmente considérablement avec la taille de la ville. Ce qui peut surprendre, c'est que la part du transport actif reste stable pour toutes les tailles de population par rapport au transport en commun. Les petites villes ont tendance à avoir des systèmes de transport en commun moins bien développés et sont plus dépendantes des véhicules personnels.

Les augmentations (bleu) et les diminutions (rouge) respectives sont reflétées par la taille des cercles. La densité de population des centres-villes a eu tendance à diminuer.

FIGURE 17

Évolution de la densité de la population et des logements à Hamilton, 1996-2021



Source : School of Cities, Urban Growth in Canada (1996 to 2021). (École des villes, Croissance urbaine au Canada).

L'Accord national sur le logement: une stratégie pour mettre fin à la crise du logement locatif au Canada ?

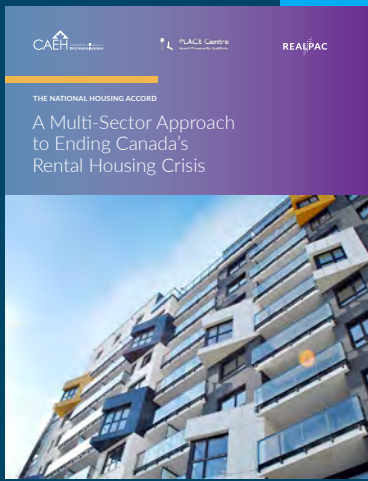
Plus de 450 participants au CityTalk d'IUC, dont d'importants responsables du gouvernement et du monde des affaires, se sont réunis pour une discussion très animée sur la résolution de la crise du logement au Canada. Le problème n'a fait que s'aggraver ces dernières années. La crise est particulièrement aiguë pour les millions de Canadiens qui sont locataires. La table ronde a réuni des pourvoyeurs de logements à but non lucratif et à but lucratif, des promoteurs et des investisseurs qui ont présenté un plan pour rétablir l'accessibilité, protéger les plus vulnérables au Canada et nous permettre d'atteindre l'objectif de la SCHL de deux millions de nouveaux logements locatifs abordables sur le marché d'ici 2023. L'Accord national sur le logement propose dix mesures concrètes au gouvernement fédéral.

Les participants ont discuté des mesures concrètes que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour faire construire des logements abordables dans tout le pays. Si ces mesures sont mises en œuvre, elles permettront de résoudre le problème de l'abordabilité du logement, de répondre aux besoins de notre population croissante, de créer des emplois et de jouer un rôle important dans la lutte contre le sans-abrisme.



Contributeurs à l'Accord national sur le logement :

- **Michael Brooks, PDG**
Association des biens immobiliers du Canada (REALPAC -Toronto, ON)
- **Mike Moffatt**
Directeur principal, Politiques et innovation, Smart Prosperity Institute (Ottawa, ON)
- **Carolyn Whitzman**
Consultante en matière de logement et de politique sociale et professeure auxiliaire en géographie, environnement et géomatique à l'Université d'Ottawa (Ottawa, ON)
- **Tim Richter**
Président-directeur général, Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance (Calgary, AB)



10 recommandations de l'Accord national sur le logement

Le présent rapport formule les recommandations suivantes à l'intention du gouvernement fédéral, afin d'accélérer l'achèvement des logements locatifs construits à cet effet et d'apporter une aide financière aux locataires.

Le gouvernement fédéral devrait:

- **Élaborer un plan coordonné entre les trois ordres de gouvernement** ainsi qu'une stratégie industrielle dirigée par une table ronde réunissant des constructeurs publics et privés, le secteur du logement à but non lucratif, des experts en matière de logement autochtone, des investisseurs et des syndicats. Le plan fédéral devrait comporter des objectifs et des mesures de redevabilité. Le plan devrait inclure une meilleure collecte de données, des prévisions démographiques plus solides et plus fréquentes et une meilleure recherche pour comprendre le système du logement au Canada. Le plan devrait également prévoir le financement de logements très abordables, de logements coopératifs, de logements supervisés, ainsi que de logements pour personnes âgées, de résidences étudiantes, et enfin doubler la part relative des logements communautaires non marchands.
- **Contribuer à la création d'une stratégie nationale** en matière de main-d'œuvre et d'immigration pour ce qui touche au logement, y compris pour les métiers de la construction et les autres catégories d'emploi liées à la production de logements.
- **Aider à réformer les redevances à la SCHL et le système fiscal fédéral**, notamment en modifiant les dispositions relatives au coût en capital et en éliminant la TPS/TVH sur les logements locatifs construits à cet effet, afin d'encourager la construction de logements locatifs.
- **Fournir un financement à faible coût, à long terme et à taux fixe pour la construction de logements destinés à la location**, ainsi qu'un financement pour l'amélioration des logements locatifs existants destinés à la location, afin de les rendre plus accessibles, plus respectueux du climat et plus efficaces sur le plan énergétique.
- **Veiller à ce que les innovations atteignent une plus grande échelle**, en aidant à développer une stratégie d'innovation solide pour le logement, y compris une politique d'approvisionnement et des centres d'innovation pour la construction de logements.



- **Aider à réformer le Code national du bâtiment** pour stimuler l'innovation dans le secteur de la construction de logements.
- **Rationaliser le processus d'approbation de la SCHL**, qui peut inclure un code de conduite pour les constructeurs et un catalogue de modèles préapprouvés, afin d'accélérer la construction de logements locatifs.
- **Créer des programmes d'acquisition de biens immobiliers pour les fournisseurs de logements**, à but non lucratif afin de les aider à acheter des projets de logements locatifs et des hôtels existants et afin de faciliter la conversion de bureaux en logements. Ces programmes pourraient inclure des subventions en capital, la fourniture d'un financement par emprunt préapprouvé, des fonds pour un financement secondaire par emprunt et par actions, ou d'autres leviers innovants qui aident à couvrir les coûts initiaux sans imposer aux fournisseurs des coûts d'exploitation et un service de la dette trop importants.
- **Créer une prestation pour la prévention du sans-abrisme et le logement**, qui offrirait une aide immédiate au loyer à 385 000 ménages exposés à un risque imminent de sans-abrisme, aiderait plus de 50 000 personnes à sortir du sans-abrisme et réduirait la pression sur les systèmes de prise en charge des sans-abris au Canada, qui sont aujourd'hui débordés.
- **Réformer l'allocation canadienne au logement** pour mieux cibler les personnes et les familles qui ont les plus grands besoins en matière de logement en la remplaçant par une allocation de logement transférable.

Source : [The National Housing Accord: A Multi-Sector Approach to Ending Canada's Rental Housing Crisis](#) by Brooks, Moffat and Richter.



PROVOCATION

Stratégies pour inverser la tendance actuelle de perte de logements au Canada



Jim Dunn, PhD

Professeur, Université McMaster -Chaire Sénateur W. McMaster en équité dans la santé urbaine; Directeur, Collectif canadien pour la recherche sur le logement (CCRL)

Jim Dunn est un expert reconnu des impacts sanitaires et sociaux du logement abordable et des interventions sous forme de politiques locales . Il détient 25 ans d'expérience dans l'étude du logement, des quartiers, de l'inégalité des revenus et de la santé, et a travaillé avec tous les niveaux de gouvernement sur les questions de logement, de revenu et de santé.



Steve Pomeroy, MA

Directeur, Focus Consulting; Professeur en Industrie, Université McMaster; Conseiller exécutif, Collectif canadien pour la recherche sur le logement (CCRL)

Steve Pomeroy est un expert de premier plan en matière de politique du logement, qui possède 40 ans d'expérience. Il est l'auteur de plus de 200 rapports sur l'analyse des besoins en matière de logement, les stratégies, la faisabilité financière et les questions urbaines. Steve conseille régulièrement des associations nationales et provinciales de logement, des municipalités et des provinces, et il est conseiller auprès de la Défenseure fédérale du logement.

Le Canada est confronté à une crise du logement sans précédent qui touche de larges segments de la population et dont les causes et les solutions font l'objet de vifs débats. Il ne fait aucun doute que le secteur du logement est confronté à son plus grand défi depuis des décennies. Cette situation est amplifiée par le fait que le logement ne se prête pas à des solutions simples ou rapides. Cela prend du temps pour construire des logements: il faut faire approuver les propositions, obtenir les financements et sécuriser les terrains. En conséquence, nous devons prendre des mesures rapides pour résoudre les problèmes urgents (horizon à court terme) et simultanément mettre en œuvre des actions «en amont» pour réformer le système (horizons à moyen et long terme).



En ce qui concerne le court terme, les problèmes aigus relatifs au coût du logement ont entraîné une augmentation du nombre de sans-abris et de campements dans les villes, ainsi qu'une hausse rapide des loyers et des taux d'intérêt qui laisse présager des difficultés lors du renouvellement des prêts hypothécaires au cours des deux ou trois prochaines années. Le problème du coût est le facteur le plus important auquel sont confrontés les ménages qui ont besoin d'un logement; moins de 10 % des besoins impérieux sont liés à la qualité des locaux ou au manque d'espace. Pour les ménages qui n'ont qu'un problème de revenu, l'abordabilité peut se régler en remédiant à l'insuffisance des revenus; ils n'ont pas nécessairement besoin d'un nouveau logement. Les mesures les plus rapides et les plus efficaces pour apporter un soulagement immédiat sont notamment les suivantes:

- **Le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux devraient étendre l'Allocation canadienne pour le logement** à un plus grand nombre de ménages et fournir une aide plus importante. Aider les ménages à rester dans leur logement existant a pour effet secondaire d'éviter une nouvelle perte de logements à loyer modéré due au départ des ménages : cela peut conduire à une augmentation des loyers par les propriétaires.
- Pour remédier au phénomène récent d'augmentation massive des loyers, les gouvernements provinciaux doivent **réexaminer la réglementation sur les loyers et envisager d'étendre le contrôle des loyers aux logements vacants**. L'exemption devrait être maintenue pour les nouvelles locations afin de ne pas décourager l'offre de nouveaux logements. Mais il est nécessaire de protéger les logements existants à loyer modeste, qui abritent de nombreux ménages à faibles revenus.

Les gouvernements provinciaux doivent augmenter les taux d'aide sociale afin de mieux refléter le coût réel des logements locatifs. En Ontario, par exemple, l'allocation de logement maximale pour une personne seule bénéficiant du programme Ontario au travail est de 390 dollars, alors que le loyer d'un studio à Ottawa est de 1 676 dollars, soit une augmentation de 12,8 % par rapport à 2022.

Les gouvernements provinciaux doivent augmenter considérablement leur capacité à fournir des logements supervisés aux personnes vivant avec une maladie mentale, avec une toxicomanie ou avec un handicap, ainsi qu'aux personnes âgées médicalement précaires. Les systèmes municipaux d'hébergement d'urgence fonctionnent bien pour les personnes dont le principal problème est l'accessibilité financière, mais ils sont débordés par les personnes aux besoins plus complexes nécessitant des logements très abordables et un soutien sur place pour les conserver.

En ce qui concerne le court terme, les problèmes aigus relatifs au coût du logement ont entraîné une augmentation du nombre de sans-abris et de campements dans les villes, ainsi qu'une hausse rapide des loyers et des taux d'intérêt qui laisse présager des difficultés lors du renouvellement des prêts hypothécaires au cours des deux ou trois prochaines années.



À moyen terme, plusieurs mesures peuvent être prises pour atténuer la perte de logements à loyer modéré et abordable au Canada. À l'échelle nationale, entre 2011 et 2021, pour chaque nouveau logement construit dans le cadre des précédents Investissements dans le logement abordable (2011-2019) et, depuis 2017, dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement (jusqu'en 2021), les villes canadiennes ont perdu 11 logements à loyer inférieur à 750 \$. Dans certaines villes, la perte a été beaucoup plus importante; pour chaque nouveau logement à London, 19 ont été perdus, et à Hamilton, 20. Les mesures à prendre à moyen terme pour remédier à l'érosion du nombre de logements disponibles sont notamment les suivantes:

Les gouvernements de tous niveaux doivent mettre en œuvre une stratégie d'acquisition pour permettre aux organismes à but non lucratif d'acheter des immeubles du secteur privé à loyer modéré ou intermédiaire. Cette mesure contribuerait à ralentir l'érosion du parc de logements à loyer modéré, mais nécessitera une grande créativité, notamment des subventions et des financements à taux réduit de la part des pouvoirs publics. Elle permettrait toutefois d'atténuer la perte actuelle de logements.



Chaque niveau de gouvernement a besoin d'une stratégie pour s'assurer que les logements à but non lucratif qui arrivent au terme de leurs accords d'exploitation ou de leur hypothèque puissent être conservés dans le secteur à but non lucratif. Ce travail est en cours depuis un certain nombre d'années, mais, en raison des subventions plus importantes associées aux projets postérieurs à 1986 (subventions qui ont commencé à expirer en 2021), il doit faire l'objet d'une attention renouvelée: il faut entre autres trouver de nouvelles sources de financement pour assurer le renouvellement des immobilisations, et investir davantage dans le renforcement des capacités de gestion.

Sur le marché locatif du secteur privé, l'augmentation de la construction de logements locatifs construits à cet effet contribuera à augmenter l'offre et à gérer les faibles taux d'inoccupation, mais il faudra du temps pour que cela ait un impact. La récente suppression de la TPS (et, dans certaines provinces, de la TVP parallèle) peut légèrement améliorer la viabilité de la construction (limitée par des taux hypothécaires plus élevés), ce qui est bienvenu, mais n'est pas une panacée pour l'abordabilité d'une large gamme de logements.

Sur le marché de l'accession à la propriété, des rapports font état d'un certain ralentissement des mises en chantier, bien qu'elles restent supérieures aux niveaux prépandémiques, car les taux d'intérêt ont entraîné une augmentation du coût de l'emprunt, et donc une réduction des marges bénéficiaires. La mesure la plus prometteuse, rarement évoquée, consiste à faire



avancer les permis de construire déjà approuvés au stade de la construction. L'accès limité à la propriété a eu des répercussions sur l'ensemble du système, y compris sur les locations, et cette situation s'est sans aucun doute aggravée depuis que les taux d'intérêt ont commencé à augmenter. Pour un marché du logement sain, il faut que les ménages quittent le marché de la location et accèdent au marché de la propriété. Mais le taux d'accession à la propriété au Canada a baissé de 69 à 66 % entre 2011 et 2021: cela signifie 400 000 ménages en moins, des ménages qui auraient quitté le marché de la location. Retrouver l'ancien taux équivaldrait à construire 40 000 nouveaux logements locatifs par an.

À plus long terme, les efforts visant à augmenter l'offre de logements du marché finiront par avoir un effet sur l'abordabilité, mais c'est en ciblant le secteur à loyer abordable que l'on y parviendra le plus rapidement. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) estime que pour ramener les prix à un niveau abordable, le Canada a besoin de plus de 3,5 millions de nouveaux logements au cours des sept prochaines années, soit plus que les logements nécessaires pour faire face à la croissance démographique attendue. Il s'agit d'un objectif très ambitieux qui sera difficile à atteindre au vu des conditions actuelles du marché, des taux d'intérêt élevés et du comportement des promoteurs qui rationnent traditionnellement la construction de nouveaux logements lorsque l'absorption (vente ou location potentielle) est incertaine.

Une recommandation connexe est que nous avons besoin d'une stratégie nationale coordonnée pour développer les secteurs du logement abordable. Diverses parties, dont les grandes banques et les grands acteurs immobiliers du secteur privé, ont appelé à doubler la taille relative du parc social de logements abordables du Canada, qui représente moins de la moitié de la moyenne de l'OCDE. Cette demande est formulée dans l'Accord national sur le logement. Nous avons besoin d'un plus grand nombre d'organismes fournissant des logements sans but lucratif (même si ce sont des loyers proches du marché ou modestement abordables); nous avons besoin que ces organismes soient plus gros et plus sophistiqués; et nous avons besoin que les gouvernements les soutiennent pour atténuer les risques qui constituent des obstacles pour les prêteurs, les conseils d'administration des organismes sans but lucratif et autres structures de gestion. Les récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour accroître l'accès aux prêts non remboursables sous conditions (subventions) dans le cadre du Fonds de co-investissement constituent un soutien bienvenu à ces changements structurels. Toutefois, il est indispensable de poursuivre l'expansion de ces programmes basés sur les contributions pour soutenir la croissance du parc de logements abordables à but non lucratif.

À plus long terme, les efforts visant à augmenter l'offre de logements du marché finiront par avoir un effet sur l'abordabilité, mais c'est en ciblant le secteur à loyer abordable que l'on y parviendra le plus rapidement.



Agir concrètement pour le droit au logement



Elizabeth McIsaac

Présidente, Maytree

Elizabeth McIsaac est présidente de Maytree, un organisme qui s'engage à promouvoir des solutions systémiques à la pauvreté par le biais d'une approche fondée sur les droits de la personne. Elle se consacre au développement et à la défense du secteur à but non lucratif, et s'intéresse particulièrement à la création de solutions en matière de logement en partenariat avec les villes et d'autres ordres de gouvernement.



La question du logement est un sujet brûlant pour les villes du Canada. Pourtant, en l'absence d'un soutien public clairement exprimé, il arrive que les dirigeants politiques soient réticents à agir, en particulier lorsqu'il s'agit de s'attaquer au cœur du problème, autrement dit le logement abordable et le sans-abrisme.

L'adoption d'une approche du logement fondée sur les droits de la personne constitue alors un moyen pratique de pousser les pouvoirs publics à agir et d'atténuer la peur du risque politique que tendent à susciter les problèmes épineux. Les politiques fondées sur les droits de la personne peuvent normaliser les processus décisionnels et les pratiques que les gouvernements devront adopter pour faire avancer la lutte contre la crise du logement.

Pour commencer, une approche fondée sur les droits de la personne nous donne une vision claire des responsabilités: les gouvernements ont le devoir d'agir pour protéger les personnes et leur droit à un logement adéquat. Ceci concerne tous les niveaux de gouvernement : national, infranational et municipal. S'ils veulent réaliser des progrès durables, ils doivent instaurer et maintenir des mesures conformes aux principes établis en matière de droits de la personne.



Mesure 1 : Les gens d'abord

Une approche fondée sur les droits de la personne appelle les gouvernements à placer les personnes au premier plan de leurs préoccupations dans leurs prises de décision, à donner la priorité aux individus les plus démunis et à les faire participer de manière constructive aux décisions qui les concernent. Dans la crise du logement, les personnes les plus démunies sont celles qui ne disposent pas d'un logement sûr et adéquat : les personnes sans abri.

Au cours de l'été 2021, la ville de Toronto a cherché à « nettoyer » plusieurs campements dans les parcs publics. Non seulement cette approche violait-elle les droits de la personne des résidents des campements, mais en plus, elle ne résolvait pas le problème. Elle négligeait une question majeure : où les personnes expulsées allaient-elles se réfugier ?

En réponse aux critiques formulées à la suite de ses actions antérieures, la ville a adopté une approche différente à l'égard des personnes vivant dans le campement du parc Dufferin Grove au cours de l'été 2022. Cette approche fondée sur les droits de la personne a été présentée comme un modèle prometteur dans le rapport du médiateur de Toronto, Kwame Addo, par ailleurs cinglant sur les actions de la ville relatives aux campements.

Dans le parc Dufferin Grove, la ville a voulu d'abord penser aux personnes qui vivaient dans le campement. Pendant plusieurs mois, la ville a mis à la disposition de ces résidents des services sociaux et de santé mobiles et complets, a établi des relations avec eux et les a dirigés vers des espaces de logements plus sûrs dans des bâtiments, parfois même des logements permanents, qui répondaient aux besoins spécifiques de chacun.

Nous pouvons tirer des enseignements importants de cette approche. Par exemple, l'établissement de relations prend du temps, tout comme la recherche d'un logement temporaire ou permanent approprié. Il faut accorder une attention particulière aux personnes qui en ont le plus besoin et aux résultats positifs qu'elles obtiennent. Cette approche exige également de respecter la dignité et la participation de chaque personne et de s'engager en permanence auprès des personnes en situation d'exclusion liée au logement.

Mesure 2: Exercer le pouvoir de rassembler les décideurs autour des droits de la personne

Le logement abordable, en particulier le logement locatif privé, est un autre domaine controversé dans lequel les gouvernements locaux risquent de ne pas avoir le soutien actif de l'opinion publique pour agir. Il peut être utile de formaliser les mesures fondées sur les droits de la personne au moyen de règlements et d'arrêtés.

En décembre 2022, la ville de Toronto a adopté un règlement qui légalise les maisons de chambres, à locataires multiples. En tant que forme de logement locatif très abordable, ces dernières constituent un élément important du parc de logements abordables.



Avant l'adoption de ce règlement, il était illégal d'exploiter une maison de chambres dans de nombreux quartiers de Toronto, bien qu'elles aient existé dans toute la ville. S'il est correctement appliqué, le cadre réglementaire pourra garantir que les maisons de chambres répondent aux normes minimales d'habitabilité et de sécurité, qu'elles sont accessibles aux personnes handicapées et qu'elles sont culturellement adaptées. Il permet également aux résidents de faire valoir leurs droits en tant que locataires.

Maytree a travaillé avec la ville de Toronto à une évaluation du respect des droits de la personne lors de l'élaboration de son cadre réglementaire. Elle a analysé le cadre proposé en fonction des critères établis du droit de la personne à un logement adéquat. Le processus a permis de définir un objectif commun et un ensemble de valeurs pour les différentes parties prenantes, notamment les services d'urbanisme, d'octroi de licences et de normes, de pompiers, de construction et de logement. Les fonctionnaires qui ont participé à l'analyse ont indiqué que le processus était concret et utile, et qu'il n'était aucunement contraignant.

Action 3: Ensure independent accountability for housing **Mesure 3 : Garantir un respect des obligations en matière de logement**

Le règlement sur les maisons de chambres n'ayant été adopté que très récemment, ses effets n'ont pas encore été mesurés. Mais cela doit suivre. Les principes de progrès constants, de responsabilité et de transparence énoncés dans le cadre des droits de la personne signifient que les pouvoirs publics sont tenus de démontrer où et dans quelle mesure ils progressent dans l'amélioration de la vie quotidienne des citoyens.

Les villes doivent donc se doter d'un organe indépendant chargé de rendre des comptes en matière de logement. Ce bureau ou cette institution pourrait effectuer un suivi des progrès réalisés dans le cadre du plan stratégique de la ville en matière de logement, procéder à des examens systémiques, recueillir des données et formuler des recommandations. Cet organe pourrait coordonner et soutenir tous les services impliqués dans le logement, afin de s'assurer qu'ils appliquent le droit de la personne au logement dans le cadre de leur travail. Il devrait avoir la compétence et la capacité de défendre le droit de la personne au logement.

Obligation de rendre des comptes et progrès vont de pair. Les mécanismes de redevabilité permettent aux gouvernements de rester vigilants et d'avancer vers leur objectif, qui est de garantir que chaque personne dispose d'un logement adéquat.

Les villes doivent se doter d'un organe indépendant chargé de rendre des comptes en matière de logement. Ce bureau ou cette institution pourrait effectuer un suivi des progrès réalisés dans le cadre du plan stratégique de la ville en matière de logement, procéder à des examens systémiques, recueillir des données et formuler des recommandations.



Et la construction de nouveaux logements ?

Les gouvernements peuvent réglementer le marché afin qu'il fonctionne dans le respect des droits des personnes. Par exemple, les autorités locales peuvent réglementer: le type de logement que les promoteurs peuvent construire et l'endroit où ils peuvent le faire (par le biais de règlements de zonage), le maintien de l'offre de logements existants (en protégeant les logements abordables tels que les maisons de chambres) et les actions des propriétaires de logements locatifs (en établissant et en appliquant des règlements sur la protection des locataires).

Les collectivités locales peuvent aller plus loin et collaborer avec les promoteurs pour construire des logements abordables sur des terrains appartenant à la ville, de sorte que les municipalités puissent conserver ces actifs et s'assurer qu'ils restent abordables en permanence.



Une approche fondée sur les droits de la personne force les collectivités locales à l'action

Une approche fondée sur les droits de la personne clarifie les choses: les collectivités locales ont le devoir de respecter, de protéger et de mettre en œuvre le droit au logement. Elle nous aide à établir nos priorités: nous devons nous occuper des personnes qui en ont le plus besoin. Les principes des droits de la personne nous rappellent qu'il y a plus en jeu que l'efficacité, le rapport qualité-prix et la simplicité administrative. C'est une approche pratique que les gouvernements locaux peuvent employer pour garantir que chaque personne dispose d'un logement.



Équité en matière de logement et disponibilité des données



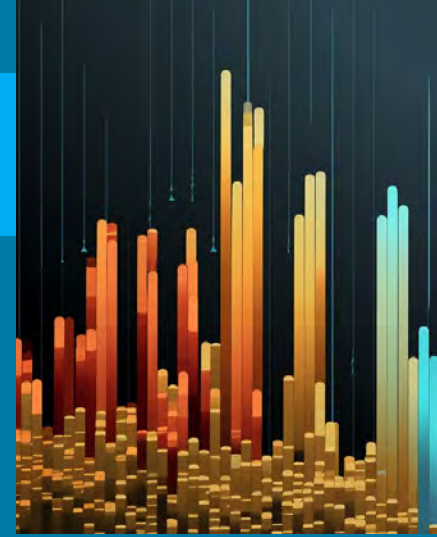
Prentiss A. Dantzler

Département de Sociologie, Université de Toronto

Prentiss A. Dantzler, PhD, est professeur adjoint au département de sociologie et conseiller pédagogique à l'École des villes (School of Cities) de l'université de Toronto. Ses travaux portent sur la pauvreté urbaine, les politiques de logement, les changements dans les quartiers, les relations raciales et ethniques et le développement communautaire.

Les Canadiens sont actuellement confrontés à un énorme problème d'insécurité en matière de logement, dont la multitude de causes peut sembler écrasante. Le loyer moyen d'un appartement au Canada dépassant les 2 000 dollars en été 2023, les accusations fusent de toutes parts. Les locataires reprochent aux propriétaires d'augmenter les loyers ou de les expulser pour des raisons que ces derniers ne maîtrisent pas; les propriétaires reprochent au gouvernement les charges administratives excessives et l'augmentation des coûts liés à la location de leurs logements. Les gouvernements municipaux reprochent aux décideurs politiques provinciaux leurs actions préemptives; les gouvernements municipaux et provinciaux reprochent au gouvernement fédéral d'augmenter les objectifs en matière d'immigration sans s'assurer que les aides communautaires adéquates soient en place. La population du Canada a dépassé les 40 millions d'habitants au début de cette année et, si l'on ne s'attaque pas à l'insécurité du logement, la croissance démographique ne fera qu'aggraver la crise. La situation pourrait sembler désespérée.

La clarté s'impose. Pour prendre des mesures bien ciblées, il nous faut comprendre les détails de la dynamique liée au logement; or, malgré l'attention portée à la crise, nous sommes confrontés à d'importantes limitations dans les données dont nous disposons. Nos estimations de la crise du logement masquent souvent les problèmes réels auxquels les familles sont confrontées. Sans un accès adéquat aux données, le Canada continuera à prendre du retard, et les individus, les communautés, les villes et les régions en seront réduits à deviner comment naviguer au mieux sur le marché du logement. Ainsi, des reportages sur les données de Statistique Canada ont montré que plus d'un cinquième des maisons en Colombie-Britannique, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario appartiennent à des investisseurs. Les statistiques sont encore plus frappantes si l'on considère des types de biens spécifiques. Par exemple, les copropriétés appartenant à des investisseurs représentent environ un tiers du marché en Colombie-Britannique et environ 41 % en Ontario.



Ces tendances soulèvent des questions importantes: on doit se demander non seulement «qui sont les propriétaires de logements?», mais aussi «qui sont les acheteurs?», surtout quand l'objectif est d'accroître l'offre de logements. La recherche a montré que les tendances s'accroissent au fil du temps, en particulier si l'on considère les types de propriétés spécifiques. Cependant, sans accès à des données désagrégées, les chercheurs continuent de s'appuyer sur des échelles d'analyse trop générales qui échouent à montrer l'impact de la situation sur des communautés précises. Les villes doivent insister sur la nécessité de recueillir des données sur la propriété qui permettront de mettre au point des approches spécifiques et adaptées au niveau local.

Historiquement, ni Statistique Canada ni la Société canadienne d'hypothèques et de logement n'ont recueilli de données sur les investisseurs institutionnels ou sur le type de propriétés qu'ils possèdent. Les informations relatives à la propriété sont généralement enregistrées et stockées au niveau municipal ou provincial/territorial. Chaque province et territoire dispose de son propre système de gestion des données sur la propriété et d'accès à ces données. Les protocoles étant propres à chacun, il est donc difficile d'effectuer des analyses à l'échelle du Canada. Aux États-Unis, les chercheurs ont été en mesure de déceler la montée en puissance des investisseurs institutionnels sur le marché de l'immobilier, en particulier dans l'achat de maisons unifamiliales.

Au Canada, les problèmes posés par ces limitations sont considérables. Les investisseurs institutionnels renforcent l'instabilité du logement sur les marchés immobiliers en plein essor en déposant des demandes d'expulsion en série. Il a été constaté que les quartiers noirs et à faibles revenus font l'objet d'un nombre disproportionné de demandes d'expulsion et de formes plus importantes de displacement ultérieur. Ces disparités illustrent le fait que l'insécurité du logement n'est pas vécue de la même manière par tous. La disponibilité des logements, la race/ethnicité et la classe sociale sont affectées de manière unique par des tendances du marché du logement qu'il faut mieux comprendre. Où en est le Canada à cet égard ?

Ces 15 dernières années, les fonds d'investissement privés, les fonds de pension et les sociétés d'investissement immobilier ont accru leur contrôle sur le logement canadien. Quand les sociétés financières acquièrent, exploitent et étendent des biens immobiliers, c'est dans le cadre d'une stratégie d'investissement dont l'objectif est de maximiser les rendements pour les actionnaires. La Commission canadienne des droits de la personne a confirmé dans un rapport publié en 2022 que les tendances actuelles en matière d'investissement sont étroitement liées à des hausses de loyers excessives, à la détérioration des conditions de logement et à une augmentation des taux d'expulsion parmi les locataires. L'effet combiné de

Les villes doivent insister sur la nécessité de recueillir des données sur la propriété qui permettront de mettre au point des approches spécifiques et adaptées au niveau local.



ces pressions a entraîné des taux élevés de morbidité et de mortalité dans des lieux tels que les établissements de soins de longue durée. Il est important de noter que ce sont justement les groupes prioritaires identifiés dans la stratégie nationale pour le logement qui sont touchés: les personnes issues des communautés autochtones, noires et autres communautés racialisées, les locataires à faible revenu, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Compte tenu de la gravité de l'insécurité du logement, le Canada doit être plus proactif. Les municipalités sont en première ligne de cette tendance et doivent mettre en place de nouvelles structures juridiques et politiques pour en atténuer les effets négatifs.

En 2019, le Parlement a adopté la loi sur la stratégie nationale sur le logement. Cette loi reconnaît que le logement est un droit humain fondamental et oblige à la fois les gouvernements et les différents organismes à entreprendre une refonte complète des lois, des politiques et des programmes en matière de logement dans une perspective de droits

de la personne. Le Canada doit prendre ce principe au sérieux et peut le faire de deux manières : (1) en établissant des processus qui collectent des données plus détaillées, notamment des informations sur la propriété et des catégories raciales désagrégées, et (2) en donnant accès aux données sur le logement à des fins d'utilisation par le public.

Si le logement est un droit de la personne, cela signifie qu'il s'agit d'un « bien public » fondamental auquel l'accès de chaque individu doit être garanti. Les lois canadiennes sur la protection de la vie privée et des données doivent être adaptées afin de permettre une plus grande prise de conscience des modèles qui érodent les droits et libertés fondamentaux et afin de continuer à assurer la protection de la vie privée dont les citoyens ont besoin. Le mouvement Black Lives Matter a mis en lumière la façon dont les données

peuvent révéler des schémas de racisme institutionnel, comme l'utilisation par la police de profils raciaux, renforçant ainsi la discrimination. Le gouvernement fédéral devrait exiger des provinces qu'elles accordent l'accès aux données sur le logement, en particulier aux fournisseurs de logements abordables à but non lucratif et aux chercheurs des institutions publiques, à un coût nominal.

Si le Canada veut s'attaquer à l'insécurité du logement, l'accès aux données doit être considéré comme une question d'équité. Sans de meilleures pratiques en matière de données, le pays risque de sous-estimer l'impact réel de la crise actuelle du logement.





PROVOCATION

Trois changements de mentalité essentiels qui aideront à résoudre la crise nationale du logement



Deanna Veltri

Gestionnaire principale, Réforme du secteur public

Deanna Veltri est directrice principale chez Deloitte Canada et possède une décennie d'expérience dans la réforme des services publics du Canada. Deanna a passé la majeure partie de sa carrière dans le secteur du logement canadien et détient une connaissance approfondie de la législation, de la réglementation, des politiques et des programmes qui s'y rapportent. Elle a tenu pendant cinq ans le poste de responsable de l'amélioration à la Toronto Community Housing Corporation.



Martin Joyce

Partenaire, Services à la personne et sociaux, Deloitte

Martin Joyce est associé chez Deloitte Canada et possède deux décennies d'expérience dans la réforme et la promotion de la réforme gouvernementale au Canada et en Australie. Il a notamment acquis une expérience approfondie dans le secteur du logement, ce qui lui a permis d'acquérir une compréhension directe des problèmes d'équité dans la livraison de logements et le développement de l'immobilier. En tant que conseiller, Martin a travaillé avec des décideurs politiques à travers tout le Canada afin d'améliorer leur approche stratégique et leurs opérations de construction et de livraison de logements.

Notre pays est actuellement en proie à une crise du logement. En d'autres termes, l'offre actuelle et escomptée n'est pas suffisante pour couvrir toute la gamme des besoins des Canadiens en matière de logement. Ce sont des besoins qui couvrent tout le continuum du logement, c'est-à-dire que le pays manque désespérément de logements de toutes les catégories, à prix courant ou non, pour assurer que les familles aient toutes un toit au-dessus de leur tête. Trois changements de mentalité essentiels doivent s'opérer chez les décideurs, les défenseurs des droits et les acteurs du changement de tout le pays.



Le rêve d'accession à la propriété doit évoluer

Jusqu'à présent, l'accession à la propriété n'était pas seulement une aspiration pour les familles canadiennes, mais aussi un élément clé de la stabilité financière à long terme d'un ménage et de son portefeuille d'investissement, en particulier au moment de la retraite. L'accession à la propriété devenant de plus en plus inabordable pour les revenus moyens actuels des ménages, et ces derniers étant plus nombreux à dépendre des logements locatifs, à prix courant ou non, il faut absolument envisager des solutions qui couvrent tous les aspects de la question. La solution à la crise du logement doit aller au-delà de l'offre de logements à acheter, surtout maintenant que les taux d'accession à la propriété continuent de baisser par rapport à leur niveau record d'il y a une dizaine d'années. Dans des pays comme l'Allemagne, la Suisse, l'Autriche et le Danemark, il est courant que les ménages louent à vie.

Dans une perspective à long terme, recadrer l'accession à la propriété peut contribuer à éviter les effets d'entraînement sur d'autres systèmes tels que la santé, l'aide sociale et la prise en charge des personnes âgées. Si nous reconnaissons aujourd'hui que tous les ménages canadiens ne peuvent pas compter sur le logement comme investissement pour aujourd'hui et pour leur retraite, nous pouvons accélérer nos efforts pour consolider notre parc de logements communautaires et renforcer nos systèmes de sécurité sociale, nos systèmes financiers et nos infrastructures de soins aux personnes âgées. Ceci permettrait la réussite des Canadiens au cours des décennies à venir.

Pour l'instant, cela signifie qu'il faut mettre en place des politiques et des programmes incitatifs qui tiennent compte de l'ensemble du continuum du logement et impliquent des partenaires privés, publics et à but non lucratif experts dans les domaines de la stratégie, de la construction et du maintien de l'offre de logements.

Le logement constitue une infrastructure à traiter comme telle

Le terme « infrastructure » désigne les structures et installations physiques et organisationnelles de base nécessaires au fonctionnement d'une société.

Bien qu'il corresponde à cette définition, le logement n'a jusqu'à présent pas été compris et traité comme une priorité nationale en matière d'infrastructure. Aujourd'hui que la crise du logement continue d'accabler la classe moyenne et se révèle un problème économique important, le fait de traiter le logement comme une infrastructure permettra de créer

Aujourd'hui que la crise du logement continue d'accabler la classe moyenne et se révèle un problème économique important, le fait de traiter le logement comme une infrastructure permettra de créer les conditions politiques, financières et partenariales nécessaires au développement cohérent d'une offre adéquate pour les 20, 30, voire 50 années à venir.



les conditions politiques, financières et partenariales nécessaires au développement cohérent d'une offre adéquate pour les 20, 30, voire 50 années à venir. Ceci implique de fixer des objectifs nationaux et provinciaux pour la croissance d'une gamme de différents types de logements, de donner la priorité aux zones géographiques qui en ont le plus besoin et de créer les conditions financières permettant d'impliquer de manière significative les partenaires du secteur privé et les bailleurs de fonds.

Des indices récents laissent présager l'annonce, à l'automne 2023, d'un nouveau plan fédéral d'infrastructures à long terme incluant le logement, à la suite du discours prononcé en mai par le premier ministre Trudeau devant la Fédération canadienne des municipalités. S'il est bien conçu, ce plan comprendra un engagement fédéral à long terme pour le financement de logements répondant aux besoins réels des Canadiens aujourd'hui et à l'avenir.

Un tel plan fédéral pour corriger le tir devrait également ouvrir une nouvelle ère de collaboration dans le domaine du logement. À l'instar des transports en commun, des routes, des ponts, des hôpitaux et des écoles, le logement devrait désormais faire l'objet d'un partenariat à long terme entre les gouvernements et les parties prenantes au niveau local, qui devraient travailler au-delà de leurs propres frontières régionales. Ensemble, ils pourront planifier le déplacement, l'éducation et le logement pour plusieurs générations, sans se limiter à un seul type d'infrastructure ni à une solution répondant à un seul problème ou crise particulière actuelle.

Réfléchir de manière collaborative aux données, dès maintenant

Pendant de nombreuses années, le Canada a souffert d'un manque constant de données sur les tendances émergentes du marché du logement, laissant les acteurs du changement dans l'ignorance de ce qui se préparait.

Les informations dont nous avons besoin sont déjà amplement disponibles, entre les statistiques gouvernementales, les rapports du secteur privé et les recherches des défenseurs des droits, mais elles n'ont pas été rassemblées de manière à brosser un tableau clair des facteurs de l'offre et de la demande dans le marché du logement. Il est impératif que nous améliorions notre connaissance du logement sous toutes les facettes de la crise, notamment celles-ci :

- **Politiques et réglementation:**

Quelles règles, réglementations et procédures d'aménagement du territoire peut-on introduire et améliorer pour permettre une offre efficace? Sont-elles suffisamment audacieuses? Créent-elles des changements mesurables?



- **Infrastructures et disponibilité des terres:**

Quelles parties du pays sont confrontées à une pénurie ou à une abondance de terrains, et quels types de logements pourrait-on construire pour en maximiser la valeur? Quelles sont les régions qui disposent d'infrastructures suffisantes pour faire face à une augmentation de la population, et quelles sont celles qui n'en disposent pas? Quelle est l'ampleur des lacunes à combler dans l'ensemble du pays pour faire face à l'augmentation du nombre de logements? Sur quelles structures existantes pouvons-nous également nous pencher pour créer de nouvelles opportunités résidentielles ?

- **Besoins en logement et démographie:**

Qui a besoin de logements? Quels sont leurs niveaux de revenus et leurs profils démographiques? Où prévoit-on qu'ils souhaitent vivre, et quels sont les logements qui y sont disponibles? Quelles sont les industries ou les organisations qui accroissent leur présence au Canada? Quelles sont les tendances attendues à long terme, au cours des 10 à 20 prochaines années et au-delà?

- **Main-d'œuvre qualifiée et chaînes d'approvisionnement:**

Quelle est la portée de la pénurie de compétences pour la production et le maintien de l'offre de logements aujourd'hui et à l'avenir? Quelles sont les tendances de la chaîne d'approvisionnement qui ont un impact sur l'offre et la rénovation des logements?

- **Financement et marchés:**

Combien les ménages canadiens consacrent-ils aux coûts du logement? Les programmes et les aides en place sont-ils suffisants pour combler les manques en matière d'accessibilité financière? Quel est l'impact des conditions macroéconomiques sur le logement?

Une meilleure compréhension de ces facteurs environnementaux permettra aux décideurs, aux responsables et aux groupes de pression qui s'attaquent à cette crise d'être plus attentifs aux données. En surveillant attentivement l'interaction des facteurs de l'offre et de la demande, nous pourrons anticiper les tendances importantes, impliquer les bons systèmes et les bons partenaires au bon moment et, en fin de compte, éviter de jouer le jeu du rattrapage que nous connaissons aujourd'hui.

Les changements de mentalité décrits ici sont conçus pour aider les décideurs, les groupes de pression et les acteurs du changement à modifier certaines des hypothèses de base ou des comportements politiques qui ont pu contribuer à la situation de crise à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui dans le domaine du logement au Canada. S'il existe un large consensus sur les conditions de crise auxquelles nous sommes confrontés, les solutions à y apporter font l'objet de nombreux débats. Ces trois changements fondamentaux de perspective peuvent aider à recadrer les conversations et à cibler les solutions les plus pertinentes et les plus efficaces en matière de politiques, de programmes et de financement.



Du bureau à domicile aux domiciles dans les bureaux : Mettons à profit les actifs du gouvernement pour résoudre la crise du logement au Canada



Stéphan Déry

Président et PDG, Société immobilière du Canada

Stéphan Déry est président-directeur général de la Société immobilière du Canada. Il dirige des centaines d'employés responsables du développement et de la gestion d'importants biens immobiliers et de l'exploitation de certaines des attractions les plus prisées du Canada. Stéphan est un professionnel chevronné de l'immobilier qui a été responsable de l'ensemble des services immobiliers relatifs aux ministères et organismes fédéraux au sein de Services publics et approvisionnement Canada.

Les marchés du logement au Canada sont en proie à la tourmente, la flambée des prix et des loyers laissant de nombreux Canadiens dans l'incapacité de trouver un logement à un prix abordable. Ces difficultés ont entraîné un changement fondamental dans les aspirations des gens en matière de logement et d'endroits où ils veulent vivre.

Alors que la population devrait passer de 42,9 millions à 52,5 millions d'habitants d'ici 2043, l'urgence de remédier à la pénurie de logements n'a jamais été aussi évidente. La Société canadienne d'hypothèques et de logement estime qu'au rythme actuel, nous ajouterons 2,3 millions de logements entre 2021 et 2030. Toutefois, pour rétablir véritablement l'abordabilité, nous avons besoin de 33,5 millions de logements en plus de ceux-là d'ici 2030.

C'est un objectif ambitieux, mais nécessaire. Au total, il est question de 5,8 millions de logements d'ici à 2030 pour faire face à l'augmentation de la population, due en grande partie à l'immigration. Pour y parvenir, nous devons nous attaquer de front à l'accessibilité financière. S'il est essentiel de relancer la construction, il ne faut pas oublier non plus que de nombreux bureaux restent vides dans les centres-villes.





Du bureau à domicile aux domiciles dans les bureaux : Mettons à profit les actifs du gouvernement pour résoudre la crise du logement au Canada

Lorsque la pandémie a frappé, beaucoup d'organisations ont fermé leurs bureaux physiques et le travail à distance est devenu la nouvelle norme. Dans cette ère post-pandémique, les modèles de travail hybrides règnent en maître, et les employés adoptent cette flexibilité pour un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Les employeurs s'adaptent à cette évolution, car ils reconnaissent eux aussi l'importance de la flexibilité pour attirer et retenir les talents. Ces tendances signifient que les bureaux vacants ne sont pas près d'être de nouveau pleins.

Au premier trimestre 2023, CBRE a indiqué que le taux d'inoccupation des bureaux au Canada était monté à 17,7 %. Il est assez choquant de constater que les centres-villes du Canada comptent 50 millions de pieds carrés d'espaces de bureaux inoccupés. Cela équivaut à environ 50 000 logements, en supposant une superficie moyenne de 1 000 pieds carrés par habitation.

Dans certaines villes canadiennes, la machine est déjà en marche. Halifax, Toronto, London et Yellowknife ont lancé des projets de conversion de bureaux pour faire face à la crise du logement.

Naturellement, tous les immeubles de bureaux vacants ne se prêtent pas à une conversion en logements, à cause de facteurs tels que l'âge, la structure et l'agencement. Cependant, la conversion de bureaux en logements, bien que potentiellement plus coûteuse que la démolition, offre des avantages significatifs qui méritent considération.

L'optimisation des bureaux sous-utilisés peut permettre de constituer des communautés plus saines, de réduire les trajets domicile-travail et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. La reconversion laisse également une empreinte environnementale moindre que la construction. En outre, nombre de ces bâtiments sont déjà accessibles par les transports en commun et connectés aux infrastructures municipales, ce qui permettrait aux constructeurs de réaliser des économies en termes de frais et d'émissions de carbone.

Parallèlement à ces avantages, les municipalités devront faire face à des problèmes de revenus. En 2022, Altus Group a révélé que le ratio moyen de l'impôt commercial par rapport à l'impôt résidentiel était passé à 2,80 % dans son rapport de référence sur l'impôt foncier au Canada. Les taux d'imposition commerciaux sont 2,5 fois plus élevés que les taux résidentiels dans sept des onze municipalités étudiées. Les conversions d'usage commercial en usage résidentiel auront un impact sur les recettes fiscales de la ville.

Dans certaines villes canadiennes, la machine est déjà en marche. Halifax, Toronto, London et Yellowknife ont lancé des projets de conversion de bureaux pour faire face à la crise du logement.



Du bureau à domicile aux domiciles dans les bureaux : Mettons à profit les actifs du gouvernement pour résoudre la crise du logement au Canada

La Société immobilière du Canada, en collaboration avec Services publics et approvisionnement Canada, planifie déjà la transformation de deux sites sous-utilisés à Ottawa (« Tunney's Pasture » et « Confederation Heights ») en communautés durables à usage mixte, répondant également aux besoins du gouvernement en matière de biens immobiliers.

La Société immobilière du Canada, qui s'enorgueillit d'un portefeuille national de 23 projets immobiliers représentant 429 hectares (1 063 acres) en cours d'aménagement, réintègre efficacement les propriétés excédentaires du gouvernement du Canada dans les collectivités locales depuis près de 30 ans. Après avoir acquis des biens immobiliers déclarés excédentaires à leur valeur marchande, la Société immobilière du Canada développe, conserve et gère certains biens immobiliers au bénéfice des Canadiens. Ces avantages comprennent des retombées économiques grâce à un effet multiplicateur lorsque des investissements sont réalisés pour créer des communautés dynamiques grâce à des collaborations novatrices avec des fournisseurs de logements, des municipalités et des groupes autochtones.



Avec des espaces de bureaux sous-utilisés dans le secteur privé et au niveau gouvernemental, chaque acteur a un rôle à jouer. La première étape consiste à identifier ces bâtiments sous-utilisés partout au Canada. Un programme national incitant les constructeurs à entreprendre des conversions à grande échelle impliquant à la fois les secteurs public et privé soutiendrait cette première étape. Une telle approche a un potentiel considérable en termes d'avantages économiques, sociaux et environnementaux.

Ces espaces revitalisés pourraient être transformés en propriétés polyvalentes, dont une partie importante serait consacrée au logement abordable. Cette approche permettrait de redonner vie à des centres-villes en difficulté et de ramener la circulation piétonne au niveau prépandémique.

La crise du logement continuera de hanter le Canada pendant des années, exigeant une attention soutenue et une réflexion créative de la part de tous les niveaux de gouvernement, de l'industrie du logement et des groupes de pression. Compte tenu des terrains vacants disponibles et de la pénurie pressante de logements, la réaffectation d'immeubles de bureaux sous-utilisés à des fins résidentielles mérite davantage d'attention.

En tant que gestionnaire à long terme des biens immobiliers, la Société immobilière du Canada peut prendre l'initiative d'évaluer la faisabilité de la conversion des bâtiments gouvernementaux en propriétés polyvalentes, en accordant une place importante au logement, et en particulier au logement abordable.

Nous avons tous un rôle essentiel à jouer. L'avenir du Canada en dépend.



Consolider les communautés canadiennes grâce au logement des étudiants étrangers



Anna Triandafyllidou

Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la migration et l'intégration, Université Metropolitan de Toronto

Anna Triandafyllidou est titulaire de la Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la migration et l'intégration à l'Université Metropolitan de Toronto (TMU). Sociologue de renommée internationale et experte en politiques migratoires, Anna concentre ses recherches interdisciplinaires sur la gouvernance des migrations et de l'asile, la gestion de la diversité culturelle, le nationalisme et les questions d'identité et, de manière générale, sur les défis contemporains de la migration et de l'intégration dans différentes régions du monde. En 2023, Anna a assumé le rôle additionnel de directrice scientifique d'un nouveau projet de 98,6 millions de dollars, Bridging Divides, attribué à l'Université Metropolitan par le gouvernement du Canada dans le cadre du Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada.

Ces derniers mois, un débat animé a eu lieu sur la crise de l'accessibilité au logement au Canada et sur le rôle des étudiants internationaux, et plus généralement des (im)migrants, dans l'aggravation de cette crise. L'argument avancé est que dans les trois grandes villes du Canada en particulier (Toronto, Montréal et Vancouver), les étudiants internationaux font grimper les loyers, car ils sont prêts à louer des chambres dans des appartements ou des maisons plus vastes, et même à partager des chambres avec des colocataires. Ceci porterait le loyer total envisageable d'un logement à des niveaux totalement inabordables pour une famille locale. Dans les petites villes, la pression est également forte, car dans certaines d'entre elles, il n'y a tout simplement pas assez de logements à louer, quel qu'en soit le prix.

Pourtant, les étudiants étrangers sont très convoités par les universités et les collèges en raison des frais de scolarité élevés qu'ils versent (à partir de 14 000 dollars par an pour les programmes de collège et plus de 20 000 dollars par an pour les programmes universitaires). Ils sont également bien accueillis par les employeurs dans des secteurs tels que l'hébergement et la restauration, les services aux entreprises ou le commerce de gros et de détail, car ils constituent une main-d'œuvre abondante et abordable.





De nombreux commentateurs attirent l'attention sur le fait que la migration internationale pour études n'est pas plafonnée, contrairement au système d'immigration permanente, qui fixe des objectifs annuels. Le Canada accueille un nombre croissant de résidents permanents (435 000 en 2022), ainsi qu'un nombre plus élevé de résidents temporaires, chiffre qui comprend les étudiants étrangers. Plus d'un million de personnes sont arrivées au Canada en 2022 avec un permis temporaire: parmi eux, environ 550 000 étaient de nouveaux étudiants étrangers, tandis que plus de 600 000 étaient des titulaires de permis de travail temporaires. Parallèlement, il convient de noter que sur les 435 000 résidents permanents «arrivés» en 2022, environ deux tiers étaient des entrées techniques; ils résidaient déjà au Canada avec un statut temporaire et sont passés au statut de résident permanent. C'est par les nouveaux arrivants temporaires que la pression sur le logement s'exerce généralement.

L'augmentation du nombre d'étudiants étrangers est passée de 300 000 en 2013 à plus de 800 000 à la fin de 2022. En outre, un [rapport de Statistique Canada](#) montre que la proportion d'étudiants étrangers percevant un revenu d'emploi entre 2000 et 2018 a plus que décuplé, passant de 21 800 à 277 400. La participation au marché du travail des étudiants internationaux des collèges, en particulier, est passée de 7 % en 2000 à 57 % en 2018. Cette évolution fait craindre que l'éducation internationale ne devienne une voie d'accès à la migration internationale par des moyens détournés, plutôt que d'être motivée par un désir de se former. L'examen des politiques devra déterminer qui profite d'une telle évolution.

Il ne fait aucun doute que les employeurs profitent de cette main-d'œuvre abordable, abondante et souvent surqualifiée pour des emplois à court terme, peu qualifiés et mal rémunérés dans des secteurs tels que le tourisme, le commerce et la construction. Les universités et les collèges profitent également des frais de scolarité élevés que paient les étudiants étrangers. La question se pose toutefois de savoir si la famille canadienne moyenne sort perdante de cette situation, les étudiants étrangers créant un marché locatif impossible. Je suis d'avis que ce n'est pas le cas, et je dirais même le contraire: les étudiants étrangers sauvent à la fois le ménage canadien moyen qui possède une maison (et paie un prêt hypothécaire) et le système bancaire canadien.

Comment cela? Les étudiants étrangers sont des locataires qui paient bien et qui sont souvent exploités dans des appartements en sous-sol et des chambres d'amis au sein des grandes et petites villes du Canada. Les étudiants internationaux permettent aux familles canadiennes de survivre à la hausse des taux d'intérêt au Canada et à l'augmentation galopante de leurs paiements hypothécaires. Des rapports récents montrent que plusieurs banques canadiennes ont autorisé l'extension de l'amortissement des prêts hypothécaires à plus de 55 ans, dans le but de maintenir les prêts à flot et de permettre aux ménages de faire face aux paiements.

Des témoignages anecdotiques suggèrent que de nombreuses familles louent non seulement leurs sous-sols, mais aussi leurs chambres à coucher à des étudiants internationaux. Dans de nombreux cas, les parents et les enfants se serrent dans une ou deux pièces pour laisser les



chambres libres à la location. Le système fonctionne souvent grâce aux amis et à la famille élargie, car de nombreux propriétaires préfèrent accueillir un étudiant de la même origine ethnique, linguistique ou culturelle, ce qui rend la vie plus facile pour tout le monde. Ces locations jouent un rôle crucial et, pour l'instant, non comptabilisé, dans le maintien à flot des ménages dont les paiements hypothécaires ont augmenté de manière exponentielle en moins d'un an.

Bien qu'il ne s'agisse aucunement d'une solution à long terme pour la crise de l'accessibilité au logement, ni d'une stratégie pour la migration internationale des étudiants au Canada, ces observations suggèrent quelques idées qui pourraient être utiles à court et à moyen terme. Les universités et les collèges devraient être invités à mettre en place des logements abordables pour leurs nouveaux étudiants internationaux dans le cadre de leur demande de permis d'études. Ces dispositions en matière d'hébergement peuvent inclure des programmes sur mesure où, par exemple, des personnes âgées sont jumelées avec des étudiants, offrant la pension complète à un prix raisonnable tandis que l'étudiant aide à faire les courses ou apporte son amitié à la personne âgée. Les jeunes familles pourraient également être jumelées avec des étudiants internationaux et bénéficier d'allègements fiscaux pour les revenus locatifs qu'elles en tirent. Les gouvernements provinciaux devraient proposer des incitations fortes aux universités et collèges pour qu'ils construisent davantage de résidences étudiantes.

Naturellement, la migration des étudiants internationaux doit être reconsidérée au Canada, afin d'identifier les « mauvaises pratiques » (telles que la surexploitation des flux d'étudiants internationaux en tant que stratégie de revenu et de durabilité avec peu de valeur éducative) et les « mauvais acteurs » (tels que les courtiers et les établissements d'enseignement postsecondaire qui s'attaquent aux étudiants internationaux et à leurs familles en faisant la fausse promesse d'une voie de migration). Au lieu de cela, il faut offrir des services adéquats et une protection aux étudiants internationaux (ce qui inclut l'accès aux services de santé et des voies claires vers des perspectives d'emploi).

Mesures à prendre

- **Mesure 1:** Améliorer les accords formels de location pour les étudiants internationaux, afin que les familles locales puissent bénéficier de revenus et que les étudiants disposent de lieux de vie de meilleure qualité et plus équitables.
- **Mesure 2:** Lier l'acceptation à une université ou à un collège à la mise à disposition d'un logement par l'école d'accueil, à travers une gamme d'options allant au-delà des logements pour étudiants habituels de l'école.
- **Mesure 3:** Accroître la responsabilité en ce qui concerne le bien-être des étudiants, notamment par l'accès à une défense juridique, à des structures de déclaration en cas de violation des accords et à une orientation initiale sur les perspectives d'emploi ou l'immigration.



L'importance du climat: action climatique et développement urbain durable

Compte tenu de la montée des impacts climatiques dans les régions urbaines, la manière dont nous construisons et l'endroit où nous construisons sont plus importants que jamais. Nous savons déjà que les environnements urbains permettant des formes de déplacement plus écologiques réduisent les émissions de gaz à effet de serre par ménage. Des unités d'habitation plus petites et plus efficaces diminuent aussi les émissions de GES, tout comme les aménagements urbains intercalaires.

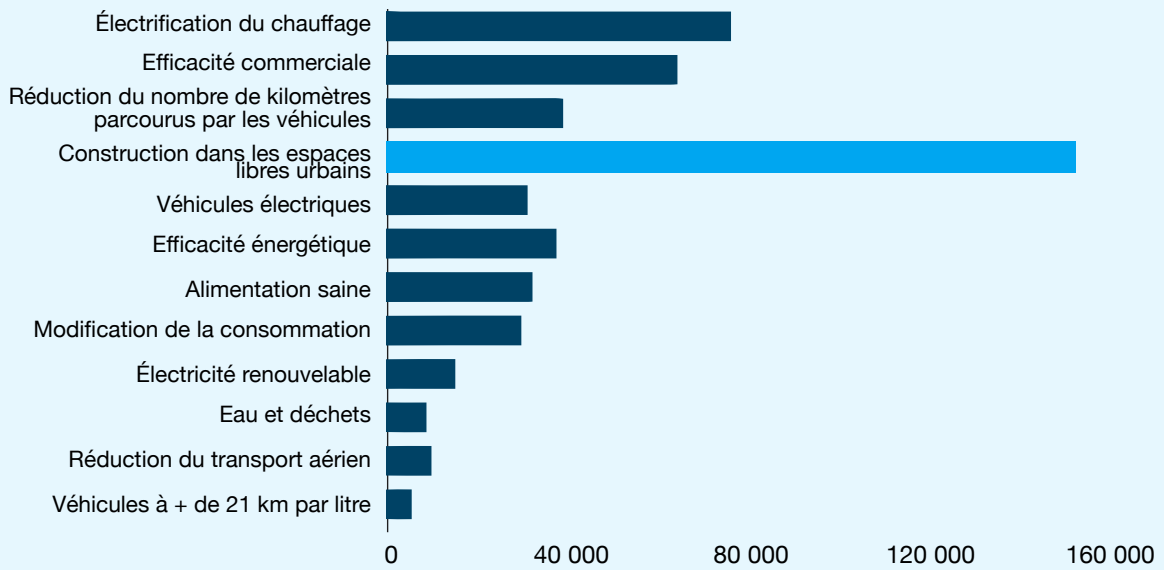
Les banlieues constituent la forme urbaine dominante au Canada, mais leurs émissions de GES sont nettement plus élevées que celles des zones urbaines. Il est essentiel que les villes canadiennes trouvent la bonne combinaison d'incitations, de politiques et de stratégies pour favoriser la croissance aussi bien que la réduction de l'impact environnemental.

L'imprévisibilité des phénomènes climatiques tels que les inondations et les incendies, les risques émergents liés au vieillissement des infrastructures et la nécessité de mettre en place des formes de développement urbain plus écologiques sont plus que jamais à l'ordre du jour. Nous savons que les meilleures pratiques dans les régions urbaines indiquent des progrès en matière de résilience climatique, notamment en ce qui concerne la réduction des émissions et l'adaptation. Cette section se penche sur les problèmes à résoudre et sur quelques exemples déjà mis en œuvre ou en cours de réalisation dans les régions urbaines. Ces derniers prennent en compte aussi bien les centres-villes denses que les communautés et quartiers suburbains et exurbains, ou l'environnement naturel et les écosystèmes.

Des chercheurs de l'université de Berkeley (Cool Climate Network) ont montré que, pour les autorités locales, le moyen le plus efficace de réduire les émissions de gaz à effet de serre est d'encourager l'aménagement des espaces vides intercalaires des zones urbaines (figure 18). IUC élabore un modèle et actuellement un ensemble d'outils similaires pour le contexte canadien afin d'aider les villes à faire face à la croissance démographique tout en réduisant l'utilisation des sols.

FIGURE 18

Potentiel de réduction des GES en 2030 grâce aux politiques locales (scénario)

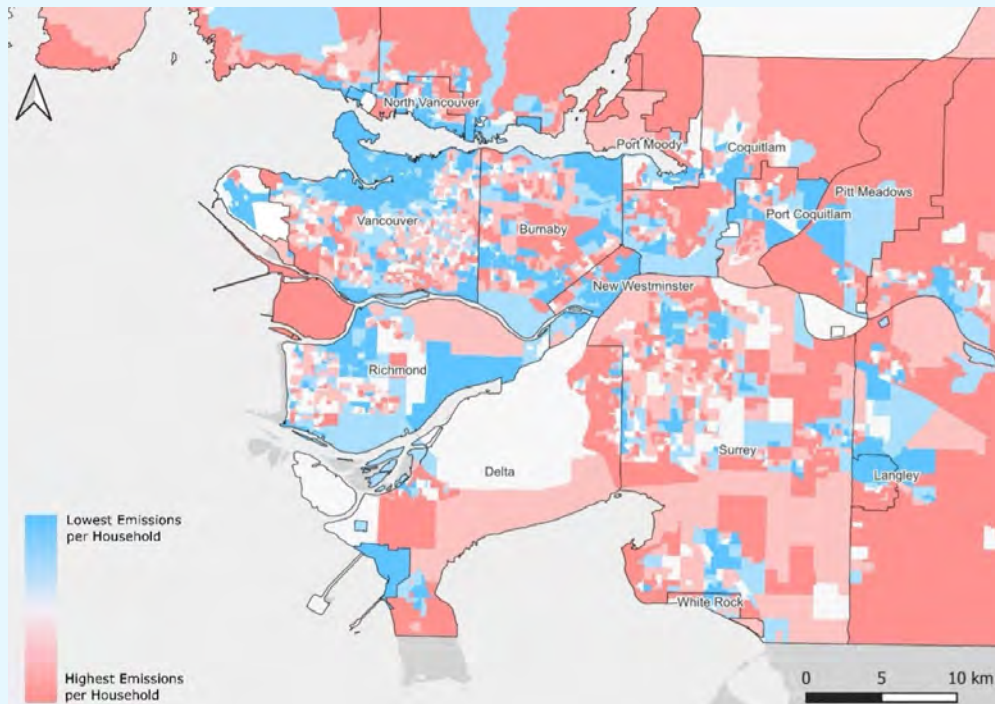


Source : <https://coolclimate.berkeley.edu/scenarios>

Il existe également un lien entre la population et la densité de construction : une plus grande densité entraîne une réduction des émissions par ménage (figure 19).

FIGURE 19

Estimation des émissions moyennes de GES par ménage, Vancouver



Source : IUC, modèle de prédiction des émissions de GES par ménage.



Des villes meilleures grâce aux avantages combinés de l'action contre le changement climatique



David Miller

Directeur général, C40 Cities

David Miller est directeur général de C40 Centre for City Climate Policy and Economy. Il a occupé le poste de maire de Toronto de 2003 à 2010 et a été président de C40 Cities de 2008 à 2010. Sous sa direction, Toronto a suscité l'admiration internationale pour son leadership environnemental, sa robustesse économique et son intégration sociale. Avocat et économiste formé à Harvard, il est l'un des principaux défenseurs des économies urbaines durables.



La bonne nouvelle en ce qui concerne les meilleures solutions climatiques, c'est qu'elles permettent non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de construire des lieux de vie plus agréables. Du point de vue de l'action climatique des villes, les mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) produisent des bénéfices secondaires importants. Prenons l'exemple d'un programme d'amélioration énergétique des milliers d'immeubles d'habitation à dalle de béton construits au Canada dans les années 1960 et 1970. Ces immeubles constituent bien souvent le cœur du logement locatif abordable dans les villes canadiennes. Ces rénovations permettent non seulement de réduire la consommation de gaz pour chauffer et climatiser les immeubles, mais aussi de diminuer les coûts d'exploitation, ce qui peut profiter aux locataires en réduisant le coût de leurs logements. Ce type de programme fait également appel à un bon nombre d'emplois, ce qui ouvre la possibilité d'un programme de formation assurant que les retombées de ces emplois verts profitent aux personnes qui en ont le plus besoin.

La conception de nouveaux immeubles de haute taille selon les normes de pointe « net zéro » permet de réduire les émissions et de construire des bâtiments de qualité supérieure. Leur fonctionnement est beaucoup moins coûteux, si bien que leurs habitants paieront des frais



de chauffage et de climatisation beaucoup moins élevés pendant les décennies à venir. Cette réduction pourrait, à son tour, faire de l'immeuble un lieu de vie souhaitable pour les personnes ayant des difficultés à trouver un logement abordable.

Les villes ont toujours bénéficié d'avantages multiples, souvent par accident. Nous avons désespérément besoin d'un investissement en temps et en énergie plus réfléchi pour que nos stratégies et nos projets de développement urbain bénéficient d'avantages cumulés. Et pour ceux qui considèrent la durabilité dans l'environnement bâti comme un coût supplémentaire, il est clair que prévoir la durabilité dès le départ - plutôt que de l'ajouter à un bâtiment conçu de manière traditionnelle - peut s'avérer rentable. Et même si cela représente un coût supplémentaire, devons-nous vraiment construire des logements abordables répondant aux normes les plus basses possibles, de sorte que les constructeurs dépensent moins, mais que les résidents paient plus?

C'est là où les programmes et les financements provinciaux et fédéraux interfèrent avec de telles synergies que nos municipalités ont besoin d'aide. De nombreuses villes sont par exemple confrontées à des défis pratiques et financiers, car les responsabilités et les attentes des autres ordres de gouvernement ne correspondent pas aux sources de revenus, en particulier en ce qui concerne les services sociaux destinés aux personnes vivant dans la rue. Les besoins en matière de santé mentale dans les centres urbains, le manque de financement de nouveaux logements abordables et la situation des travailleurs de première ligne qui gèrent la crise de drogues dans les rues sont autant de difficultés très réelles pour les gouvernements locaux.

Le problème est de taille: les besoins existent dans les villes, mais le financement nécessaire pour apporter un soutien adéquat et efficace dépend de programmes provinciaux et fédéraux distants. Bien souvent, ces programmes bien intentionnés présentent d'énormes lacunes sur le plan pratique et sont globalement inadaptés. Au lieu d'accumuler les avantages, nous finissons par accumuler les problèmes. C'est là que des mesures climatiques judicieuses peuvent jouer un rôle clé en réduisant les problèmes et en les remplaçant par des bénéfices cumulés. Les avantages simultanés sont le reflet de politiques bien pensées, ce dont nous avons besoin dans divers contextes. Les programmes de lutte contre le changement climatique menés par les villes peuvent favoriser ces intégrations.

Dans le cadre d'une stratégie climatique efficace, les transports en commun rapides et le transport actif peuvent être planifiés et conçus de manière à offrir un service de haute qualité dans les quartiers à faibles revenus. En réduisant ou en éliminant le besoin de véhicules personnels et en fournissant un service complet de transport en commun à l'ensemble de la ville, il est possible d'élargir considérablement l'éventail des possibilités d'emploi, de culture et d'éducation (voir par exemple Transit City, à Toronto).

L'augmentation de la densité autour des services de transport en commun favorisera l'utilisation du vélo et les déplacements à pied, tout en réduisant le recours aux véhicules personnels. Cela permet de créer une communauté de conception beaucoup plus inclusive. Si les gouvernements provinciaux et fédéraux laissent aux villes la liberté de se baser sur ces facteurs clés, la ville et ses habitants en tireront des bénéfices à long terme, ce qui allégera la charge des autres services provinciaux et fédéraux.

La justice sociale peut également servir de catalyseur. Les projets de construction peuvent cibler des emplois pour les personnes vivant dans la zone adjacente (par exemple, Regent Park, à Toronto). Cette stratégie garantit que les nouvelles initiatives laisseront derrière eux de nouvelles infrastructures physiques, mais aussi des travailleurs qualifiés et une capacité commerciale accrue.

Les villes expérimentent actuellement avec les budgets climatiques. Elles peuvent contrôler les émissions dans les différents services de la ville, avec des objectifs et des attentes spécifiques qui mesurent les GES pour une comparaison dans le temps. Une municipalité capable d'articuler des objectifs climatiques précis, mesurables et alignés sur les services, peut traiter les niveaux de GES comme des budgets financiers, c'est-à-dire en négociant, en comptabilisant et en équilibrant les impacts sur l'ensemble des projets et des services. C'est une méthode transparente, efficace et avant-gardiste, tout à fait à la portée des collectivités et des villes. Le résultat sera une ville plus efficace, plus écologique et plus humaine pour tous les habitants d'aujourd'hui et de demain.

Mesures à prendre

- Mise en œuvre de **politiques fortes en matière de changement climatique**. Des avantages cumulés en résulteront.
- Des **politiques fortes en matière d'efficacité énergétique** visant la rénovation des bâtiments, essentielles pour atteindre les objectifs sociaux et environnementaux.
- **Les financements provinciaux et fédéraux doivent être évalués** sur la base des avantages cumulés, en fonction des besoins locaux des communautés et des villes. Ce type d'évaluation doit devenir courant.
- **Une planification efficace et respectueuse de l'environnement des transports** en commun apportera de nombreux avantages aux villes. Exiger que toute planification des transports en commun réponde à des objectifs bénéfiques connus.
- Exiger que les rénovations et les nouvelles **constructions emploient des résidents qualifiés**.
- Faire en sorte que les **budgets relatifs aux GES** fassent régulièrement l'objet d'examen budgétaires par les municipalités.





PROVOCATION

Qui en paie le prix? Une action directe pour mieux comprendre le coût du changement climatique pour les collectivités canadiennes*



Ewa Jackson

Directrice générale, ICLEI Canada

Ewa Jackson est une référence en matière d'adaptation et de résilience climatique des municipalités et travaille avec les municipalités depuis plus de 20 ans dans les domaines de la durabilité, de la participation publique et du changement climatique. Elle est également gestionnaire de projet pour de nombreuses activités de conseil d'ICLEI Canada, dont des projets de suivi et d'évaluation de l'adaptation et de la durabilité dans des contextes locaux, nationaux et internationaux.



Josh Padolsky

Coordinateur de projets, changement climatique, ICLEI Canada

Josh Padolsky est responsable de toute une série de projets d'adaptation et d'atténuation à l'échelle locale, provinciale/territoriale et nationale. Il fournit également un soutien direct et des conseils stratégiques en matière de politique, de planification et de mise en œuvre aux municipalités canadiennes qui participent au programme «Bâtir des collectivités adaptées et résilientes».

Les effets du changement climatique au Canada sont déjà manifestes. Les projections suggèrent que les conditions vont très probablement s'aggraver à l'avenir, avec notamment des épisodes de chaleur extrême plus fréquents, des incendies de forêt plus fréquents, une diminution de la qualité de l'air, une augmentation de l'érosion côtière, des précipitations extrêmes plus fréquentes entraînant des inondations et des phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents (tempêtes de vent, tempêtes de glace, tornades, par exemple).

*Un extrait modifié de «Le coût de l'inaction – boîte à outils pour un dossier commercial local» (Cost of Doing Nothing: A toolbox for building a local business case).



Les estimations nationales montrent que le changement climatique coûte aujourd'hui au Canada des milliards de dollars chaque année, et une grande partie de ces coûts sont assumés par les municipalités locales. En outre, l'augmentation des événements météorologiques extrêmes s'est accompagnée d'une augmentation des pertes assurées et non assurées. De plus en plus d'éléments indiquent que les pertes non assurées sont souvent sous-estimées et pourraient même éclipser les pertes assurées.

Mesures à prendre : Les municipalités doivent utiliser des outils permettant de déterminer avec précision les pertes non assurées et assurées, avec des mises à jour régulières.

Les municipalités canadiennes sont particulièrement vulnérables et exposées aux effets du changement climatique en raison de nombreuses caractéristiques, notamment la concentration et l'augmentation des populations, la densification croissante, la forte concentration de surfaces dures sujettes aux inondations et à un réchauffement amplifié, la proximité de l'eau, l'exposition d'actifs de valeur économique, le vieillissement des infrastructures et la dégradation des écosystèmes qui, autrement, réduiraient ces effets.

Les municipalités canadiennes abritent également une grande proportion de populations parmi les plus vulnérables aux effets du climat, à cause de diverses circonstances sans rapport avec le changement climatique lui-même (par exemple, les populations autochtones, les personnes âgées, les nouveaux arrivants, les personnes souffrant de problèmes de santé, les personnes sans-abri).

Les effets du changement climatique ont également de graves répercussions sur l'économie du Canada et la prospérité économique de nos communautés. Un rapport récent de GHD prévoit des pertes économiques de 140 milliards de dollars canadiens d'ici 2050. Les projections des coûts climatiques annuels d'ici la fin du siècle pourraient atteindre 865 milliards de dollars dans le cadre d'un scénario d'émissions élevées.

Les chaleurs extrêmes et les vagues de chaleur prolongées vont affecter la capacité des personnes travaillant en extérieur à construire et à entretenir des infrastructures telles que les routes et les parcs. Les conditions météorologiques extrêmes auront également une incidence sur les services de transport, rendant les déplacements domicile-travail, la distribution des marchandises et les autres services de transport plus difficiles et moins sûrs. L'évolution du niveau des lacs, la sécheresse, les hivers plus chauds et les précipitations imprévisibles auront une incidence sur l'industrie du tourisme et les communautés qui en dépendent.

Une étude de Statistique Canada sur l'analyse de la productivité au travail a révélé que 7,5 millions d'heures de travail dans le secteur privé ont été perdues au cours des deux semaines qui ont suivi les inondations de 2013 en Alberta, en raison de la fermeture des lieux de travail.

Un rapport récent de GHD prévoit des pertes économiques de 140 milliards de dollars canadiens d'ici 2050.

Les phénomènes météorologiques extrêmes entravent l'économie dans son ensemble et exercent une pression socio-économique considérable sur les membres de la communauté.

Une action politique pour redéfinir les coûts du changement climatique

Si les coûts financiers sont d'une importance capitale, les autres coûts (pour la santé et le bien-être humains et l'environnement naturel) et l'imbrication de multiples systèmes de connaissances doivent également être pris en compte pour comprendre pleinement l'ampleur des conséquences climatiques, allouer des ressources publiques à l'adaptation au climat et veiller à ce que ces ressources soient orientées vers les actions les plus efficaces.

Mesure à prendre : Les municipalités doivent utiliser des évaluations et des prévisions des coûts et des retombées à l'échelle du système, avec des mises à jour et des ajustements fréquents.

Il est important que les décideurs prennent en compte les coûts humains et environnementaux systémiques plus vastes du changement climatique, car ils correspondent souvent à des échelles spatiales et temporelles plus vastes que les coûts financiers. Tout comme les coûts financiers, les autres coûts peuvent être directement et indirectement engagés. Il est donc essentiel de prendre en compte les coûts combinés, directs et indirects,

financiers et non marchands du changement climatique. Une grande partie de notre approche actuelle de l'évaluation et de la définition des coûts du changement climatique est ancrée dans des cadres scientifiques et des perspectives occidentales. L'intégration des savoirs autochtones, locaux et occidentaux donne une base plus holistique aux politiques et à la prise de décision, tout en abordant les questions d'équité sous-jacentes.

Mesure à prendre : Les municipalités doivent utiliser des outils de planification standard pour évaluer les coûts financiers et autres coûts indirects.

Les effets du changement climatique sur la santé publique et le bien-être, notamment l'augmentation des pertes humaines et les répercussions sur la santé physique et mentale, sont de plus en plus coûteux et ne doivent pas être sous-estimés. Les épisodes de chaleur extrême sont appelés à devenir plus fréquents au Canada et s'avèrent de plus en plus dangereux et coûteux. À mesure que ces risques climatiques se généraliseront, ils auront des retombées profondes sur la santé et le bien-être des personnes, sur nos systèmes de soins de santé, sur nos services d'urgence et sur les populations vulnérables. Le dôme de chaleur de 2021 en Colombie-Britannique en est un exemple : une masse d'air stagnante et le rayonnement solaire ont contribué à des concentrations très élevées d'ozone troposphérique, entraînant 619 décès et de nombreuses autres morbidités physiques et mentales liées à la chaleur.





Mesure à prendre : Mettre à jour les outils de modélisation de la population au niveau local afin de refléter avec précision l'ensemble des effets sur la santé humaine, y compris les effets systémiques sur les soins de santé. Mettre ces outils à la disposition des responsables municipaux et des urbanistes.

Des groupes spécifiques, tels que les personnes qui travaillent à l'extérieur, les populations à faible revenu et racialisées, les bébés et jeunes enfants, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, les personnes souffrant de maladies chroniques et les personnes sans abri, sont particulièrement à risque. Les peuples autochtones sont également particulièrement sensibles aux effets du changement climatique en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment les effets persistants de la colonisation, la localisation des communautés et leurs liens profonds avec le monde naturel.

Il convient également de noter que les effets négatifs du climat sur la santé ont également des conséquences financières pour les systèmes de santé déjà mis à rude épreuve. Selon les prévisions, le coût des visites à l'hôpital liées à la chaleur devrait augmenter de 21 % d'ici le milieu du siècle et de 102 % d'ici la fin du siècle, même dans le cadre d'un scénario de faibles émissions. Le nombre de décès liés à la chaleur devrait également atteindre 790 par an (soit près du double de la valeur actuelle) d'ici la fin du siècle dans le cadre d'un scénario d'émissions élevées, pour un coût estimé à 8,5 milliards de dollars par an.

Selon les prévisions, le coût des visites à l'hôpital liées à la chaleur devrait augmenter de 21 % d'ici le milieu du siècle et de 102 % d'ici la fin du siècle, même dans le cadre d'un scénario de faibles émissions.

Mesure à prendre : Inclure les retombées de la chaleur sur les systèmes de santé dans les rapports municipaux et les projections.

Il importe que les municipalités canadiennes comprennent mieux les conséquences et les coûts du changement climatique afin de planifier dès maintenant des investissements qui permettront d'éviter des milliards de dollars de coûts ultérieurs. Une bonne compréhension de ces risques et la probabilité des retombées et des coûts associés sont des éléments importants à prendre en compte pour justifier une planification, une mise en œuvre et des investissements proactifs en matière d'adaptation.



La rénovation au pas de course : la recherche pour accélérer la transformation des bâtiments existants



Ursula Eicker

Professeure, Génie civil, bâtiment et environnement, Next-Generation Cities Institute, Université Concordia

Ursula Eicker est titulaire de la Chaire d'excellence en recherche du Canada sur les collectivités et les villes intelligentes, durables et résilientes, et fondatrice de l'Institut des villes de la prochaine génération (Next-Generation Cities Institute) à l'Université Concordia. Ses recherches portent sur les villes à zéro émission, les villes intelligentes, l'intégration des énergies renouvelables et les infrastructures urbaines durables.



Natalie Volland

Présidente et directrice de la vision, Gestion Immobilière Quo Vadis Inc.

Anciennement travailleuse sociale, Natalie Volland a révolutionné le processus de développement immobilier au cours des 25 dernières années. Chef de file du mouvement québécois des sociétés B Corp et promotrice socialement responsable primée, elle dirige des entreprises qui contribuent à la protection de l'environnement, favorisent l'inclusion sociale et réalisent des profits axés sur le marché afin d'améliorer la croissance économique de Montréal.



Michael Bossert

Directeur, Recherche, innovation et développement des entreprises, Université Concordia

Michael Bossert est directeur de la recherche, de l'innovation et du développement commercial à l'Institut des villes de la prochaine génération (Next-Generation Cities Institute). Il se concentre sur le développement de la recherche interdisciplinaire et transdisciplinaire et met en place un réseau mondial destiné à relever les défis urbains par l'intermédiaire de laboratoires vivants et de communautés de pratique. Il rassemble des acteurs des gouvernements, des municipalités, du secteur privé, du monde universitaire et de groupes citoyens afin de collaborer à la transformation des villes et de la stimuler.



Stephane Chayer

Conseiller stratégique auprès du président, Université Concordia

Stéphane Chayer est un expert en matière de décarbonisation, d'efficacité énergétique, de systèmes énergétiques décentralisés et d'infrastructures d'e-mobilité. Il a fait la preuve de ses capacités à créer une croissance rentable, à transformer des opérations sous-performantes en projets de premier ordre et à gérer des changements de culture stratégiques. Il a également géré de nombreuses start-ups, des fusions et acquisitions et des intégrations d'entreprises dans des organisations matricielles.

Les bâtiments existants peuvent retrouver une nouvelle vie et contribuer à d'importantes réductions des émissions de carbone s'ils sont intelligemment transformés à l'aide de stratégies de rénovation innovantes. On peut améliorer la résilience du réseau électrique grâce à une alimentation auxiliaire sous forme d'énergie renouvelable, grâce aux technologies de stockage et à l'alimentation de la cybermobilité par l'intermédiaire de systèmes de microréseaux avancés. Adopté à grande échelle, ce système reconfigurerait les réseaux énergétiques municipaux et favoriserait des groupes de bâtiments urbains résilients, durables et riches en informations.

Ce qui doit changer

Une réforme du secteur de l'immobilier pour répondre aux besoins de rénovation des villes

Les caractéristiques structurelles de l'immobilier n'ont pas connu d'innovation marquante depuis près d'un demi-siècle. La réglementation et les mesures d'incitation existantes ne facilitent pas les rénovations transformatrices. Les taux d'intérêt élevés, associés à des coûts de construction en hausse, mettent en péril les nouveaux projets et affectent les prix dans l'ensemble du Canada. Pourquoi donc notre secteur ne procède-t-il pas à des rénovations en profondeur des bâtiments? Pourquoi ne construit-il pas de nouveaux bâtiments plus résilients? Nous parlons d'énergie durable, de meilleures façades consommant moins d'énergie, d'économies circulaires et de matériaux achetés localement, mais nous ne disposons pas des structures qui nous permettraient de généraliser les rénovations à grande échelle. Nous manquons d'une collaboration entre l'industrie du bâtiment, les universités, les citoyens et les trois niveaux de gouvernement axée sur l'impact souhaité. Les architectes, les ingénieurs, les chercheurs universitaires, les fonctionnaires municipaux, les décideurs politiques, les promoteurs et les financiers détiennent tous une partie de la solution permettant de changer les modèles d'entreprise et d'adopter une nouvelle voie.

Mesure à prendre: Développer des projets pilotes pour tester des stratégies réglementaires et législatives visant à inciter le secteur immobilier à rénover en profondeur les bâtiments existants.

Investir dans la recherche et les partenariats pour faire progresser les stratégies de rénovation en profondeur

Les risques et les incertitudes peuvent être atténués par de nouvelles recherches et de nouveaux partenariats. Les universités peuvent consacrer du temps et de l'attention à la résolution des problèmes qui ralentissent l'adoption de rénovations. L'industrie du bâtiment



peut repérer ces obstacles et entraîner les universités dans un cycle vertueux d'apprentissage et de pratique. Par exemple, l'Université Concordia et son Institut des villes de la prochaine génération (Next-Generation Cities Institute) ouvrent la voie à l'intégration de la recherche appliquée dans les projets publics et privés portant sur les rénovations en profondeur et les nouvelles constructions neutres en carbone. Son « accélérateur de décarbonation des bâtiments » a réuni des chercheurs, des services publics, des banques, des avocats et des promoteurs immobiliers afin qu'ils utilisent les résultats de la recherche de pointe pour réduire les émissions de carbone et les coûts d'exploitation.

Mesures à prendre: Se rassembler, partager les connaissances émergentes et agir en conséquence.

Promouvoir et développer activement des laboratoires vivants dans le monde réel pour la rénovation en profondeur des bâtiments existants.

En partageant les meilleures pratiques mondiales, l'expertise technique et des scénarios de modélisation à partir de projets réels, l'accélérateur de Concordia optimise les projets et fournit des données permettant de transposer à plus grande échelle les expériences réussies. L'université a fait de son campus de 70 bâtiments un « laboratoire vivant » sur le changement climatique, avec [PLAN/NET ZERØ](#). Dans le cadre d'une opération phare, Concordia dirige une initiative inédite visant à électrifier les communautés canadiennes et à stimuler la décarbonisation. Celle-ci est financée par le Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada. Dans de nombreux laboratoires vivants répartis dans tout le pays, les collectivités recevront un soutien à la conception de stratégies et de scénarios sur la façon de décarboniser l'environnement bâti et d'accroître la valeur ajoutée au niveau local.

Mesure à prendre: Veiller à ce que chaque collectivité canadienne ait accès à un laboratoire vivant de rénovation en profondeur des bâtiments.

Diffuser l'apprentissage des centres de recherche à haute capacité dans des centres de déploiement plus petits.

Les chercheurs contribuent à l'élaboration et à la validation de solutions comprenant des systèmes techniques complexes qui sont souvent interdépendants et doivent être intégrés de la manière la plus efficace et la plus performante possible. La quantité de travail requise étant énorme, de multiples questions doivent être rapidement analysées et scientifiquement prouvées simultanément si l'on veut opérer des transformations malgré une main-d'œuvre limitée, une économie confrontée à des défis logistiques et une capacité financière restreinte. Il est essentiel de se concentrer sur la productivité, la qualité et le partage des meilleures pratiques dans une situation où la demande de travail explose. La recherche sur l'optimisation de la conception des solutions, combinée à des questions telles que l'approvisionnement, la logistique et la gestion de projet, peut contribuer à réduire les risques liés à une nouvelle approche de la rénovation en profondeur.



Mesures à prendre: Associer Infrastructure Canada au cycle de développement et de mise en œuvre des rénovations en profondeur.

Mettre à jour et déployer des stratégies financières qui favorisent les rénovations en profondeur des bâtiments existants.

La recherche sur la modélisation financière s'appuyant sur la technologie et le contexte géopolitique, démographique et macroéconomique peut contribuer à accélérer le déploiement du capital requis pour les rénovations en profondeur à grande échelle. Cette recherche est nécessaire à une prise de décision rapide et efficace en matière de rénovation à l'échelle de la ville, où les dynamiques financières clés sont établies. Une telle recherche, assortie d'un appel à l'action, peut apporter une contribution importante aux villes, en accélérant la transition par la confirmation de ce qui doit être fait, de la manière dont cela doit être fait et de la manière dont cela peut être financé à tous les stades du développement. Les acteurs du marché et du secteur du bâtiment doivent faire partie intégrante de ces processus si l'on veut que leur adoption à grande échelle soit couronnée de succès.

Mesures à prendre: Mobiliser la recherche sur les systèmes financiers pour appuyer les décisions de rénovations et s'aligner sur les ressources du marché et du secteur du bâtiment.

Insister sur le «comment» des rénovations en profondeur

Une collaboration transformatrice va au-delà des objectifs de net zéro et adopte une perspective régénératrice axée sur la valeur et menée par la recherche en action. Nous devons aller au-delà du «pourquoi» et faire la démonstration de processus clés d'innovations industrielles et de plans d'affaires évolutifs. Pour ce faire, nous devons nous concentrer sur le «comment», en nous appuyant sur des approches intégrées et sur des modèles de systèmes. La science et la recherche ont aidé l'humanité à résoudre de nombreux problèmes critiques au cours de l'histoire. Pour relever les défis de la rénovation en profondeur et de la décarbonisation, nous devons continuer à résoudre les problèmes et à proposer des solutions.

Mesures à prendre: Associer les différents aspects du défi lié à la recherche sur la rénovation en profondeur aux disciplines universitaires, aux programmes de recherche et aux projets pilotes existants. Les départements et ministères fédéraux et provinciaux devront faire partie intégrante de cette stratégie de rénovation profonde.

Une collaboration transformatrice va au-delà des objectifs de net zéro et adopte une perspective régénératrice axée sur la valeur et menée par la recherche en action.



PROVOCATION

Transformer nos villes grâce à des espaces publics de qualité



Jennifer Angel

Directrice générale, Evergreen

Jennifer Angel est une créatrice de communautés, de dynamiques et de lieux que les gens aiment. En tant que PDG d'Evergreen, elle travaille dans différents secteurs pour réimaginer les lieux publics à travers le pays, et se salit les mains pour les réaliser, rapprochant les gens de la nature et les uns des autres, pour le bien-être de tous.



Les villes évoluent rapidement, mais malgré d'énormes investissements en matière d'infrastructures, elles ne répondent pas aux besoins de la plupart des gens et mettent à rude épreuve les ressources de la planète.

Les infrastructures sociales, notamment les espaces publics, déterminent notre mode de vie, nos déplacements et notre participation à la vie commune. Le changement climatique, les inégalités persistantes, le manque de logements abordables, les crises sanitaires et la polarisation croissante accroissent la pression en faveur d'infrastructures de qualité, mais nous continuons à les construire quasiment comme nous l'avons toujours fait. Les routes et les autoroutes bénéficient toujours d'une priorité disproportionnée, tandis que les espaces publics se dégradent au second plan. Les villes ne sont pas en mesure de répondre aux exigences actuelles en matière d'entretien des infrastructures, et encore moins de se dessiner un avenir différent ([Boston Consulting Group, 2017](#)).

Il ne s'agit pas d'une critique du gouvernement. Au contraire, nous devons nous faire défenseurs des villes, célébrer les initiatives audacieuses et travailler ensemble pour les construire différemment, en rassemblant nos capacités et nos ressources spécifiques dans tous les secteurs.

L'infrastructure est un outil puissant dans le portefeuille public, d'autant plus qu'au Canada, la plupart des gens (plus de 80 %) vivent dans les villes, une tendance qui devrait encore s'accroître ([Statista, 2022](#)).



Plaidoyer pour l'espace public

L'amélioration des espaces publics est un bon point de départ, un point de repère qui nous rassemble et un outil pour répondre à de multiples priorités en même temps. Les espaces publics favorisent la santé, l'équité, l'environnement et l'économie. Ils attirent les investissements privés et donnent accès à la nature, favorisent la biodiversité, rafraîchissent les villes et gèrent les eaux pluviales (Evergreen, 2023). Ils créent des conditions propices au lien social et au sentiment d'appartenance, et stimulent l'innovation en rapprochant des personnes qui ne se seraient peut-être pas rencontrées autrement et en leur faisant découvrir des perspectives nouvelles qu'elles n'auraient peut-être pas imaginées (McKinsey, 2023). Les retombées d'espaces publics de qualité sur la santé humaine ont été bien documentées, y compris au Canada: des améliorations de la santé mentale et physique et un meilleur bien-être général sont constatés à proximité de ces espaces (Agence de la santé publique du Canada, 2023). Une étude récente de l'Université de Waterloo a mesuré le retour sur investissement d'un nouveau parc urbain à Peterborough, en Ontario, et a montré qu'un investissement de 6,4 millions de dollars rapportait 4 millions de dollars par an en économies pour le système de santé; et ceci ne tient même pas compte des avantages économiques ou climatiques supplémentaires (Université de Waterloo, 2023).

Le fait que ces multiples priorités de politique publique puissent être réalisées par une seule intervention efficace, dans le contexte de budgets publics limités, devrait convaincre. Malgré cela, nous continuons à sous-évaluer l'espace public et à ne pas y investir suffisamment.

Mesure à prendre: Mesurer l'impact social, sanitaire, environnemental et économique de l'espace public afin d'en comprendre toute la valeur et d'évaluer si les projets publics et privés ajoutent ou retranchent des bénéfices.

Inviter à la participation

Il peut sembler évident que les investissements publics dans les infrastructures devraient chercher à répondre à de multiples priorités politiques. Des logements plus que nécessaires pourraient être construits à proximité des services existants, par exemple, afin de limiter les coûts de construction et d'entretien, d'atténuer l'effet climatique et de renforcer la résilience. Nous savons comment parvenir à des résultats multiples. Mais dans les administrations publiques, les personnes, les objectifs et les stratégies permettant des résultats multiples restent souvent cloisonnés. Le risque de ralentir un projet en le contraignant à des résultats

Les espaces publics favorisent la santé, l'équité, l'environnement et l'économie. Ils attirent les investissements privés et donnent accès à la nature, favorisent la biodiversité, rafraîchissent les villes et gèrent les eaux pluviales.



multiples suffit à l'é mousser, préservant les marges mais immobilisant l'innovation, ce qui représente une perte d'opportunité énorme pour le public. Les avantages multiples potentiels du projet finissent par ne jamais se concrétiser ou, pire, le projet résout un problème tout en contribuant à en aggraver un autre.

La participation à la gestion de l'espace public est limitée. Les villes deviennent des régulateurs plutôt que des bâtisseurs. Les idées, les capitaux et un large éventail de capacités existent en dehors du gouvernement, mais nous sommes tout simplement incapables de les métaboliser pleinement. La communauté manque d'endurance lorsqu'elle négocie les processus d'approbation. La situation que nous avons créée en essayant de nous protéger est plus préjudiciable que le risque que nous avons imaginé. Mais nous pouvons agir différemment.

Mesure à prendre: Créer des processus et des systèmes d'information qui permettent de regrouper les programmes d'infrastructure des différents ministères et des différents niveaux de gouvernement. Grâce à des objectifs clairs et communs, à une politique cohérente et à une tolérance au risque favorisant l'innovation, la prévisibilité est assurée pour le secteur privé, et l'engagement et la confiance de la communauté sont renforcés.

Gérer les espaces publics, grands et petits, en vue de leur efficacité

Les grands parcs verdoyants sont indispensables et très prisés, mais on peut également trouver des bénéfices aux espaces plus restreints. L'objectif de la Stratégie nationale d'adaptation du gouvernement fédéral consistant à créer 15 parcs urbains nationaux d'ici 2030, qui préserveront la nature, permettront aux gens d'en profiter, et favoriseront la réconciliation avec les peuples autochtones, est une bonne chose. Nous pouvons étendre ces bienfaits à l'ensemble de nos villes, dans les places, les terrains communs, les fronts de mer ou de lacs, les rues principales, les bibliothèques, les mini-parcs et même les cours d'école.



Les cours d'école sont un bon exemple d'espaces publics présents dans la plupart des quartiers, mais souvent caractérisés par de l'asphalte défoncé et des terrains de football érodés derrière des clôtures. Rien d'étonnant à ce que l'enfant nord-américain moyen passe moins de 30 minutes par jour à jouer dehors et que huit enfants sur dix n'atteignent pas le niveau d'activité physique recommandé (Partenariat canadien contre le cancer, 2023).
Partenariat canadien contre le cancer,

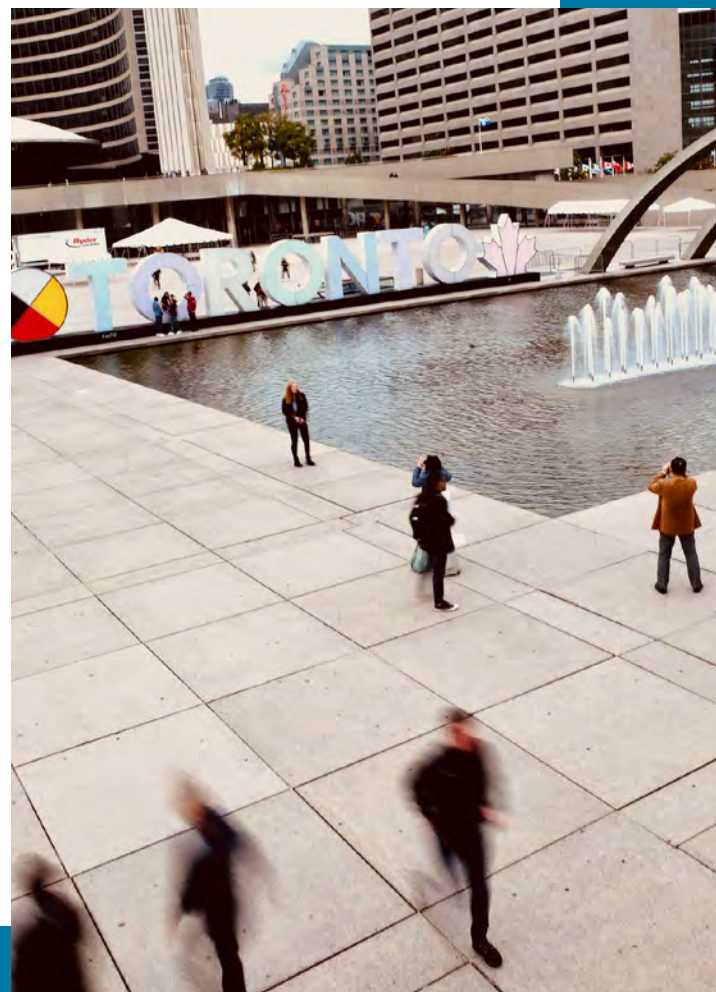
2023 École adaptée au changement climatique au Canada, nous savons que l'effet de ces interventions est convaincant et immédiat. Nous sommes capables de construire des cours d'école qui plaisent aux enfants et à leurs parents, qui incitent à jouer et à apprendre, qui luttent contre le changement climatique et qui renforcent la résilience communautaire. Nous pouvons très bien réunir des partenaires et des ressources pour donner vie à des projets et les faire fonctionner pendant plus longtemps, compte tenu des coûts consécutifs au statu quo. Les avantages financiers climatiques de l'école publique Irma Coulson à Milton ont à eux seuls démontré un retour sur investissement supérieur à 2 pour 1.

Mesure à prendre: Inventorier les espaces publics dans les villes de toutes tailles et élaborer un cadre comparatif pour évaluer les besoins et l'accès à ces espaces. Évaluer les impacts du triple résultat net et inclure les bénéfices pour la communauté et le climat dans la conception de tous les espaces publics, y compris les cours d'école.

Une mission: améliorer les espaces publics

Si tout le monde est responsable, personne n'est responsable. La gestion des espaces publics concerne tous les services et tous les gouvernements. Nous avons cherché des données permettant de comparer les espaces publics du Canada à ceux d'autres pays, mais ces données sont rares. Nous ne nous intéressons pas suffisamment à l'accessibilité, à la qualité et à l'impact des espaces publics au Canada parce que nous ne nous intéressons pas suffisamment aux espaces publics tout court.

Nous pouvons faire de la transformation des espaces publics à travers le Canada notre mission. Nous pouvons rassembler des personnes, des idées et des ressources pour soutenir des projets locaux à retombées nationales. Evergreen a pour mission de transformer les espaces publics au Canada au profit de la santé des gens et de la planète, de sorte que nos villes débordent de vie.





PROVOCATION

L'action climatique et le secteur municipal: une perspective philanthropique



Éric St-Pierre

Directeur général, Fondation familiale Trottier

Éric St-Pierre est directeur exécutif de la Fondation familiale Trottier. Il supervise l'octroi de subventions et les activités des programmes de la Fondation. Éric s'est exprimé en public et par écrit sur les questions liées à la philanthropie et au changement climatique, et il travaille en collaboration avec des bailleurs de fonds, des organismes caritatifs, des universités et des gouvernements. Il est titulaire de diplômes en droit civil et en droit commun (LLB/BCL) et d'un baccalauréat spécialisé en sciences politiques.



Jean-Patrick Toussaint

Directeur principal du programme sur le climat

Jean-Patrick Toussaint est directeur principal du programme sur le climat à la Fondation familiale Trottier. Il est responsable des activités de programmes concernant les villes, les transports, la santé, ainsi que d'autres dossiers stratégiques. Il est titulaire d'un doctorat en sciences de l'environnement et siège à divers comités de l'Institut climatique du Canada, du Clean Economy Fund et d'Ouranos.

Les collectivités locales se trouvent au cœur de l'action et de la lutte contre le changement climatique, contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et aux efforts d'adaptation. C'est à juste titre, puisque près de trois Canadiens sur quatre (73,7 %) vivent dans l'un des grands centres urbains du pays et puisque les villes ont une incidence sur plus de 50 % des émissions de gaz à effet de serre au Canada. Les municipalités peuvent donc jouer, et joueront certainement, un rôle de plus en plus important dans la réalisation de nos objectifs climatiques nationaux.

Ainsi, les élus municipaux prennent des engagements forts en faveur de l'action climatique, en promettant des émissions nettes nulles et en adoptant des plans d'action climatique ambitieux et clairs. Cependant, ils sont confrontés à certains défis dans leurs efforts pour soutenir les objectifs climatiques nationaux, des défis que la philanthropie peut aider à relever de manière stratégique.



Le succès de l'action climatique

Ces dernières années, le nombre de mesures et de programmes visant à soutenir l'action climatique des municipalités s'est considérablement accru dans tout le pays. Ainsi, le programme fédéral *Investir dans le Canada* a consacré des milliards de dollars aux infrastructures vertes et à faibles émissions de carbone, aux transports en commun, aux villes intelligentes, ainsi qu'aux mesures d'atténuation des catastrophes et d'adaptation à celles-ci.

En comparaison, le financement philanthropique est limité, mais il peut tout de même jouer un rôle de catalyseur. De nombreux investissements philanthropiques ont contribué de manière significative à l'action climatique des municipalités. Villes d'avenir Canada, une plateforme collaborative qui vise à accélérer l'innovation pour construire des villes régénératrices et inclusives, en est un exemple. Elle a été établie par Fondations communautaires Canada, d'autres bailleurs de fonds et le gouvernement du Canada. La Fondation famille Trottier a également soutenu des initiatives qui portent leurs fruits dans l'espace climatique municipal.

Le partenariat Climat Montréal, a été créé pour mobiliser les forces économiques, philanthropiques, institutionnelles et communautaires, dans le but d'accélérer la décarbonisation de la métropole et de renforcer sa résilience. Et c'est précisément ce qu'il est en train de concrétiser, grâce à des engagements climatiques tangibles et visibles de la part de nombreuses parties prenantes.

La création de la Ligue des communautés canadiennes sobres en carbone (LC3) est une autre réussite dans laquelle la philanthropie a joué un rôle de catalyseur et de rassembleur. Grâce à des subventions stratégiques, des programmes, des financements innovants et des investissements à fort impact, et grâce au réseautage, ce modèle (inspiré par The Atmospheric Fund) accélère la transition vers la sobriété en carbone des sept villes d'accueil.

Ces exemples illustrent la manière dont les fondations philanthropiques peuvent encourager le leadership et jouer un rôle de soutien, en prolongeant et en amplifiant l'impact de budgets municipaux serrés.

Progrès de l'action climatique

Les besoins d'action climatique substantielle au niveau municipal sont nombreux, ce qui suscite beaucoup d'intérêt de la part de tous les secteurs et gouvernements. Pour les bailleurs de fonds philanthropiques, les décideurs et les responsables politiques des collectivités

Le programme fédéral *Investir dans le Canada* a consacré des milliards de dollars aux infrastructures vertes et à faibles émissions de carbone, aux transports en commun, aux villes intelligentes, ainsi qu'aux mesures d'atténuation des catastrophes et d'adaptation à celles-ci.



locales (voire pour les organisations municipales elles-mêmes), il peut être décourageant et compliqué de déterminer qui fait quoi et ce qui mérite du temps et de l'attention. Il peut être tout aussi difficile de trouver les meilleures pratiques et les meilleurs outils.

La confusion concernant les investissements stratégiques peut entraver la prise de mesures opportunes. Tout comme les budgets municipaux, les ressources philanthropiques sont limitées, ce qui amène les bailleurs de fonds à se demander quels investissements conduiront vraiment à des changements systémiques durables dans le secteur du climat et la municipalité. Ce contexte surchargé peut également constituer un défi pour les praticiens municipaux, compte tenu de leur capacité interne limitée à naviguer dans ce paysage complexe. Des efforts continus de coordination et d'actions visant à maximiser l'efficacité et la portée des solutions d'atténuation et d'adaptation au climat existantes et ayant fait leurs preuves ne feraient pas de mal.

Les « solutions fondées sur la nature » dans le secteur philanthropique (et, dans une certaine mesure, dans le secteur à but non lucratif) constituent un exemple d'inadéquation. Les bailleurs de fonds supposent parfois que les efforts d'adaptation sont pris en charge par des programmes de conservation environnementale et de solutions fondées sur la nature adoptés par des bailleurs de fonds qui s'intéressent surtout à la protection de l'environnement. Bien que cela ne soit pas complètement inexact, cela reste une idée incomplète. L'adaptation au changement climatique n'est pas uniquement un défi basé sur la nature, et les municipalités jouent un rôle très important dans la réponse à l'adaptation au changement climatique. Une meilleure prise de conscience de ce fait permettrait d'enrichir les réseaux de financement et de soutien d'un large éventail d'efforts d'adaptation au changement climatique.

La philanthropie pour des bénéfices climatiques municipaux

Les besoins ne manquent pas en ce qui concerne les efforts d'atténuation et d'adaptation au niveau municipal. D'un point de vue philanthropique, il serait essentiel de redoubler d'efforts pour soutenir les modèles de renforcement des capacités et de financement qui ont fait leurs preuves. À notre avis, les projets tels que le LC3 bénéficieraient d'un soutien supplémentaire de la part des gouvernements fédéral et provinciaux permettant de les reproduire dans d'autres municipalités. Ceci pourrait aussi contribuer à attirer de nouveaux bailleurs de fonds philanthropiques dans ce domaine. Le programme de rénovation multirésidentielle récemment annoncé par le Fonds Climat du Grand Montréal (par le biais de la LC3) est un parfait exemple d'une initiative qui pourrait être reproduite ailleurs, avec un soutien supplémentaire.

Le partenariat Climat Montréal, ou partenariat local pour le climat, est un autre modèle qui bénéficierait d'un soutien supplémentaire de la part de tous les ordres de gouvernement. Compte tenu du succès de cette initiative multipartite (comme l'a démontré le dernier Sommet de Montréal sur le climat, auquel ont assisté environ un millier de participants et de représentants gouvernementaux), les fondations philanthropiques et communautaires locales



pourraient souhaiter investir dans ce genre de modèle, qui permet de réunir et de mobiliser divers intervenants qui, autrement, ne collaboreraient pas de façon naturelle.

Au-delà de ces modèles ayant fait leurs preuves, l'une des principales caractéristiques des fondations philanthropiques est qu'elles peuvent être suffisamment souples et agiles pour fournir un capital catalytique qui stimule de nouvelles initiatives dans l'espace climatique municipal. L'initiative « Climate Action Accelerator to Net Zero » du MaRS Discovery District en est un exemple. Elle a pour objectif d'aider les petites et moyennes municipalités à obtenir des fonds d'investissement et à renforcer les capacités nécessaires à la réalisation de projets de décarbonisation en profondeur. Si elle est couronnée de succès, une telle initiative pourrait non seulement contribuer à alléger le fardeau qui pèse sur le personnel et les budgets des villes dans leurs efforts de décarbonisation, mais aussi fournir au secteur philanthropique un moyen d'aider à réduire les risques liés aux initiatives locales en matière de climat.

À la lumière de tout ce qui précède, il nous semble que le secteur philanthropique a non seulement sa place dans l'écosystème climatique municipal, mais qu'il peut aussi créer l'étincelle qui mènera à des solutions climatiques innovantes. Pour allumer cette étincelle, des actions climatiques, des signaux forts et le soutien des gouvernements fédéral et provinciaux pourraient grandement contribuer à fournir la capacité, les moyens et la prévisibilité dont les collectivités locales ont tant besoin. Compte tenu de la confluence des crises climatique, économique et de l'accessibilité financière, tout le monde doit être sur le pont pour soutenir nos communautés. La communauté philanthropique peut jouer un rôle, et elle le fera

Mesures à prendre:

- **Tirer parti des investissements philanthropiques pour générer des projets collaboratifs avec des organismes municipaux et d'autres organisations gouvernementales.**
- **Élaborer une feuille de route philanthropique sur les investissements** et le soutien aux municipalités afin de réduire au minimum le temps et l'énergie nécessaires pour associer les ressources aux opportunités cruciales.
- **Soutenir une adoption plus généralisée des LC3** afin d'accroître la réponse municipale en matière de climat.
- Tirer parti de l'investissement philanthropique pour **organiser d'importants partenariats et conférences sur le climat** au niveau local, afin d'approfondir la collaboration entre les différents acteurs.
- Utiliser les investissements des donateurs philanthropiques pour **développer des projets pilotes de recherche visant les petites et moyennes municipalités.**



Renforcer les capacités locales pour relever le défi de l'adaptation au changement climatique



Jeb Brugmann

Directeur fondateur, Resilient Cities Catalyst

Jeb Brugmann est directeur fondateur de Resilient Cities Catalyst. Il a travaillé pendant plus de 30 ans avec des gouvernements locaux dans plus de 35 pays. Il a fondé ICLEI - Local Governments for Sustainability (Gouvernements locaux pour le développement durable) et a occupé le poste de premier secrétaire général d'ICLEI. De 2004 à 2016, son cabinet de conseil aux entreprises, The Next Practice, a aidé un ensemble d'entreprises internationales à concevoir de nouveaux produits et services à impact social et à les commercialiser. Il codirige aujourd'hui RCC.



Le changement climatique, prévu de longue date, entraîne déjà des pertes, des dommages, des perturbations et des coûts d'exploitation et d'entretien considérables dans les villes du Canada. À mesure que les violentes tempêtes, les inondations, les incendies de forêt, la sécheresse, la chaleur extrême et les pannes d'électricité et de services qui en découlent deviendront la norme, ces coûts augmenteront de façon marquée sans un investissement accéléré et annuel dans l'adaptation au changement climatique.

Dès 1988, les municipalités canadiennes ont pris l'initiative de freiner le changement climatique et de prévenir de telles pertes, en planifiant et en investissant avant les autorités fédérales et provinciales et le secteur privé. Aujourd'hui, en l'absence de moyens spécifiques dans les collectivités locales pour la préparation et le financement des projets d'adaptation, il est peu probable que l'adaptation au climat dans notre pays soit plus efficace que les efforts d'atténuation du changement climatique des dernières décennies.



La plupart des projets d'adaptation dépendront fortement des recettes et des finances publiques, et en particulier des mécanismes de financement municipaux, compte tenu du faible rendement des investissements, et de la nature complexe propre à chaque lieu. Les collectivités locales sont les mieux placées pour gérer la conception de projets sur mesure qui impliquent un ensemble de parties prenantes et de propriétaires, et qui devront souvent être échelonnés et ajustés, souvent sur de longues périodes, au fur et à mesure que l'exposition réelle aux risques climatiques localisés devient évidente dans les microclimats, microhabitats et microhydrologies de chaque zone de projet.

Renforcer les capacités de préparation des projets locaux

Pour relever les défis propres à l'adaptation au changement climatique, il faut donc établir dès à présent des protocoles et des procédures pour bien préparer les projets d'adaptation au niveau local, tout comme l'établissement précoce de protocoles de gestion des gaz à effet de serre urbains dans les années 1990 a permis aux collectivités locales de jouer un rôle de premier plan en matière d'atténuation du changement climatique. Pour soutenir ce processus, [Resilient Cities Catalyst](#) et la fondation Gold Standard ont établi un cadre de préparation des projets d'adaptation locale qui aborde les défis propres à la préparation. L'action directe comprend:

- **Concevoir des méthodes abordables mais précises pour évaluer les risques climatiques localisés et multirisques.** La plupart des zones de projet sont exposées à des aléas et des risques climatiques multiples et interdépendants. Les projets qui se concentrent sur un seul phénomène - par exemple, l'exposition à des chaleurs extrêmes ou à des incendies de forêt - ne réduiront pas efficacement les risques climatiques spécifiques à un lieu donné.
- **Mettre à jour les stratégies pour combler les lacunes dans les données de prévisions climatiques localisées ou «à échelle réduite».** Cela peut coûter cher de formuler des hypothèses erronées sur la nature et le calendrier des risques climatiques émergents. Dans le pire des cas, cela peut conduire à une mauvaise adaptation. Par conséquent, il faut établir des normes pour l'utilisation et l'interprétation des données récentes et localisées sur les tendances météorologiques, des données empiriques sur les événements et de la modélisation, afin d'estimer au mieux les risques multiples à prendre en compte.

La plupart des projets d'adaptation dépendront fortement des recettes et des finances publiques, et en particulier des mécanismes de financement municipaux, compte tenu du faible rendement des investissements, et de la nature complexe propre à chaque lieu.



- **L'évaluation de la planification locale doit inclure l'évaluation des mesures efficaces et permanentes adoptées au niveau local en matière d'adaptation.** Étant donné l'incertitude des conditions climatiques futures dans des lieux spécifiques, des mécanismes locaux devront être mis en place pour surveiller et prendre des mesures correctives, si les projets n'atteignent pas les réductions de dommages et de pertes ciblées.
- **Utiliser les pratiques de gestion de portefeuille existantes pour soutenir les stratégies d'adaptation.** Le réaménagement des friches industrielles et l'adaptation des réseaux énergétiques se sont révélés efficaces. Ils doivent être plus largement adoptés dans la gestion des risques climatiques et la planification de l'adaptation.

Un soutien considérable a été apporté au renforcement des capacités de planification de l'adaptation au niveau local, mais la planification n'est qu'une étape préliminaire à l'action. La priorité doit maintenant être donnée au développement du savoir-faire, des outils et des ressources pour préparer les projets d'adaptation au niveau local.

Capacité de financement local

Dans un monde idéal, les collectivités locales pourraient compter sur les investissements du secteur privé pour couvrir une grande partie des coûts d'adaptation, qui vont de l'augmentation considérable des coûts d'entretien des routes et des toitures, à la reconstruction de systèmes d'infrastructure complets (Ewart, Coffee, Miller 2023). Cependant, le secteur privé aura du mal à répondre aux besoins grandissants. De nombreux projets d'adaptation ne seront pas générateurs de revenus. Même le secteur de l'assurance n'a pas encore déterminé comment générer des rendements prévisibles à partir d'investissements visant à réduire les pertes climatiques futures incertaines. Même les fonds d'impact ciblant le climat recherchent des retours sur investissement de 10 à 15 %. Certains projets d'adaptation pourraient être intégrés à des mesures génératrices de revenus ou de capital, telles que le développement de microréseaux ou la rénovation de propriétés, mais dans de nombreux cas, voire la plupart, les coûts des mesures de réduction des risques dilueront encore les retours sur investissement en dessous de ce niveau.

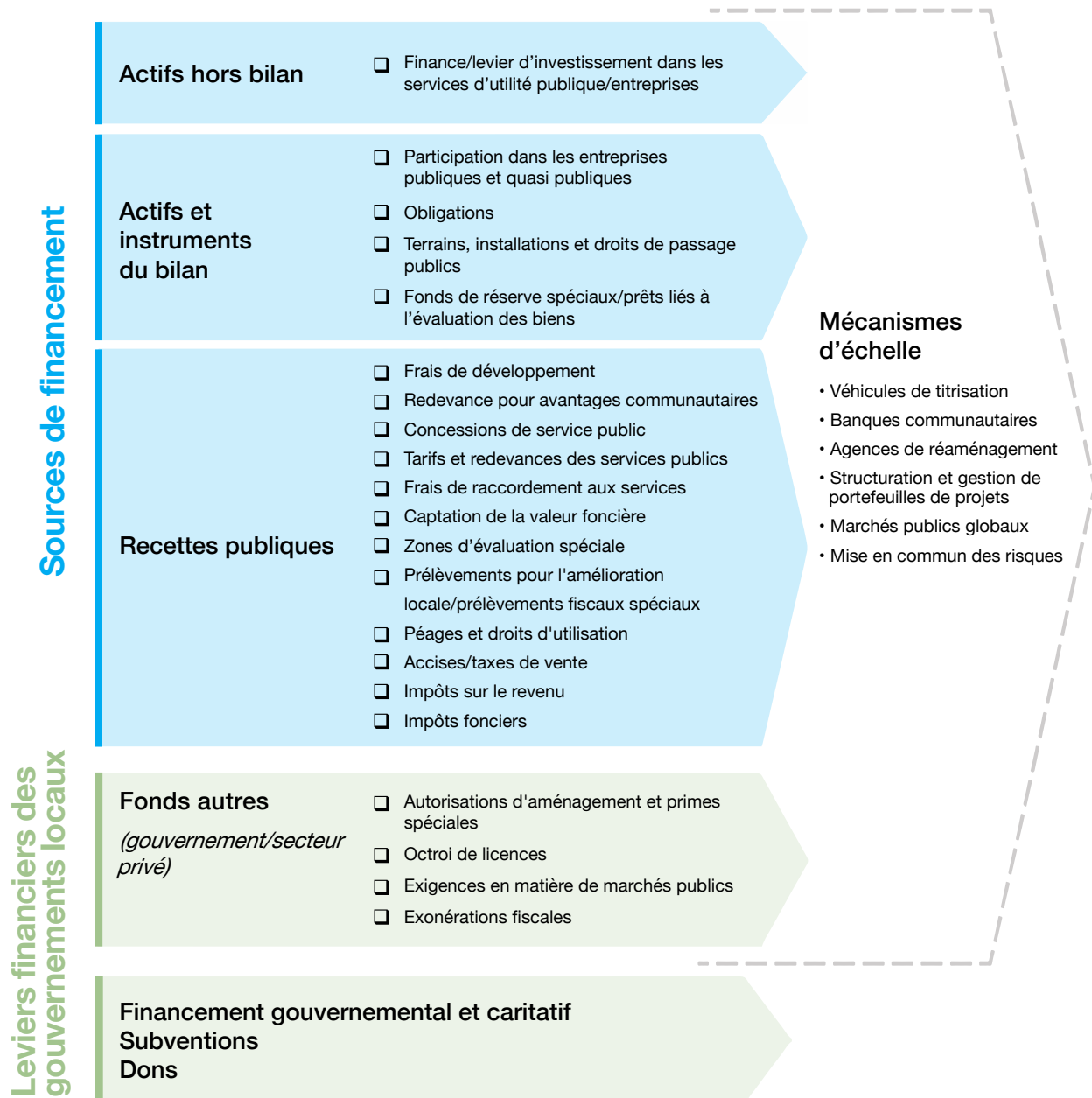


Il est donc raisonnable de se pencher sur la mise en place de mécanismes de financement public pour fournir les bases financières de l'adaptation au climat. Les experts municipaux ont déjà inventorié le large éventail de mécanismes de financement des collectivités locales qui pourraient être utilisés (Berry et Danielson 2015; Keenan 2018; Zerbe 2019). La figure A donne un aperçu des mécanismes que les municipalités pourraient utiliser pour générer des recettes locales et mobiliser des ressources du secteur privé pour leurs projets d'adaptation.



FIGURE A

Sources de financement potentielles des collectivités locales pour l'adaptation





L'étape suivante consiste à aider les gestionnaires des finances locales et les responsables de projets à tester leurs applications. Ces projets pilotes d'innovation financière indiqueront où la législation est la plus nécessaire, par exemple pour appliquer plus largement la captation de la valeur foncière, ou pour établir des systèmes d'évaluation des « zones de résilience », ou encore pour émettre des obligations spéciales de résilience.

Capacité de gestion de portefeuille

La figure A montre également les types de mécanismes institutionnels que les collectivités locales peuvent instaurer pour intensifier la préparation des projets, structurer le financement et superviser la gestion adaptative de ce qui sera nécessairement un ensemble de portefeuilles de projets et d'investissements locaux en matière d'adaptation. Les municipalités canadiennes ont fait preuve de créativité en créant des agences spécialisées pour relever des défis complexes antérieurs, tels que l'assainissement et le réaménagement des friches industrielles. Elles ont adopté des approches de gestion de portefeuille afin d'augmenter les investissements dans la rénovation antisismique et écoénergétique de leurs bâtiments publics. Elles ont mis en place des services publics spécialisés pour assurer un approvisionnement en énergie de proximité plus durable et plus résilient. Les mécanismes testés peuvent maintenant être réutilisés pour développer l'adaptation à l'échelle de la ville. De nouveaux mécanismes, tels que la création de banques municipales, un mécanisme bien connu dans les pays d'Europe occidentale, devraient également être évalués à cette fin.

En résumé, le moment est venu de mener une action ciblée, soutenue par toutes les sphères du gouvernement, les universités et le secteur privé, en vue de renforcer la capacité d'adaptation des collectivités locales du Canada.

C'est peut-être la seule façon pour le Canada d'établir le type de capacité nationale qui sera nécessaire pour relever les défis coûteux et perturbateurs posés par le changement climatique émergent et désormais irréversible.

Le moment est venu de mener une action ciblée, soutenue par toutes les sphères du gouvernement, les universités et le secteur privé, en vue de renforcer la capacité d'adaptation des collectivités locales du Canada.

Tendances et défis émergents

Le régional enraciné
dans le local

DANS CETTE SECTION :

- L'importance de la santé :
santé mentale, toxicomanie
et sans-abrisme 97
- L'importance de la mobilité:
Investissements dans les
transports en commun
et les infrastructures 124
- L'importance des rues
principales : vie et économie
locales 140
- L'importance du développement
économique: innovation et
progrès local 156
- L'importance de la capacité
publique : les atouts culturels
et publics forment la base
de la vie communautaire 174



Tendances et défis émergents

La pandémie de COVID-19 a accentué les problèmes urbains de sans-abrisme, de toxicomanie et de santé mentale. Bien qu'il s'agisse de problèmes majeurs par eux-mêmes, lorsqu'ils sont fortement concentrés dans certaines parties de la ville (les centres), ils contribuent à un déclin généralisé.

L'un des principaux effets de la pandémie a été de modifier la perception qu'avaient les gens des endroits où ils se sentaient en sécurité et à l'aise. En conséquence, les populations urbaines continuent de vivre leur ville autrement qu'auparavant. Moins de personnes travaillent cinq jours par semaine dans les bureaux, la fréquentation des transports en commun reste faible et les rues principales sont moins fréquentées. Pour faire revivre les villes, il faut s'attaquer aux grands problèmes, mais aussi mettre en place des interventions spécifiques adaptées à la situation particulière de chaque quartier. Cela signifie des activités de placemaking menées par la communauté, qui ramènent les gens dans les espaces urbains délaissés. Cela signifie également des investissements ciblés dans des biens civils et culturels qui répondent aux besoins des résidents.

L'amélioration du paysage public à l'échelle du quartier et sous l'impulsion des citoyens est essentielle. Nous devons combattre les idées fausses sur la sécurité publique et adopter une approche plus compatissante à l'égard des sans-abris, des toxicomanes et des personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Faute de quoi, c'est le tissu urbain lui-même qui risque d'être fragilisé.

Le placemaking a toujours joué un rôle important dans l'épanouissement humain. De nombreux signes montrent que les instincts profonds à l'origine de nos innovations sociales sont vivaces. Ils n'ont peut-être besoin que de nos efforts concertés pour amplifier leur impact sur le bien commun.



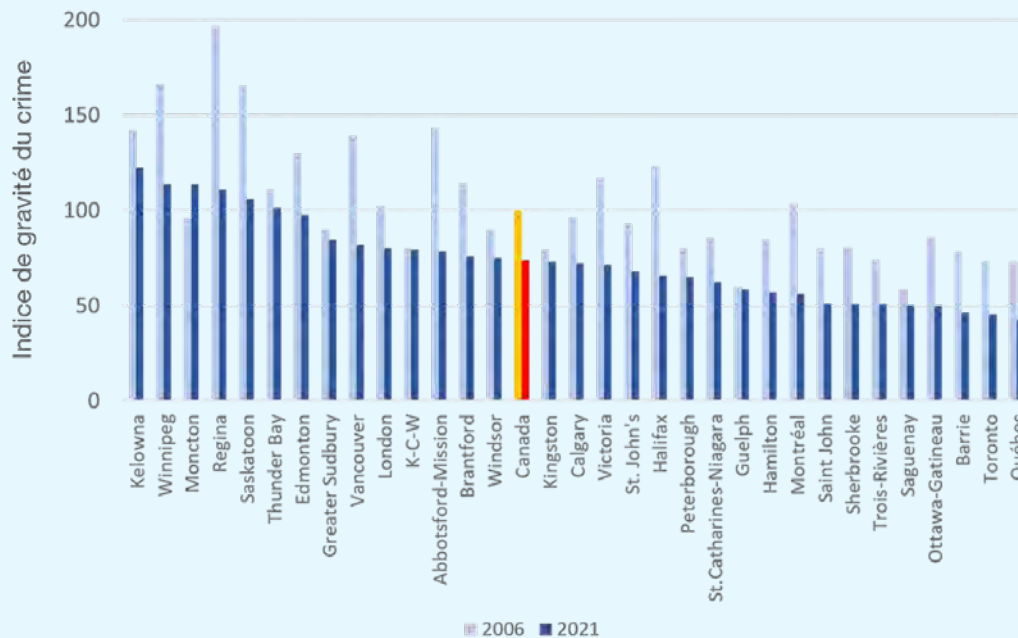
L'importance de la santé : santé mentale, toxicomanie et sans-abrisme

Nos quartiers sont le théâtre d'une convergence entre la santé mentale, la toxicomanie et le sans-abrisme. Les réponses aux problèmes de santé mentale en milieu urbain, les interventions tenant compte des traumatismes et les stratégies de lutte contre les dépendances doivent être coordonnées, en particulier pour les populations vulnérables ne disposant pas d'options de logement ni de soutien.

Nous savons que les problèmes de toxicomanie et de santé mentale ont augmenté, alors que les crimes graves ont diminué. La perception du public, pourtant, est que la criminalité augmente. Les crimes très médiatisés commis dans des espaces publics et géographiquement concentrés (souvent dans les centres-villes) ont eu un impact sur la façon dont nous percevons la sécurité (figure 20). La visibilité accrue des sans-abris au travers des campements, associée aux problèmes de santé mentale, met les gens mal à l'aise dans certaines parties de leur propre ville. Si nous ne nous attaquons pas à ces réalités, nous risquons de créer des cycles négatifs dans nos centres-villes, dans nos rues principales et au sein de notre infrastructure publique.

FIGURE 20

Indice de gravité de la criminalité, 2006–2021



Source : Statistique Canada, Indice de gravité de la criminalité, 2021.



Les données recueillies sur la criminalité et la violence indiquent une diminution dans la plupart des villes canadiennes, mais la perception publique va en sens inverse. Selon Léger Marketing (North American Tracker (11 avril 2023), la majorité des Canadiens sont d'avis que la criminalité s'est aggravée. Une étude réalisée en avril 2023 a révélé que 65 % des Canadiens pensent que la criminalité et la violence se sont aggravées, la moitié des personnes interrogées affirmant qu'elles se sont beaucoup aggravées. Cette perception est la plus forte dans les zones urbaines et c'est en Ontario que l'on trouve le pourcentage le plus élevé de personnes affirmant que la criminalité s'est considérablement aggravée (36 %).

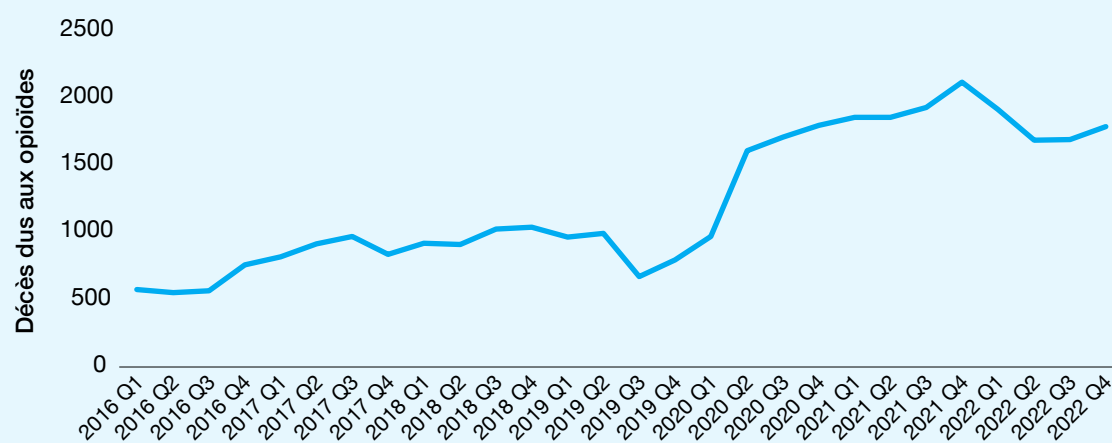
Une étude réalisée en avril 2023 a révélé que 65 % des Canadiens pensent que la criminalité et la violence se sont aggravées, la moitié des personnes interrogées affirmant qu'elles se sont beaucoup aggravées.

La toxicomanie, les problèmes de santé mentale et le sans-abrisme ont tous empiré pendant la pandémie (figure 21), et cette accélération a conduit à un accroissement des problèmes associés à la rue, qui ont affecté de manière disproportionnée certains quartiers. Ces problèmes sont plus aigus dans les zones centrales, laissant à de nombreuses organisations de la société civile et entreprises locales le soin de gérer des problèmes pour lesquels elles ne sont ni formées ni équipées. Cette situation a également créé des perceptions négatives de la sécurité publique, ce qui risque de créer un cercle vicieux de désinvestissement dans les endroits où les problèmes sont les plus prononcés.

La toxicomanie, les problèmes de santé mentale et le sans-abrisme ont tous empiré pendant la pandémie, et cette accélération a conduit à un accroissement des problèmes associés à la rue, qui ont affecté de manière disproportionnée certains quartiers.

FIGURE 21

Décès dus aux opioïdes au Canada par trimestre, 2016-2022



Source : Agence de la santé publique du Canada, 2023.

En résumé, le moment est venu de déployer des efforts ciblés, soutenus par toutes les sphères du gouvernement, les universités et le secteur privé, pour renforcer la capacité d'adaptation des collectivités locales du Canada. C'est peut-être la seule façon pour le Canada d'établir efficacement le type de capacité nationale nécessaire pour gérer les défis coûteux et perturbateurs posés par le changement climatique émergent et désormais irréversible.



Investir dans des solutions locales



Jennifer Barrett

Directrice générale, Institut urbain du Canada

Jennifer supervise les initiatives Relancer les rues principales (Bring Back Main Streets) et Réhabiliter le centre (Restore the Core) de l'Institut urbain du Canada. Elle dirige notre Laboratoire de solutions appliquées, qui entreprend des recherches, des missions, des partenariats et des résolutions de problèmes créatives pour orienter les politiques publiques, mettre en œuvre les meilleures pratiques et aider les dirigeants des secteurs public et privé à renforcer leurs capacités et parvenir à des solutions.

L'expérience diversifiée de Jennifer aux États-Unis et au Canada est axée sur l'amélioration des conditions sociales, environnementales et économiques. Elle a travaillé dans les secteurs public, privé et à but non lucratif, notamment dans les domaines du logement abordable, de l'aménagement du territoire, de la politique de développement social, de l'analyse de l'aménagement du territoire, de l'engagement communautaire, de l'industrie verte et des initiatives de développement économique. Elle a été représentante municipale dans le cadre de la Stratégie fédérale des partenariats de lutte contre l'itinérance et du Réseau municipal canadien pour la prévention du crime, et elle est membre du Comité du nouvel agenda urbain de l'Institut canadien des urbanistes. Elle est urbaniste professionnelle agréée et titulaire d'une maîtrise en urbanisme de l'Université McGill.



Les rues principales (des « formes » urbaines présentes dans chaque collectivité du Canada, quelle que soit sa taille géographique ou sa population) sont l'unité d'organisation primordiale de toute collectivité saine. Qu'elles fonctionnent à l'échelle d'un pâté de maisons ou d'un carrefour à quatre coins de rues d'une petite ville, tout le monde sait où se trouve le lieu de rencontre que représente sa « rue principale » et pourquoi il est important. Ces unités d'organisation sociale et économique constituent le cœur de la vie municipale et de l'innovation sous toutes ses formes. Elles sont l'atout principal qui sous-tend la cohésion de la communauté et elles donnent forme aux éléments essentiels de l'infrastructure municipale. IUC reconnaît donc que les rues principales, associées aux centres-villes, sont les principales unités géographiques permettant de résoudre les problèmes urbains. C'est là que se rencontrent les facteurs économiques, sociaux et environnementaux. Les rues principales sont le point d'intersection entre l'environnement naturel et l'environnement bâti — un mélange vital de personnes et de lieux.

Les rues principales sont les centres économiques et sociaux des quartiers et des villes. Elles concentrent des entreprises indépendantes, des bâtiments historiques, des espaces publics, des services communautaires essentiels et des institutions civiles. Ce réseau dense constitue le cœur des communautés et favorise un sentiment d'appartenance et d'attachement. Dans tous les lieux et toutes les cultures, elles jouent un rôle déterminant pour les économies locales, la cohésion sociale, la sécurité publique et l'habitabilité. La familiarité, la commodité, l'accessibilité et les échanges sociaux dans les rues principales créent des liens solides au sein des communautés, et il se trouve que nous sommes justement en train de réapprendre à quel point ces derniers sont indispensables à la santé et à la résilience des quartiers.

En effet, le besoin de liens communautaires n'a jamais été aussi évident que pendant la COVID-19, lorsque la mobilité des personnes était limitée et qu'elles sont devenues encore plus dépendantes des ressources locales. Les quartiers dotés de rues principales dynamiques — riches en commodités et en services — s'en sortent beaucoup mieux que ceux qui en sont dépourvus. Dans son ouvrage précurseur « Heat Wave » (Vague de chaleur), Eric Klinenberg a observé la tragédie résultant de l'isolement spatial. Lors de la canicule de Chicago en 1995, les quartiers où les liens sociaux étaient insuffisants se sont trouvés fatalement vulnérables. La COVID a révélé à quel point le rôle des rues principales est essentiel pour chacun d'entre nous. Lorsque nous trouvons près de chez nous ce dont nous avons besoin, nous bénéficions non seulement d'une meilleure qualité de vie, mais aussi d'une plus grande capacité de survie, en particulier en temps de crise.

Or la crise de la COVID-19 a exacerbé les problèmes préexistants. Sa présence persistante a laissé des traces indélébiles dans les villes canadiennes, notamment en ce qui concerne l'accessibilité au logement, le sans-abrisme, la santé mentale et l'isolement social. Les problèmes persistants ont tous été amplifiés et se manifestent de manière marquée dans nos rues principales et nos centres-villes. Dans tout le pays, nous continuons à observer un retour très lent à la « normale », avec des baisses persistantes du nombre de visiteurs, de travailleurs et de clients dans nos rues principales et nos centres-villes. Il a également été constaté une forte baisse de la fréquentation des transports en commun. Dans le même temps, les besoins se font de plus en plus pressants : espaces publics, infrastructures de transport actif et services tels que des centres d'isolation, de réchauffement et de rafraîchissement, services de santé mentale, logements d'urgence et logements supervisés, ainsi que d'autres services vitaux pour les populations vulnérables, en quête d'équité et mal desservies.

Les rues principales sont importantes du point de vue économique. Mais elles contribuent également de manière significative à notre résilience sociale. Elles sont le point d'ancrage des quartiers, avec des banques, des bibliothèques et des centres communautaires, ainsi que des services publics tels que les bureaux de poste et les établissements de soins de santé. Selon le recensement de 2021, environ 72 % des Canadiens (26 millions) vivent à moins de dix minutes de marche de leur rue principale. Un travailleur canadien sur quatre est employé par



Les chiffres

- Les premières recherches menées par IUC ont localisé **23710 rues principales à travers le Canada.**
- Le long de ces rues principales se trouvent **316935 entreprises**, soit **29 % de toutes les entreprises du Canada.**
- Parmi ces entreprises, environ **93 % emploient moins de 100 salariés**, ce qui les classe dans la catégorie des petites entreprises du Canada.
- Ces entreprises **emploient environ 4,1 millions** de personnes et génèrent 654 515 250 017 \$ — ou **654 milliards de dollars — de chiffre d'affaires annuel.**
- Cela représente **26 % de l'emploi total au Canada.**
- Et **23 % de notre chiffre d'affaires total.**

une entreprise de la rue principale, ce qui génère une part presque équivalente de notre chiffre d'affaires total, et le chiffre impressionnant de 33 % de notre PIB total.

Nous émergeons des impacts économiques et sociaux de la COVID. Une promenade le long de n'importe quelle rue principale vous racontera une histoire nuancée sur cette émergence. Dans presque toutes les communautés, on trouve des vitrines fermées et des restaurants incapables de reprendre leurs activités d'avant la pandémie en raison d'un manque de personnel. Les exigences de la dette liée à la pandémie ont créé des difficultés supplémentaires et les entreprises existantes ont du mal à planifier leur succession. Les entreprises établies de longue date, comme les chaînes de magasins, quittent les lieux à mesure que les sièges sociaux modifient leurs stratégies. On y voit également une forte présence de personnes en besoin d'hébergement ou de soutien en matière de santé mentale. Elles cherchent à s'abriter le long des rues et des allées et campent dans les parcs locaux et les aires de stationnement. Cela peut rendre l'argument de l'importance des rues principales encore plus difficile à défendre. Les résidents déclarent ne pas se sentir en sécurité et considèrent les rues principales et les centres-villes comme peu accueillants pour certaines personnes et activités.

Au moment où les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux sont en train d'établir des priorités d'investissement pour renforcer les communautés, l'occasion est belle de démontrer le rôle essentiel des rues principales en tant qu'actifs municipaux de premier plan. Partout au pays, les collectivités ont besoin de stratégies qui permettent aux gestionnaires des propriétés ou organisations de rues principales de travailler avec leurs communautés pour les réaffecter ou réaménager de manière à répondre aux besoins de la collectivité. Le Canada



a aujourd'hui une occasion sans précédent d'investir dans ces biens essentiels en tant que forme d'infrastructure résiliente.

Mais il y a de nombreuses considérations logistiques et politiques — et de nombreux défis à relever. Sans rues principales, d'où vient notre sentiment de communauté, d'attachement et d'appartenance ? Une ville, en tant que communauté, est la somme de ses éléments constitutifs, un lieu d'interaction et d'échange, de partage. La technologie continue d'offrir des possibilités de contacts au-delà des frontières géographiques, mais elle ne remplacera jamais l'importance cruciale de la proximité des services et des biens, ni l'importance de l'expérience vécue dans les lieux où nous vivons. Mieux encore, la technologie peut améliorer nos expériences locales, comme c'est le cas avec les services de Digital Main Street et la myriade de programmes numériques désormais proposés, gratuitement, par votre bibliothèque locale.

Nous l'avons vu pendant la COVID, comme dans toute situation d'urgence, nous avons besoin de nos voisins, de nos fournisseurs, de nos prestataires de services et de soutiens sociaux à proximité. La proximité est importante. Alors que nous anticipons notre prochain défi collectif, quel qu'il soit, il est temps de redoubler d'efforts pour mettre en place les meilleures conditions possibles de la vitalité et de la résilience des rues principales. Les villes et petites communautés devraient envisager une série de stratégies pratiques :

- **Encourager de nouvelles formes de logements le long des rues principales qui ne déplacent pas les résidents existants et ne mettent pas en péril la location par de petites entreprises indépendantes.** L'intensification se heurte souvent à une résistance véhémement de la part du voisinage. Les habitants s'inquiètent du caractère du quartier, du stationnement et de l'impact négatif sur des services municipaux déjà très sollicités. Les coûts de financement des projets de condominiums font que les commerces de rue indépendants sont remplacés par des chaînes de magasins plus importantes, qui couvrent une plus grande surface et ont davantage de moyens financiers. Ces nouvelles réalités spatiales et économiques érodent le caractère et les particularités locales, remplaçant les commerces indépendants, de petite taille et abordables par une monoculture de façades de grandes surfaces.
- **Les municipalités doivent développer des outils pour intensifier les quartiers et les rues principales d'une manière plus cohérente et réfléchie en favorisant la diversité des usages et des utilisateurs.** L'ingéniosité des résidents, combinée à l'expertise en matière de planification et de conception de la communauté des urbanistes, a le potentiel de perturber l'homogénéisation des lieux et des espaces, et de rendre les rues principales dynamiques et prospères.
- **Explorer de nouvelles approches de réforme fiscale pour soutenir les entreprises indépendantes qui renforcent l'identité des quartiers, attirent les visiteurs et soutiennent les consommateurs locaux.** Les rues principales ont des besoins et des possibilités spécifiques. Il convient de mettre au point des structures fiscales mieux adaptées à la

dynamique économique et à la dynamique des consommateurs qui caractérisent les différents types de rues principales de nos communautés.

- **Soutenir le placemaking et les animations de rues qui améliorent la vie culturelle et communautaire des personnes vivant à proximité des rues principales et qui, à leur tour, attirent les gens vers la richesse de vie dans les rues principales.** Des villes comme Melbourne, en Australie, ont appris que la création d'un nombre important de petites entreprises adaptées aux espaces compacts des zones denses est un puissant générateur de changement positif. Les rues principales disposent de l'infrastructure nécessaire pour soutenir l'intensification si elles sont utilisées judicieusement et correctement.
- **Déterminer comment l'intensification des rues principales, tant au plan commercial qu'au plan du logement, peut générer d'importants bénéfices interdépendants,** notamment une réduction des émissions de gaz à effet de serre, une plus grande résilience économique, une meilleure qualité de vie, une distribution plus efficace des services municipaux (eau, égouts, services publics) et un plus important échange intergénérationnel et interculturel. Dans la plupart des cas, il existe des actifs en place qui rendent ces échanges possibles, notamment des espaces commerciaux et résidentiels à usage mixte. Pendant très longtemps, les communautés et les villes étaient conçues avec des magasins et des lieux de rencontre au niveau de la rue et des logements dans les étages supérieurs. Un retour à ces modèles, ainsi qu'une meilleure utilisation des espaces existants, pourrait répondre à bon nombre de nos besoins les plus urgents.
- **Maintenir l'éducation et la recherche à proximité de la rue principale.** Les établissements d'enseignement, en particulier les établissements postsecondaires, peuvent à la fois bénéficier de la valeur des rues principales compactes et actives et y contribuer. Historiquement, c'est pour une bonne raison que le commerce de détail primaire s'est développé dans les rues principales : les gains d'efficacité et les réseaux offrent un contexte dans lequel l'apprentissage et le développement peuvent avoir lieu ensemble. Les municipalités peuvent utiliser une variété d'outils pour encourager la croissance ou la relocalisation des institutions d'enseignement dans les rues principales.
- **Donner la priorité aux personnes dans les rues principales.** La nature même du développement compact et intensifié exige que la mobilité humaine soit aussi facile et efficace que possible. Cela signifie qu'il faut veiller à ce que la circulation des véhicules ne soit pas le principal moteur de la conception ou de la reconception des rues principales. Il s'agit d'une idée ambitieuse à une époque où dominent les grands centres commerciaux de banlieue avec accès en automobile. Les limites d'un développement dépendant de la voiture commencent à apparaître. Les rues principales qui privilégient l'échelle humaine et répondent bien à cette priorité connaîtront des retombées positives importantes sur le plan local et touristique.

Aperçu des défis de santé mentale en milieu urbain

Le Partenariat exécutif des grandes villes est composé de gestionnaires municipaux des plus grandes villes du Canada. Le partenariat s'engage à améliorer le partage d'informations, à identifier les défis communs et à fournir des opportunités de travailler ensemble à de nouvelles solutions. Dans les plus grandes villes du Canada, les défis communs représentent une opportunité de collaboration plus étroite et d'apprentissage mutuel.

Halifax

En 2022, la police régionale d'Halifax :

- A répondu à 4 290 appels concernant des personnes souffrant de troubles émotionnels (hausse de 3,8 %).
- A répondu à 651 appels liés aux formulaires de l'Involuntary Psychiatric Act (IPTA) (hausse de 13,6 %)
- A passé 4 653 heures à attendre à l'hôpital des évaluations psychiatriques
- La GRC a enregistré une augmentation de 44,7 % des appels relatifs à la loi IPTA et a passé 706 heures dans les hôpitaux.

En 2023 :

- Un comptage ponctuel a permis d'identifier 586 personnes sans domicile, soit une augmentation de 675 % depuis 2018.

En 2023-2024 :

- Le budget municipal pour la gestion des sites de campement devrait presque doubler (390 000 \$), en raison de l'augmentation du nombre de sites.

Source : Municipalité régionale d'Halifax.

Vancouver

- Entre 2019 et 2022, le nombre de décès liés à la toxicité des drogues illicites a augmenté de 126,6 % dans la province.
- Entre 2012 et 2022, le nombre de décès liés à la toxicité des drogues illicites a augmenté de 764,6 % à Vancouver.

Source : Gouvernement de la Colombie-Britannique.

- Après la pandémie, la bibliothèque publique de Vancouver a signalé 2 218 incidents généraux, soit une augmentation de 200 % des incidents nécessitant l'intervention de la police ou d'une ambulance.

Source : Conseil des bibliothèques urbaines du Canada.



Toronto

- Entre 2014 et 2021, les visites aux urgences liées aux amphétamines au Centre for Addiction and Mental Health sont passées de 1,5 % à plus de 9,9 %.
- En 2022, la bibliothèque publique de Toronto a signalé 3 908 incidents, dont 24 overdoses présumées.

Source : Conseil des bibliothèques urbaines du Canada

- La violence dans les transports en commun a augmenté de 46 %, pour atteindre 1 068 incidents, ce qui a mis à rude épreuve les services de police et autres services de soutien.

Source : <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/violence-ttc-stabbing-1.6793927>

- En 2023, la ville a augmenté son budget annuel pour la police de 48 millions de dollars, soit un total de plus de 1,1 milliard de dollars.

Source : [Toronto police board approves proposed \\$48M funding increase despite criticism | CBC News](#).

Edmonton

- En 2020-2021, la ligne téléphonique 211 de la ville a reçu 14 243 appels supplémentaires d'une année à l'autre.
- Entre janvier et juin 2023, la consommation de drogues dans les installations de transport en commun est passée de 506 à 866 incidents et les overdoses dans les transports en commun ont augmenté de 65 à 80.
- Entre avril et mai 2023, les services de gestion des urgences ont signalé une augmentation de 68 % des événements liés aux opioïdes d'un mois à l'autre.

Source : Ville d'Edmonton.

Ottawa

- Entre 2020 et 2022, le nombre de décès dus aux opioïdes a augmenté, avec une moyenne de 137 décès par an (soit une augmentation annuelle de 112 % par rapport à 2019).

Source : Santé publique d'Ottawa.

- En 2021, un résident d'Ottawa sur quatre (26 %) a qualifié sa santé mentale et son bien-être émotionnel de « passable » ou de « mauvais », contre 6 % en 2015. Au cours de cette période, les problèmes sont devenus plus visibles dans les quartiers centraux de la ville.

Source : Équipe d'engagement communautaire d'Ottawa.

Calgary

- Pendant les trois premiers mois de 2022, le nombre de crimes violents a augmenté de 8 % dans le centre de Calgary par rapport à la moyenne des cinq dernières années, principalement en raison des « agressions simples ».

Source : <https://calgaryherald.com/news/local-news/building-bridges-to-a-safer-downtown>

- Au début de l'année 2022, la ville était en passe de connaître sa pire année en matière d'incidents liés aux armes, le centre-ville enregistrant une augmentation de 19 % des incidents d'une année à l'autre.

Source : <https://calgaryherald.com/news/local-news/building-bridges-to-a-safer-downtown>

- En 2022, la bibliothèque publique de Calgary a signalé 662 incidents.

Source : Conseil des bibliothèques urbaines du Canada.





PROVOCATION

La crise du logement canadienne: cinq façons de la résoudre



Carolyn Whitzman

Professeure associée et chercheuse dans le domaine du logement (Université d'Ottawa)

Carolyn Whitzman est consultante en politique du logement. Elle est experte-conseil pour le projet Housing Assessment Resource Tools, basé à l'Université de la Colombie-Britannique, qui a développé des pratiques exemplaires pour l'évaluation des besoins en logement, des terrains et des acquisitions, à l'aide de données détaillées et ouvertes. Elle a apporté son expertise aux gouvernements nationaux, aux états/provinces et aux collectivités locales, à ONU Femmes, à ONU Habitat, ainsi qu'à des organisations privées et à but non lucratif.



Le coût du logement est devenu le problème numéro un des Canadiens: les loyers moyens ont augmenté de 20 % entre 2021 et 2023 et les prix des maisons ont doublé entre 2015 et 2021. Le nombre de personnes sans-abris non placées dans des foyers d'accueil a aussi doublé depuis 2018. Deux travailleurs à temps plein rémunérés au salaire minimum n'ont plus les moyens de s'offrir un appartement moyen d'une seule chambre dans la plupart des villes du Canada. Le coût moyen de la propriété, qui était de 2,5 fois le revenu moyen des ménages en 1980, est aujourd'hui passé à 8,8 fois ce même revenu dans l'ensemble du Canada. Il est monté à 11,4 fois le revenu moyen par foyer à Toronto et 13,5 fois dans la région métropolitaine de Vancouver. Il faudrait que les prix de l'immobilier soient inférieurs à un tiers de ce qu'ils sont actuellement au niveau national, inférieurs à un quart de ce qu'ils sont à Toronto et inférieurs à un cinquième de ce qu'ils sont à Vancouver, pour que les ménages à revenu modique puissent à nouveau y accéder, comme c'était le cas il y a 40 ans.

Quel que soit le critère retenu, le Canada traverse bien une crise du logement, une crise causée par des décennies d'inaction du gouvernement fédéral. On compte 1,45 million de ménages canadiens, en majorité des locataires, en situation de besoin impérieux de logement: ils consacrent plus de 30 % de leurs revenus aux frais de logement et/ou vivent dans des logements surpeuplés ou inhabitables, et sont incapables de trouver un logement à prix abordable et adéquat dans leur région. Il faut encore ajouter à cela les 235 000 personnes sans-abri (estimation), les 2,2 millions d'étudiants des collèges et universités qui ne sont



même pas inclus dans les besoins impérieux en matière de logement, les 700 000 personnes qui vivent dans des logements collectifs (allant des foyers pour personnes handicapées aux maisons de chambres en passant par les soins de longue durée), les millions d'adultes canadiens qui logent involontairement chez leur famille ou chez des amis, et les millions de ménages, y compris avec de jeunes enfants, qui « se débrouillent » en attendant de remplir les conditions requises pour obtenir un logement familial à prix abordable près de leur lieu de travail. L'année dernière, on a construit moins de logements qu'en 1972, année où la population du Canada était deux fois moins importante. La Société canadienne d'hypothèques et de logement a appelé à tripler l'offre de logements, qui est actuellement de 220 000 par an, pour atteindre 725 000 par an, soit 5,8 millions de logements, d'ici à 2030. Le Canada a effectivement besoin de six millions de logements au cours de la prochaine décennie, et probablement autant pendant les deux décennies suivantes, mais les questions clés de savoir qui a besoin de quel logement, où et à quel prix, doivent guider le leadership dans ce domaine.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a appelé à tripler l'offre de logements, qui est actuellement de 220 000 par an, pour atteindre 725 000 par an, soit 5,8 millions de logements, d'ici 2030.

L'ampleur du problème semble insoluble, mais c'est loin d'être le cas. Il suffit de faire preuve de volonté politique. Voici cinq façons de résoudre la crise :

Une stratégie nationale du logement révisée, basée sur les infrastructures, comprenant des définitions et des objectifs clairs, avec notamment des objectifs de logements à prix abordables pour les provinces et les municipalités.

Le gouvernement fédéral actuel a adopté en 2019 une Stratégie nationale sur le logement qui s'engage à concrétiser le droit à un logement à prix abordable et adéquat pour chaque personne au Canada, en particulier pour celles qui en ont le plus besoin. Mais jusqu'à présent, sa progression vers les objectifs fixés en matière de logement et de sans-abrisme est au point mort, puisque seuls 3 % des logements construits dans le cadre de son programme le plus coûteux, l'initiative de financement de la construction de logements locatifs, sont abordables pour les ménages présentant des besoins impérieux en matière de logement. Le problème est que la plupart des programmes ne correspondent pas à la définition du « besoin impérieux de logement » donnée par le gouvernement fédéral lui-même.





Le projet d'outils d'évaluation « Housing Assessment Resource Tools » (HART) de l'Université de la Colombie-Britannique analyse les données de recensement par catégorie de revenu, taille du ménage et population prioritaire en utilisant cinq catégories de revenu (voir figure 1) :

- Les ménages à très faible revenu gagnant moins de 20 % du revenu médian des ménages de la région (RMMR) qui peuvent se permettre un maximum de 420 \$ par mois.
- Les ménages à faible revenu gagnant entre 21 et 50 % du RMMR qui peuvent se permettre un maximum de 1 050 \$ par mois.
- Les ménages à revenu modique gagnant de 51 à 80 % du RMMR qui peuvent se permettre un maximum de 1 680 \$ par mois.
- Les ménages à revenu médian gagnant 81-120 % du RMMR qui peuvent se permettre un maximum de 2 520 \$ par mois.
- Les ménages à revenus plus élevés gagnant plus de 120 % du RMMR

FIGURE B

Analyse des besoins de logement par catégorie de revenus

Catégorie de revenus	% de ménages	Nb de ménages	Revenu maximal	Coût maximal du logement	% de	# (BIL)
de logements	Nombre de besoins impérieux de logements	300 000	16 800 \$	420 \$	69 %	199 613
Faible (21-50 %)	18 %	2 700 000	42 000 \$	1 050 \$	37 %	921 093
Modéré (51-80 %)	19 %	2 850 000	67 200 \$	1 680 \$	11 %	293 685
Médian (81-120 %)	21 %	3 150 000	100 800 \$	2 520 \$	1 %	35 260
Supérieur (121 %+)	40 %	6 000 000	n/a	n/a	0 %	1 435
Total	100 %	15 000 000	-	-	-	1 451 030



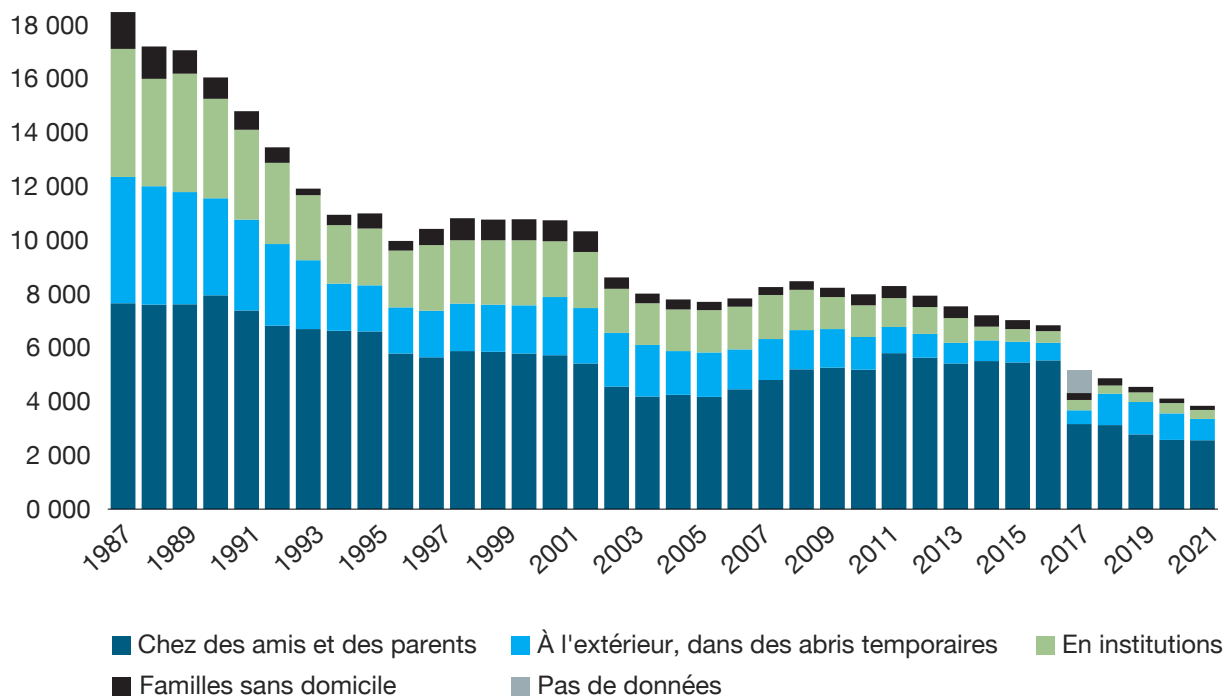
À partir de ces données sur les coûts de logement, nous devons définir une politique qui permette de construire des logements écologiquement durables, accessibles, bien situés et qui permettent aux ménages de payer leur loyer tout en disposant d'assez d'argent pour se nourrir et pour les autres nécessités.

Priorité au logement pour éliminer le sans-abrisme

La Finlande a éliminé le sans-abrisme chronique en proposant des logements hors marché, assortis d'un accompagnement si nécessaire. Voici à quoi ressemblent les résultats d'une politique qui fonctionne (voir figure C) :

FIGURE C

Dénombrement annuel des sans-abris, Finlande, 1987-2022



Le Canada pourrait faire de même, mais comme on n'y recueille pas de données précises, actualisées et cohérentes sur le nombre de personnes sans-abri, les gains et les reculs sont invisibles. L'Initiative pour la création rapide de logements est le seul programme fédéral qui ait répondu aux besoins des ménages à très faibles revenus, avec 10 000 logements bâtis ou en cours de construction.



Un programme de logement social qui pourrait doubler le nombre de logements hors marché, pour commencer

La plupart des logements sociaux du Canada ont été bâtis avant le début des années 1990, lorsque le gouvernement fédéral s'est retiré des programmes qui fournissaient au moins 10 à 25 % du total des logements construits (voir figure 3). De nombreux rapports, allant de celui de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine à celui de la Banque Scotia, recommandent que le Canada double le nombre de logements hors marché par une combinaison de construction de nouveaux logements et d'acquisition de logements locatifs risquant de devenir inabordables, afin d'atteindre les moyennes recommandées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Augmenter le nombre de logements locatifs en tenant compte des droits des locataires

Rétablir l'équité fiscale pour les locations, notamment en éliminant la TVH sur les nouveaux bâtiments; éliminer le zonage d'exclusion qui limite l'utilisation des terrains urbains bien situés dans la ville à des maisons individuelles; réviser le Code national du bâtiment pour permettre la construction de petits immeubles d'appartements avec des unités plus grandes. Une approche nationale est également nécessaire pour enrayer l'augmentation des expulsions et garantir les droits des locataires. Six pour cent des locataires ont été contraints de déménager entre 2016 et 2021. 80 % des expulsions n'étaient pas liées au comportement du locataire.

Rendre le système de taxation du logement plus équitable

En 2010, 94 % des subventions publiques allaient aux propriétaires et 6 % aux locataires. Le système fiscal n'a pas beaucoup changé depuis. Les locataires paient indirectement des taxes foncières plus élevées en raison des tarifs appliqués aux logements collectifs, les frais gouvernementaux pénalisent de manière disproportionnée les logements à forte densité par rapport à l'étalement urbain, et les propriétaires sont incités à considérer leur logement comme un investissement grâce à l'exonération de l'impôt sur les plus-values. Alors que l'impôt sur le revenu est progressif, l'impôt foncier est très régressif. Un impôt progressif sur le patrimoine immobilier a été suggéré par de nombreuses organisations préoccupées par l'accroissement des disparités entre les générations.





Perspectives en vue de l'action sur les soins de santé et le sans-abrisme : du local à un niveau plus



Dr. Andrew Bond

Directeur médical, Inner City Health Associates; Coprésident, Canadian Network for Health and Housing

Andrew Bond est le directeur médical d'Inner City Health Associates à Toronto, l'une des plus grandes organisations de santé communautaire du Canada. Il est l'un des premiers « National Health Fellows » du Canada, membre des comités de transformation de la santé et d'innovation en matière de santé numérique de la province de l'Ontario, et il a été membre du groupe stratégique de la Société royale du Canada pendant la pandémie de COVID-19.

Les villes sont des systèmes complexes par nature - pourtant, nous n'appliquons pas suffisamment les leçons de la pensée systémique et de la science de la complexité à nombre de nos plus grands défis urbains. La pandémie de COVID-19 a fortement perturbé les trajectoires et les équilibres préexistants de toutes les villes et a révélé à la fois leurs forces respectives et, malheureusement trop souvent, leurs faiblesses.

En tant que « grand événement perturbateur », la pandémie a incarné un déchirement simultané - à l'échelle de la société - de nos familles, de nos quartiers, de nos communautés, de nos institutions cliniques et de santé publique et de nos économies, et elle a fait apparaître de profondes différences et de nouvelles solidarités autour des valeurs, de la confiance sociale et de la légitimation de la connaissance.

Ce qui est ressorti sans équivoque de toutes ces perturbations, de ces pertes et maintenant d'une reprise hésitante, c'est le fardeau profondément disproportionné supporté par les personnes et les communautés structurellement marginalisées à travers le Canada - celles qui sont racialisées ou autochtones, qui vivent avec une maladie mentale, qui luttent contre la pauvreté, qui ne sont pas logées, qui sont confrontées à une consommation nocive de substances, à la justice, ou qui sont nouvelles arrivantes.



Dans la perspective du rétablissement et de nos efforts collectifs pour remettre la société en marche, nos stratégies en matière de santé et de politique sociale feraient bien d'intégrer certaines perspectives de la science de la complexité et de la pensée systémique pour guider notre imagination urbaine et notre organisation collective.

Perspective 1 : Apprendre de l'émergence - des tactiques aux trajectoires

L'émergence est la propriété de la nouveauté inattendue qui se produit dans des systèmes complexes et chaotiques, nouvelle propriété qui n'aurait pas pu être facilement perçue - ou perçue du tout - avant qu'elle ne se produise. Pour les 250 000 personnes non logées qui vivent au Canada chaque année, la COVID a créé une situation insupportable et impossible : rester dans les refuges en prenant des risques prévisibles ou se mettre à l'abri là où l'on pense pouvoir le faire. Bien sûr, beaucoup a été fait pour réduire les risques dans les refuges, mais le problème est structurel et ne peut pas être atténué de manière significative, malgré le déploiement d'immenses ressources, les efforts des équipes de soutien et les règles de distanciation. Alors que des milliers de personnes luttent jour après jour en marge de la société, l'industrie du voyage et surtout de l'hôtellerie se sont effondrées, tout comme la demande de bureaux à temps plein, le travail étant devenu virtuel puis hybride. Deux

problèmes très différents de la pandémie sont apparus, qui étaient sur le point de se rejoindre - avec les nouveaux espaces relativement peu coûteux prêts pour le soutien des services, un nouveau type de refuge a vu le jour dans tout le pays : le refuge hôtelier. Avec ces lieux plus sûrs pour la santé publique, beaucoup plus dignes et disposant de l'espace, de l'infrastructure et des ressources nécessaires pour soutenir de nombreux services de santé et d'aide sociale au-delà de ceux qui pourraient se trouver dans les refuges collectifs, l'espoir d'un avenir meilleur a coexisté au milieu de la dévastation.

Alors que de graves pressions économiques menacent aujourd'hui la viabilité de ces nouveaux espaces de soutien, certains d'entre eux sont à l'origine d'un nouveau type de logement supervisé qui se développera à partir des anciens

refuges hôteliers. D'autres, dans tout le pays, se sont inspirés des nouveaux services intégrés de santé, d'aide sociale et de santé publique pour étendre leur impact aux systèmes de santé locaux et régionaux. Dans d'autres cas encore, de nouveaux modèles de refuges sont apparus qui, sans être des hôtels, intègrent les éléments d'apprentissage et de conception de ces expériences émergentes. Nous devons continuer à tirer intentionnellement les leçons de l'émergence et à transposer ces réponses tactiques dans notre répertoire de politiques et de stratégies de conception de systèmes.





Perspective 2 : Une stratégie qui passe des secteurs aux systèmes

Il y a longtemps que nous déplorons collectivement les difficultés et les contraintes de la structure institutionnelle sectorielle des bureaucraties publiques. Pourtant, en même temps, nous continuons à éviter soigneusement toute tentative sérieuse de penser au-delà des secteurs - la dépendance institutionnelle est immensément puissante et les tentatives de passer à l'hybride ou au-delà exigent une clarté imaginative et un effort herculéen. Le langage a son propre pouvoir et, pour desserrer l'emprise du « secteur », les paragraphes suivants suggèrent qu'il pourrait être utile d'utiliser plutôt le terme « système ».

Des systèmes qui se recourent

Parler des « soins de santé » et du « logement » comme de secteurs uniques masque le fait que tout au plus 30 % des résultats en matière de santé sont influencés par les « soins de santé ». L'âge moyen de la mortalité pour les personnes non logées est d'environ 40 ans. Le logement contribue énormément à la production de santé et de bien-être et à la protection

contre les maladies et les blessures; en fait, c'est l'un des outils les plus puissants dont nous disposons. Alors comment pourrions-nous ne pas concevoir nos stratégies publiques en matière de santé en adoptant une approche intersectionnelle intentionnelle et approfondie du logement et des soins de santé ? Notre approche de la politique économique est encore pire que celle du logement lorsqu'il s'agit de penser en termes de systèmes et de santé. On a beaucoup écrit sur l'impact de l'inégalité elle-même - et pas seulement de la pauvreté ou de la privation économique - sur la santé globale de la société. Cette leçon n'a manifestement pas encore été assimilée; il est clair que la politique économique est l'un des piliers centraux de la politique de santé. Ce que je voudrais suggérer, c'est

que la production de la santé devrait être considérée comme un investissement plutôt que comme un coût. Notre force collective, notre capacité et notre production exigent la santé; les économies démocratiques avancées trouveront de plus en plus leur avantage comparatif dans le type de bien-être qu'elles rendent possible pour leurs citoyens, et se rendront compte que les industries responsables de la production, de la protection et du soin de la santé constituent certains des moteurs économiques les plus importants et les plus innovants de notre société.

Le logement contribue énormément à la production de santé et de bien-être et à la protection contre les maladies et les blessures; en fait, c'est l'un des outils les plus puissants dont nous disposons.

Espaces et lieux

L'un des échecs les plus accablants des systèmes de santé en Amérique du Nord et en Europe a été le transfert des soins de santé mentale des établissements institutionnels vers la communauté, qui s'est produit dans les années 1960 et 1970. Depuis le XIXe siècle,



les systèmes de santé mentale ont été façonnés par la pratique de l'enfermement et de l'institutionnalisation sous diverses formes. Si c'est bien à juste titre que s'est opéré le passage d'une institutionnalisation généralisée à un traitement communautaire qui s'appuyait sur la dignité de la personne et l'autonomie, les soins de santé mentale communautaires

n'ont pas été dotés de ressources ni conçus en fonction de l'intensité des services requis. Au fil du temps, la pauvreté endémique, le sans-abrisme, la criminalisation et leur impact intergénérationnel sur les familles se sont multipliés à une échelle qui façonne aujourd'hui des quartiers entiers et des régions urbaines. Grâce à des stratégies intensives et intersectorielles conçues pour traiter simultanément les soins de santé mentale communautaires, le logement, la stabilisation économique, la formation et le développement des compétences, il est encore possible d'inverser les dommages causés.

Perspective 3 : La conception est dans les détails - la nécessité de l'ethnographie politique

Les expériences telles que la maladie mentale ou l'absence de domicile ne sont pas des phénomènes isolés. Alors que le sans-abrisme aigu est généralement le reflet d'un événement social ou économique inattendu dans le contexte d'une personne ou d'une famille vulnérable, le sans-abrisme chronique est plus souvent une voie finale commune vers la

marginalisation structurelle économique et sociale. La plupart des maladies mentales graves impliquent une combinaison de prédispositions génétiques et d'un stress important ou d'un événement ou d'une série d'événements traumatisants.

La généralité utilisée dans ces descriptions - « événements sociaux et économiques » et/ou « marginalisation », « stress », « traumatisme » - ne doit pas être confondue avec de l'imprécision : il s'agit d'espaces d'expérience commune à travers les phénomènes. Si l'on peut avoir des connaissances sur le sans-abrisme ou les maladies mentales graves en général, il n'est pas possible d'en savoir plus sur une pathologie particulière sans connaître la personne concernée et son contexte de manière assez détaillée. Du point de vue des systèmes politiques, il est essentiel de relier la richesse des connaissances cliniques et communautaires au processus de formulation et de mise en œuvre des politiques par le biais des mêmes canaux de services et de soutien communautaires et individuels.

L'élaboration et la mise en œuvre des politiques par la communauté ne se limitent pas à la représentation et à la gouvernance participative pour le seul intérêt de la représentation.





Il s'agit en partie de cela, bien sûr, mais il s'agit aussi de développer une compréhension suffisamment précise de la variété des situations et des problèmes nécessitant des solutions pour élaborer des réponses adaptées, avec des plans de mise en œuvre qui impliquent ceux qui sont réellement en mesure de fournir les résultats escomptés.

Il s'agit là du « comment » d'une politique et d'une pratique sociales complexes pour la gouvernance urbaine, et les processus concernés doivent donc impliquer et s'appuyer sur les types de connaissances et de relations de valeurs qui constituent la tapisserie de la vie urbaine à travers le pays. Un processus politique éclairé par l'ethnographie garantira que nos systèmes d'aide, de services et de vie sociale répondent aux besoins et aux aspirations des personnes réelles qui animent nos paysages urbains. Il est également essentiel d'« humaniser » notre réflexion sur les systèmes, ce qui est nécessaire pour ancrer ce qui peut autrement devenir une manière parfois trop abstraite, quoique puissante, de penser et d'organiser notre pratique politique.

Un processus politique éclairé par l'ethnographie garantira que nos systèmes d'aide, de services et de vie sociale répondent aux besoins et aux aspirations des personnes réelles qui animent nos paysages urbains.



PROVOCATION

Pour davantage de logements et un avenir confiant, travaillons différemment entre ordres de gouvernement



Scott Pearce

Maire de Gore, Québec; Président de la Fédération des municipalités canadiennes

Scott Pearce a été élu maire du canton de Gore pour la première fois en novembre 2004. Scott est devenu président de la Fédération canadienne des municipalités. Il est également préfet de la MRC d'Argenteuil depuis 2014, président du Conseil des préfets et des élus des Laurentides et membre du conseil d'administration de la FCM depuis 2009. Fier Canadien et Québécois, Scott est un ardent défenseur des municipalités canadiennes.



La croissance est une réalité inéluctable de la vie au Canada en 2023 et elle est nécessaire à notre réussite à long terme. Ayant récemment atteint une population de plus de 40 millions d'habitants, le Canada dans tous ses recoins s'intéresse aux opportunités qu'offre une nation en pleine croissance. Cette croissance exige aussi qu'on s'adapte, ce qui n'est nulle part plus urgent que dans les régions où la pénurie de logements se fait déjà sentir.

De nombreuses villes se développent à un rythme encore plus rapide que le taux national. Tous les grands centres urbains du Canada ressentent cette pression non seulement en matière de logement, mais aussi dans la nécessité d'étendre les services, d'entretenir les infrastructures de base, de soutenir les plus vulnérables et d'assumer des responsabilités plus traditionnelles telles que la collecte des déchets et le traitement de l'eau.

Peu importe où elles se trouvent au Canada, c'est dans nos villes que les crises du logement et de l'itinérance se concrétisent. Il n'est donc pas surprenant que des personnes de tous horizons se tournent vers leurs collectivités locales pour trouver des solutions à ce besoin humain le plus essentiel: un abri accessible. Et parfois, les responsables municipaux subissent la frustration et l'anxiété compréhensibles d'une nation en quête de solutions au problème toujours plus complexe de la construction de logements en plus grand nombre, plus



rapidement. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le Canada a besoin de 3,5 millions de logements de plus que ce qui se construit au rythme actuel pour avoir une chance de rétablir l'abordabilité, et ce, en seulement quelques années.

Et nous savons que l'augmentation de l'offre de logements à prix courants n'est qu'une partie de la solution à l'abordabilité du logement pour tous. L'augmentation de logements sociaux, qui comprennent les coopératives d'habitation et les logements locatifs abordables, reste une question essentielle à laquelle tous les niveaux de gouvernement doivent s'atteler.

En réalité, les défis que pose l'accélération de l'offre de logements sont complexes et de grande envergure. Les taux d'intérêt ont augmenté, ce qui accroît le coût de la construction et réduit le pouvoir d'achat des Canadiens. Selon RBC, les prix des matériaux de construction tels que l'acier et le béton ont augmenté de plus de 50 % depuis 2020. Et les emplois dans le secteur du bâtiment continuent à accuser un retard par rapport à d'autres industries - un écart qui remonte au début de la pandémie mondiale de COVID-19.

Au milieu d'une véritable crise, il est tentant de rejeter la faute sur les autres, sur un autre ordre de gouvernement ou sur un adversaire politique. Les dirigeants municipaux ont généralement résisté à cette tentation, car nous comprenons que les défis sont trop immédiats et que les besoins des Canadiens sont trop importants.

Les municipalités de toutes tailles savent également qu'elles ont incontestablement la responsabilité de relever ce défi. Les municipalités ne construisent pas elles-mêmes la plupart des logements, laissant cette tâche aux experts du secteur privé et à but non lucratif. Mais les collectivités locales ont un rôle clair à jouer en créant les conditions de la croissance. Nous devons être à la hauteur et nous le savons.

C'est pour cette raison que de nombreux conseils municipaux à travers le Canada mènent des discussions compliquées, mais nécessaires, sur la modernisation des processus de planification et la mise à jour des règlements de zonage. Toronto a récemment voté en faveur d'une augmentation du nombre de complexes de logements dans la ville. Le conseil municipal de Vancouver lui a emboîté le pas en approuvant l'expansion des complexes résidentiels dans les quartiers unifamiliaux de la ville, pour accroître la densité. Halifax a réduit les temps d'attente pour l'obtention des permis; pourtant, en raison de retards de construction indépendants de la volonté de la municipalité, des milliers de logements autorisés n'étaient pas encore sortis de terre au printemps 2023. Des villes comme London et Brampton collaborent avec le gouvernement fédéral pour construire de nouveaux logements, ce qui a été rendu possible grâce à la combinaison du Fonds fédéral pour accélérer la construction de logements et du leadership municipal pour accélérer le processus. D'autres villes devraient bénéficier de ce programme novateur dans les mois à venir, un programme pour lequel la Fédération canadienne des municipalités (FCM) s'est battue avec acharnement pendant de nombreuses années.



Ces exemples, et bien d'autres, sont la preuve du leadership des collectivités locales municipales, souvent en partenariat avec d'autres niveaux de gouvernement. Les reproches ne fonctionnent pas, mais la collaboration, oui.

Il reste encore beaucoup à faire. Pour trouver des solutions durables, tous les ordres de gouvernement doivent dépasser le modèle actuel. Les municipalités ne peuvent se contenter d'approuver la construction de nouveaux logements sans être en mesure de fournir l'infrastructure et les services nécessaires, mais les impôts fonciers et les recettes des transports en commun sont très limités. Les municipalités canadiennes travaillent depuis plus d'un siècle dans un contexte fiscal contraignant qui limite leur capacité à s'adapter à la croissance ambitieuse que connaît le Canada en 2023.

Dans le contexte de prévisions démographiques annonçant environ un demi-million de nouveaux résidents permanents par an, la FCM mène un débat national autour d'un nouveau Cadre de croissance municipale qui alignerait les revenus municipaux sur la croissance démographique et la croissance économique. Voilà l'action concrète et pertinente que doivent entreprendre non seulement les municipalités, mais aussi les gouvernements provinciaux/territoriaux et fédéral. De nouveaux revenus, que ce soit par l'optimisation des outils existants, la création de nouveaux outils ou l'amélioration des transferts fédéraux et provinciaux, sont essentiels pour que les villes réussissent non seulement à partager la croissance du Canada, mais aussi à la conduire.

En tant que dirigeants municipaux, nous avons une confiance infinie dans le travail acharné et l'innovation des collectivités locales visant à mettre en place les conditions nécessaires à la construction d'un plus grand nombre de logements pour les Canadiens. Pour y réussir, ce sont tous les ordres de gouvernement qui doivent se pencher ensemble sur le problème, dans un esprit de coopération.

Mesures à prendre

- **Continuer à jouer un rôle de premier plan dans le logement communautaire pour soutenir les plus vulnérables.**
- **Utiliser pleinement les programmes** tels que le Fonds fédéral pour accélérer la construction de logements, grâce à un leadership municipal qui accélère le processus.
- **Participer aux discussions sur le Cadre de croissance municipale menées par la FCM** sur la croissance de la population et les outils fiscaux pour soutenir cette croissance.



PROVOCATION

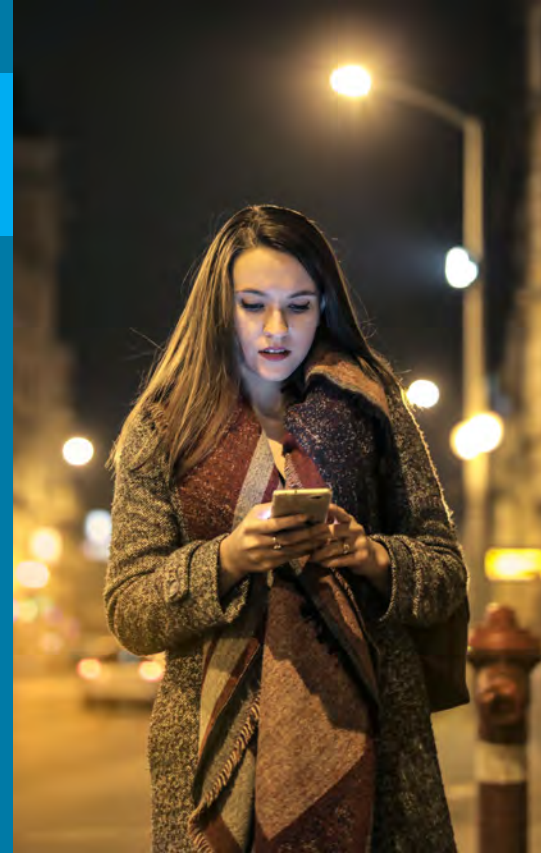
Priorités politiques en matière de sécurité et de bien-être des communautés : après le budget fédéral 2023



Peter Sloly

PDG, Sloly Solutions, Inc.

Peter Sloly est PDG de Sloly Solutions Inc. et membre du conseil consultatif d'IUC. Il est expert en modernisation du secteur de la justice, en stratégies de sécurité et de bien-être des communautés, et en droits humains et de la vie privée. Sa mission est de construire des villes intelligentes et sécuritaires et des sociétés durables et inclusives. Sa devise est « les autres avant soi, la compassion pour tous ».



L'extrait suivant est tiré d'un [article](#) de presse nationale (3 avril 2023) couvrant le début officiel de l'élection partielle du maire de Toronto : « Les candidats à la mairie se sont présentés tour à tour comme seul adversaire capable de s'attaquer à l'augmentation du coût de la vie, à la détérioration des services municipaux et à une vague de violence gratuite qui a fait craindre que Toronto ne soit une ville en déclin. »

Cet article recense l'ensemble des problèmes de sécurité publique auxquels les candidats devront faire face, notamment l'augmentation des fusillades dans les espaces publics, les agressions mortelles dans les transports en commun et les risques de plus en plus nombreux pour la sécurité et le bien-être des personnes sans-abri, des malades mentaux et des toxicomanes. Tout cela, alors que les Torontois étaient également préoccupés par l'augmentation rapide des taux d'intérêt, de l'inflation, du coût de la vie et de la dette municipale.



Nous savons que les villes ont une capacité financière et législative limitée pour s'attaquer à des problèmes de sécurité aussi complexes et épineux, parmi une foule d'autres enjeux. C'est pourquoi la candidate victorieuse de la course à la mairie de Toronto, Olivia Chow, a immédiatement et publiquement demandé le soutien des gouvernements provincial et fédéral.

La criminalité, le maintien de l'ordre et la sécurité publique sont donc des priorités électorales dans la plus grande ville du Canada, dans le contexte d'une série de crises permanentes de sécurité et de bien-être communautaires qui frappent toutes les collectivités urbaines et suburbaines d'un bout à l'autre du pays. Malgré cela, le budget fédéral de 2023 ne fait pratiquement aucune référence à ces questions.

Les villes du Canada ont des histoires et des statistiques qui mettent en évidence les problèmes tragiques et incessants de sécurité publique. Mais il y a aussi de l'espoir, car des centres urbains comme Vancouver, Edmonton, Regina, la région de Peel et Toronto élaborent des alternatives aux services de police pour répondre aux appels liés à la santé mentale et à la toxicomanie; de nouveaux « services humains intégrés » pour répondre à la gamme de besoins humains spécifiques à chaque ville, et de nouvelles collectes et analyses de données démographiques désagrégées pour décrire avec précision les besoins et évaluer les nouvelles solutions de services.

Ces initiatives communautaires, soutenues par la ville, nécessitent un soutien plus important, coordonné et engagé de la part des gouvernements provinciaux et fédéraux, des institutions universitaires, des fondations privées et d'autres partenaires de la société civile. Sans cela, il sera difficile de maintenir ou d'étendre ces programmes prometteurs. Le soutien institutionnel est essentiel pour que les programmes atteignent leur plein potentiel d'aide aux communautés les plus marginalisées et aux personnes les plus victimisées, afin qu'elles puissent mener une vie sûre, saine et productive.

Les trois ordres de gouvernement ont un rôle à jouer pour garantir que les organisations locales de services à la personne disposent d'une capacité suffisante leur permettant de mieux collaborer en s'attaquant aux problèmes en amont. Nous savons que l'amélioration des déterminants sociaux de la santé (y compris la sécurité et la criminalité dans la communauté) nécessite une collaboration entre les systèmes. Les gouvernements fédéral et provinciaux

Le soutien institutionnel est essentiel pour que les programmes atteignent leur plein potentiel d'aide aux communautés les plus marginalisées et aux personnes les plus victimisées, afin qu'elles puissent mener une vie sûre, saine et productive.

peuvent prendre trois mesures pour améliorer la sécurité et le bien-être des collectivités dans toutes les villes, pour tous les Canadiens :

- **Exiger que 25 %** de tous les paiements fédéraux de Sécurité publique Canada (SPC) et des subventions du Solliciteur général et du Procureur général **soient alloués à des organisations non policières** qui participent directement à des programmes de services intégrés dans l'espace pré-pénal ou à des programmes de « réponse alternative à la police » pour personnes en situation de crise, ces programmes étant axés sur la santé, la prévention, la sécurité et le bien-être de la communauté. Parmi les exemples de programmes bien établis et documentés dans les grandes villes canadiennes, citons la Table de mobilisation et de résilience de la ville de Surrey, la stratégie « SafeTO » et le « Service de crise communautaire » de la ville de Toronto, ainsi que les programmes « Utilisateurs fréquents des services » et « Services de police et crise » du service de police d'Edmonton.
- **Exiger de la Commission de la fonction publique (CFP) qu'elle supervise la GRC de manière à ce que les services de police contractuels dans les villes canadiennes accordent la priorité aux programmes** de prestation de services intégrés et aux programmes d'intervention alternative à la police, tels que décrits ci-dessus, et qu'ils disposent de ressources suffisantes pour assurer leur fonctionnement. Ceci est important, car de nombreuses communautés urbaines, suburbaines, rurales et autochtones sont desservies directement par des contrats locaux avec la GRC.
- **Exiger que les paiements de la CFP et les subventions du Solliciteur général et du Procureur général aux centres urbains priorisent et démontrent clairement la mise en œuvre efficace** des recommandations pertinentes des commissions récentes. Les recommandations relatives à la police et au système judiciaire ont été formulées par la Commission de vérité et réconciliation, la Commission sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et la Commission des pertes massives. La mise en œuvre au niveau local dépend en grande partie du financement de l'assiette fiscale municipale. L'argent ne devrait pas être, mais est pourtant souvent, ce qui facilite ou fait obstacle à la mise en œuvre des recommandations des commissions.





L'importance de la mobilité: Investissements dans les transports en commun et les infrastructures

Les régions urbaines ont besoin de transports abordables et fiables et d'infrastructures résistantes pour prospérer; pourtant, les budgets municipaux, les modèles de croissance et les défis fiscaux continus menacent les infrastructures fonctionnelles et durables qui soutiennent la croissance.

Nous savons depuis longtemps que les transports automobiles coûtent cher aux villes. Cette connaissance ne fait que se renforcer et nous savons désormais qu'une fois que les régions urbaines ont atteint une certaine taille, elles ne peuvent continuer à se développer que si elles se détournent de la dépendance à l'automobile. Cela se manifeste notamment par une plus grande utilisation des transports publics et des transports actifs dans les grandes régions urbaines. La densité rend les transports publics plus rentables, mais lorsque la croissance est tributaire de la voiture, les trajets domicile-travail s'allongent.

Ce phénomène est typique des grandes régions urbaines et peut être un facteur de migration hors des métropoles, les trajets domicile-travail ayant une incidence sur la qualité de vie. Cette dynamique est également apparente là où l'accessibilité par les transports publics ou actifs est meilleure dans les grandes régions urbaines, mais où les disparités importantes entre le centre-ville et les banlieues contribuent à la suburbanisation de la pauvreté. Le problème est qu'à mesure que les villes se développent, elles tendent à requérir une augmentation exponentielle d'investissements dans les transports publics. De nombreux pouvoirs publics municipaux sont confrontés à une décision difficile : devraient-ils investir dans de coûteuses infrastructures de transport public avant que la demande ne se manifeste?

Les transports en commun présentent des bénéfices là où ils s'implantent, tels que l'augmentation des investissements du secteur privé dans le logement et la construction commerciale. Les transports en commun et les transports actifs sont en outre essentiels à la densité et à la qualité de vie, et présentent d'importants avantages pour l'environnement. Le défi consiste à transférer la dépendance à l'égard des automobiles vers d'autres modes de transport tout en répondant aux besoins de transport auxquels les villes sont confrontées quotidiennement.

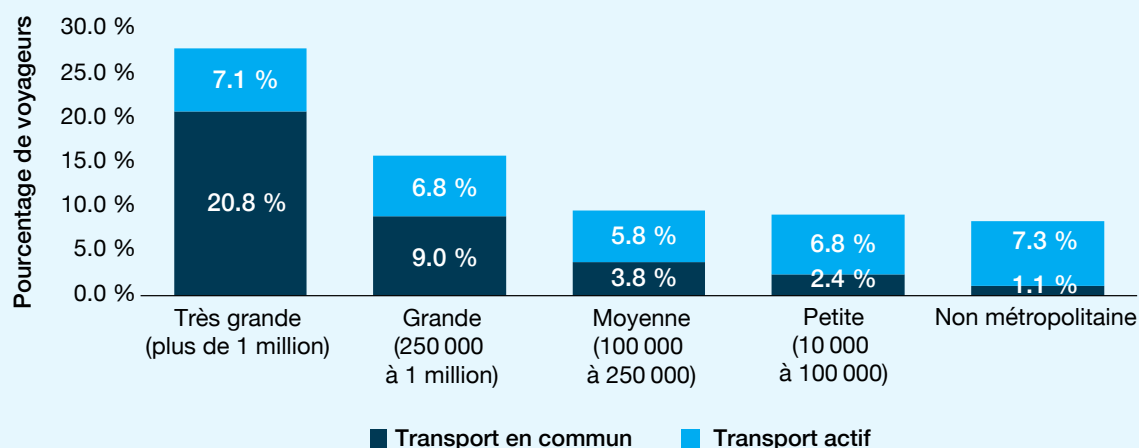
Cette section est consacrée à l'importance des infrastructures (y compris les systèmes de transport en commun) pour l'avenir des régions urbaines : elles permettent de relier les personnes aux emplois et les marchandises aux marchés, et offrent des options de mobilité durables et efficaces. Le rôle des secteurs public et privé est examiné, notamment celui des municipalités, des provinces et du gouvernement du Canada, ainsi que le rôle potentiel des investisseurs institutionnels et privés dans la

planification et l'investissement dans des régions urbaines agréables à vivre, durables et abordables. La recherche de solutions permettant de maintenir les infrastructures actuelles et de construire un avenir plus résilient à l'échelle régionale est au cœur des préoccupations. Les implications des modèles actuels de travail à domicile pour les transports publics, la vitalité urbaine et la viabilité financière des services municipaux seront examinées, de même que les investissements qui répondent aux objectifs et aux impacts climatiques, comme l'écologisation des villes, le transport actif et la résilience climatique.

Plus une ville est grande, plus elle dépend des transports publics (figure 22). Pour les villes qui anticipent une croissance, la leçon à tirer est que la planification des transports est un enjeu double. Des transports publics de meilleure qualité représentent un investissement important, mais ils seront indispensables pour faire face à la croissance et en tirer profit. Les décisions relatives aux investissements dans les transports sont souvent déterminées par des décisions politiques fédérales et provinciales. Le moment des décisions et les priorités en matière de transports publics ont des répercussions sur plusieurs décennies et font partie intégrante de l'aménagement du territoire et de l'augmentation de la densité. Les financements publics dépendent souvent de la présence de tels gains d'efficacité.

FIGURE 22

Répartition des modes de transport pour les déplacements domicile-travail selon la taille de la région urbaine, 2016



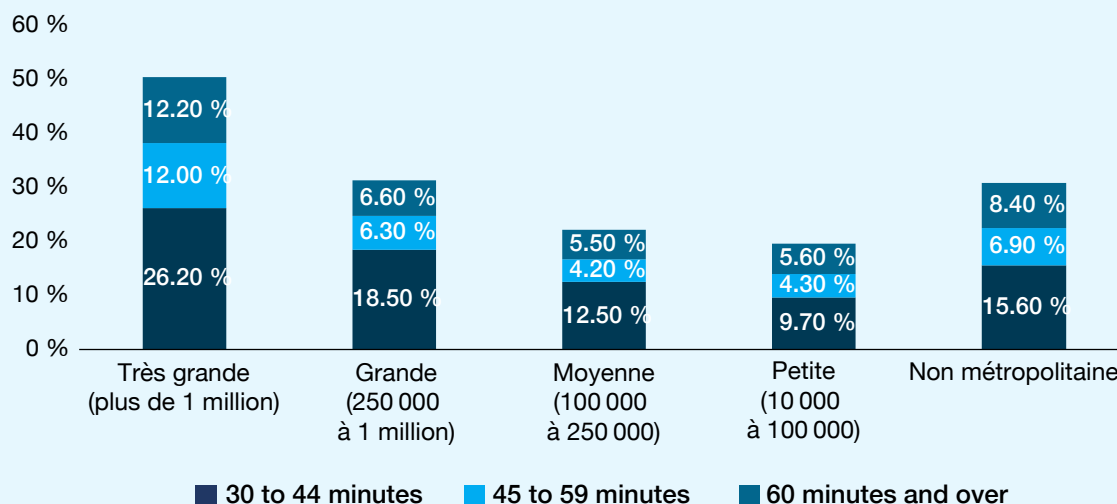
Source : Statistique Canada, recensement 2016.

On étudie depuis longtemps les schémas de déplacement dans les villes et l'on sait que la durée des trajets domicile-travail s'allonge à mesure que les villes s'agrandissent. Cette tendance se vérifie dans les villes canadiennes (figures 21 et 22). L'allongement des trajets domicile-travail se traduit par une baisse de la qualité de vie, car il faut consacrer plus de temps et d'énergie à se rendre au travail et à se rapprocher des services ou d'autres équipements collectifs. Un milieu peu propice

aux déplacements est un facteur qui incite les gens à quitter la ville. Il existe donc un lien étroit entre les infrastructures de transport et la viabilité économique et environnementale d'une ville.

FIGURE 23

Répartition des déplacements selon la durée et la taille de la région urbaine, 2021

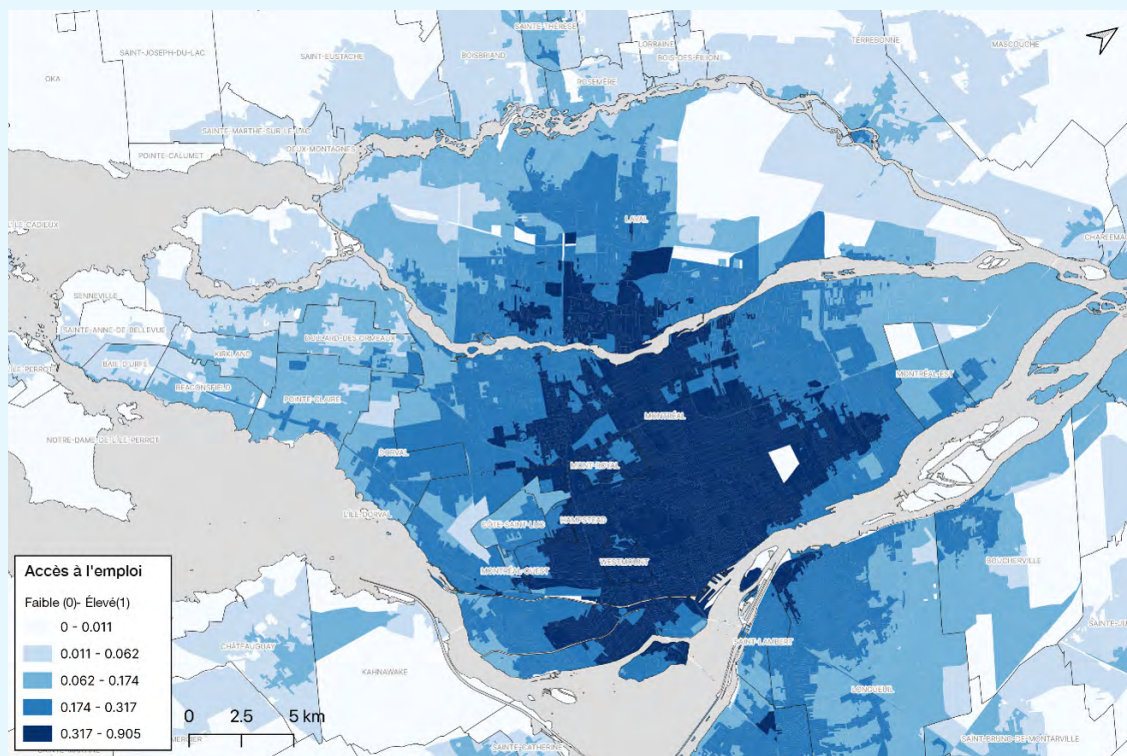


Source : Statistique Canada, recensement 2016.

La densité des zones centrales des villes signifie que c'est là que l'on trouve le plus souvent des transports en commun de qualité, un investissement coûteux qui bénéficie d'une forte utilisation. On constate par exemple qu'à Montréal, l'accès à l'emploi est le plus élevé là où les transports en commun sont aussi les plus nombreux (figure 24). Cette dynamique augmente la valeur des propriétés et crée un cycle d'investissements supplémentaires, alors que l'inverse se produit dans les zones plus suburbaines où la densité et l'accès aux transports en commun sont plus faibles. Ceci a pour conséquence une augmentation de la pauvreté dans les banlieues en raison d'un accès réduit à l'emploi, à la culture, à la santé et à l'éducation. Pour relever ce défi, les villes investissent dans les transports en commun et construisent dans les zones intercalaires entre les bâtiments existants. Le financement public s'aligne également sur ce modèle.

FIGURE 24

Accès aux opportunités d'emploi par les transports en commun à Montréal



Source : Statistique Canada, mesures spatiales de l'accès, 2023.



Une planification et des investissements plus stratégiques pour les infrastructures du Canada



Matti Siemiatycki

Professeur, Géographie et planification, Directeur, Infrastructure Institute, Université de Toronto

Le travail de Matti Siemiatycki porte sur la réalisation de projets d'infrastructure à grande échelle, sur les décisions d'investissement dans les infrastructures fondées sur des données probantes et sur l'intégration efficace des infrastructures dans les villes.



Le Canada connaît actuellement le plus grand boom de construction d'infrastructures depuis des décennies. Dans tout le pays, des dizaines de milliards de dollars sont consacrés à la remise en état, à la modernisation et à la construction de routes, de ponts, de lignes de transport en commun, de canalisations d'eau et d'égouts, de réseaux électriques, d'hôpitaux, d'écoles, de bibliothèques, de centres de loisirs et de logements à prix abordable.

Les enjeux sont considérables. Les investissements actuels dans les infrastructures vont façonner les communautés canadiennes pour des générations à venir, et ceci au moment où le pays connaît une croissance rapide grâce à l'immigration. S'ils sont bien réalisés, les investissements d'aujourd'hui dans les infrastructures seront associés à une politique intelligente en matière de logement et d'aménagement du territoire, ce qui permettra de créer des villes plus abordables, plus prospères, plus égalitaires, plus durables et plus justes. Mais le risque de laisser passer l'occasion est important, car des projets qui ne devraient pas figurer en tête de liste des priorités risquent d'entraîner une société à fortes émissions et de constituer un fardeau financier et communautaire pour les décennies à venir.

Une étude récente de la Cour des comptes européenne portant sur les infrastructures de transport (passagers et marchandises) a comparé le Canada à d'autres pays tels que le Royaume-Uni, l'Australie, la Suisse et les États-Unis. Elle a révélé que le Canada avait l'approche la plus ponctuelle et la moins stratégique, coordonnée ou fondée sur des données probantes en matière de planification des infrastructures, de sélection des projets et



Une étude récente de la Cour des comptes européenne portant sur les infrastructures de transport (passagers et marchandises) a révélé que le Canada avait l'approche la moins stratégique, coordonnée ou fondée sur des données probantes en matière de planification des infrastructures, de sélection des projets et d'évaluation a posteriori.

d'évaluation a posteriori. Le système de prise de décision est propice aux interférences politiques et d'intérêts particuliers.

Nous restons attachés à la construction de nouveaux projets d'infrastructure tape-à-l'œil, alors que le parc existant, qui appartient principalement aux municipalités, se dégrade de plus en plus faute de ressources disponibles, et que des dizaines de communautés autochtones continuent de vivre sous l'obligation à long terme de faire bouillir leur eau. Les dépassements de coûts et les retards de construction restent trop fréquents. La coordination incohérente entre les investissements dans les infrastructures et l'aménagement du territoire signifie qu'on ne construit pas toujours de nouvelles communautés denses, à usage mixte et bien conçues, à proximité des stations de transport en commun. Parallèlement, l'étalement urbain dépendant de la voiture se poursuit à la périphérie des régions urbaines canadiennes. Par ailleurs, l'absence de données normalisées sur les performances des

infrastructures à l'échelle nationale complique la tâche d'une planification efficace ou d'un suivi des résultats à long terme.

Pour avoir une chance de profiter au maximum de la vague actuelle d'investissements dans les infrastructures, les politiques et la planification des infrastructures au Canada doivent devenir plus stratégiques, mieux coordonnées et davantage fondées sur des données probantes.

Premièrement, le Canada doit adopter une approche beaucoup plus systématique et se baser sur des données probantes pour établir les priorités et évaluer les investissements en matière d'infrastructures. Cette démarche s'applique à plusieurs niveaux. Il s'agit notamment de produire des plans d'infrastructure régionaux afin de coordonner les actions par-delà les frontières municipales et de veiller à ce que les investissements tiennent compte des effets du changement climatique. Il faut également réaliser des analyses de rentabilité pour tous les grands projets d'infrastructure publique et évaluer les investissements après la mise en œuvre afin de déterminer si les objectifs fixés ont été atteints.

Deuxièmement, les décisions d'investissement dans les infrastructures devraient être plus étroitement liées à la politique de logement dans les zones intercalaires. Une politique ambitieuse de construction intercalaire, qui associe le logement aux infrastructures de transport, sociales et écologiques, permettra de répondre à la croissance de la population canadienne dans les zones urbaines existantes. Cette approche permet de tirer parti des infrastructures déjà en place et d'utiliser donc au mieux les nouveaux investissements destinés aux infrastructures, permettant plus d'efficacité et réduisant le besoin de subventions à long terme. D'ailleurs, il existe déjà dans tout le pays de nombreux exemples d'écoles, de



bibliothèques, de garderies, de centres de loisirs, de stations de transport en commun et de casernes de pompiers qui sont installés dans le même bâtiment que des logements sociaux et à prix abordables. Cette forme créative de construction urbaine à usage mixte permet de tirer le meilleur parti des investissements dans les infrastructures et favorise l'épanouissement des communautés.

Troisièmement, une fois les projets pertinents sélectionnés et approuvés, il est impératif qu'ils soient mis en œuvre de manière efficace et rigoureuse. Le Canada doit envisager de suivre l'exemple du Royaume-Uni et de créer une autorité chargée des grands projets (Major Projects Authority), qui serait chargée de procéder à des contrôles indépendants et de fournir des conseils sur les budgets et les calendriers des grands projets d'infrastructure. Des programmes rigoureux de développement des compétences permettraient d'accroître les capacités des chefs de projet du secteur public dans tout le pays. Et à mesure que pâlit le succès des partenariats public-privé, des modèles plus souples et plus collaboratifs de réalisation de projets doivent voir le jour. Ceux-ci permettraient de contrôler délais et coûts, tout en favorisant l'innovation au service de l'intérêt public.

Quatrièmement, il convient de traiter l'infrastructure comme un actif ayant un cycle de vie complet qui ne s'arrête pas à l'inauguration. Il s'agit de faire le travail coûteux et peu prestigieux qui consiste à veiller, jour après jour, mois après mois et année après année, à ce que les infrastructures restent sûres et en bon état. Le gouvernement fédéral, en collaboration avec les nations autochtones, doit s'attaquer d'urgence à la crise des infrastructures dans ces communautés. Il faut prévoir des fonds et des plans de gestion des actifs pour l'entretien à long terme du parc d'infrastructures existant à l'échelle nationale. Ce besoin est d'autant plus pressant que le changement climatique entraîne de nouveaux risques liés aux inondations, aux incendies, au vent et à la chaleur.

Enfin, le Canada doit recueillir, tenir à jour et publier des données normalisées sur les infrastructures du pays. Dans un monde où les données sont systématiquement recueillies et utilisées pour éclairer les décisions dans des secteurs aussi divers que le sport, les affaires, les soins de santé, le cinéma et la télévision, l'infrastructure se distingue comme le domaine où la révolution des données et de l'analyse se fait attendre. Les villes canadiennes doivent recueillir des données et concevoir des outils d'analyse pour améliorer l'efficacité, la performance, la sécurité, la résilience et l'équité du parc d'infrastructures existant, et pour prendre de meilleures décisions concernant les investissements futurs.

Le principal défi, comme toujours, est de transformer les idées en actions. Dans le système fédéral fragmenté du Canada et dans un secteur où l'implication du secteur privé est importante, les conflits d'intérêts et l'inertie peuvent entraver les progrès. Nous devons engager des dépenses d'infrastructures à l'échelle d'une génération. Une nouvelle approche de la planification et de l'investissement dans les infrastructures, plus stratégique, plus coordonnée, fondée sur des preuves et des données, est plus essentielle que jamais.



PROVOCATION

La suburbanisation de la pauvreté : l'inégalité en matière de transport dans les villes canadiennes



Steven Farber

Professeur agrégé, Département de géographie humaine; Université de Toronto à Scarborough

Steven Farber est professeur agrégé de géographie humaine à l'université de Toronto Scarborough. Il est directeur de Mobilizing Justice, un partenariat de recherche intersectoriel qui soutient les politiques d'équité en matière de transport fondées sur des données probantes. Il est l'auteur de plus de 100 articles publiés dans des revues à comité de lecture, dont beaucoup portent sur les facteurs sociaux intervenant dans la planification des transports.



L'affligeante inégalité des revenus est à l'origine d'une série de défis interdépendants pour les villes canadiennes. L'urbanisation rapide du Canada entraîne aussi bien la prospérité que l'inégalité. Les conséquences de ce clivage sont particulièrement visibles dans la suburbanisation de la pauvreté. En raison des disparités de revenus croissantes, les résidents aux moyens financiers limités sont poussés vers la périphérie des villes, où les coûts sont moins élevés, à la recherche d'un logement et de moyens de subsistance.

Hélas, les avantages potentiels de la périphérie en termes d'accessibilité financière se heurtent à une myriade d'obstacles imprévus en matière de transport, et perpétuent ainsi le cycle de désavantages. L'accès à la nourriture, aux soins de santé et à l'emploi devient un combat de tous les instants. Cherchant à échapper aux contraintes financières, les migrants des banlieues se retrouvent pris au piège du maquis des problèmes de transport. Ces mêmes banlieues qui semblaient offrir un soulagement économique représentent en effet souvent un mode de vie centré sur l'automobile. Les modes d'aménagement du territoire des banlieues constituent un obstacle à la mise en place de services de transport en commun qui répondraient aux besoins des résidents. Cette dynamique engendre un double défi: les inégalités de revenus alimentent la suburbanisation, et les banlieues axées sur l'automobile entravent la réduction des déficiences en matière de transport.

Pauvreté et dépendance à l'automobile

Plus d'un million de Canadiens se trouvent dans une situation économique impossible, au bord de la «pauvreté liée au transport». La pauvreté en matière de transport va au-delà du simple désagrément. Elle agit comme un amplificateur et accentue d'autres disparités sociales, économiques et sanitaires. Le manque de moyens de transport empêche les individus d'accéder à l'éducation, de trouver un emploi stable et de maintenir leur bien-être en général. Ce cercle vicieux de désavantages entrave les possibilités de mobilité ascendante que les villes sont censées offrir. Pendant la pandémie de COVID-19, l'inadéquation des services de transport pour les groupes marginalisés des banlieues est apparue encore plus clairement. C'est un avertissement que nous devons prendre en compte.

La pauvreté en matière de transport va au-delà du simple désagrément. Elle agit comme un amplificateur et accentue d'autres disparités sociales, économiques et sanitaires.

Planification et mesures à prendre pour réduire la pauvreté dans les transports

La lutte contre les inégalités dans le domaine des transports passe par trois actions concrètes.

- **Premièrement, les gouvernements doivent revoir la manière dont l'équité est intégrée dans les processus de planification des transports, et passer du stade de l'aspiration à celui de l'action concrète.** Des études approfondies qui intègrent la contribution du public à la compilation et à l'analyse des données peuvent permettre de repérer les inégalités en matière de transport et de guider le développement à venir.
- **Deuxièmement, il devient impératif d'évaluer les projets proposés en fonction de leur capacité à renverser les problèmes existants en matière d'équité dans les transports.** Les citoyens doivent exiger un cadre qui englobe les connaissances que nous avons acquises sur la dynamique des transports et de la pauvreté, en tenant compte de la diversité des points de vue et en mettant l'accent sur les besoins de la communauté.
- **Troisièmement, les décideurs doivent donner la priorité à l'équité et à la réduction de la pauvreté en matière de transports dans leurs politiques et leurs investissements.** Ceci va bien au-delà des débats sur le coût du billet. La démonstration des avantages sociétaux quantifiables de la réduction de la pauvreté en matière de transports peut combler le fossé entre les planificateurs et les décideurs, et favoriser un soutien plus large qui profite aux citoyens.

Des pistes concrètes pour le transport

À court terme, des mesures concrètes sont la clé de l'équité en matière de transport :

- Les gouvernements peuvent transformer la mobilité urbaine en **réattribuant l'espace routier existant pour assurer des options sûres et agréables de marche et de vélo**, et pour donner la priorité à la circulation des bus et des tramways plutôt qu'à l'encombrement causé par les automobiles privées.
- **La mise en place de priorité routière pour les transports en commun promet un double impact.** L'amélioration du service et la réduction des coûts d'exploitation portent leurs fruits lorsque les transports en commun deviennent prioritaires, ce qui est essentiel pour reconquérir les usagers pendant la période de crise budgétaire post-pandémique à laquelle les municipalités sont confrontées.
- **Les programmes d'accessibilité financière pour les usagers à faibles revenus sont à revoir.** Le patchwork actuel de subventions tarifaires ne fait que compliquer les choses. Des augmentations générales, coordonnées et substantielles, des subventions destinées aux usagers à faibles revenus sont nécessaires pour alléger leur fardeau financier, en particulier lorsqu'ils se déplacent sur plusieurs réseaux.
- **La construction de collectivités complètes** dans les paysages suburbains permet de **réduire stratégiquement la dépendance à l'égard de l'automobile pour les déplacements locaux.**
- **Les pouvoirs publics doivent coordonner les aides au logement abordable avec les investissements dans les transports publics.** Cette approche permet non seulement de rattacher les logements aux réseaux de transport en commun, ce qui facilite l'accès à diverses opportunités, mais aussi de contrer les effets potentiels de gentrification liés à de nouvelles infrastructures de transport en commun. En reliant stratégiquement les logements abordables aux couloirs de transport en commun, les villes peuvent favoriser à la fois une mobilité équitable et un développement urbain inclusif, en atténuant les risques de déplacement de population et en favorisant l'épanouissement des communautés.

Ces efforts stratégiques permettront non seulement d'atténuer les inégalités en matière de transport, mais aussi de jeter les bases de villes holistiques, inclusives et durables. En associant des actions pratiques à court terme à des objectifs à long terme, les villes canadiennes sont en mesure de favoriser un tissu urbain où la mobilité peut contribuer à une plus grande équité et cultiver la prospérité de tous les citoyens.





PROVOCATION

Les stratégies « Maas » en matière de transport en commun évoluent et s'adaptent pour améliorer et intégrer les transports



Justin Trevan

Vice-président, Stratégie de croissance, Aecom

Justin Trevan est vice-président et responsable de la stratégie de croissance pour AECOM au Canada. Il se consacre à la conception et à l'utilisation de services novateurs, au leadership éclairé et à la gestion des relations stratégiques afin d'instaurer une culture de la croissance au sein d'AECOM. Leader du secteur de la consultation numérique et des services consultatifs, Justin travaille à l'intersection de la technologie et de l'environnement bâti depuis plus de 20 ans.



La mobilité en tant que service, en anglais « Mobility as a Service » (MaaS), englobe toutes les options de transport urbain, qu'elles soient privées (telles qu'Uber) ou publiques. Le cadre de « MaaS » est une plateforme intégrée avec un paiement unique pour tous les modes de transports. Il répond à un large éventail de besoins économiques, sociaux et de transport dans les villes.

Cette approche offre aux citoyens une plus large gamme d'options de mobilité avec un seul billet. Elle permet aux fournisseurs de services d'offrir des incitations et des réductions qui seraient impossibles à mettre en œuvre dans un système plus fragmenté. Les opérateurs et les agences de transport en commun reçoivent de l'aide pour résoudre les problèmes liés au « premier et au dernier kilomètre » que connaissent de nombreux systèmes actuels (c'est-à-dire concernant le trajet jusqu'à l'arrêt de transport en commun). Ceci permet d'augmenter le nombre d'utilisateurs et la portée des transports en commun.



PROVOCATION

Les stratégies « MaaS » en matière de transport en commun évoluent et s'adaptent pour améliorer et intégrer les transports

L'approche « MaaS » offre aux municipalités et aux communautés une solution plus rentable pour les zones à faible densité par rapport au système classique à itinéraire fixe, en permettant les correspondances avec les pôles de transport en commun et les autres services de transport.

L'approche « MaaS » offre aux municipalités et aux communautés une solution plus rentable pour les zones à faible densité par rapport au système classique à itinéraire fixe, en permettant les correspondances avec les pôles de transport en commun et les autres services de transport. Lorsqu'il est appliqué de manière stratégique, il peut réduire les déplacements en voiture personnelle et les embouteillages, et ainsi promouvoir des pratiques plus durables et plus équitables.

Le déploiement de cette stratégie peut stimuler la croissance économique en favorisant une plus grande mobilité des travailleurs, ce qui profite aux opérateurs privés et aux entreprises.

Dans l'ensemble, la stratégie « MaaS » apporte des solutions intéressantes en matière de congestion, d'accessibilité financière, d'équité et de connectivité à l'emploi, avec un potentiel de croissance économique en conséquence. Les villes peuvent

prendre plusieurs mesures concrètes pour évaluer le rôle que cette stratégie peut jouer dans la réponse à leurs besoins en matière de transport en commun.

La gouvernance et l'appropriation sont essentielles

Les villes sont composées de diverses zones et souvent de multiples fournisseurs de transport, parties prenantes, planifications et priorités. La planification des transports ne peut être envisagée dans le vide, car l'adoption de modes de transport actif et de micro-mobilité dépend de la disponibilité d'infrastructures pour les accommoder. Le problème est que le système est donc géré ou influencé par de multiples départements et organisations. Là où « MaaS » réussit, une gouvernance et une propriété claires et intégrées sont en place (Helsinki est un exemple de réussite) la propriété et la responsabilité sont clairement définies et incluent toutes les parties, notamment les opérateurs privés.

Une fonction intergouvernementale est nécessaire pour planifier et superviser tout déploiement, et les plus grandes réussites ont consisté à créer de nouveaux organismes, de nouvelles formes institutionnelles, plutôt qu'à modifier des organisations et des départements existants.

Mesure à prendre: Convoquer un groupe transversal composé d'agences de transport, de services municipaux, d'opérateurs privés et d'organismes provinciaux pour s'approprier, développer et déployer un programme « MaaS » entièrement coordonné, avec une responsabilité globale.

Choisissez votre priorité

Les approches « MaaS » présentent tellement d'avantages possibles qu'il peut y avoir une tendance à essayer de tout faire en même temps. Souvent, les questions abordées simultanément peuvent être en tension les unes avec les autres. Il est donc essentiel de déterminer la priorité stratégique principale que la ville tente d'atteindre. Par exemple, va-t-on s'attaquer à la congestion automobile, ou faut-il privilégier des objectifs d'équité sociale? La ville de Victoria a exploré le « MaaS » pour permettre aux citoyens défavorisés des Premières Nations d'accéder à des possibilités d'éducation, sa priorité absolue. Une focalisation claire sur le premier résultat escompté permet d'orienter toutes les parties dans une seule et même direction.

Mesure à prendre : Veiller à ce que toutes les parties s'accordent sur le besoin stratégique le plus pressant auquel « MaaS » doit répondre, et commencer par là. Ne pas regrouper plusieurs questions à la fois: mesurer les succès ou les échecs avant d'ajouter d'autres objectifs.

Tirer parti de ce que vous avez déjà

Une constatation surprenante dans de nombreux projets de ce type, c'est que les projets les plus réussis sont souvent ceux qui comportent le moins de nouveautés. On s'attend souvent à ce que la stratégie « MaaS » nécessite une refonte complète de tous les services de transport, avec la mise en place de nouveaux systèmes énormes. La réalité est souvent inverse. À San Francisco, la véritable valeur du modèle « MaaS » a été de rassembler tous les éléments fragmentaires existants de manière nouvelle et innovante. Mais ce n'est possible que si l'on comprend bien l'ensemble de l'écosystème des transports.

Mesure à prendre : Entreprendre un vaste inventaire de toutes les solutions existantes (et donc des possibilités de les relier) auprès de toutes les parties prenantes, y compris les opérateurs privés et les outils numériques. Ensuite, partir de cette base pour bâtir une solution adaptée aux résultats souhaités.





Faire des essais et échouer rapidement

Toute la planification du monde ne peut permettre de tirer autant d'enseignements que l'expérimentation pratique et l'échec. Les projets les plus réussis de « MaaS », et de micro-mobilité en général, ont adopté une approche de l'innovation semblable à celle de la Silicon Valley, où des prototypes rapides permettent de tirer des leçons plus immédiates des échecs et des revers, qui peuvent être réajustés pour un apprentissage plus approfondi. L'une des principales caractéristiques du projet d'Innisfil, en Ontario, a été de commencer par un essai à petite échelle, en situation réelle. De là, il a été possible d'évoluer lentement vers plus de fonctionnalités sans essayer de payer et de mettre en place l'ensemble du système en une seule fois.

Mesure à prendre: En fonction de la priorité initiale du projet « MaaS » à mettre en œuvre et de l'infrastructure existante, choisir un petit contexte pilote autonome pour un essai à faible risque. Utiliser les premiers échecs comme processus d'apprentissage pour obtenir des succès plus importants et progresser vers la vision finale.

Aborder les besoins en transport des villes et des communautés par le biais d'une approche adaptative, itérative et expansible telle que « MaaS » permet de mettre en place un système de transport en commun performant qui répond de manière spécifique aux besoins de chaque communauté. L'expérience d'autres collectivités qui ont adopté l'approche « MaaS » est source d'enseignements et d'inspiration pour l'avenir du transport en commun au Canada.

Aborder les besoins en transport des villes et des communautés par le biais d'une approche adaptative, itérative et expansible telle que « MaaS » permet de mettre en place un système de transport en commun performant qui répond de manière spécifique aux besoins de chaque communauté.

Le financement des transports en commun est la clé de la réussite économique des régions urbaines



Brad West

Maire, Port Coquitlam, Colombie-Britannique; Président, Conseil du maire pour le transport régional

Brad West a été élu maire de la ville de Port Coquitlam pour la première fois en 2018, recueillant le plus grand nombre de voix jamais obtenues par un candidat municipal dans l'histoire de la ville. En 2022, Brad a été le premier maire de Port Coquitlam élu par acclamation pour un nouveau mandat. Brad est diplômé de l'Université de Victoria, de l'Université St. Francis Xavier et a suivi un programme de leadership à l'Université de Harvard.

Des transports publics fiables constituent une planche de salut pour des centaines de milliers de personnes qui tentent quotidiennement de se rendre au travail, à l'école, à leurs rendez-vous ou ailleurs. Tout comme l'eau potable et l'électricité, le transport en commun est un service essentiel qui permet à nos villes de rester en mouvement.

Ces dernières années ont toutefois été difficiles pour les agences de transport en commun des grandes villes canadiennes. Elles sont en effet confrontées à une quadruple menace: diminution des ressources financières dues à l'impact de la COVID-19, inflation galopante, croissance démographique et évolution des modes de déplacement.

Ces vents contraires sont aggravés par une autre tendance lourde. Pas moins de 50 000 nouveaux immigrants s'installent chaque année dans la région métropolitaine de Vancouver. Ces nouveaux résidents enrichissent considérablement nos communautés et nous les accueillons avec enthousiasme. Cependant, du point de vue des transports en commun, cette augmentation du nombre de résidents accroît notre responsabilité de veiller à ce qu'ils aient accès aux moyens de déplacement qui leur sont indispensables pour travailler, aller à l'école et mener leur vie.

Dans de nombreuses villes, la pandémie a entraîné une forte réduction de l'utilisation des transports en commun qui ne s'est que partiellement redressée après la fin de la crise. L'agglomération de Vancouver est différente. Au lieu de connaître des niveaux de fréquentation inférieurs à ceux d'avant la pandémie, nous sommes en tête des grandes agences de transport en commun d'Amérique du Nord pour ce qui est de la reprise de la fréquentation, certaines zones affichant des taux de reprise de 120 % par rapport aux niveaux d'avant la pandémie.





Cette anomalie dans la fréquentation témoigne du fait que les gens ont confiance dans la fiabilité et la valeur de notre système de transport. Cependant, cela signifie également que sans un financement et un investissement adéquats, TransLink a du mal à soutenir cette augmentation. Le transport en commun est un service essentiel qui doit fonctionner là et quand on en a besoin, tant pour les résidents actuels que pour ceux de l'avenir. Les taux de fréquentation élevés de l'agglomération de Vancouver signifient que les futures augmentations entraîneront une surcharge, une diminution de la fiabilité et un ralentissement de la croissance dans la région. Les transports en commun s'adaptent constamment et l'agglomération de Vancouver devra faire de même.

Des actions concrètes peuvent soutenir ces adaptations :

- Le plan « Accès à tous » Access for Everyone plan du Conseil du maire pour les transports régionaux consiste en un **programme global de 21 milliards de dollars destiné à améliorer le système de transport en commun de la région afin de répondre à la croissance projetée**. Il prévoit de doubler les services de bus dans toute la région, d'intégrer neuf nouvelles lignes de bus rapide, de développer les transports en commun dans des zones telles que le North Shore et de prévoir des options de transport en commun pour les établissements d'enseignement supérieur tels que l'Université Simon Fraser et l'Université de la Colombie-Britannique.
- **Les projets d'expansion indispensables ne peuvent toutefois être réalisés que si les autres ordres de gouvernement apportent leur contribution financière**. Cette situation reflète la nature interdépendante des systèmes régionaux de transport en commun: ils font appel à plusieurs niveaux de gouvernement. La coopération est essentielle à la réussite du développement à long terme des transports en commun.
- **Le besoin de transport en commun se fait sentir à l'échelle locale, mais il doit être en place dans l'ensemble du pays pour que le Canada puisse bénéficier d'un service efficace**. Il est impératif que tous les ordres de gouvernement comprennent le rôle vital que jouent les transports en commun pour rendre les villes durables et abordables. Les transports en commun réduisent les embouteillages (et la demande de transports coûteux axés sur les véhicules) et améliorent l'accessibilité et l'équité entre les résidents. Les problèmes cumulés liés à l'insuffisance des transports en commun peuvent devenir des avantages cumulés si cette coopération est mise en œuvre. Un système de transport efficace joue un rôle énorme dans la stimulation des économies locales et dans le maintien de bons emplois.

Nos villes dépendent des financements fédéraux et provinciaux pour offrir à leurs habitants les systèmes qui leur conviennent: ces systèmes ne peuvent en effet être construits et exploités par les seuls fonds municipaux. Tous les ordres de gouvernement savent bien que l'investissement dans le transport en commun est bénéfique à long terme pour les collectivités. Les décideurs de tous bords ont des approches locales qui, si elles sont mises en œuvre, permettront de créer un système de transport en commun fiable, moderne, équitable au service de la population du Canada, aujourd'hui et demain.



L'importance des rues principales : vie et économie locales

Les rues principales sont le cœur et l'épine dorsale de nos communautés; ce sont les cadres à partir desquels nous pouvons construire des avenir résilients, diversifiés et équitables pour nos régions urbaines.

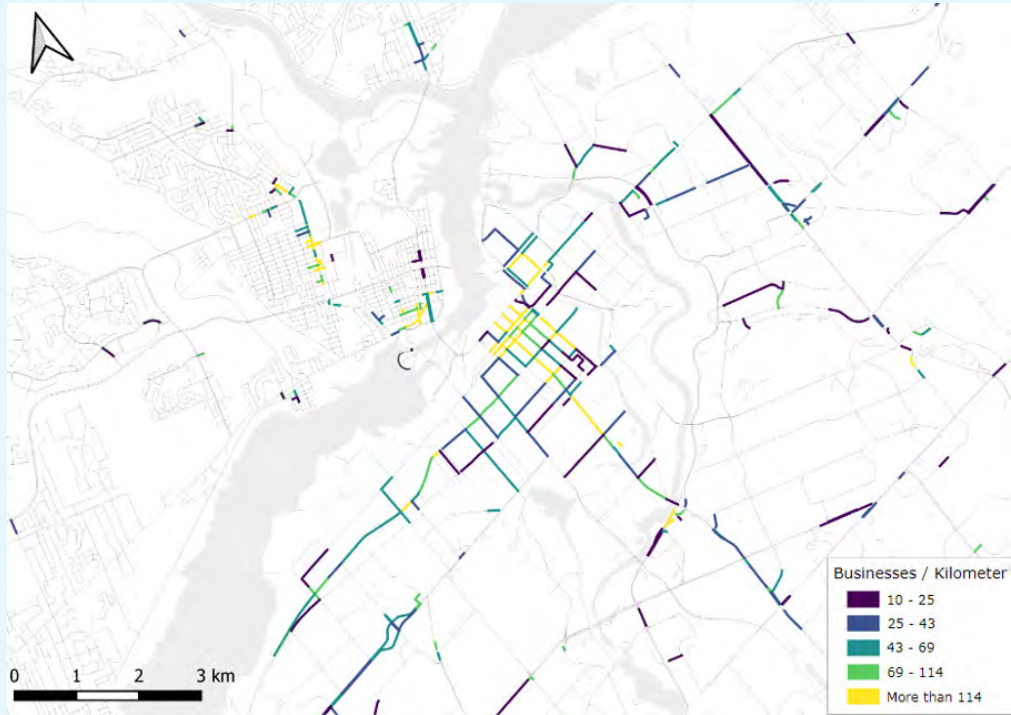
Le déclin des rues principales et des quartiers centraux se manifeste en termes de nombre décroissant de visites et d'activités sur place - de la part des résidents, des employés et des touristes - et s'étend à la fermeture d'espaces commerciaux, à l'érosion des services et de la sécurité de la communauté. La résurgence des campements dans les parcs, les rues et les espaces publics a déclenché des conflits entre les personnes et les entreprises, communautés, prestataires de services et administrations publiques. L'impact de la pandémie se poursuit à travers le travail à domicile, de nouveaux modes de déplacement et des fermetures de commerces. Nous devons réinventer nos rues principales, soutenir nos entreprises et nos institutions et investir dans le domaine public pour redonner vie à ces espaces. Pour cela, il faut tirer parti des services et des aménagements existants et trouver de nouvelles façons d'investir dans les rues principales afin de favoriser une plus grande mixité d'usages, de personnes, d'espaces et d'activités.

À ce stade de l'histoire du Canada, il nous faut une stratégie nationale ciblée d'investissement dans les rues principales, car elles sont le moteur de l'économie et de l'innovation du pays. La pandémie mondiale a intensifié la nécessité d'agir de manière radicale, mais les problèmes à résoudre sont antérieurs à mars 2020 et résultent de décennies de planification et de développement post-industriels, lesquels ont abouti à des quartiers dépourvus de la diversité d'utilisation et de la résilience nécessaires pour faire face aux bouleversements économiques et sociaux. Les villes canadiennes se trouvent aujourd'hui à un tournant: elles doivent redoubler d'efforts dans leurs rues principales ou se replier. Le Canada n'a qu'à regarder ses voisins du sud pour constater l'impact générationnel des désinvestissements chroniques.

De nombreuses rues principales étaient déjà confrontées à des difficultés avant COVID-19. Dans la plupart des cas, ces difficultés se sont aggravées, et la reprise après la pandémie a été limitée. Outre la baisse d'activité des rues principales, les détaillants ont dû faire face à l'essor des achats en ligne et à la concurrence des grandes surfaces, ce qui a détourné d'eux le trafic commercial. Les petites villes ont tendance à mieux s'en sortir que les grands centres (figures 25 et 26). Tous les changements n'ont pas été aussi importants que prévu, mais une série de stratégies et d'adaptations sont nécessaires.

FIGURE 25

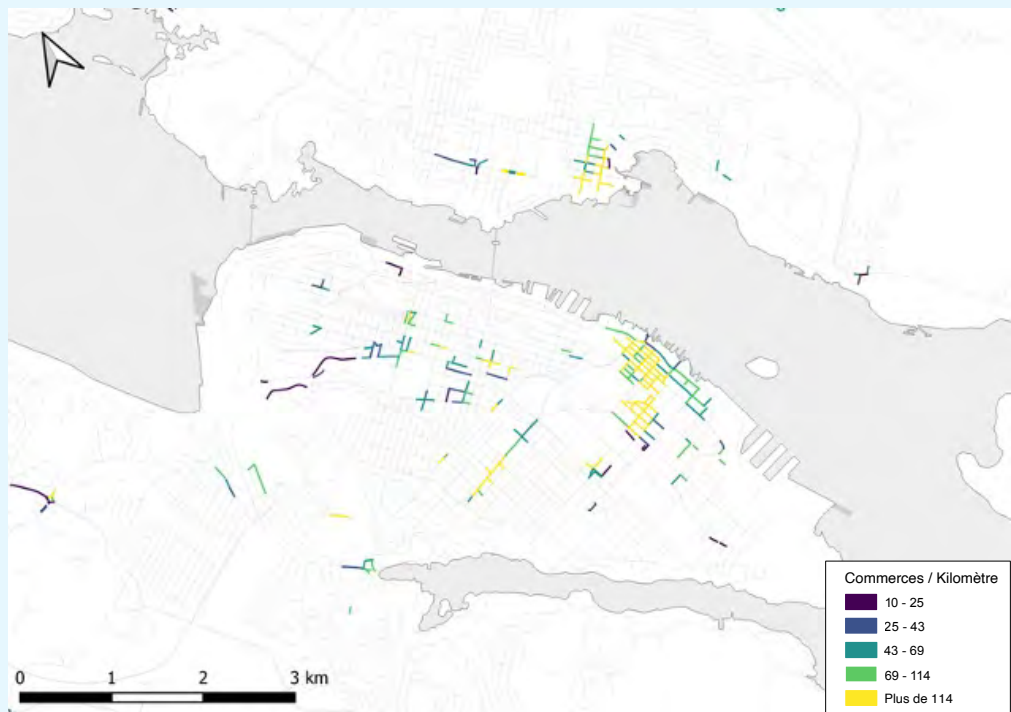
Densité commerciale dans les rues principales d'Ottawa-Gatineau



Source : Institut urbain du Canada, données spatiales – Réseau des rues principales, 2023.

FIGURE 26

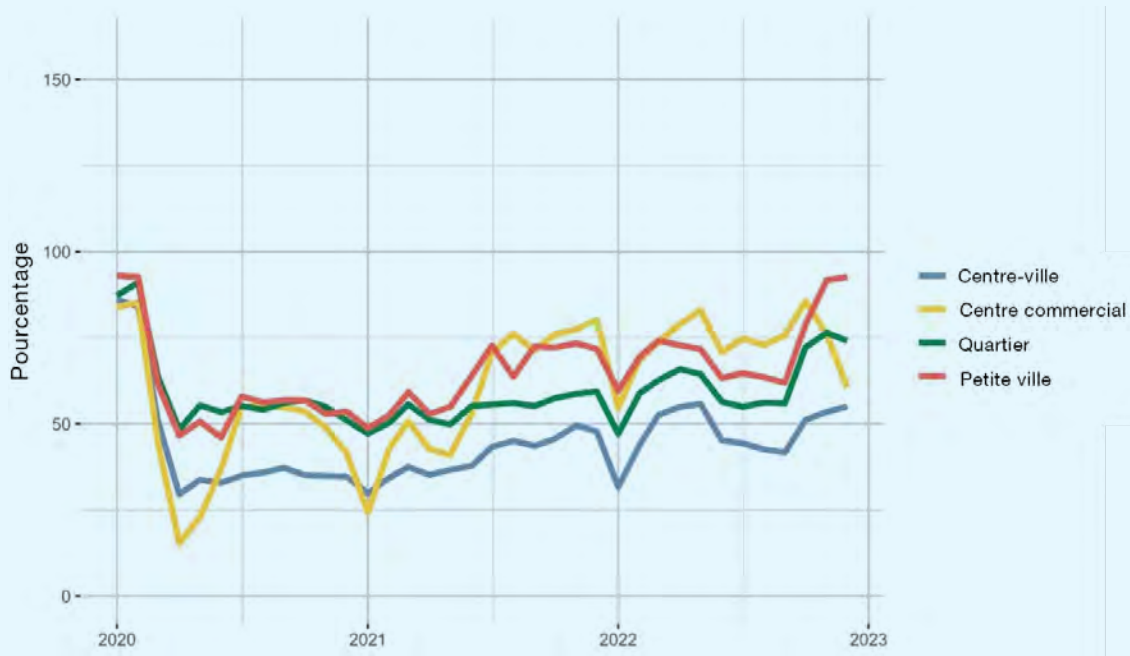
Densité commerciale dans les rues principales d'Halifax



Source : Institut urbain du Canada, données spatiales – Réseau des rues principales, 2023.

FIGURE 27

Niveaux de visiteurs des rues principales (par sous-genre) et des centres commerciaux en lien

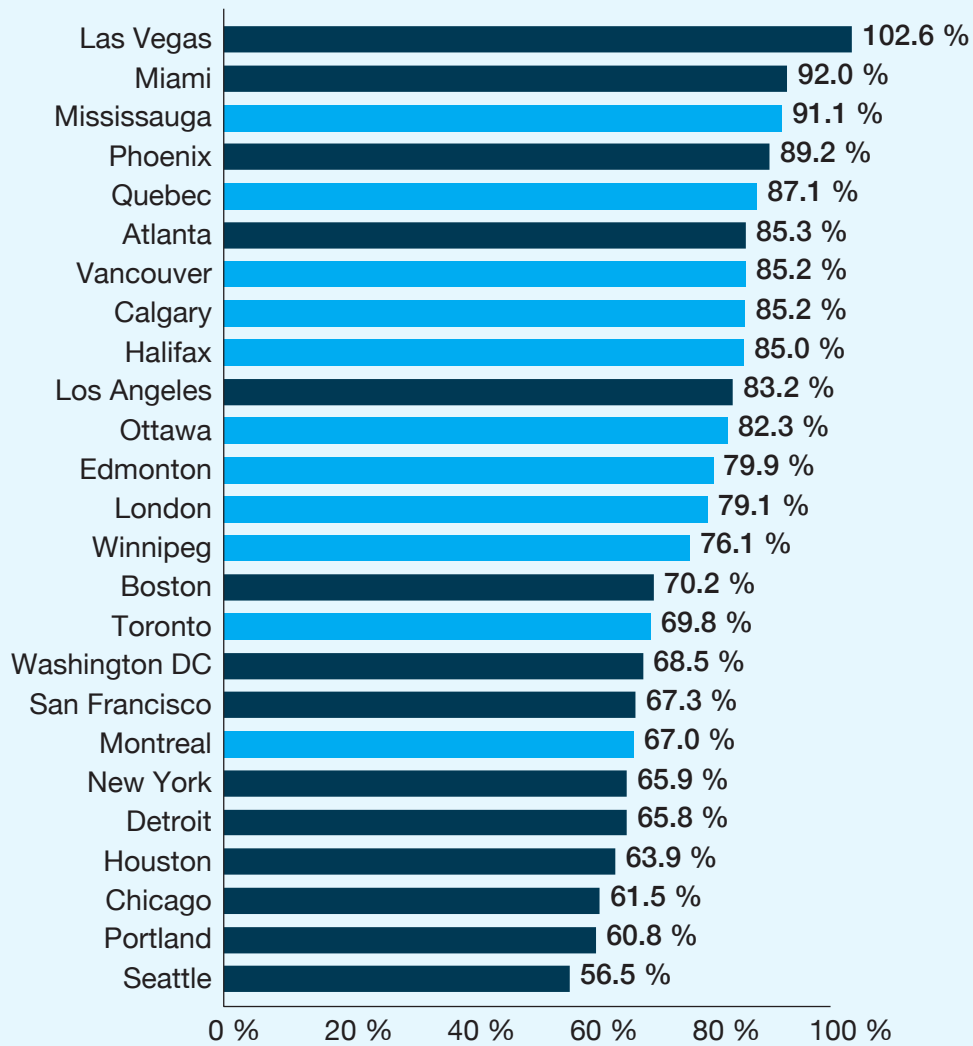


Source : Institut urbain du Canada; Environics Analytics, 2023.

Dans le cadre de son initiative de recherche avec Infrastructure Canada, IUC étudie la résilience des rues principales face à la pandémie. Cette recherche montre que ce sont les rues principales des centres-villes qui ont connu le plus grand déclin. Les rues davantage orientées vers la vie de quartier ont le mieux résisté. Au Canada et aux États-Unis, l'histoire de nos centres-villes est écrite par un nouveau mode de travail qui a vidé de nombreux bureaux. Il existe des exceptions comme Mississauga, Las Vegas et Miami, mais d'autres villes comme Montréal, Toronto et Seattle éprouvent des difficultés (figure 27). Les professions libérales sont souvent transférables et ce qui était à l'origine une mesure temporaire est désormais devenu un nouveau mode de travail. La perte d'occupation des bureaux dans les centres-villes a des répercussions profondes sur toute une série d'autres secteurs commerciaux et culturels dans les centres-villes.

FIGURE 28

Taux des reprises des bureaux de centre-ville, 2023



Source : School of Cities, 2023. Consulté sur <https://downtownrecovery.com/charts/rankings>.



PROVOCATION

Une vision vaste et ambitieuse pour un développement local et à petite échelle



Tim Kocur

Directeur général, Association pour le développement commercial du secteur riverain de Toronto (Toronto Waterfront Business Improvement Association)

Tim Kocur a rejoint l'Association pour le développement commercial du secteur riverain de Toronto en 2018, en tant que directeur exécutif. Il a entrepris avec succès d'étendre les limites du secteur de l'association, qui englobe désormais le quartier à la croissance la plus rapide en Amérique du Nord, à savoir le secteur riverain situé à l'est de la rue Yonge. L'association a réalisé des études d'impact économique et des déclarations de soutien conjointes en faveur du tramway du secteur riverain Est et de Port Lands.



Cette année a marqué le troisième anniversaire de l'abandon officiel du projet de ville intelligente Sidewalk Labs. Bien que le projet proposé ait été confronté à de nombreuses difficultés à l'époque, ce plan ambitieux de l'une des plus grandes entreprises technologiques du monde a été, à bien des égards, la grande réflexion nécessaire pour pousser les Torontois à recentrer leur énergie sur le potentiel de leur rive. Toutes les communautés connaissent une tension entre les grands projets qui attirent l'attention et les projets plus modestes et progressifs beaucoup plus courants.

Développement local: les leçons d'une vision ambitieuse

Une planification cohérente et globale

Compte tenu de la complexité et de la multiplicité des partenaires (et des gouvernements) impliqués, il a été difficile d'appréhender dans son ensemble le projet visionnaire en cours d'élaboration pour le bord du lac du centre-ville de Toronto. Dans les médias, il y a souvent un projet qui retient l'attention au détriment des autres. Ce que l'on oublie souvent, c'est de présenter le projet comme une opportunité unique importante. L'avantage inhérent aux grands projets tels que Sidewalk Labs est qu'il s'agit d'une proposition cohérente et complète. Dans le cas de nombreux projets urbains, il arrive que les gens ne voient ou ne remarquent que les éléments du projet, et non son tout.

Toronto est en train de devenir une véritable « ville riveraine », avec plus d’une douzaine de projets indépendants en cours, impliquant les trois niveaux de gouvernement (voir figure 1). Le développement complet du bord du lac à Toronto dépend de la coopération et de l’investissement continu de ces trois niveaux de gouvernement.

FIGURE D
Projets actuellement en cours au bord du lac



Rassembler un large éventail de parties prenantes

Sidewalk Labs a été un excellent rassembleur de groupes partenaires qui, autrement, ne se seraient pas croisés aussi souvent. Dans un avenir proche au moins, l’association pour le développement commercial (Toronto Waterfront BIA) du secteur riverain continuera de chercher à réunir les parties prenantes, favorables à la croissance et au développement, qui auront des priorités ou des objectifs communs. L’équipe de Sidewalk Labs, venue de l’étranger, a également suscité beaucoup d’enthousiasme en matière de logement, d’options de transport et de développement des entreprises, enthousiasme qui a été relayé par d’autres.

Catalyser de nouvelles idées de construction

L’emploi du bois dans la construction d’immeubles de haute taille a joué un rôle important dans les discussions sur la façon de bâtir des villes améliorées. L’intérêt et l’enthousiasme suscités par la construction en bois de bâtiments élevés se sont poursuivis au-delà de la vision initiale. Dans le cas de Toronto, la société Hines et le Collège George Brown sont tous deux

en train de construire des bâtiments en bois dont l'ouverture est prévue pour 2024. Le grand projet du bord du lac a donné un élan local à cette nouvelle approche de la construction.

Adapter et faire progresser les approches en matière de commerce de détail

La diversité des types de commerces est un autre domaine sur lequel les conversations se poursuivent. En tant que quartier saisonnier, la proposition de Sidewalk Labs suggérait des baux flexibles afin que les utilisations des locaux commerciaux puissent changer de l'été à l'hiver. Sur le bord du lac, il est très difficile pour de nombreuses entreprises touristiques et saisonnières de couvrir leurs coûts pendant la saison hivernale. Le nouveau promoteur du site Quayside (après le départ de Sidewalk Labs), Dream, devrait proposer des projets commerciaux tout aussi ambitieux. Dream est l'équipe créative qui gère le quartier historique Distillery District au nord du site.

Combiner tous les niveaux de gouvernement

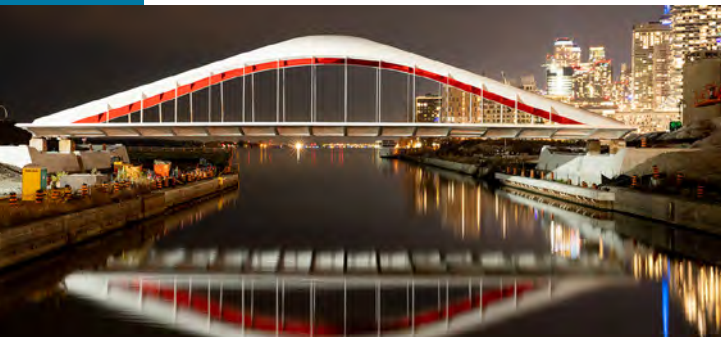
Dans le cas du bord du lac de Toronto, une grande multitude d'agences participent au projet, représentant différents niveaux de gouvernement. La ville de Toronto a plusieurs nouveaux parcs et projets de développement économique en cours, sans parler de l'énorme projet des îles de Toronto. Le Harbourfront Centre se prépare à célébrer son 50e anniversaire en 2024. Ports Toronto attend l'arrivée de 60 navires de croisière cet été, et l'aéroport Billy Bishop de Toronto fait l'objet d'un processus de renouvellement multigouvernemental. L'ambitieux projet Sidewalk Labs n'a pas catalysé tous ces autres projets, mais il a permis de réunir différentes agences et différents ordres gouvernementaux d'une manière inédite.



Explication des problèmes structurels fondamentaux

La ville de Toronto a des projets d'agrandissement pour Exhibition Place, la province de l'Ontario a des projets de revitalisation pour Ontario Place. Et puis il y a la société de développement urbain à trois niveaux, Waterfront Toronto, avec son projet le plus important à ce jour - la protection contre les inondations des terrains portuaires qui ouvrira l'espace pour au moins 150 000 nouveaux résidents sur le bord est du lac, la nouvelle île Villiers et le reste des terrains portuaires eux-mêmes, de moins en moins industriels.

En 2019, l'association pour le développement commercial de la zone riveraine (Waterfront BIA) a réalisé une étude d'impact économique qui a montré que plus de 100 000 nouveaux emplois allaient être créés à proximité d'une nouvelle ligne de transport léger sur rail (LRT Waterfront East), qui traversera les terrains portuaires. Les plans post-pandémie et post-Sidewalk Labs



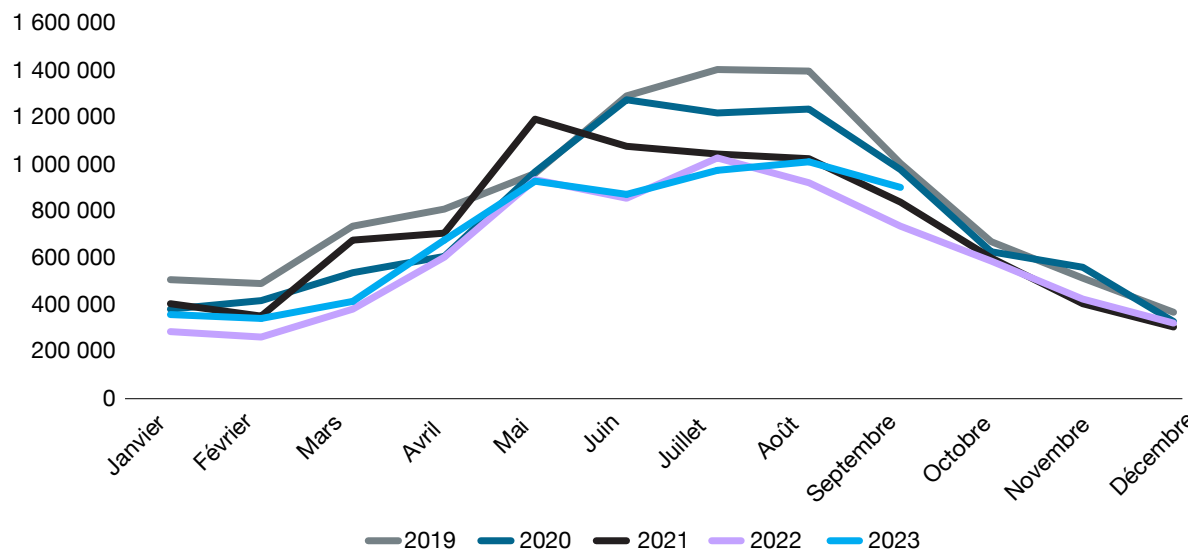
pour ces terrains portuaires projettent également une demande résidentielle importante. Les premiers plans de la ville de Toronto prévoyaient que 100 000 nouveaux habitants résideraient le long de la nouvelle ligne de transport en commun. Ce chiffre a été revu à la hausse et s'élève désormais à 150 000 nouveaux résidents.

La ligne de transport en commun TLR Waterfront East a toujours été considérée comme faisant

partie du développement de la zone portuaire, mais le financement étant désormais remis en question, il existe un problème important en matière d'infrastructure de transport. Si le transport léger sur rail n'est pas rapidement construit, la qualité de vie des travailleurs et des nouveaux résidents, ainsi que le plein potentiel de Toronto en tant que destination urbaine au bord de l'eau, sont en péril.

FIGURE E

Décompte de la fréquentation cycliste et piétonne dans la partie riveraine centrale



Impact des limites structurelles

L'absence de lignes de transport en commun adéquates dans le secteur de l'est du bord du lac a entraîné un ralentissement de la croissance des commerces et des entreprises. Par exemple, en août 2023, le nombre de piétons sur Queens Quay, notre rue emblématique, était en baisse de 27 % par rapport à 2019 (voir figure 2) et le secteur ouest est vacant à plus

du tiers. La croissance résidentielle sera également limitée en l'absence d'infrastructures adéquates. Les grands projets peuvent inciter les gouvernements et les investisseurs à construire les infrastructures de base dont les aménagements à plus petite échelle ont également besoin. L'agrégation de petits projets en projets contextuels de plus grande envergure peut favoriser les investissements potentiels. Les petits groupes et les projets doivent collaborer efficacement pour rendre ces résultats possibles.

Mesures à prendre

- **S'appuyer sur des projets visionnaires et ambitieux** pour élaborer des propositions cohérentes et globales.
- **Développer des structures de planification** qui intègrent un large éventail de collaborateurs.
- **Les plans de grande envergure permettent aux idées nouvelles** et de plus petite envergure de progresser, comme l'utilisation de nouvelles constructions en bois massif.
- **La croissance et le développement révèlent des problèmes structurels.** Le soutien aux transports et aux infrastructures connexes est essentiel pour soutenir un développement urbain de qualité.
- **S'assurer la collaboration de nombreux partisans de projets** plus modestes pour présenter un dossier convaincant en faveur d'investissements dans des infrastructures à grande échelle, comme les transports en commun





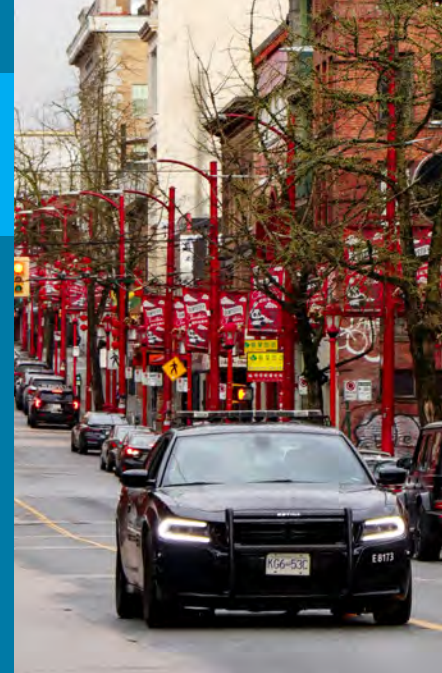
Les commerces des immigrants sont cruciaux pour les villes : Comment les protéger?



Christopher Cheung

Journaliste de la rédaction, The Tyee

Christopher Cheung est journaliste au Tyee de Vancouver, où il écrit sur les transformations urbaines, le logement, les diasporas et l'alimentation.



Dans le quartier chinois de Vancouver, les personnes âgées, qui dépendent des marchands de légumes, des boucheries et des épicerie du quartier, tous menacés de disparition, affirment que leur lieu de résidence est en train de s'embourgeoiser, que ce n'est plus Chinatown, mais « Coffeetown ». À l'est, un groupe de commerces philippins est installé sur Joyce Street. Les travailleurs y viennent pour virer de l'argent à leurs proches restés à l'étranger. Les clients se déplacent d'aussi loin que Nelson pour acheter des produits d'épicerie. Les restaurants desservent l'église qui accueille la congrégation tagalog en bas de la rue, ainsi que les travailleurs essentiels qui descendent du SkyTrain pour acheter des plats à emporter réconfortants, qu'ils réchaufferont au micro-ondes pendant leur pause. Mais bientôt, une tour, actuellement en projet, chassera ces entreprises cruciales de cet espace, qui est aussi une plaque tournante de transport en commun.

On rencontre des histoires comme celle-ci dans toute la ville, qu'il s'agisse d'un commerce unique mais important dans un désert de services, ou de l'érosion lente d'un groupe de commerces traditionnels comme dans le quartier de Punjabi Market. Le 30 mars 2022, dans un geste rare de solidarité, les conseillers municipaux ont voté à l'unanimité pour que la municipalité étudie ce qu'elle peut faire pour éviter de telles pertes.

La conseillère Christine Boyle, du parti OneCity, a rédigé la motion, intitulée « Placekeeping », avec l'aide de militants de toute la ville préoccupés par la disparition de commerces clés dans les quartiers. Selon elle, une telle initiative aurait dû être prise il y a longtemps. Récemment, nous avons expliqué comment le centre philippin de Joyce Street avait servi les travailleurs de première ligne en temps de pandémie, comment un marché latino sert les travailleurs étrangers et comment les épiciers de diverses cultures s'approvisionnent et adaptent leurs rayons en fonction de ce qui manque le plus à leurs clients immigrants.

La version originale de cet [article](#) a été publiée sur le site The Tyee, le 22 avril 2022.

« Ces espaces sont des lieux de relations, d'identité, de communauté et d'appartenance pour tant de gens », a déclaré Mme Boyle, dont la motion souligne que ce sont plus que de simples entreprises privées désireuses de faire des bénéfices.

Sa motion les décrit comme des « atouts culturels alimentaires », pour de nombreuses raisons.

Ils permettent à chacun, né au Canada ou nouvel arrivant, de profiter de produits et de services liés à leurs cultures. Ils veillent à ce que les prix restent dans les limites du budget de leurs clients, qu'il s'agisse de personnes âgées ou d'ouvriers.

Ils constituent des espaces chaleureux où les clients peuvent s'exprimer dans leur langue maternelle et échapper à la discrimination dont ils pourraient faire l'objet ailleurs, en raison de leur différence. Ils offrent des emplois à des résidents qui risquent de ne pas être embauchés ailleurs, parce que leur anglais est encore en phase d'apprentissage. Ils aident à créer des liens, que ce soit par le bouche-à-oreille ou par des tableaux d'affichage fournissant aux nouveaux arrivants des pistes de logement, de tutorat et d'emploi.

Ils sont incroyablement ancrés dans leur communauté, qu'il s'agisse de s'approvisionner localement, de permettre aux habitués à court d'argent de payer la prochaine fois, ou d'offrir des petits extras tels qu'une portion plus grande ou un bol de riz. Ils répondent aux besoins particuliers des personnes qui franchissent leurs portes tous les jours. Chez Pampanga's, sur Joyce Street, ils savent que beaucoup de leurs clients emporteront leur repas au travail, c'est pourquoi ils fournissent des récipients micro-ondables pour leurs plats à emporter.

Il apparaît important que les villes élargissent leur définition du « patrimoine » au-delà de la structure bâtie, comme l'a fait la motion de Mme Boyle, qui appelait à la reconnaissance du patrimoine « immatériel », utilisé par des organismes tels que l'UNESCO. La motion utilise cette définition pour décrire les lieux où la culture peut être vécue, rendue accessible et transmise.

« Ces petits commerces familiaux connaissent l'expérience vécue par les personnes qui utilisent leurs services et achètent leurs produits », dit Christina Lee, de la Fondation Hua, un organisme à but non lucratif qui a participé à l'élaboration de la motion. « Ce type d'intuition rend ces entreprises particulièrement importantes pour la communauté. Il y a un sens de réciprocité qui fait fonctionner la communauté ».





Et pour les visiteurs curieux qui ne sont pas issus des communautés auxquelles ces commerces s'adressent, ces boutiques offrent la possibilité de rencontrer une autre culture et de voir les gens avec qui ils partagent leur ville. Dans certains cas, ces commerces encouragent le tourisme.

Un rapport sur le quartier chinois a révélé qu'entre 2009 et 2016, le quartier a perdu un tiers de ses commerces de produits non périssables et plus de la moitié de ses commerces de produits frais, des épiciers aux restaurants.

Cela fait des années que la fondation Hua suit de près la disparition des commerces de produits alimentaires à caractère ethnoculturel. L'un de ses rapports sur le quartier chinois a révélé qu'entre 2009 et 2016, le quartier a perdu un tiers de ses commerces de produits non périssables et plus de la moitié de ses commerces de produits frais, des épiciers aux restaurants. Les habitants du quartier Downtown Eastside, situé à proximité, dépendent eux aussi de ces commerces à prix abordables.

Si la motion mentionne des lieux comme Chinatown et Punjabi Market en raison de leur importance historique et de leur reconnaissance par le grand public, Mme Lee espère que les habitants et les décideurs politiques n'oublieront pas qu'il existe des commerces traditionnels de diverses cultures dans tous les coins de la ville : « Nous savons que pour un groupe ethnique ou culturel, la vie ne se déroule pas dans un seul quartier », déclare-t-elle.

Toutefois, les entreprises ethnoculturelles qui s'adressent aux immigrants de la classe ouvrière sont plus nombreuses dans les quartiers est et sud de la ville, dans les rues Hastings, Fraser, Victoria et Kingsway, par exemple, parce que c'est là que l'immobilier commercial a toujours été moins cher à louer. Mais ces dernières années, les prix augmentent même dans ces secteurs, à mesure que les promoteurs et les entrepreneurs branchés, qui ont les poches mieux garnies que les petits commerces immigrants, viennent s'y installer.

Bien que certaines entreprises familiales soient en mesure de louer les locaux commerciaux dans les nouveaux immeubles, ces derniers ont tendance à proposer des locaux trop vastes que ne peuvent se permettre que les banques, les cabinets médicaux et les chaînes de pharmacies. Mme Lee espère également que la motion de Mme Boyle permettra d'améliorer la communication entre la mairie et les propriétaires des petits commerces: « Même pour ceux qui parlent couramment l'anglais, il y a suffisamment d'obstacles qui s'ajoutent les uns aux autres », a-t-elle déclaré. « Certains de ces commerçants travaillent 70 heures par semaine et n'ont pas le temps de se rendre à la mairie pour remplir des formulaires ».

Outre les entreprises ethnoculturelles, les Vancouverois qui ont pris la parole dans le cadre de la motion ont mentionné d'autres entreprises qui jouent un rôle important et qui se trouvent menacées. On mentionne notamment la gentrification de la rue Davie, qui s'est précédemment

affirmée en tant que communauté queer de premier plan dans les années 1970. Il y a aussi la gentrification de zones qui abritent des ressources pour les personnes à faible revenu, comme le Downtown Eastside et Mount Pleasant, où un petit dépôt de recyclage dont les habitants dépendaient a été supprimé au profit de condominiums et d'ateliers d'artistes.

La motion présentée par Mme Boyle au conseil municipal contient quelques suggestions sur la manière de protéger ces lieux. En reconnaissant leur rôle de biens patrimoniaux, les villes peuvent commencer à les cataloguer et à concevoir des mesures de protection, telles que la création de zones culturelles ou de fiducies foncières, ou encore l'adoption d'une politique de droit de retour au cours du processus de réaménagement d'un quartier.

Dans les nombreux quartiers qui ont déjà évolué et perdu ces importants atouts commerciaux, on sait qu'il est urgent que les choses changent.

Mesures à prendre

- **La ville peut mettre en place** des politiques visant à préserver les entreprises et les services communautaires qui renforcent le caractère accueillant et vital d'un lieu.
- **La ville peut instaurer des politiques visant à encourager la diversité des tailles** et des durées d'occupation des unités commerciales, afin que les petits commerces indépendants puissent trouver des espaces abordables dans la ville, assurant ainsi une diversité commerciale saine parallèlement aux grandes enseignes et aux services.
- **La ville et les autres institutions municipales peuvent élargir la définition de biens culturels** pour y inclure les atouts immatériels que procurent les petits services de proximité.
- **Le personnel de la ville et les organismes municipaux peuvent entreprendre des recherches locales** et élaborer des politiques qui révèlent la valeur culturelle et communautaire des petits commerces et des biens culturels.
- **Le personnel municipal et les associations d'entreprises locales peuvent améliorer la cartographie** et la description des biens culturels de petite taille, afin d'évaluer leur évolution dans le temps.
- **La ville peut améliorer la communication et les processus réglementaires** afin de développer de meilleures relations avec les petits commerces dans toute la ville.





PROVOCATION

Dans votre ville, le jeu de l'innovation commence dans la rue principale



Chris Rickett

Directeur de la croissance économique, de la culture et de l'entrepreneuriat, Ville de Markham

Chris Rickett est directeur de la croissance économique, de la culture et de l'entrepreneuriat à la ville de Markham, où il dirige une équipe chargée de développer la base économique de Markham en s'appuyant sur l'innovation, les arts et la culture. Chris est également le cofondateur de Digital Main Street et de My Main Street, deux organisations dont l'objectif est de soutenir les entreprises des rues principales grâce au développement économique communautaire.



Prenez la stratégie de développement économique de n'importe quelle ville, grande ou petite, et vous verrez qu'elle cherche à attirer et à développer un écosystème de technologie et d'innovation. Rien d'étonnant à cela : les emplois dans le secteur technologique sont bien rémunérés, ont d'excellentes retombées économiques et ont le potentiel de transformer la réputation d'une communauté de sorte à attirer d'autres talents et d'autres investissements.

Mais une stratégie de développement économique axée sur la technologie et l'innovation qui ne donne pas la priorité à la qualité de vie est vouée à l'échec. L'investissement suit le talent; le talent en matière de technologie se trouve là où foisonnent les possibilités d'éducation et d'emploi intéressantes, dans des communautés accueillantes qui offrent une bonne qualité de vie.

Le centre-ville et les rues commerçantes d'une communauté représentent à la fois un indicateur de la qualité de vie et un facteur qui y contribue. En tant qu'indicateur, une rue commerçante en bonne santé met en évidence les opportunités économiques, la qualité de vie et de logement, ainsi que le dynamisme de la communauté. En tant qu'élément contributeur, elle offre un lieu de rencontres, génère des opportunités économiques et façonne l'identité culturelle. Les rues commerçantes offrent un espace de rassemblement où les gens peuvent satisfaire leurs besoins physiques et sociaux.



Dans votre ville, le jeu de l'innovation commence dans la rue principale

De plus, les travailleurs de la technologie ont des familles, ce ne sont pas seulement des corps qui travaillent sur des ordinateurs. Les aménagements et les activités offertes sont essentiels à la qualité de vie d'une famille, de sorte que les communautés praticables à pied et dotées de commodités, d'espaces publics de qualité et d'une gamme d'activités artistiques, culturelles et récréatives, deviennent fondamentales pour attirer le talent.

Pour illustrer la valeur des rues commerçantes pour les membres de la communauté technologique, lorsque la pandémie de COVID-19 a commencé et que la fermeture des magasins a été ordonnée, la ville de Toronto, en partenariat avec [Digital Main Street](#), a lancé un programme appelé ShopHERE, qui visait à créer rapidement et gratuitement des sites de vente en ligne pour les entreprises des rues commerçantes.

Le programme faisait appel à des développeurs web bénévoles qui étaient mis en relation avec des entreprises en difficulté ayant besoin d'être mises en ligne rapidement. Lorsque l'appel a été lancé à la communauté technologique de Toronto, plus de 700 développeurs web se sont manifestés en l'espace de quelques jours pour donner de leur temps afin de soutenir les rues commerçantes locales. Le programme s'est ensuite étendu à l'ensemble du Canada et a permis de créer plus de 50 000 sites de commerce électronique pour les petites entreprises.

À Markham, en Ontario, où se trouvent le plus grand groupe d'entreprises de semi-conducteurs du Canada et le deuxième pôle technologique du pays, la ville reconnaît l'importance du lien entre les talents technologiques et la qualité de vie. Elle a récemment mis au point une [stratégie globale de développement économique et culturel](#) qui souligne l'importance de la qualité de vie pour continuer à attirer et à cultiver les talents technologiques dont elle a besoin pour obtenir des investissements de la part d'entreprises technologiques locales et internationales.

La stratégie de Markham souligne également que le nouveau centre-ville doit être peuplé de petites entreprises diversifiées, originales et appartenant à des intérêts locaux.

Dans le cadre de cette stratégie, les investissements dans les arts, la culture, l'art public et les espaces publics bien conçus sont considérés comme essentiels au maintien et à la progression de la qualité de vie au sein de la communauté. Cette stratégie donne également la priorité aux investissements et aux programmes visant à renforcer les rues commerçantes.

Par exemple, à Markham Centre, le nouveau centre urbain de la ville, qui passera de 21 000 à 106 000 habitants lorsque la construction sera achevée, est considéré comme le noyau dur du rapprochement des arts, de la culture et des affaires. On prévoit dans cette stratégie des investissements dans la technologie et l'innovation, mais aussi dans des événements communautaires, des espaces publics et artistiques intéressants, ainsi que dans de nouveaux espaces, tels qu'un centre des arts de la scène.

Dans votre ville, le jeu de l'innovation commence dans la rue principale

La stratégie de Markham souligne également que le nouveau centre-ville doit être peuplé de petites entreprises diversifiées, originales et appartenant à des intérêts locaux. Pour ce faire, la ville collabore avec YSpace, l'incubateur d'entreprises de l'université de York, pour mettre en place un programme d'accélération des commerces de détail qui permettra de soutenir et d'enrichir l'offre commerciale locale. Bien sûr, cela pourrait être laissé au marché, mais Markham reconnaît que des expériences originales en matière de commerce de détail et de restauration attirent les visiteurs et, comme l'a montré la pandémie, les entreprises locales créent des liens avec la communauté et sont plus résistantes. Tout ceci contribue à la qualité de vie d'un quartier.

La sélection minutieuse des commerces et des services dans le centre-ville commercial s'étend à la rue principale de Markham et à ses autres rues commerçantes, comme à Unionville. Le processus commence par un inventaire des entreprises de chaque rue concernée, et par une étude marketing détaillée de la zone commerciale locale. Avec ces données en main, le personnel détermine les créneaux commerciaux manquants qui ont un potentiel de marché. Cette étude de marché est ensuite partagée avec les entreprises existantes et les nouveaux entrepreneurs. Elle les aide à se développer et à lancer de nouvelles entreprises susceptibles de répondre à ces opportunités de marché, tout cela dans le but de créer un ensemble sain de petits commerces qui attirent les résidents et les visiteurs.

Alors, avant de se lancer dans une stratégie de développement économique destinée à construire la prochaine Silicon Valley, il faut d'abord se pencher sur les éléments fondamentaux d'une communauté en bonne santé, en commençant par les rues commerçantes centrales.





L'importance du développement économique: innovation et progrès local

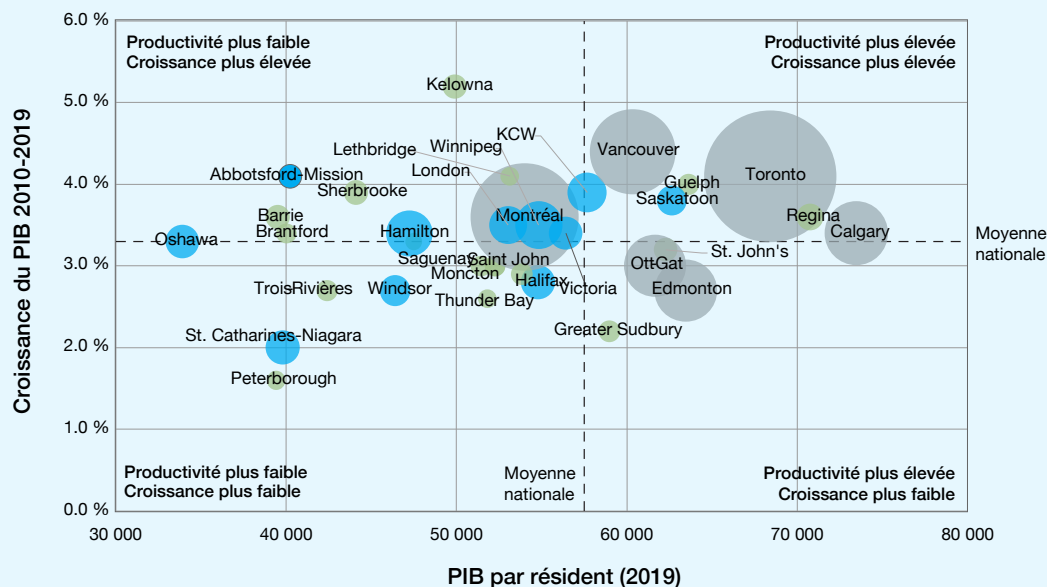
Les économies urbaines sont responsables d'une part considérable de la croissance économique nationale. Ce sont également des lieux de recherche, d'innovation et de mise à l'essai de solutions possibles. La croissance économique dans les régions urbaines est importante pour tous les Canadiens, en raison de la concentration des emplois et de la production de PIB, mais aussi parce que ce sont des centres universitaires, de recherche et d'autres sources d'innovation et de créativité (figure 29). Cette dynamique économique est le fondement de toute région et détermine le niveau de croissance, et donc le niveau d'investissement, requis dans les infrastructures publiques. Mais elles progressent rarement de manière simple et réciproque. Des pénuries de logements, de transports et d'infrastructures de base peuvent survenir lorsque la croissance dépasse le développement. Inversement, si les infrastructures sont inadéquates, la croissance ne peut être initiée ou soutenue.

La diversité de la base économique des régions complique encore la situation. Chaque région dispose d'un ensemble de spécialisations et de compétences qui se constituent au fil du temps et sont renforcées par des infrastructures matérielles et immatérielles. L'économie urbaine se caractérise souvent par des emplois de bureau et intellectuels. Ce sont ces secteurs qui connaissent la croissance la plus rapide et qui sont généralement concentrés dans les grandes régions urbaines. L'immigration a été essentielle pour combler les pénuries de main-d'œuvre, et la plus grande part de l'immigration et des nouvelles installations ont lieu dans les plus grandes régions. Parallèlement, on observe un exode des personnes non immigrées hors des grandes villes. L'économie joue un rôle important dans la stimulation ou la modération de ces dynamiques.

Les décisions et les investissements futurs doivent garantir que les gouvernements et les politiques publiques favorisent l'innovation et le progrès local, et s'attaquent aux vents contraires auxquels l'économie est confrontée, notamment les pénuries de main-d'œuvre et les éventuels ralentissements économiques qui affectent les opportunités économiques et l'équité. Nous devons identifier les secteurs en croissance ou en décroissance et réfléchir à la manière de former, d'attirer ou de requalifier la main-d'œuvre pour faire face aux changements urgents et nécessaires qui créent les bases d'une infrastructure résiliente, d'une transition carbone et d'autres besoins à venir. Les petites et moyennes entreprises locales et le tourisme jouent un rôle important dans la dynamique qui anime des régions urbaines dynamiques, sûres et économiquement diversifiées.

FIGURE 29

PIB par résident (2019) par rapport à la croissance du PIB pour les régions métropolitaines de recensement



Source : Statistique Canada. Tiré de <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=3610046801>

Les grandes régions urbaines ont une productivité supérieure à la productivité nationale. Que faut-il en déduire? Les villes et les régions à forte productivité connaissent généralement une croissance plus rapide en termes de population et d'emplois, mais les villes de taille moyenne Regina et Saskatoon sont des exemples de villes d'importance régionale qui ne suivent pas strictement les attentes en matière de population. La tendance générale est que plus la ville est grande, plus la croissance du PIB est importante.

Les tendances illustrées dans la figure 32 mettent en évidence la demande de certains types de compétences et d'éducation dans les grandes villes en croissance et attirant l'immigration. Ceci indique qu'il est nécessaire de continuer à investir dans l'enseignement supérieur à des taux indexés sur la demande du marché. La nature du travail effectué en dehors des grands centres suggère une demande différente en matière d'emplois ou un cadre éducatif plus diversifié capable de soutenir des modèles de croissance distincts. Peut-on faire de cette différence un avantage plutôt qu'un handicap ?

Les grandes régions urbaines ont une productivité supérieure à la productivité nationale. Que peut-on en déduire? Les villes et les régions à forte productivité connaissent généralement une croissance plus rapide en termes de population et d'emplois, mais les villes de taille moyenne comme Regina et Saskatoon représentent des villes d'importance régionale qui ne suivent pas strictement les attentes en matière de population. La tendance générale est que plus la ville est grande, plus la croissance du PIB est importante. Les tendances illustrées dans la figure 32 mettent en évidence la demande de certains types de compétences et d'éducation dans les grandes villes en croissance et attirantes pour l'immigration. Ceci indique qu'il est nécessaire de continuer à investir dans l'enseignement supérieur à des taux indexés sur la demande du marché. La nature du travail effectué en dehors des grands centres suggère une demande différente en

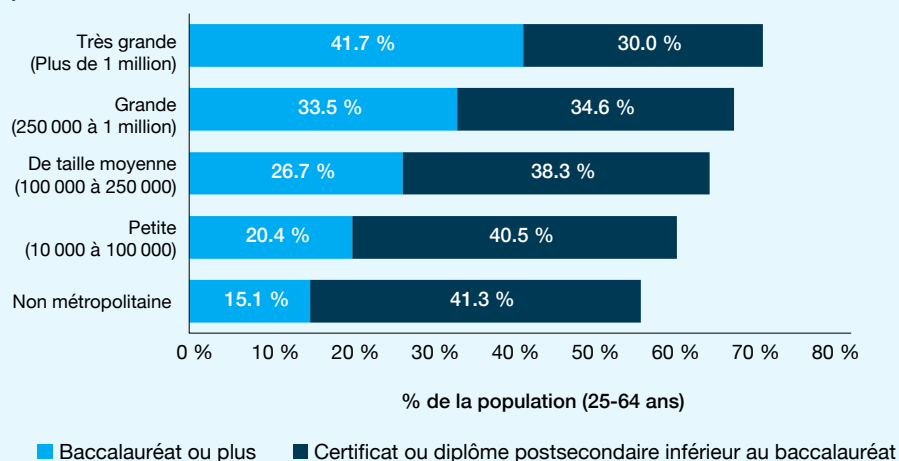
matière d'emplois ou un cadre éducatif plus diversifié capable de soutenir des modèles de croissance distincts. Peut-on trouver faire de cette différence un avantage plutôt qu'un handicap ?

Il s'agit ici d'établir un lien entre le type d'emplois et de secteurs qui connaissent la plus rapide croissance en ville (c'est-à-dire les professions libérales, les emplois de bureau) et les avantages que présentent ces emplois dans les grandes agglomérations urbaines. Il existe un lien de causalité cumulatif entre le type de croissance économique, les grandes villes et l'immigration, et la question clé est de savoir si ce modèle est durable. Parmi les défis à relever figurent l'accessibilité financière, l'habitabilité et le fossé entre les zones rurales et urbaines (découplage du pouvoir politique et économique).

Les grandes villes comptent une forte proportion de secteurs à professions libérales et intellectuelles, ce qui les expose peut-être davantage à l'impact des tendances au travail à domicile que les villes et communautés plus petites (figure 30). Le travail à domicile est plus répandu dans ces secteurs de l'économie. Cela signifie que les chances d'être un nomade numérique sont plus grandes dans les grandes villes du Canada que dans les villes plus petites.

FIGURE 30

Part de la population en âge de travailler ayant des qualifications postsecondaires, 2021



Source: Statistique Canada, recensement 2021.

FIGURE 31

Répartition de la main-d'œuvre par secteur d'activité, 2021

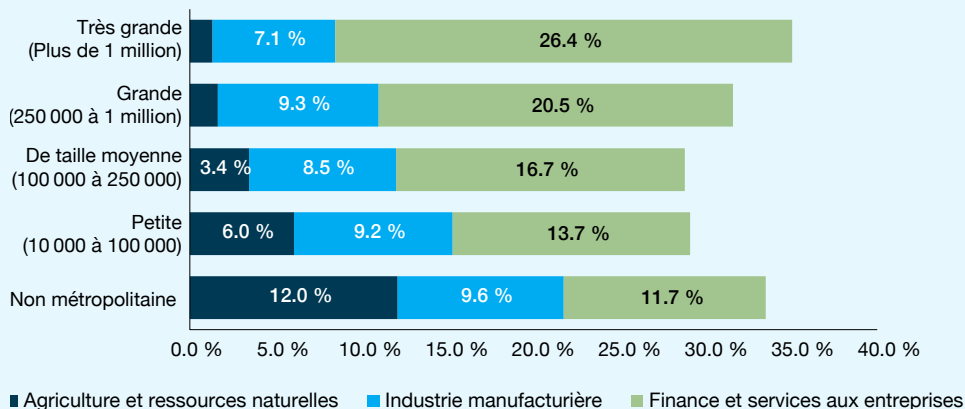
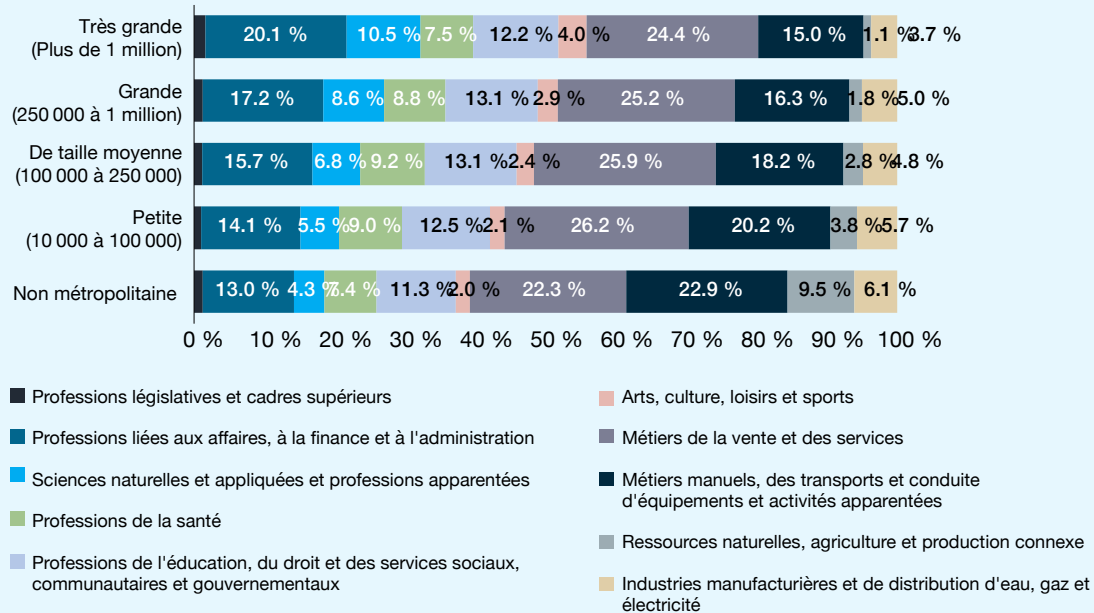


FIGURE 32

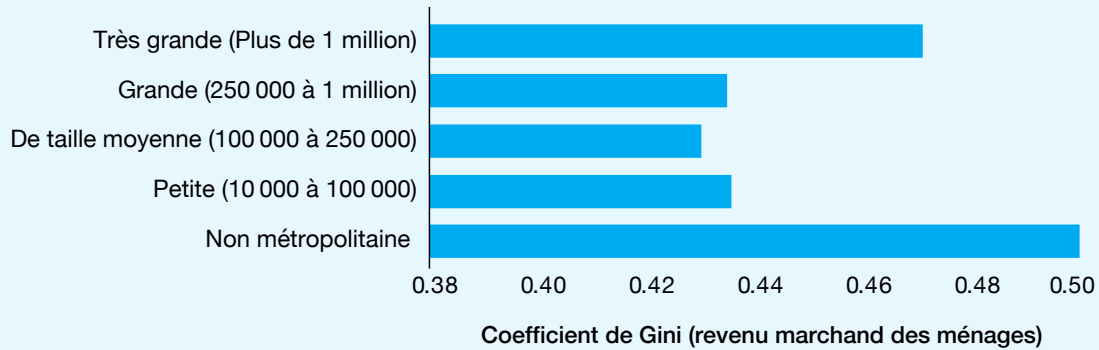
Répartition de la main-d'œuvre par profession, 2021



Source: Statistique Canada, recensement de 2021.

FIGURE 33

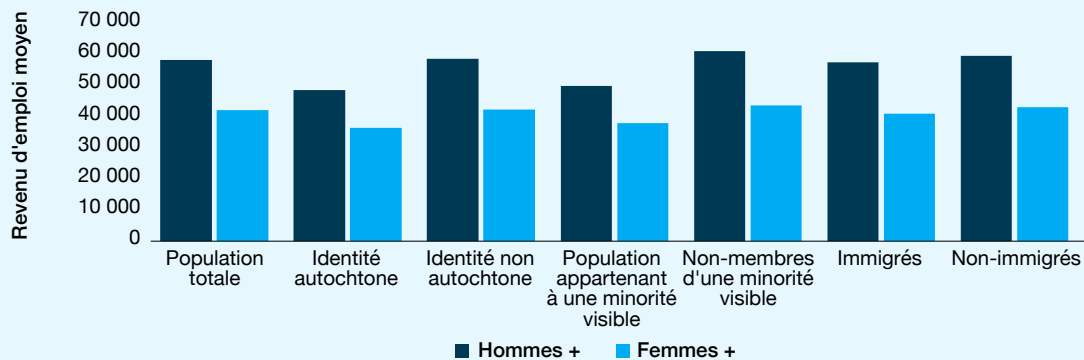
Inégalité économique dans les villes canadiennes selon la taille de la population



Source: Statistics Canada, 2021 Census.

FIGURE 34

Inequality in Canada by Employment Income



Source : Census Canada 2021



PROVOCATION

Le quotidien des rues commerçantes n'est plus ce qu'il était



Dan Kelly

Président et PDG, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Dan Kelly est président-directeur général de la FCEI et, à ce titre, le principal porte-parole et défenseur des opinions des 97 000 membres de l'organisation. Dan a siégé à des dizaines de comités et de groupes de travail provinciaux et fédéraux, et il est actuellement membre du Comité consultatif du ministère des Finances sur le système de paiement. Il a également représenté les petites entreprises canadiennes auprès de l'Organisation internationale du travail à Genève. Dan est né et a grandi à Winnipeg et a obtenu un baccalauréat en commerce à l'Université du Manitoba.

L'inflation a poussé les consommateurs à réduire leurs dépenses. Les commerces du centre-ville constatent un manque de clients, car les employés de bureau continuent à travailler à domicile une bonne partie de la semaine. La criminalité et la sécurité sont plus que jamais au cœur des préoccupations des commerces et de leur personnel. Les travailleurs peinent à trouver un logement à prix abordable. Les commerçants peinent à acquitter les loyers des locaux commerciaux et les dettes qu'ils ont contractées pour survivre à la pandémie.

Il ne devait pas en être ainsi. Alors que le Canada subissait des confinements parmi les plus longs au monde, beaucoup prédisaient que la fin de la pandémie entraînerait un boom de dépenses.

Aujourd'hui, trois ans après le début de la pandémie, la reprise semble à peine amorcée. Seule la moitié des petites entreprises déclarent que leurs ventes ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie. Et même celles qui se portent aussi bien, voire mieux, qu'avant la pandémie signalent que leurs coûts ont augmenté beaucoup plus vite que leurs revenus.

Mais que peut-on faire pour remédier à la situation? Comment les gouvernements et le public peuvent-ils les aider? Tout d'abord, les gouvernements doivent cesser d'aggraver le problème. Les augmentations d'impôts, telles que les hausses prévues du régime de retraite canadien, de l'assurance-emploi et de la taxe carbone, doivent être suspendues. Même si les villes doivent faire face à leurs propres préoccupations financières, il faut qu'elles abandonnent toute velléité de nouvelles mesures fiscales, telles que des taxes municipales sur les ventes ou sur le stationnement.





Nous devons également faire en sorte que les fonctionnaires reprennent leurs activités. Cela signifie qu'ils doivent retourner dans les bureaux, à moins qu'il ne soit prouvé de manière irréfutable que le travail à distance permet de fournir des services plus nombreux ou de meilleure qualité au public.

Tous les niveaux de gouvernement semblent avoir compris que le logement abordable est une priorité majeure de la politique d'intérêt public. C'est une bonne nouvelle. Mais l'élan s'arrête souvent net lorsqu'il touche la bureaucratie, surtout si celle-ci commence à réclamer des millions de formulaires, de procédures, de normes et de frais qui sont souvent considérés comme les indicateurs de succès de la bureaucratie.

Pour limiter la hausse des loyers des locaux commerciaux, nous devons veiller à ce que les locaux commerciaux abordables disposant de places de stationnement ne soient pas remplacés par de nouveaux immeubles d'habitation.

Les municipalités devraient également procéder à un examen interne de la bureaucratie. Cela ne signifie pas qu'il faille se débarrasser de tous les règlements et de toutes les règles, mais que nous devons examiner attentivement les règlements inutilement lourds qui n'ajoutent rien d'autre que des maux de tête et des tas de paperasserie. Il est sans doute possible de simplifier les processus de délivrance des permis de construire, ou de condenser en deux pages une demande qui en fait dix. Les villes devraient également instaurer des normes de service et les appliquer. Par exemple, si un permis de construire prend une semaine, les municipalités devraient s'efforcer de respecter ce délai au moins 90 % du temps. Si le délai est plus long et qu'il n'y a pas d'explication raisonnable, les entreprises pourraient se voir rembourser leurs frais de dossier.

Pour limiter la hausse des loyers des locaux commerciaux, nous devons veiller à ce que les locaux commerciaux abordables disposant de places de stationnement ne soient pas remplacés par de nouveaux immeubles d'habitation. Ce devrait être un objectif de politique publique de garantir aux consommateurs toute une gamme de commerces de proximité, au lieu de continuer à les pousser vers les grandes surfaces ou les géants de la vente en ligne. Remarquons que plusieurs provinces ont utilisé les mesures relatives à la COVID-19 pour interdire aux magasins de vêtements locaux de servir les 5 à 10 clients qu'ils accueillaient chaque jour, mais ont appliqué des règles différentes à Walmart et à Costco.

La modernisation des transports en commun et des infrastructures joue un rôle important dans l'amélioration de la vie des citoyens et des entreprises, mais il ne faut pas oublier l'impact qu'ont les grands projets pendant leur réalisation. Les résultats sont excellents quand ils sont terminés, mais ce sont le processus et une mauvaise planification qui font payer un lourd tribut à tout le monde, surtout s'ils sont retardés indéfiniment comme dans le cas du tristement

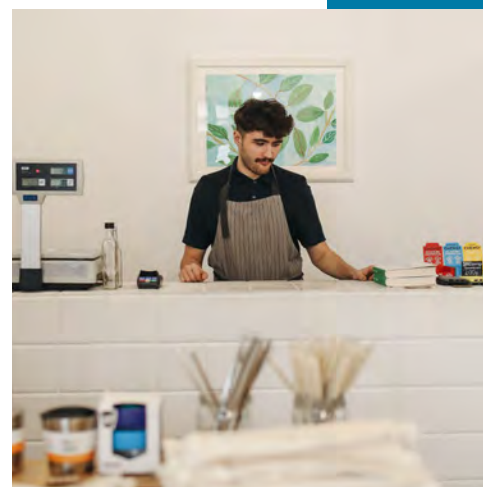
célèbre projet de métro léger d'Eglinton Crosstown à Toronto. Les petits commerces situés dans les zones de construction sont particulièrement touchés et voient leur clientèle diminuer en raison du manque de places de stationnement, de la poussière et du bruit provenant du chantier. Toronto et d'autres municipalités devraient suivre l'exemple de la ville de Montréal, qui indemnise les petites entreprises gravement touchées par les travaux de construction municipaux.

Les consommateurs jouent également un rôle essentiel. Si beaucoup d'entre nous souhaitent vivre dans des quartiers regorgeant de restaurants, de boutiques et de commerces indépendants, nous ne devons pas oublier que ces entreprises essaient de gagner leur vie et ne sont pas simplement décoratives. Si nous voulons que les petites entreprises survivent et prospèrent, nous devons les soutenir. Une nouvelle étude de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a révélé que pour chaque dollar dépensé dans une entreprise locale et indépendante, 66 cents restent dans la communauté. Seuls 11 cents restent dans la communauté lorsqu'ils sont dépensés dans les grands commerces.

Malgré les difficultés, je reste optimiste quant à l'avenir des petites entreprises et de l'entrepreneuriat. Les jeunes et les nouveaux Canadiens s'intéressent à la création d'entreprises et aux possibilités qu'offre le travail indépendant. Si nos gouvernements parviennent à faire en sorte que les politiques, les réglementations et les impôts tiennent compte des besoins des petites entreprises, celles-ci pourront à nouveau se consacrer à ce qu'elles font le mieux: créer des emplois et bâtir des communautés fortes.

Mesures à prendre

- **Les augmentations d'impôts ne résoudront pas le problème des rues commerçantes** et des entreprises locales, et ne devraient pas faire partie de la stratégie du gouvernement.
- **Les administrations publiques doivent ramener leurs employés** dans leurs bureaux.
- **Le logement abordable bénéficierait considérablement d'un examen des formalités administratives** - fédérales, provinciales et municipales - afin d'accélérer le rythme des rénovations et des nouvelles constructions.
- **Les municipalités doivent s'assurer qu'il existe un plan pour conserver et construire des espaces commerciaux** et de vente au détail abordables lorsqu'elles cherchent à densifier et à construire davantage de logements.
- **Les projets de construction de transports en commun et d'infrastructures** doivent mieux protéger les entreprises locales qu'ils ne le font actuellement.



L'actionnariat salarié: une stratégie pour développer la prospérité locale



Dan Skilleter

Directeur des politiques, Social Capital Partners

Dan Skilleter est directeur des politiques de Social Capital Partners, responsable de l'agenda politique à long terme. Il a précédemment dirigé divers personnels et dossiers politiques au sein du gouvernement et a occupé le poste de conseiller économique principal auprès d'un ancien Premier ministre de l'Ontario et d'un ancien ministre des Finances. Dan est titulaire d'une licence en sciences politiques du Huron University College et d'une maîtrise en administration publique de l'université Queen's.



Les entreprises appartenant à leurs salariés ont fait la preuve qu'elles se développent plus rapidement que n'importe quelle structure d'entreprise comparable et elles pourraient bien se répandre au Canada en 2024. Affichant un taux d'emploi plus élevé et une probabilité de faillite plus faible en période de récession, elles s'avèrent plus résistantes face aux chocs et aux ralentissements de l'économie. Dans le contexte de la crise économique liée à la COVID-19, ces entreprises ont mieux fidélisé leurs employés et ont été en mesure de maintenir leurs heures de travail et leurs salaires. Ce pourrait être une très bonne nouvelle pour les villes et les communautés canadiennes.

Le gouvernement du Canada propose une législation visant à créer davantage de voies d'accès à l'actionnariat salarié à partir de 2024: c'est donc pour les villes le moment d'élaborer des politiques complémentaires qui leur permettront d'accroître la résilience de leurs économies locales. L'actionnariat salarié permet aux entreprises locales de fonctionner au plus près de leur communauté. Les salariés propriétaires résident généralement dans les collectivités où ils travaillent et sont plus enclins à y maintenir l'entreprise. Ainsi, ils contribuent à préserver les emplois locaux.

Historiquement, le Canada a connu de très faibles taux d'actionnariat salarié à base élargie et, en conséquence, les communautés canadiennes n'en ont pas bénéficié. Certaines entreprises, en particulier les jeunes entreprises technologiques, incluent des actions ou des options d'achat d'actions dans la rémunération de leurs salariés, et d'autres proposent



des programmes pour aider leurs salariés à acheter des actions, mais ces mesures sont insuffisantes. En effet, elles concernent beaucoup moins de salariés dans beaucoup moins d'entreprises qu'aux États-Unis ou en Europe, et tendent à ne représenter qu'une minorité des actions d'une entreprise.

Ce sont des politiques publiques archaïques, et non la culture ou les conditions économiques, qui ont limité le développement de l'actionnariat salarié au Canada. La forme la plus courante de structures d'actionnariat salarié, que l'on retrouve ailleurs, est la fiducie d'actionnariat des salariés (Employee Ownership Trusts - EOT). Elle n'existe tout simplement pas dans notre pays.

Les fiducies d'actionnariat des salariés sont un ingrédient économique important dans la mesure où elles constituent un véhicule spécialement conçu pour transférer la propriété d'entreprises prospères à leurs salariés. Leur utilisation permet à un propriétaire de vendre la majeure partie ou la totalité de son entreprise à ses employés, sans frais pour ces derniers, et en répartissant équitablement les bénéfices de la propriété entre tous les employés, du travailleur de première ligne à la direction de l'entreprise.

Le patrimoine net médian des ménages était 92 % plus élevé pour les employés des entreprises détenues par leurs salariés que pour les employés des entreprises traditionnelles.

L'augmentation de l'actionnariat salarié dans les économies locales présente des avantages considérables. L'un des plus importants est que la valeur de l'entreprise se traduit par un enrichissement des résidents lorsque l'entreprise effectue la transition. L'ancrage local de cette richesse constitue un amortisseur vital contre les chocs économiques et produit une multitude d'avantages secondaires.

Une étude récente menée aux États-Unis a révélé que le patrimoine net médian des ménages était 92 % plus élevé pour les employés des entreprises détenues par leurs salariés que pour les employés des entreprises traditionnelles.

Une autre étude a révélé que les travailleurs à revenu faible ou modique travaillant dans des entreprises détenues par leurs salariés disposaient d'un patrimoine nettement supérieur à celui de leurs homologues, et que les avantages en termes de patrimoine étaient encore plus prononcés pour les femmes et les personnes de couleur.

Les données montrent qu'au total, environ 14 millions de salariés propriétaires aux États-Unis détiennent près de 1 700 milliards de dollars d'actifs de leur entreprise, soit plus de 100 000 dollars par salarié. De nombreux salariés américains de première ligne ont pris leur retraite en disposant de plus d'un million de dollars sur leur compte.



L'actionnariat salarié: une stratégie pour développer la prospérité locale



Le gouvernement fédéral du Canada est en passe d'introduire, d'ici janvier 2024, une législation qui créerait le cadre législatif nécessaire au développement de ce type d'entreprises au Canada. Si la loi est adoptée, une étape importante aura été franchie, même si des efforts de soutien supplémentaires seront nécessaires.

Tout d'abord, la valeur de ce type de système devra être reconnue par tous les ordres de gouvernement. Chacun d'entre eux devra procéder aux ajustements nécessaires pour permettre à ce type d'entreprises de se développer quand elles commenceront à se répandre. Les États-Unis ont pris des décennies pour régler les questions juridiques, informer les chefs d'entreprise et créer une dynamique en faveur de leur adoption. Ces décennies de travail ont permis de développer l'actionnariat salarié et les avantages qui en découlent pour les communautés locales.

Même si une voie législative s'ouvre, la recherche indique que l'un des principaux obstacles à l'adoption de ce système par les propriétaires d'entreprise lors de la planification de leur succession est tout simplement qu'ils n'en connaissent pas l'existence. La sensibilisation à cette solution et à ses avantages est un processus continu. Même aux États-Unis, où le taux d'adoption est relativement élevé, NYC Business, le guichet unique de la ville de New York pour le développement des entreprises, travaille activement depuis 2020 à surmonter cet obstacle en promouvant l'actionnariat des salariés dans le cadre d'une initiative appelée Employee Ownership NYC (EONYC).

EONYC fournit aux propriétaires d'entreprises une série de services gratuits d'une valeur pouvant aller jusqu'à 10 000 dollars. Ces services comprennent :

- une consultation initiale et l'évaluation de l'admissibilité
- à la planification de la succession, avec estimation de la valeur de l'entreprise
- une évaluation de l'état de préparation de l'entreprise
- l'accès au capital, en fonction de l'admissibilité des conseils tout au long du processus de vente et
- la formation et l'éducation des fondateurs, des dirigeants et du personnel afin de favoriser une transition réussie de la propriété.



Au cours de ses deux premières années d'existence, ce sont des centaines de chefs d'entreprise qui ont demandé à l'EONYP des renseignements sur l'actionnariat salarié en tant qu'option de succession. 72 % d'entre eux ne connaissaient pas l'actionnariat salarié auparavant. Les collectivités canadiennes peuvent adopter une approche similaire.

Les dirigeants des villes, grandes ou petites, peuvent soutenir la législation sur l'actionnariat salarié et s'employer activement à faire connaître cette option aux chefs d'entreprise de leur communauté. Dans les mois à venir, les chefs d'entreprise de tout le Canada pourront pour la première fois envisager cette option dans le cadre de la planification de leur succession. En plus d'aider les entreprises locales à tirer parti des éventuelles mesures des gouvernements fédéral et provinciaux en faveur de ces structures, les villes peuvent faire leur part en adoptant des politiques qui (1) sensibilisent les propriétaires et les employés à l'existence de l'actionnariat salarié et (2) proposent des programmes qui réduisent les risques et offrent aux propriétaires d'entreprises une voie claire pour le transfert de leurs sociétés vers des structures d'actionnariat salarié.

Les villes canadiennes ont besoin de toute la stabilité économique et de toute la rétention de la richesse possibles. Grâce à une législation solide et à une sensibilisation massive, les entreprises appartenant à leurs salariés peuvent jouer un rôle important dans la stabilisation et le renforcement des économies locales, partout dans le pays.

Les dirigeants des villes, grandes ou petites, peuvent soutenir la législation sur l'actionnariat salarié et s'employer activement à faire connaître cette option aux chefs d'entreprise de leur communauté.



PROVOCATION

Répartir la croissance : comment les petites villes du Canada peuvent réaliser de plus grands progrès



Pedro Antunes

Économiste en chef, Conference Board du Canada

Pedro Antunes est économiste en chef du Conference Board of Canada, où il fournit des informations et une orientation générale sur les produits économiques, comme des rapports et des indicateurs économiques concernant le Canada, ses régions et ses secteurs. Il témoigne à titre professionnel devant des commissions parlementaires et sénatoriales et intervient dans les médias en anglais et en français. Pedro est très demandé pour s'adresser aux leaders du secteur et aux décideurs sur un grand nombre de questions et de sujets ayant un impact sur les Canadiens.



Dans le sillage de la pandémie de COVID-19, le paysage de la croissance économique au Canada est en train de connaître une profonde transformation. Pendant des décennies, les quatre grandes villes du pays, Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver, ont été les principaux moteurs du développement économique. Toutefois, les événements récents ont changé la dynamique. Les villes plus petites du Canada sont désormais prêtes à jouer un rôle plus important dans la stimulation de la croissance économique et l'attraction d'un ensemble diversifié de talents.

La croissance du PIB pré-pandémique portée par les grandes villes

Avant 2020, les quatre principales régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada étaient responsables d'une part très importante de la croissance économique du pays. Ces villes, dont la production économique combinée s'élevait à près de 870 milliards de dollars en 2019, ont joué un rôle essentiel dans le façonnement du paysage économique du Canada. Au cours des deux dernières décennies, elles ont contribué à près de la moitié de l'augmentation totale du produit intérieur brut (PIB) réel national. Cependant, cette prédominance a engendré des problèmes tels que l'accessibilité au logement et les embouteillages, en particulier à Toronto et à Vancouver.



Reconnaissant la nécessité d'une croissance économique soutenue, le gouvernement canadien, par l'intermédiaire de son Conseil consultatif en matière de croissance économique, a mis en œuvre une politique d'augmentation des niveaux d'immigration. Le raisonnement était clair: des niveaux d'immigration plus élevés contribueraient à maintenir une main-d'œuvre stable et à mieux stimuler la croissance économique. Par conséquent, avant la pandémie, les quatre principales RMR ont connu une forte augmentation des niveaux de migration internationale, coïncidant avec une croissance économique robuste.

Les petites villes peuvent faire de gros progrès

La pandémie de COVID-19 a bouleversé ces tendances. Elle a entraîné une suspension temporaire des migrations internationales, ralentissant la croissance démographique dans les grandes villes. Alors que certains petits centres comme Halifax, Moncton et Oshawa connaissaient une croissance démographique accélérée, d'autres étaient confrontés à une stagnation, voire à un déclin. La pandémie, ayant accéléré le travail à distance, a entraîné une modification des schémas migratoires, les gens recherchant des logements plus spacieux, souvent situés dans des banlieues et des villes plus petites et plus abordables.

À mesure que les effets de la pandémie s'estompent, les grandes villes canadiennes ouvrent à nouveau leurs portes et sont en train de connaître un regain de croissance.

Toutefois, certains effets liés à la pandémie persisteront, ce qui donnera la possibilité aux petites villes de renforcer leur contribution à la croissance économique.

À mesure que les effets de la pandémie s'estompent, les grandes villes canadiennes ouvrent à nouveau leurs portes et sont en train de connaître un regain de croissance. Toutefois, certains effets liés à la pandémie persisteront, ce qui donnera la possibilité aux petites villes de renforcer leur contribution à la croissance économique. Un facteur clé dans cette équation est l'attraction et la rétention des immigrants internationaux. Les petites villes vont devoir exceller en matière d'emploi et de logement pour les immigrants.

Face au départ à la retraite de la cohorte du baby-boom, la main-d'œuvre canadienne atteint un moment crucial. Sans l'immigration, notre main-d'œuvre serait en déclin. Heureusement, l'immigration a rebondi, le gouvernement fédéral ayant fixé des objectifs ambitieux pour compenser les pertes subies pendant la pandémie. Les marchés du travail des petites villes connaissent souvent une forte demande. C'est là l'opportunité d'assurer la réussite des nouveaux immigrants sur le marché du travail tout en

contribuant à la croissance économique globale. Il est impératif d'assurer une répartition plus équilibrée de l'immigration, qui ne se limite pas aux quatre plus grandes villes.



En équilibrant la croissance démographique entre les villes et les régions du Canada, on peut également alléger la pression exercée sur les infrastructures des grands centres. Vancouver et Toronto, en particulier, étaient déjà aux prises avec des problèmes de congestion automobile et d'accessibilité au logement avant la pandémie. Les gouvernements ont instauré des programmes visant à faciliter l'immigration vers les petits centres et les zones rurales, mais les dirigeants locaux et les employeurs doivent aussi activement promouvoir les avantages d'accueillir ces communautés et fournir des services d'aide à l'installation adéquats. Les grandes villes doivent aussi exceller dans l'encouragement de l'immigration vers les petites villes avoisinantes.

Une solution gagnante pour le Canada

L'aspiration à une croissance démographique plus équilibrée dans les villes et les régions du Canada profite à tous. Il apparaît essentiel de réduire la pression exercée sur les grandes villes pour qu'elles maintiennent leurs infrastructures de logement et de transport à niveau, tout particulièrement à mesure que les objectifs en matière d'immigration augmentent. Une répartition plus équilibrée de la population entrante ne diminue pas l'importance des grands centres, mais permet aux villes plus petites de contribuer de manière plus conséquente au potentiel économique du Canada.

L'adoption accélérée de la technologie et du télétravail, catalysée par la pandémie, a montré que les Canadiens peuvent contribuer à l'activité économique où qu'ils se trouvent. Le moment est venu pour les petites villes de saisir cette opportunité, d'attirer à la fois des personnes et des capitaux et de jouer un rôle essentiel dans l'avenir économique du Canada. Les petites villes doivent s'appuyer sur le télétravail, aux côtés des grands centres qui bénéficieront eux aussi des retombées de ces activités.

La pandémie de COVID-19 a modifié le paysage économique du Canada, et a offert aux petites villes une chance sans précédent de prospérer et de contribuer à la croissance nationale. Pour cela, il est indispensable d'attirer et de retenir les immigrants internationaux. En acceptant cette transformation et en favorisant un environnement propice à la croissance, le Canada peut parvenir à un avenir plus équilibré, plus prospère et plus inclusif pour l'ensemble de ses régions et communautés. Si nous y parvenons, les villes, grandes et petites, en sortiront gagnantes.





PROVOCATION

La dépréciation : une aubaine pour la diversification et la nouveau



Charles-Albert Ramsey

Économiste, auteur de Cities Matter: A Montrealer's Ode to Jane Jacobs, Economist; Coordinateur, International Business Studies Profile, Département d'Études économiques, Collège Dawson, Montréal

Charles-Albert Ramsey est professeur d'économie au Collège Dawson et à l'Institution Kiuna, un collège des Premières Nations à Odanak, au Québec. Ses recherches portent sur l'économie urbaine et régionale, l'économie autochtone, l'analyse des systèmes et l'économie écologique. Il a récemment publié un livre sur l'économie selon Jane Jacobs : *Cities Matter, a Montrealer's Ode to Jane Jacobs, Economist* (Baraka Books, 2022). Il est également l'auteur de plusieurs manuels d'enseignement sur la plateforme [Innovatank.com](https://www.innovatank.com).



La dépréciation est une menace bien réelle pour toutes les villes. La dégradation des infrastructures, dont la plupart ont été construites pendant le boom de construction des années 60 et 70, est évidente partout. Nos villes ont besoin de soins attentifs. Nos biens personnels subissent le même sort : souliers, automobiles, appareils électroménagers et bibelots sont conçus pour être remplacés rapidement et perdre leur valeur encore plus vite. Mais les objets peuvent rester utiles même après que leur valeur marchande a chuté à près de zéro.

Les villes canadiennes conservent-elles de leur valeur ?

Les villes sont en première ligne de la dépréciation. Il est vrai que certaines infrastructures très anciennes résistent bien, mais d'autres ouvrages publics doivent être remplacés prématurément. Le coût du remplacement des routes, des égouts et des stations d'épuration épuise les budgets et limite la croissance. Ces remplacements de routine entravent la mise en place de services indispensables. Que se passe-t-il lorsque les coûts de remplacement des anciennes infrastructures excèdent ceux des nouveaux services requis ?



Outre le changement climatique, l'inflation et le protectionnisme, nos dirigeants doivent également faire face au vieillissement des bâtiments, des routes et des réseaux d'eau. La dépréciation est un problème grave et il faut s'en préoccuper. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une gamme complète d'options pour remédier à la perte de capacité de nos infrastructures communautaires. Jane Jacobs, une optimiste mesurée, nous éclaire à ce sujet: elle a cerné avec précision les problèmes systémiques qui sous-tendent l'innovation, le développement et la croissance des villes. La dépréciation et la dégradation inévitables auxquelles les villes physiques sont confrontées en font partie.

Le point de vue de Jane Jacobs: Les vieux bâtiments, une protection contre la dépréciation

Là où la plupart des gens voyaient de la décrépitude et des reliques, Jane Jacobs voyait l'opportunité pour une multitude de jeunes entrepreneurs de fuir leur emploi stable pour créer leur propre entreprise. Les villes ont besoin de vieux bâtiments, a écrit Jane Jacobs. Ce sont des espaces abordables, parfaits pour de nouvelles initiatives économiques. Gérés judicieusement, les vieux bâtiments peuvent fournir une infrastructure pour les entreprises plus modestes et plus informelles que les nouvelles constructions ne peuvent tout simplement pas égaler. Et c'est une bonne chose pour nos quartiers.

Comment soutenir cette évolution ? Tout d'abord, en concevant et construisant des bâtiments aux fondations solides, capables de résister au changement climatique et autres perturbations à long terme. Les bâtiments historiques peuvent nous éclairer sur ce qui survit et ce qui ne survit pas. Ensuite, nous avons besoin de bâtiments modulaires qui puissent changer d'usage au fil du temps. L'adaptabilité doit être une caractéristique essentielle de toute nouvelle construction. Ces tours d'habitation flambant neuves pourront-elles être facilement modifiées dans 10, 20 ou 50 ans, lorsque les besoins et les exigences évolueront ? Ces nouveaux espaces industriels sont-ils flexibles, capables d'être réaffectés en fonction de changements imprévisibles ? Le bâtiment peut-il intégrer de nouveaux éléments et produire de nouveaux résultats ? Ces questions sont souvent négligées dans la construction des villes. Il faut changer cela.

C'est en accordant une attention particulière à ces questions sur la construction de logements et de bâtiments commerciaux que nous aurons un impact direct sur la résilience globale de l'économie canadienne. Le sort d'un pays dépend de la capacité de ses villes à s'adapter en permanence

Il nous faut concevoir et construire des bâtiments aux fondations solides, capables de résister au changement climatique et autres perturbations à long terme. Les bâtiments historiques peuvent nous éclairer sur ce qui survit et ce qui ne survit pas. Ensuite, nous avons besoin de bâtiments modulaires qui puissent changer d'usage au fil du temps.



aux besoins en constante évolution de ses citoyens. Les collectivités qui ont hérité de vastes espaces industriels peuvent les convertir en espaces de création abordables où les petites et moyennes entreprises peuvent fabriquer du mobilier durable pour nos maisons, réparer les chaussures de nos enfants, souder les clôtures de nos écoles et exercer de nombreuses autres activités importantes telles que la menuiserie, la poterie, la couture et la transformation des aliments. Ces espaces dépréciés peuvent permettre de partager des outils et du temps pour fournir des biens et des services à des prix raisonnables.

Favoriser les cultures entrepreneuriales occupant des espaces dépréciés

Ce n'est pas une idée nouvelle que de réutiliser d'anciens bâtiments pour créer de nouvelles entreprises. Il existe de très nombreux exemples dans les villes de tout le pays. L'ancien bâtiment de Nortel à Montréal, aujourd'hui appelé Nordelec, abrite des centaines de petites

entreprises, dont une société de production télévisuelle, une agence de publicité et un bureau d'études. Remplacer une seule grande entité par une myriade de petites entreprises interdépendantes augmente considérablement la résilience de la communauté. La variété et la qualité des caractéristiques de ce genre de réalisations permettent une meilleure capacité d'adaptation. La résilience économique se produit grâce à la diversification de la base industrielle et la création d'une variété d'opportunités de travail pour répondre à la diversité des compétences d'une communauté donnée. Les villes en ont besoin.



Dépréciation des égouts et des routes

Il y a une catégorie d'ouvrages civils, tels que les aqueducs et les routes, qui ne peuvent être réaffectés comme les vieilles usines. Pour utiliser pleinement ces types d'actifs civils de manière durable, il faut apporter au moins deux changements à notre planification :

- Comme le suggère Jacobs, les intrants et les extrants de ces systèmes peuvent être considérés comme des indices de viabilité à long terme. Les coûts élevés des solutions techniques aux inondations (digues, levées, contrôles des inondations) peuvent nécessiter l'adoption d'approches plus modérées : comment pouvons-nous faire en sorte que ce qui se trouve dans la zone inondable survive à des crues périodiques ? La prévention totale des inondations par des infrastructures signifie souvent que lorsque ces moyens échouent, les résultats sont beaucoup plus catastrophiques.



- Les routes sont un actif coûteux et difficile à adapter, mais elles sont essentielles pour les villes. Il n'est pas possible de remplacer les routes de la même manière qu'elles ont été construites à l'origine. Dans le cadre d'une approche plus adaptative, on pourrait réduire la taille des routes afin de pouvoir financer d'autres modes de transport tels que les trains, les autobus ou les tramways. Jacobs fait remarquer que les villes construisent souvent des pôles de transport à plusieurs niveaux. Les chemins de fer ne remplacent pas les routes ; les routes ne remplacent pas les voies navigables. Au contraire, ils se complètent et améliorent constamment la valeur de la ville en tant que lieu central de production, de distribution et de consommation. L'efficacité intermodale peut réduire les pressions exercées sur un seul mode de transport et améliorer la fonction économique et la qualité de vie des citoyens.

L'efficacité intermodale peut réduire les pressions exercées sur un seul mode de transport et améliorer la fonction économique et la qualité de vie des citoyens.

Mesures clés à prendre face à la dépréciation

- **Prêter une oreille attentive au retour d'information des systèmes urbains et apprendre à explorer des solutions qui vont à l'encontre de l'intuition.** La lecture et la compréhension du retour d'information d'un large éventail de secteurs permettent d'obtenir des informations beaucoup plus pertinentes que si l'on s'en tient à une seule approche. Nous devons attendre un degré de collaboration nettement plus important qu'aujourd'hui entre les différentes fonctions de la ville.
- **Créer des cadres et des systèmes pour résoudre les problèmes qui soient novateurs dans leurs approches.** Identifier les façons dont les approches existantes limitent les options et les moyens de répondre aux besoins en matière de routes, d'eau, de transport et autres, pour éviter de reproduire les erreurs des modes de construction antérieurs. Ce n'est pas la nécessité qui est la mère de l'invention, a écrit Jacobs, c'est l'occasion.
- **Identifier, cataloguer et faire connaître le parc de bâtiments anciens, sous-utilisés et adaptables de votre ville.** Veillez à ce que les groupes communautaires, les entreprises ou les agences gouvernementales qui ont besoin d'espace et qui pourraient servir de locataire principal soient impliqués dans le financement des rénovations nécessaires à la remise en service de l'espace. Aménager les environs pour en faire un espace pratique et accessible qui attirera d'autres locataires et propriétaires.

Des politiques et des changements juridiques qui soutiennent ces approches permettront à nos villes de continuer à contribuer activement à notre bien-être collectif à mesure qu'elles vieillissent.



L'importance de la capacité publique : les atouts culturels et publics forment la base de la vie communautaire

Les atouts publics et culturels sont les joyaux de nos communautés, offrant une qualité de vie et une source d'inspiration qui transcendent les différences. La COVID-19 a révélé l'importance, et dans certains cas la pénurie, d'espaces et d'équipements publics au sein de nos communautés. Nous avons eu plus de trois ans pour comprendre leur importance et leur valeur: il faut investir socialement, économiquement et écologiquement dans nos biens publics et culturels pour rendre nos villes agréables à vivre et dynamiques (figures 32 et 33). Cette section se penche sur les raisons pour lesquelles les institutions publiques et culturelles sont particulièrement importantes pour les villes, surtout dans le contexte actuel, sur ce que nous avons appris quant à leur importance dans le soutien de la société civile et sur ce qui pourrait se produire si elles étaient victimes d'un désinvestissement.

Atouts publics et culturels

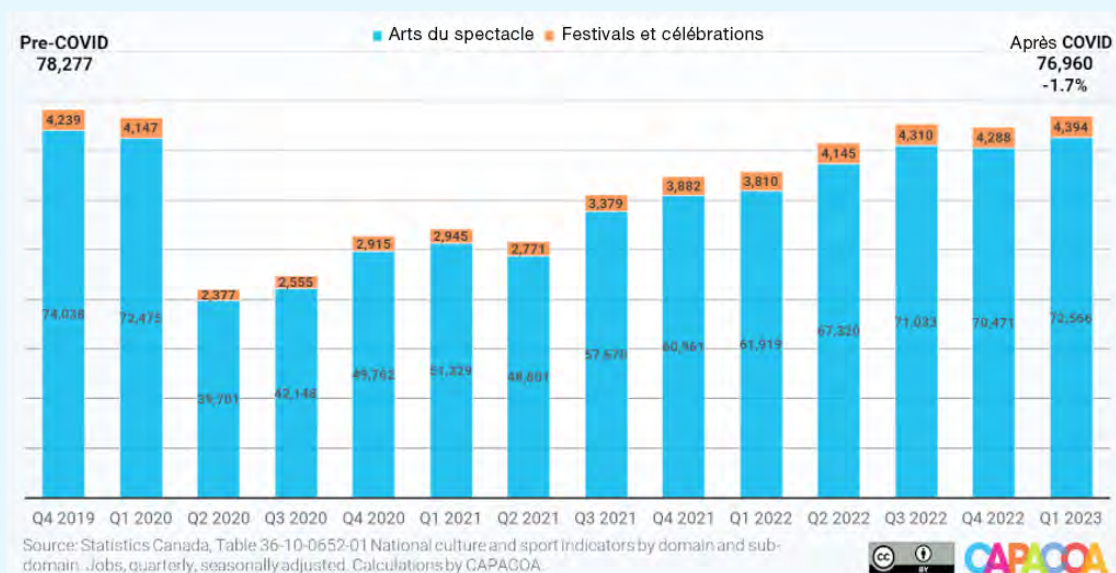
Au cours du premier trimestre 2023, le nombre d'emplois dans le secteur de la culture a stagné à un peu plus de 717 000 (0,1 % de croissance). Toutefois, ce chiffre est supérieur de 7,9 % à celui d'avant la pandémie. L'emploi dans le monde du spectacle n'était qu'à 1,7 % des niveaux d'avant la pandémie, avec près de 77 000 emplois, soit une augmentation de 2,9 %.

Source : Association canadienne des organismes artistiques, [Statistiques sur les impacts de la COVID 19](#).

La COVID-19 a révélé l'importance, et dans certains cas la pénurie, d'espaces et d'équipements publics au sein de nos communautés.

FIGURE 32

Création d'emplois dans le spectacle, 2019-2023



Source : Statistique Canada, [tableau 36-10-0652-01](#), publié le 2023-08-09.

Entre 2019 et 2022, le nombre des établissements du secteur du spectacle a diminué de 16,9 pour cent. Sur tous les secteurs d'activité culturelle, la baisse a été beaucoup plus prononcée dans les établissements sans employés (19,0 %) que dans les établissements avec employés (5,9 %).

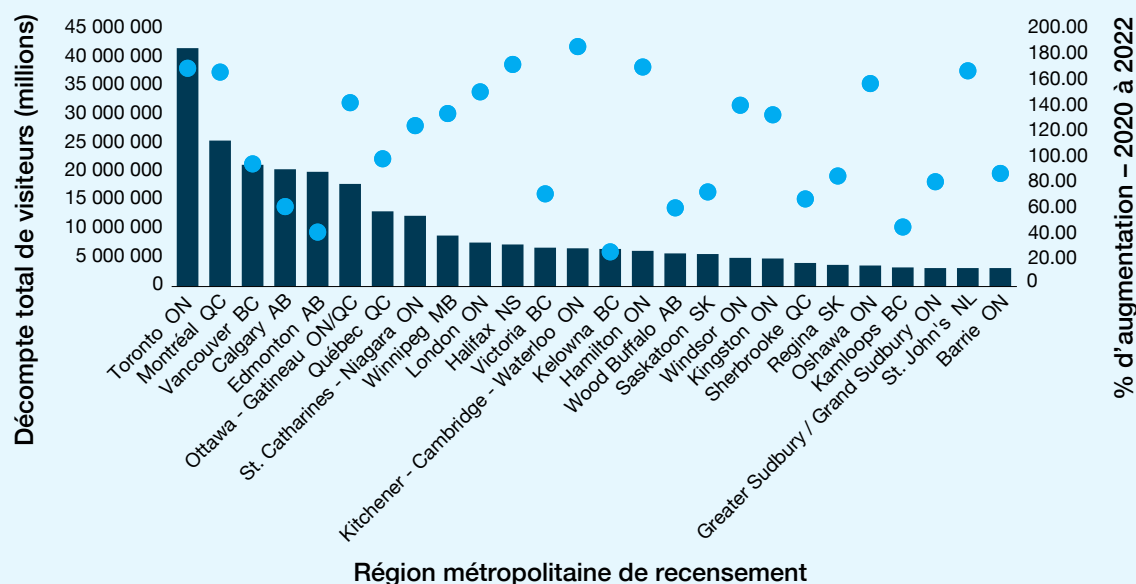
En 2022, le domaine du spectacle a contribué à hauteur de 3,3 milliards de dollars au PIB canadien et représentait 72 000 emplois.

Source : Statistique Canada, [tableau 36-10-0652-01](#), publié le 2023-08-09. Calculs de l'Association canadienne des organismes artistiques.

Les villes dépendent des visiteurs à qui elles fournissent hébergement, nourriture, conférences, commerce de détail, divertissements et bien d'autres biens et services (figure 35). Le nombre de visites tend à augmenter avec la taille de la population, mais il existe des exceptions notables, comme les petites villes de Niagara Falls, Victoria et Kelowna, où le tourisme est important. Dans la plupart des cas, les villes ont bien rebondi après la chute importante due à la pandémie.

FIGURE 35

Visiteurs des régions métropolitaines de recensement du Canada, 2022



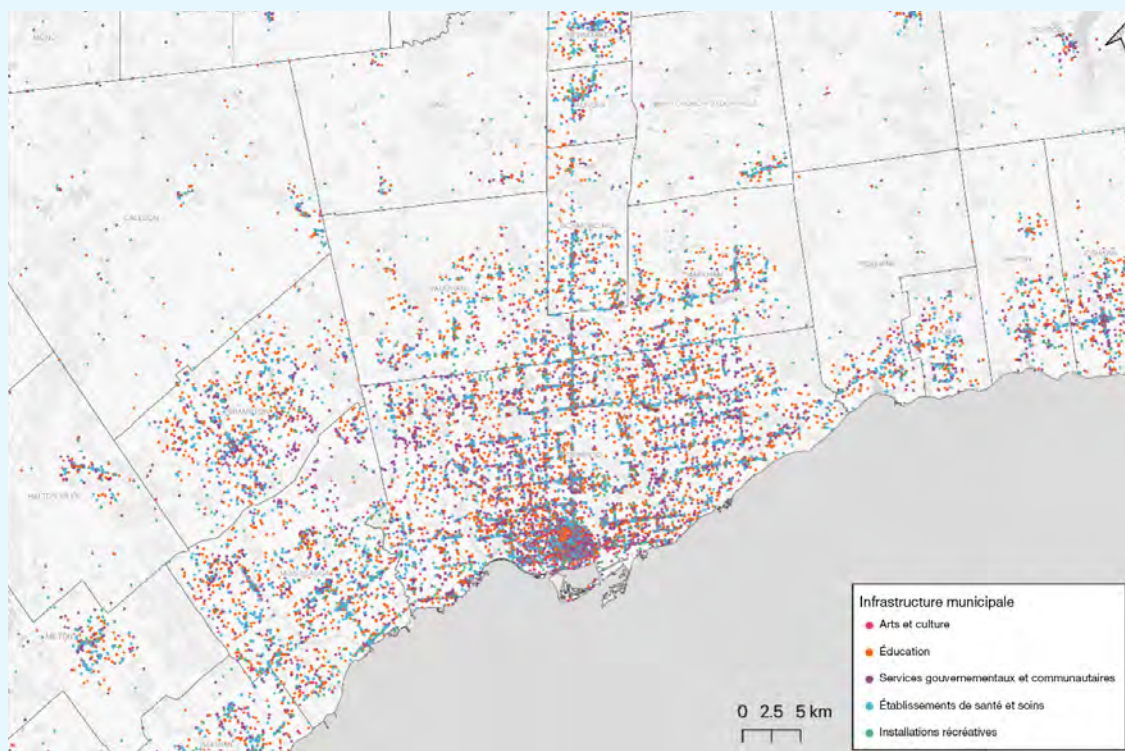
Source : Environics Analytics.

L'infrastructure municipale de Toronto reflète la présence des éléments clés qui font des villes agréables à vivre. Les densités plus élevées des centres-villes signifient qu'ils sont souvent plus riches en biens publics (figure 36). Les améliorations apportées à ces zones ont d'importantes répercussions positives, ce qui signifie que le déclin de l'infrastructure publique dans les zones centrales entraîne de nombreux aspects négatifs connexes, y compris l'augmentation des inégalités sociales.

La densité de population et l'infrastructure municipale ont une relation importante dans toutes les collectivités, qu'il convient de mieux comprendre. Les zones de la ville où ces atouts sont absents ou peu nombreux peuvent refléter une forme de « désert public » qui représente une importante opportunité de développement.

FIGURE 36

Biens publics et culturels de la région de Toronto



Source : Environics Analytics, Statistique Canada, Outils cartographiques, Mapbox.

Les bibliothèques du Canada constituent un réseau national inexploité d'infrastructures sociales qui comprend 652 réseaux de bibliothèques et 3 350 succursales. Les bibliothèques du Canada sont fréquentées plus de 100 millions de fois par an.

Un investissement dans la programmation des bibliothèques génère au moins six fois plus de bénéfices économiques et sociaux. En d'autres termes, pour chaque dollar investi dans les bibliothèques urbaines du Canada, six dollars sont générés en impact économique communautaire, soit un rendement de plus de 600.

Ce chiffre est considérablement amplifié si l'on tient compte de la valeur sociale des bibliothèques en matière d'alphabétisation, d'éducation et de formation de la main-d'œuvre, de culture, de santé mentale et physique, de réconciliation, d'appartenance et de santé de notre démocratie. Dans le cadre de son travail intitulé « En attente - Plaidoyer pour les bibliothèques publiques du Canada », IUC a révélé le nombre croissant de services sociaux, éducatifs et sanitaires que les bibliothèques publiques fournissent à travers le pays.

FIGURE 37

Données de cartographie - Les bibliothèques locales en tant qu'infrastructure communautaire essentielle



Source : Institut urbain du Canada - EN ATTENTE : Plaidoyer pour les bibliothèques publiques du Canada, 2023.

IUC a collaboré avec Moneris pour évaluer de manière formelle l'efficacité des activités de placemaking financées par le programme MyMainStreet, lui-même financé par l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario. Dans le cas du programme de terrasses du centre-ville de Kitchener (voir les figures 38 et 39), les données ont clairement démontré un bénéfice direct important pour les entreprises locales.

FIGURE 38

Efficacité du programme de terrasses du centre-ville de Kitchener

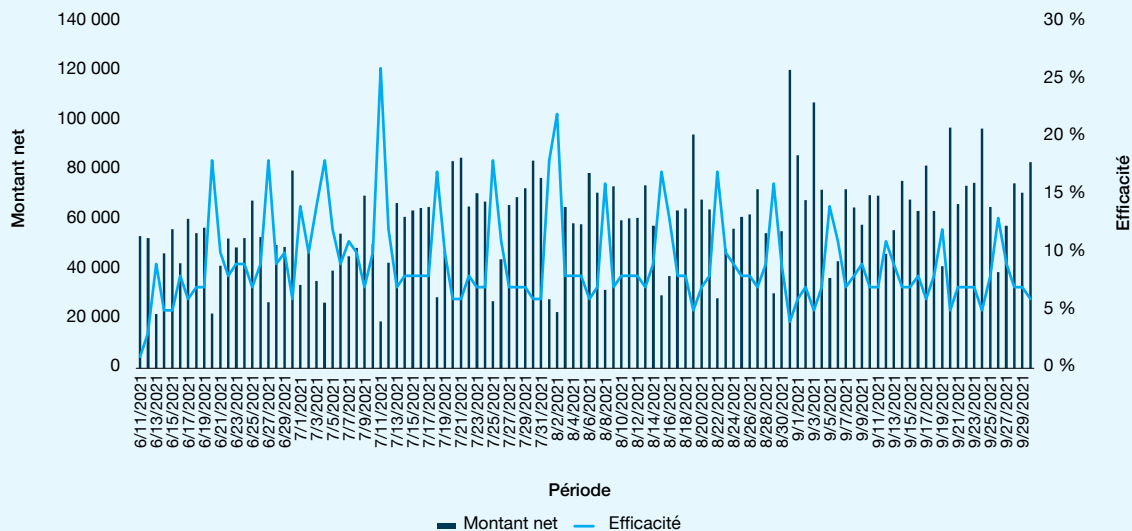
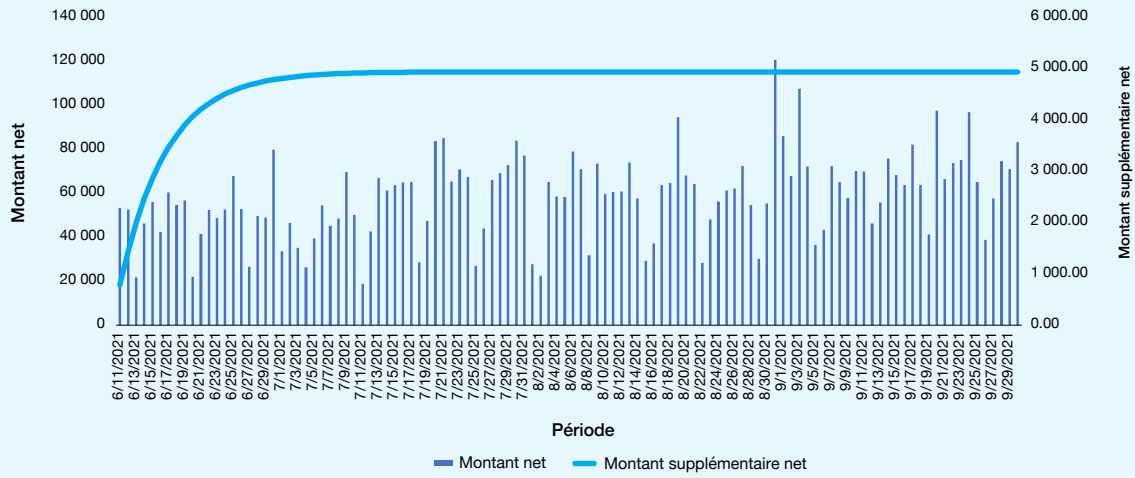


FIGURE 39

Impact sur les dépenses des consommateurs du programme de terrasses du centre-ville de Kitchener



Source : Moneris; Institut urbain du Canada. Programme de recherche sur Ma rue principale. <https://www.mymainstreet.ca/>



PROVOCATION

Des maires forts dans un système de maires faibles : le « soft power » et le rôle de rassembleur des villes



Lisa Helps

Anciennement mairesse de la ville de Victoria

Lisa Helps a été mairesse de Victoria (Colombie-Britannique) pendant deux mandats. Elle travaille actuellement comme conseillère en matière de logement auprès du premier ministre David Eby pour le lancement de BC Builds, un nouveau programme qui fera usage de terrains publics, de financements à faible coût et d'autres outils innovants pour construire plus de logements, plus rapidement, pour les travailleurs de la Colombie-Britannique.



Les villes canadiennes de toutes tailles sont aux prises avec une série de défis sans précédent et interdépendants: la crise climatique, la crise du logement, la crise des opioïdes, le coût de la vie, l'accroissement des inégalités, la polarisation, le racisme systémique et la montée en flèche des coûts d'infrastructure et d'adaptation au climat.

Aucun de ces défis ne peut être relevé par les villes seules, c'est pourquoi les dirigeants municipaux passent leur temps à plaider auprès des autres ordres de gouvernement qui ont le pouvoir, les ressources et l'autorité législative d'accorder plus de ressources et d'autorités aux villes. Ce plaidoyer est important parce qu'il faudra que tout le monde mette la main à la pâte si nous voulons espérer faire des progrès et inverser certaines de ces tendances inquiétantes.

Les maires sont souvent dans une position difficile, car comme on le dit souvent, le Canada a un système de « maires faibles ». Cela signifie que les maires président les réunions du conseil, votent comme s'ils étaient des conseillers parmi d'autres et représentent la ville publiquement. Comme le note Bryan Kelcey dans son [article](#) intitulé « Pour diriger au 21e siècle, les maires canadiens doivent avoir le pouvoir de proposer » (« To lead in the 21st century, Canadian mayors need the power to propose »), la Constitution canadienne mentionne les villes parmi les compétences provinciales et, du fait des lois provinciales, la plupart des villes sont encore gouvernées selon le même modèle de « maire faible » qu'un village du Haut-Canada du 19e siècle.

Dans mon rôle de mairesses de Victoria pendant huit ans, j'ai constaté qu'un maire a un réel pouvoir. Les maires et les villes qu'ils dirigent détiennent le « soft power » - pouvoir d'influencer- et le pouvoir de rassembler. Le « soft power » est la capacité de coordonner et d'influencer les autres par les arguments et la persuasion, plutôt que par la coercition et l'argent; c'est la « capacité d'influencer les autres par les idées et les arguments qui définissent l'ordre du jour ». Depuis des siècles, les villes et leurs dirigeants s'appuient sur leurs réseaux, leurs relations et la confiance pour parvenir à un consensus autour de leurs programmes et poursuivre des objectifs ambitieux.

La crise suscite la collaboration

Pendant la pandémie de COVID-19, alors que le monde se confinait autour de nous, un petit groupe a continué à se rendre à l'hôtel de ville tous les jours. Nous sommes rapidement devenus le noyau de l'équipe municipale de la période de pandémie. Comme tous les autres responsables municipaux du pays, nous avons dû réfléchir à la manière d'adapter les services municipaux: à ce qu'il fallait garder ouvert, à ce qu'il fallait fermer. Mais notre plus grande difficulté a été de prendre en charge les 400 à 600 personnes qui se sont retrouvées sans abri presque du jour au lendemain, lorsque les refuges ont réduit leur capacité d'accueil, que les bulles se sont rétrécies et que les personnes hébergées par des amis ou des membres de leur famille se sont retrouvées dehors.

Mesure à prendre: Repérer les problèmes pour lesquels la collaboration est la seule solution.

Très rapidement, j'ai réalisé qu'il n'y avait personne pour prendre la tête de ce projet et que ce serait donc à nous de le mener à bien. J'ai convoqué une réunion de toutes les personnes susceptibles de pouvoir nous aider et j'ai demandé à ce que nous nous réunissions tous les jours à 13 heures. Les réunions rassemblaient le personnel clé de la ville, BC Housing, Island Health, le médecin-hygiéniste en chef de la région et quelques autres agences de services essentiels. Tous les participants étaient capables de prendre des décisions et d'agir. J'ai demandé que la même personne de chaque agence soit présente chaque jour, dans un souci de continuité et parce que l'établissement de relations de confiance serait essentiel à la réalisation du travail.





Mesure à prendre : Déterminer les moments ou les questions récurrentes pour lesquels on peut faire appel au pouvoir de rassembler.

Lors de chaque réunion quotidienne, je posais les trois mêmes questions : qu'avez-vous fait au cours des dernières 24 heures? Qu'allez-vous faire dans les 24 heures à venir? De quel soutien avez-vous besoin pour agir? Toutes les deux semaines, je rencontrais le ministre du Logement de l'époque, aujourd'hui premier ministre, David Eby, pour les tenir au courant, lui et son équipe, de notre travail et pour l'associer à notre action. Ces réunions bihebdomadaires étaient importantes pour maintenir la dynamique et faire en sorte que la province reste attentive à la question, en dépit de toutes les autres préoccupations qui lui incombaient.

C'était un effort gigantesque, et cela beaucoup de temps, mais nous avons fini par mobiliser les ressources provinciales et locales et par offrir des possibilités d'hébergement à tous ceux qui en avaient besoin. Les réunions sont passées de quotidiennes à hebdomadaires, puis à bihebdomadaires, et nous les avons clôturées pour de bon en août 2021. Certains m'ont dit par la suite que les réunions leur manquaient, en raison du sentiment de solidarité entre nous qui s'était développé au fur et à mesure que nous travaillions ensemble sur cette question vraiment ardue. Certains participants m'ont également dit qu'ils n'auraient jamais envisagé de venir aux réunions sans que leurs tâches aient été menées à bien, en raison du profond sentiment de responsabilité qu'ils éprouvaient à l'égard du groupe et de notre objectif commun.

Mesure à prendre: Les réunions devraient générer des tâches concrètes et un sentiment partagé de responsabilité qui incite les gens à aller jusqu'au bout.

Cette tactique de rassemblement peut fonctionner pour n'importe quel problème, et pas seulement dans des situations d'urgence comme la pandémie, où il peut y avoir une plus grande volonté de travailler ensemble. À Victoria, nous avons utilisé ce même principe pour élaborer Victoria 3.0 Recovery, Reinvention, Resilience, un plan économique sur 20 ans visant à une prospérité à faible émission de carbone. Nous avons également réuni le groupe qui a créé le « The Centre for Ocean Applied Sustainable Technologies », qui est aujourd'hui un pôle d'innovation de l'économie bleue de plusieurs millions de dollars dans le sud de l'île de Vancouver, orienté vers l'économie d'exportation de la région du Pacifique.

Cette tactique de rassemblement peut fonctionner pour n'importe quel problème, et pas seulement dans des situations d'urgence comme la pandémie, où il peut y avoir une plus grande volonté de travailler ensemble.



Le pouvoir d'influence, le « soft power », est un vrai pouvoir. En y faisant appel, les villes peuvent prendre les choses en main, rassembler les gens d'une nouvelle manière et passer à l'action, tout en continuant à plaider en faveur d'un financement plus stable et plus prévisible des infrastructures et du logement, et d'un changement constitutionnel qui accorderait davantage de pouvoir aux villes.

Ce pouvoir de rassemblement présente un avantage supplémentaire dans le climat

actuel de polarisation et d'aggravation des fractures sociales. Comme antidote à cette division, il semble y avoir une volonté de se rassembler différemment, de retrouver ses manches et de co-créer des solutions concrètes et efficaces. Le pouvoir de rassemblement des villes est aussi un pouvoir de guérison.

Petit guide à l'intention des dirigeants municipaux sur l'utilisation du « soft power » pour rassembler

- Réunir les personnes concernées dans une salle. Il s'agit souvent de personnes qui ne se trouveraient jamais dans la même salle si vous ne les invitiez pas, et qui sont susceptibles d'avoir des divergences d'opinions.
- Concentrer l'énergie en posant les mêmes questions simples, mais puissantes, à chaque réunion. N'ayez pas d'autre ordre du jour que ces questions.
- À la fin de chaque réunion, assigner des tâches qui doivent être menées à bien d'ici la réunion suivante, y compris certaines à vous-même.
- Organiser des réunions à la bonne fréquence pour maintenir l'élan, mais en laissant suffisamment de temps aux participants pour accomplir leurs tâches d'ici la réunion suivante.
- Faire en sorte que des points de vue très différents puissent coexister.
- Célébrer les petites réussites en cours de route.
- Engager chaque personne dans sa globalité, avec tous ses talents et toutes ses compétences, et pas seulement avec le titre de son poste.
- Garder le sens de l'humour.
- Aimer les gens.



PROVOCATION

Essai photographique : les leçons à tirer des réussites de petites villes



Dorian Moore

Membre de l'Institut américain des architectes (AIA), Archive DS Detroit (Partenaire) et Université de Windsor

Dorian Moore, membre de l'Institut américain des architectes, partenaire à DS Detroit, est expérimenté en planification urbaine à grande échelle, notamment avec les équipes internationales invitées à revoir 11 villes de la côte du golfe du Mexique après Katrina, et avec le site des Portlands à Toronto. Dorian enseigne l'urbanisme à l'université de Windsor.

Partout au Canada, de nombreuses petites villes sont confrontées à des changements durables et persistants dans la dynamique de leurs rues principales. Certains de ces changements ont été accélérés par des inondations, des incendies, la COVID-19 et le changement des modèles de vente au détail. Les réponses apportées à ces problèmes par les chefs d'entreprise et les dirigeants municipaux représentent un large éventail de connaissances importantes susceptibles d'être partagées avec d'autres collectivités puis adaptées à leurs problèmes particuliers. Certains de ces enseignements sont présentés ici, dans la synthèse ci-dessous et dans les photographies qui reflètent ces réponses.

Quels sont les défis communs, quelle que soit la taille de la collectivité ?

- Établir une identité propre à la communauté
- Orienter le développement actuel du logement vers une amélioration du centre-ville
- Diversifier l'économie
- Adapter la croissance pour qu'elle profite à l'ensemble de la communauté

Qu'est-ce qui fonctionne ?

- L'investissement dans de petits espaces publics pour les centres-villes
- La disponibilité de magasins spécialisés locaux
- L'écotourisme
- La proximité de caractéristiques naturelles
- La création d'une identité basée sur des caractéristiques spécifiques

Leamington, Ontario

Population : 29 680

Caractéristiques principales :

- Accès au bord du lac et au parc national
- Capitale canadienne de la tomate
- Terres agricoles
- La population latino-américaine la plus importante au Canada

Réussites :

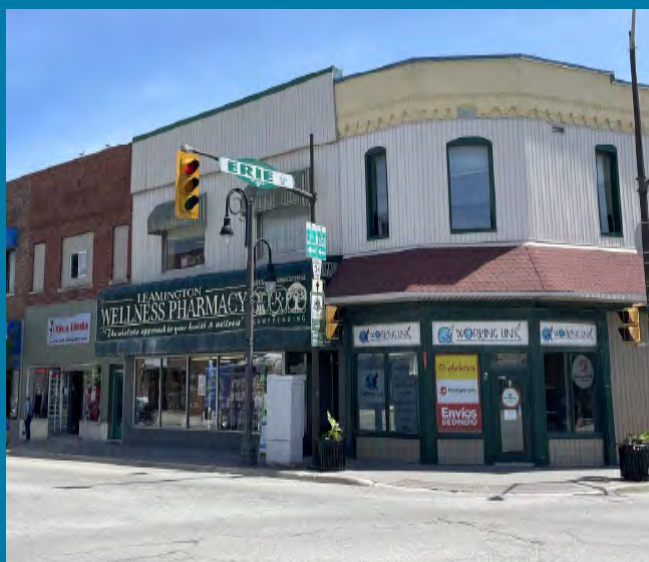
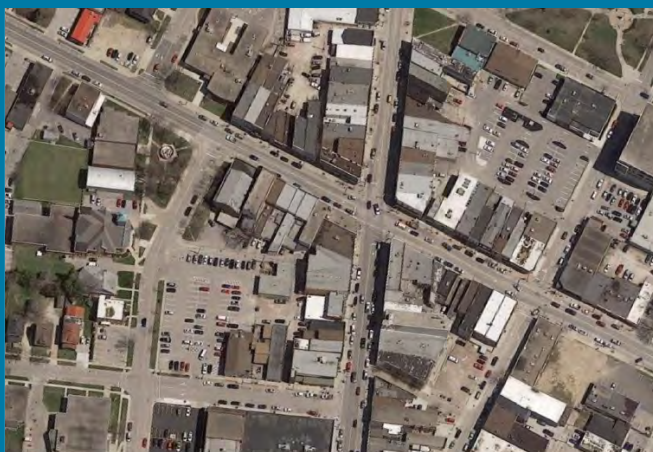
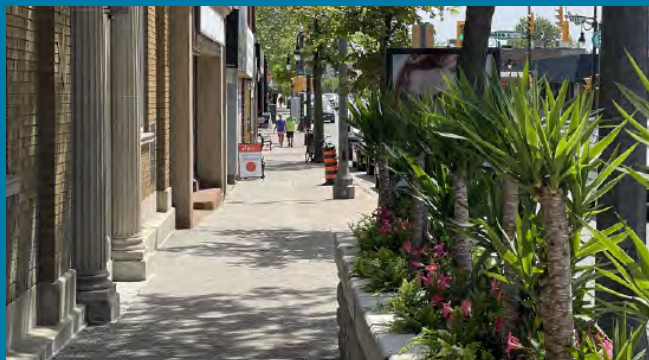
- Rebondissement après la perte d'un employeur important (Heinz)

Défis :

- Poursuite de la diversification de son économie

Opportunités :

- Renforcement du centre-ville basé sur l'augmentation du tourisme (écotourisme)
- Renforcement de l'accès à la sphère économique de Windsor/Detroit



Kimberley, British Columbia

Population: 8 115

Caractéristiques principales :

- Zone touristique connue pour ses randonnées, son camping et sa pêche
- Histoire minière
- Environnement à thème bavarois pour attirer le tourisme

Réussites :

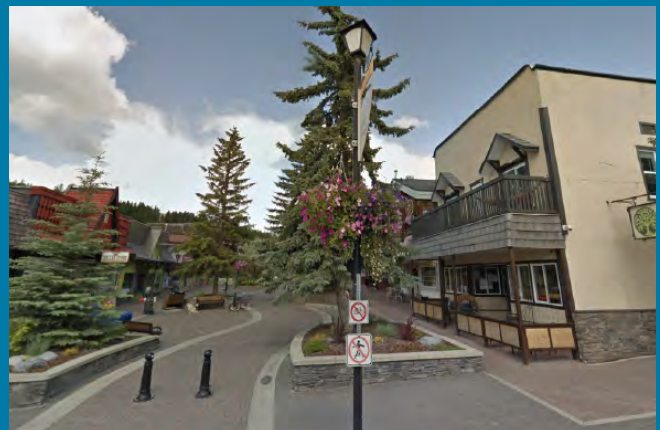
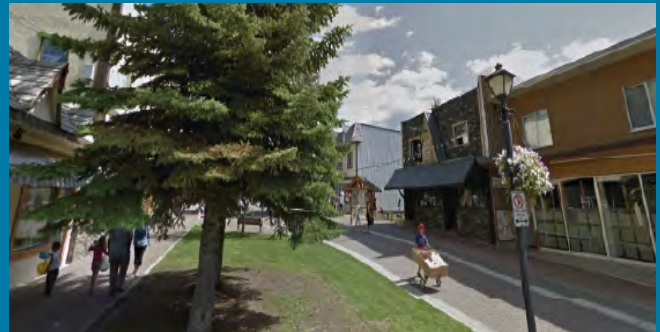
- Élu meilleure petite ville de Colombie-Britannique
- Centre-ville piétonnier sans voiture
- Transition de l'exploitation minière au tourisme

Défis :

- Maintenir le caractère de petite ville tout en connaissant une croissance basée sur un lieu de vie agréable et l'industrie du tourisme

Opportunités :

- Mettre davantage l'accent sur l'écotourisme et sa capacité à renforcer l'identité de la ville et à fournir des services de qualité



Saint-Basile-le-Grand, Québec

Population: 17 053

Caractéristiques principales :

- Petite échelle, faible densité
- Déplacements à pied
- Maisons et infrastructures en bon état à proximité immédiate du centre-ville

Réussites :

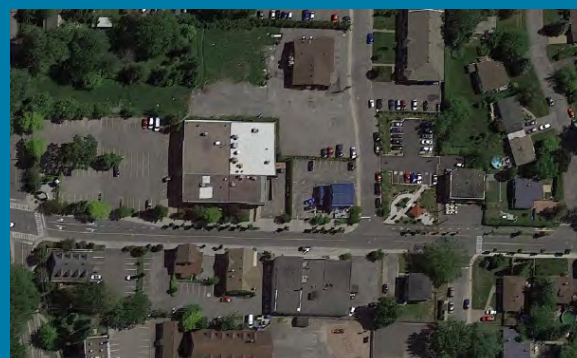
- Le train de banlieue a permis de développer le commerce de détail à proximité du centre-ville.
- Co-récepteur de l'usine de batteries électriques Northvolt, d'une valeur de 7 milliards de dollars
- 3 000 emplois attendus

Défis :

- Atténuation de l'impact des investissements à grande échelle à la périphérie de la ville
- Risque d'étalement urbain

Opportunités :

- L'augmentation des revenus liée à la création d'emplois pourrait aider au développement de logements et de commodités dans le centre de la ville



Woodstock, Ontario

Population: 46 000

Caractéristiques principales :

- Un patrimoine physique et des espaces publics traditionnels de qualité

Réussites :

- Restaurations/rénovations en cours
- Investissements dans l'espace public

Défis :

- Attirer des entreprises qui puissent repositionner l'environnement du centre-ville

Opportunités :

- La proximité d'autres grands centres urbains (London, Kitchener/ Waterloo) pourrait attirer des personnes à la recherche d'un mode de vie urbain alternatif



High River, Alberta

Population: 13 324

Caractéristiques principales :

- Petite échelle, faible densité, praticable à pied
- De multiples îlots urbains et infrastructures en bon état
- Proximité de la rivière/d'éléments naturels

Réussites :

- Grand parc public et sentier pédestre
- Les sites pittoresques en font une destination pour la télévision et le cinéma

Défis :

- Remote location
- Hit hard by flooding in 2013. A constant potential issue

Opportunités :

- Éloignement
- A été durement touchée par les inondations en 2013. Un problème potentiel constant



Kingsville, Ontario

Population: 22 118

Caractéristiques principales :

- Centre-ville à petite échelle et praticable à pied
- Une ambiance originale dans le centre-ville

Réussites :

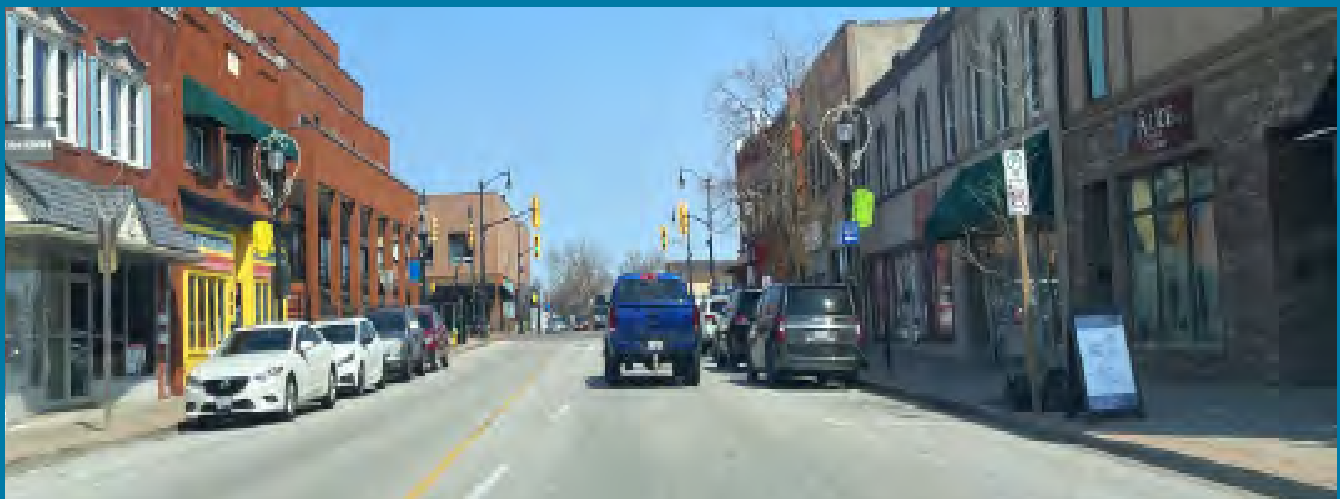
- Des boutiques locales pittoresques avec potentiel d’augmenter le tourisme

Défis :

- La construction en dehors du centre-ville est une occasion manquée de redéfinir la structure urbaine traditionnelle de la ville
- Le paysage de rue renouvelé pourrait bénéficier d’investissements dans le développement

Opportunités :

- Densification accrue du centre-ville basée sur une demande d’environnement praticable à pied
- Amélioration du paysage urbain pour rendre le centre-ville plus attractif





PROVOCATION

Promouvoir le rôle essentiel du formulaire T3010 et des données locales dans le développement de la communauté



François Brouard, DBA, FCPA, FCA

Professeur, École de commerce Sprott, Université Carleton

François Brouard est professeur titulaire au sein du groupe de comptabilité de l'école de commerce Sprott, à l'université Carleton d'Ottawa, et coordinateur du groupe de recherche T3010 sur les utilisateurs de données. Ses recherches portent sur les entreprises sociales, la gestion financière, la gouvernance, les fondations, la philanthropie, les organisations à but non lucratif, le secteur artistique et celui de la comédie.

Le renforcement des capacités citoyennes est important pour la bonne raison que les communautés elles-mêmes sont des actifs essentiels. Les actifs municipaux ne se limitent pas à l'infrastructure physique (routes, réseaux d'eau), mais englobent les organismes et groupes communautaires, ainsi que les institutions qui nous entourent. La connaissance de ces organismes d'importance majeure et de leurs contributions dans chaque ville permet aux dirigeants municipaux de mieux mobiliser les bénévoles, les donateurs et de mieux cibler la clientèle qu'ils servent.

La connaissance, un atout pour la collectivité

La connaissance est souvent considérée comme une forme de pouvoir. Lorsqu'elles sont traitées et organisées pour fournir un contexte, les valeurs alphanumériques brutes des données deviennent des informations. Cette connaissance permet l'application d'informations exploitables et pertinentes à la prise de décision. Les valeurs, informations et connaissances permettent aux individus et aux divers organismes d'atteindre leurs objectifs.

Dans la société humaine, nous savons que l'acquisition et le partage de connaissances rendent la communauté plus dynamique. Les nouveaux arrivants, qu'ils proviennent de la même ville, de la même province, d'une autre province ou d'un autre pays, ont besoin de savoir ce que propose leur nouvelle collectivité. Ils pourront ainsi être actifs et s'intégrer dans



leur communauté. De nombreux projets municipaux cherchent à faire connaître les possibilités de participation à la vie communautaire. Par exemple, il existe des organismes qui offrent aux enfants ou aux adultes la possibilité de faire du bénévolat ou de se renseigner sur les activités qui les intéressent. C'est le cas dans la ville d'Ottawa, où il a été établi une liste de partenaires et d'organismes communautaires représentant un large éventail d'activités telles que les arts et la culture, les sports et les loisirs, les associations et les groupes communautaires, les centres de ressources communautaires, les groupes multiculturels et les clubs d'aînés.

La connaissance exige des informations provenant de données. Cela signifie que l'un des défis de la constitution ou du maintien d'une communauté dépend de la gestion des données. À l'heure actuelle, à l'exception d'enquêtes sporadiques, les données canadiennes sur la vie citoyenne et culturelle doivent être améliorées. Au Canada, le principal collecteur de données municipales est l'Agence du revenu du Canada. Les organismes caritatifs enregistrés (organismes qui peuvent délivrer des reçus fiscaux en contrepartie des dons) sont tenus de remplir chaque année un formulaire T3010. Cette déclaration fournit une série d'informations sur les organismes de bienfaisance canadiens et par extension, sur le secteur citoyen. Aussi précieuse soit-elle, cette déclaration présente de sérieuses limites. C'est pourquoi le rapport 2019 du Sénat du Canada sur le secteur caritatif a proposé un certain nombre de recommandations importantes. Le problème est que la réponse à ces recommandations a été lente. Des changements dans les données liées au formulaire T3010 seraient bénéfiques aux organismes du secteur caritatif et sans but lucratif de tout le pays. Il est urgent que ces recommandations soient mises en œuvre.

Plusieurs changements doivent être apportés au formulaire T3010. Tout d'abord, la collecte de données actuelle ne comporte pas d'informations sur la diversité, la couverture géographique et les normes utilisées pour recueillir les données organisationnelles. Deuxièmement, la collecte de données gagnerait à utiliser la technologie en ligne existante pour permettre de préremplir les formulaires et aider les petites organisations à réduire les frais généraux liés à la communication de données. Troisièmement, la qualité des données est toujours un problème lorsque les formulaires sont remplis par les intéressés. Cela introduit de nombreuses erreurs qui doivent être examinées, épurées et réparées. Le cycle de collecte et de correction peut être amélioré de manière significative. Enfin, les données doivent être facilement disponibles pendant de longues périodes par le biais de voies d'accès ouvertes et faciles à utiliser. Celles-ci pourraient à leur tour soutenir des tableaux de bord et des API (interfaces de programmation d'applications) largement utilisés, mettant ces données importantes au service de l'amélioration du fonctionnement de la vie citoyenne au Canada.

Les données canadiennes sur la vie citoyenne et culturelle doivent être améliorées. Au Canada, le principal collecteur de données municipales est l'Agence du revenu du Canada.

Mesures politiques

De nombreuses parties prenantes (Sénat du Canada, Imagine Canada, Ontario Nonprofit Network, chercheurs universitaires, groupes de réflexion) ont souligné la nécessité d'une amélioration. Afin d'améliorer le paysage des données locales, trois mesures politiques spécifiques pourraient être prises.

Mesure 1 : S'engager à améliorer et à étendre la collecte de données

Les informations déjà fournies par les données T3010 sont précieuses. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un travail plus approfondi pour affiner le contenu des données, augmenter la collecte de données, améliorer la qualité des données, étendre la diffusion des données et faire progresser l'analyse des données. Il faut inclure dans cette démarche tous les organismes du secteur à but non lucratif, et pas uniquement les organismes caritatifs enregistrés. On manque d'informations sur les organismes à but non lucratif, les petites associations communautaires et les groupes communautaires non constitués en société. Ces groupes apportent à leurs communautés de nombreux bénéfices qui ne sont pas mesurés.

Mesure 2 : Assurer une meilleure collaboration entre les gouvernements

Les organismes ont pris l'habitude de collecter toutes sortes de données à des fins diverses. Les gouvernements ne sont pas différents. Cependant, il est nécessaire d'améliorer la façon dont les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux collaborent à la collecte et à l'utilisation des données. Par exemple, il n'existe actuellement aucune liste exhaustive des organismes caritatifs enregistrés, des organisations à but non lucratif et des groupes communautaires non constitués en société. Des informations sur les organismes caritatifs enregistrés existent bien, mais de nombreuses autres organisations communautaires pourraient être mieux connues et comprises si les données étaient mieux partagées entre les différents ordres de gouvernement.

Les organisations existantes, telles que l'Agence du revenu du Canada, Statistique Canada et d'autres ministères ou agences gouvernementales, pourraient facilement intégrer les ressources de données en vue de leur traitement et de leur utilisation à grande échelle. Il est important de combiner les compétences en matière de collecte et de gestion des données pour le plus grand bénéfice des Canadiens. Les organismes à but non lucratif et les petites associations communautaires contribuent à la vitalité des villes, mais il est difficile d'évaluer leur contribution en l'absence de connaissances adéquates.





Mesure 3 : Accroître l'utilisation de l'information locale pour une meilleure élaboration des politiques

Des données de meilleure qualité utilisées à bon escient permettront d'améliorer la recherche et d'élaborer des politiques plus efficaces. À l'heure actuelle, une grande partie des informations collectées ne servent qu'à des fins de contrôle plutôt qu'à des fins d'analyse. La crise de la pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'impact du secteur à but non lucratif en période de détresse sociale. L'amélioration de nos connaissances nous permettra d'élaborer de meilleures politiques et de mieux servir les communautés.

Le programme de terrasses du centre-ville de Kitchener a étudié les effets du programme de revitalisation Ma rue principale d'IUC, qui offrait aux résidents, aux nouveaux entrepreneurs et aux entreprises existantes une série de mesures de soutien destinées à développer les opportunités économiques pour la communauté de la rue principale. Le résultat net est une claire indication de l'efficacité de ce type d'initiative de placemaking. Parmi les 65 rues principales qui ont bénéficié du programme, Kitchener est considérée comme un exemple de l'impact de ce type d'investissement. Du 11 juin au 30 septembre 202x, la société d'amélioration des affaires du centre-ville de Kitchener (Downtown Kitchener Business Improvement Association) a constaté que 6,5 millions de dollars avaient été dépensés dans le centre-ville. Sur ce montant, 526 000 dollars, soit environ 8 %, étaient directement attribuables au programme des terrasses. En 2022, les dépenses sont passées à 8,25 millions de dollars, dont 761 000 dollars directement attribuables à l'ajout de terrasses dans la rue, soit une augmentation de 45 % par rapport à l'année précédente.

Réalités locales et dynamiques structurelles clés

Où les approches actuelles ne fonctionnent pas, mais doivent pourtant réussir pour assurer la vitalité urbaine

DANS CETTE SECTION :

- L'importance de la réconciliation :
réconciliation et équité sociale 197
- L'importance de la gouvernance :
gouvernance et financement
municipaux durables 217

Réalités locales et dynamiques structurelles clés

L'investissement dans le développement urbain peut rapporter de nombreux dividendes - économiques, sociaux et environnementaux. Toutefois, le Canada n'est pas assez bien organisé pour y parvenir efficacement. Bon nombre des systèmes urbains qui requièrent une attention particulière ne fonctionnent pas à l'échelle municipale, mais plutôt à l'échelle régionale ou très localisée (quartier). Une approche coordonnée entre tous les niveaux de gouvernement se révèle nécessaire, et certains ajustements s'imposent.

Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent prendre plus soigneusement en compte les différences géographiques lors de la conception des programmes et des politiques. Les municipalités doivent prendre de nouveaux engagements de coopération à l'échelle régionale, tout en trouvant le moyen de conférer plus de pouvoir de décision aux quartiers. La discussion sur des arrangements plus efficaces en matière d'autorité doit commencer par un engagement significatif des autochtones et associer un financement adéquat à des échelles appropriées.

Nous avons, dans certains cas, parlé de ces processus équitables, financièrement viables et responsables, mais nous devons maintenant passer à l'action si nous voulons changer notre trajectoire actuelle.



L'importance de la réconciliation : réconciliation et équité sociale

Les conflits et les inégalités sont particulièrement visibles dans les zones urbaines et doivent y être activement combattus. La recherche d'un sentiment d'appartenance réel et authentique pour tous les Canadiens est à la base d'une société civile forte et exemplaire. Lorsque nous ressentons un réel sentiment d'appartenance, c'est une forme de communauté profondément significative qui s'exerce.

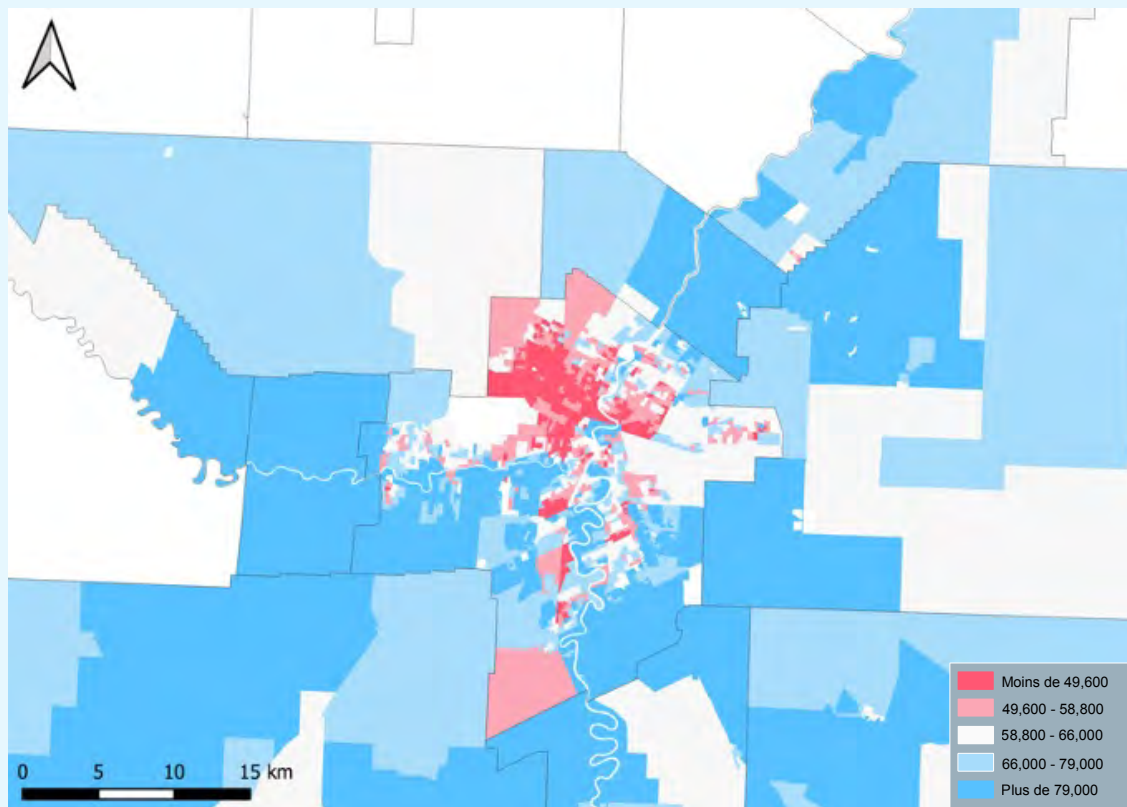
L'impact disproportionné de la pandémie et des mesures de confinement sur les personnes et les communautés privées d'équité a été révélé une nouvelle fois par la COVID-19. L'avenir doit inclure une autochtonisation de nos villes par la communauté autochtone et la recherche de nouvelles opportunités d'équité sociale dans nos espaces urbains, le logement, les opportunités de développement économique, la mobilité et le mouvement, les emplois et la création de richesses.

Dans la ville de Winnipeg, la cartographie des revenus par zone de recensement révèle clairement les disparités de revenus (figure 40). Ces disparités peuvent être affinées en fonction de zones géographiques plus petites et donnent un aperçu à la fois des problèmes et des opportunités de résoudre l'ensemble des questions que ces disparités reflètent.

L'impact disproportionné de la pandémie et des mesures de confinement sur les personnes et les communautés privées d'équité a été révélé une nouvelle fois par la COVID-19.

FIGURE 40

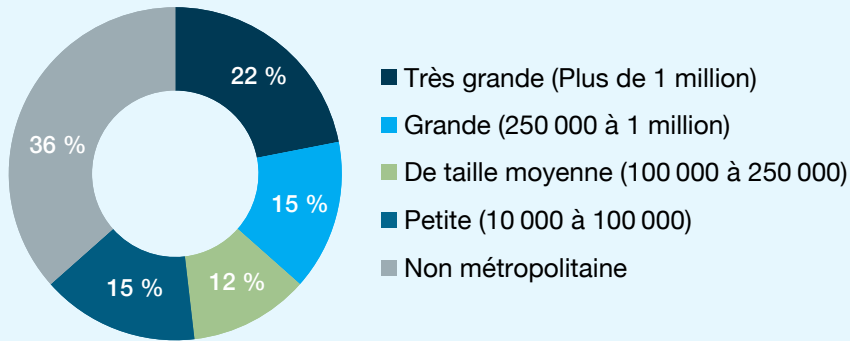
Revenu moyen selon le quartier de Winnipeg, 2020



Source : Statistics Canada, recensement 2021.

FIGURE 41

Répartition de la population autochtone selon la taille de la région, 2021

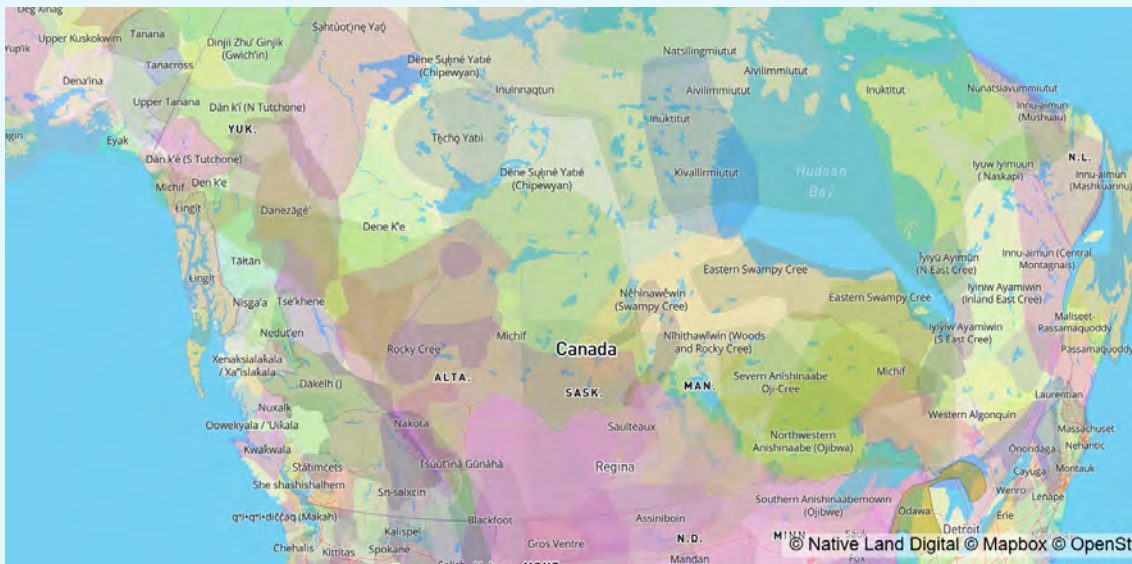


Source : Statistique Canada, recensement 2021.

Une part importante des populations autochtones vit dans les villes canadiennes. Cela renforce la nécessité de continuer à travailler aux approches de planification et de développement urbains en collaboration avec les communautés autochtones.

FIGURE 42

Carte des langues autochtones au Canada



Source : <https://native-land.ca/>

Les langues et les communautés autochtones font partie intégrante de la vie au Canada, y compris dans les villes canadiennes.



PROVOCATION

Pour une réconciliation économique en milieu urbain



JP Gladu

Directeur principal, Mokwateh

JP Gladu est directeur de Mokwateh et a été président-directeur général du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone. Il est Anishinaabe, originaire de Thunder Bay et membre de la Première nation de Sand Point, située sur le lac Nipigon, en Ontario. JP est titulaire d'un diplôme de MBA de l'université Queens et a obtenu le titre de IAS. A par l'école de gestion Rotman à l'université de Toronto. Il a plus de 30 ans d'expérience dans le secteur des ressources naturelles, à des postes de direction et de conseil d'administration.



Le défi majeur

Au Canada, toutes les terres sont des terres autochtones; nos peuples vivent, commercent et cultivent les terres sur lesquelles sont construites nos grandes villes. Or, une communauté coloniale dominante a marginalisé la présence autochtone dans les centres urbains, créant ainsi l'impression erronée que les villes sont incompatibles avec les identités autochtones. Malgré cela, 61 % de la population autochtone du Canada réside dans des zones urbaines, voire 85 % dans certaines régions. La jeunesse et la croissance démographique des communautés autochtones alimentent cette tendance à l'urbanisation. Ces jeunes créatifs, instruits et entreprenants, sont tous à la recherche d'opportunités économiques significatives et font sentir leur présence dans les petites et grandes villes du pays.

Une étude réalisée en 2011 sur les peuples autochtones des villes a révélé qu'alors même que les autochtones des zones urbaines cherchent à être reconnus et visibles dans le paysage urbain, 40 % d'entre eux se sentent sous-représentés, aucun organisme autochtone ou parti politique ne correspondant à leur point de vue. Il existe au sein de cette communauté un fort désir de façonner positivement les espaces urbains qu'elle habite. Selon l'enquête, 60 % d'entre eux pensent qu'ils pourraient rendre leur ville plus agréable à vivre.

Les raisons pour lesquelles les autochtones résident en milieu urbain sont diverses, mais un fossé persiste entre les membres de ces communautés et la disponibilité de services leur étant destinés. Malgré l'émergence d'une classe moyenne autochtone, la pauvreté



reste disproportionnée parmi les populations autochtones urbaines. La demande d'un soutien communautaire accessible et respectueux de la culture autochtone, qui soit offert par les autochtones eux-mêmes, ne cesse d'augmenter. Les populations autochtones qui s'installent dans les zones urbaines sont confrontées à des difficultés liées à des facteurs environnementaux, sociaux, culturels et économiques, auxquelles s'ajoutent le racisme et le rejet général de la communauté. Ces problèmes touchent à la fois les nouveaux arrivants et ceux qui ont grandi dans les centres urbains.

Selon Statistique Canada, environ 46 000 personnes sont identifiées comme autochtones dans la ville de Toronto, la plus grande population en Ontario et la quatrième au Canada. Toutefois, les organismes autochtones estiment que le nombre réel est plus proche de 70 000. Ces populations autochtones ont tendance à se regrouper dans les quartiers Downtown East, Beaches et Scarborough Sud.

Historiquement, de nombreuses communautés des Premières Nations ont été déplacées au-delà des limites de la ville, mais un changement est en cours. À mesure que ces communautés se réapproprient et exploitent les sites municipaux, elles affirment leur pouvoir de changer l'aménagement et la gouvernance des terres.

Il est impératif que les populations autochtones ne se sentent pas moins proches de leur patrimoine simplement parce qu'elles vivent en ville; au contraire, il faut prendre des mesures pour que le paysage urbain soit le reflet authentique de ses constituants autochtones de longue date.

Comment les villes canadiennes relèvent le défi

Des villes comme Saskatoon, Winnipeg et Vancouver ont pris des mesures importantes en faveur de la réconciliation économique. Elles ont établi des réserves urbaines sur des terrains précédemment destinés à des aménagements municipaux.

La nation crie de Muskeg Lake a notamment été la première à adopter cette approche en 1988 à Saskatoon, transformant des terres initialement réservées aux aménagements municipaux en un centre commercial prospère, abritant de nombreuses entreprises autochtones et non autochtones. Le maire de Saskatoon, Charlie Clark, a fait l'éloge de la fierté collective et de l'engagement à créer une communauté plus résiliente et plus inclusive à travers cette initiative.

Winnipeg a franchi une étape importante en créant l'année dernière la plus grande réserve urbaine du Canada. Il s'agissait de transférer des terres de l'ancienne caserne Kapyong à une

Il est impératif que les populations autochtones ne se sentent pas moins proches de leur patrimoine simplement parce qu'elles vivent en ville; au contraire, il faut prendre des mesures pour que le paysage urbain soit le reflet authentique de ses constituants autochtones de longue date.



réserve commune appartenant à sept Premières Nations du territoire visé par le traité no 1. Ce projet ambitieux, d'une durée de 15 ans, consiste à construire 1 100 logements et plus d'un million de mètres carrés d'espaces commerciaux, afin de favoriser la croissance économique et le développement communautaire. Le grand chef des Keewatinowi Okimakanak du Manitoba, Garrison Settee, a insisté sur le changement de paradigme : une participation active à la prospérité économique, plutôt qu'une simple observation.



Le projet de Vancouver est peut-être le plus ambitieux. L'acquisition des terres de la réserve Squamish pour un projet à usage mixte de 3 milliards de dollars appelé « Señ ákw » a pour objectif de créer un village durable, en recouvrant le territoire ancestral dont les occupants avaient été expulsés en 1913 pour l'extension du chemin de fer Canadien Pacifique. Les 6 000 nouveaux logements prévus, principalement destinés à la « tranche intermédiaire » dans un contexte de crise du logement et de marché immobilier tendu, comprennent

plusieurs centaines d'habitations destinées aux membres de la nation Squamish. La Nation prévoit de générer des revenus locatifs substantiels, estimés à 10 milliards de dollars, qui seront utilisés pour aider ses membres.

Toronto, connue comme la « ville des quartiers », s'enorgueillit de 240 enclaves culturelles distinctes. Qu'il s'agisse de restaurants reconnus par le guide Michelin dans le quartier chinois ou de zones cosmopolites dynamiques comme Greektown, Little Italy et Little Portugal, ces quartiers prospèrent sur les terres autochtones. Et pourtant, l'absence d'un lieu célébrant le patrimoine ancestral du Canada est flagrante.

En 2014, le gouvernement provincial a restitué une parcelle de presque un hectare à Anishnawbe Health Toronto. Le premier centre autochtone de la ville à être construit dans ce but a ainsi vu le jour. Combinant des services essentiels de santé, d'éducation et d'emploi, ainsi que des espaces à usage mixte, ce projet vise à créer un centre florissant pour la communauté autochtone de Toronto.

Si le centre autochtone représente une avancée significative en matière d'urbanisme inclusif, il est urgent d'envisager des stratégies de réconciliation économique encore plus percutantes. Cette avancée doit servir de catalyseur pour faire avancer l'aménagement des terres autochtones municipales. Ces réserves urbaines sont essentielles pour aider les communautés existantes à prospérer, car elles constituent un pôle d'attraction pour le commerce et la culture.



Mesures à prendre pour parvenir à la réconciliation économique

Pour faire progresser la réconciliation économique avec les peuples autochtones au Canada, plusieurs mesures politiques clés sont indispensables :

- **Améliorer le processus de revendication des droits fonciers issus des traités**
Il est essentiel de rationaliser et d'accélérer le processus de revendication des droits fonciers issus des traités afin de fournir aux Premières Nations le capital nécessaire à l'acquisition de terres. Cette mesure devrait permettre d'assurer un financement adéquat sans dépendre uniquement de longues procédures judiciaires. À l'heure actuelle, six revendications relatives aux droits fonciers issus de traités sont en voie de règlement et en sont à la phase d'attribution des capitaux, tandis que plus de 30 revendications en sont encore au stade de l'arbitrage, certaines depuis plus de dix ans.
- **Promouvoir les partenariats et les projets de développement**
Encourager les partenariats entre les communautés autochtones, les promoteurs et les autorités municipales pour la réalisation d'importants projets immobiliers. Ces projets, comme ceux qui sont en cours à Vancouver et à Toronto, peuvent créer des communautés planifiées sur des terrains stratégiquement situés, favorisant ainsi la croissance économique et le développement communautaire.
- **Développer les initiatives de logement menées par les autochtones**
Soutenir des initiatives telles que l'Indigenous Hub à Toronto, dirigé par la Première Nation crie Missanabie et EllisDon. Ces initiatives devraient s'inscrire dans le cadre d'un engagement plus vaste en faveur de projets de logement axés sur les autochtones comme celui de Toronto («Housing TO 2020-2030»), qui prévoit de livrer 5200 habitations d'ici 2030.
- **Donner la priorité à la célébration et au partage de la culture**
Veiller à ce que les espaces et les communautés se développent en partenariat avec les peuples autochtones et qu'ils reflètent et célèbrent la riche diversité culturelle et l'histoire du Canada. Il ne s'agit pas seulement de fournir des logements adéquats, mais aussi de créer des environnements où la culture autochtone peut s'épanouir et être diffusée.
- **Intégrer les communautés autochtones dans les espaces urbains**
Intégrer activement les communautés autochtones dans les centres urbains, en valorisant leur richesse culturelle et leurs contributions. Cela suppose de rendre ces communautés visibles en tant qu'aspects de la vie urbaine à célébrer, plutôt que de les reléguer à la périphérie.

Dans l'ensemble, une réconciliation économique significative exige des efforts de collaboration de la part des promoteurs, des architectes, des autorités municipales, des communautés autochtones et du paysage urbain dans son ensemble. Il s'agit de créer des espaces qui non seulement répondent aux besoins de base, mais favorisent également la célébration culturelle, l'autonomie et le partage de l'histoire.



PROVOCATION

Des villes plus autochtones*



Ginger Gosnell-Myers

Chargée de cours autochtone, Université Simon Fraser, Centre Morris J. Wosk pour le dialogue; Responsable du programme Black + Indigenous Design Collective

Ginger Gosnell-Myers est Nisga'a et Kwakwak'awakw. Sa carrière de plus de 20 ans dans la lutte contre les systèmes coloniaux ouvre de nouvelles voies à un changement radical. Elle est la première boursière autochtone du Centre de dialogue Morris J. Wosk à l'Université Simon Fraser, où elle travaille sur la décolonisation et les politiques urbaines et l'urbanisme autochtones.



À l'occasion de notre troisième Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, j'ai été frappée par l'ampleur des changements survenus pour les peuples autochtones à Vancouver et en Colombie-Britannique. Je travaille principalement dans le domaine de l'urbanisme. Je milite pour que le savoir autochtone soit reflété dans toute la ville et pour que les autochtones soient inclus dans les processus de prise de décision concernant l'aspect et l'atmosphère de notre ville.

Ma théorie du changement est que plus les gens verront et vivront le savoir autochtone dans nos quartiers et dans les lieux où nous vivons, travaillons et jouons, plus nous nous sentirons liés à notre environnement naturel. Nous serons alors plus conscients de l'importance pour nous tous d'être de meilleurs gardiens de la santé de ces terres et de ces eaux.

Si vous connaissez le nom d'un lieu autochtone et son histoire, si vous reconnaissez le design autochtone dans l'architecture et le paysage, vous voyez bien que ce lieu a une histoire qui couvre des millénaires; il ne s'agit plus d'un simple centre commercial générique. Les villes ont particulièrement besoin d'offrir à leurs habitants davantage de possibilités de contact avec l'environnement. Or le caractère autochtone, celui-là même qui a été méconnu et volontairement effacé, offre à tous une voie vitale pour se connecter à la terre et à l'environnement. Les citoyens ignorent en grande partie les récits et l'histoire des terres sur lesquelles ils vivent. Il faut que cela change. Des politiques municipales obligeant les promoteurs, les architectes et les urbanistes à tenir compte des connaissances et de la participation des autochtones tout au long du processus de développement sont un moyen de garantir l'intégration de la dimension autochtone dans les villes et les agglomérations.

*Une première [version de cet article](#) a préalablement été publiée dans The Tye, le 29 septembre 2023.



Le chemin de la réconciliation passe par la justice climatique. Les vies et les cultures autochtones dépendent de l'accès à leurs terres et à l'eau pour satisfaire leurs besoins en matière de spiritualité, de nourriture et de médicaments. Pour cela, les peuples autochtones doivent avoir leur mot à dire sur la manière dont leurs terres et leurs cours d'eau sont exploités et protégés. Là encore, les municipalités ont un rôle à jouer en veillant à ce que le savoir autochtone soit pris en compte lors de l'aménagement du paysage en vue de l'accès aux parcs et à l'eau.

Les peuples autochtones ont été chassés de force des terres sur lesquelles sont implantées nos villes et nos communautés, nos enfants ont été placés dans des pensionnats et les terres et les ressources ont été exploitées à nos dépens. Malgré tout cela, la force et la sagesse des peuples autochtones demeurent. Nous restons liés à ces terres et à ces eaux depuis des milliers d'années.

Nous sommes toujours là et nous avons maintenu nos lois sur nos territoires. Aujourd'hui, en pleine crise climatique, nous avons plus que jamais besoin de ces vastes connaissances pour recadrer la relation que nous entretenons tous avec la nature et les lieux où nous vivons.

Mon travail s'effectue dans le cadre du Black + Indigenous Design Collective (collectif de création noir et autochtone). L'objectif de ce collectif est de multiplier les opportunités pour les Noirs et les Autochtones dans divers domaines de l'urbanisme: conception et planification, architecture et architecture paysagère, art public et processus d'élaboration des politiques urbaines. Notre équipe, petite, mais puissante, trouve sa force dans la solidarité, préparant nos communautés à la capacité et à la résilience nécessaires pour les avenir et les villes que nous méritons tous.

Il faut impérativement que les Noirs et les Autochtones soient à l'avant-garde de l'urbanisme et qu'ils jouent un rôle dans la prise de décision. Grâce à notre expérience et à notre engagement en faveur de la décolonisation, nous savons comment garantir que l'équité, la justice et la durabilité soient des considérations primordiales. Notre expérience de l'effacement nous permet de prendre en compte des groupes qui sont normalement exclus des plans d'urbanisme. Imaginez une ville conçue pour les enfants, qui n'aliène pas les personnes handicapées et qui reflète la profonde histoire autochtone du lieu. Malheureusement, ce type de réflexion est trop rare.

Quel est le rapport avec la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation ?

Il faut se rappeler que le Canada a arraché les enfants des Premières Nations à leurs foyers pour les placer dans des pensionnats indiens, horribles lieux de maltraitance. Le pensionnat St Michael's à Alert Bay, où mon père a été envoyé, en faisait partie. Le dernier pensionnat n'a fermé ses portes qu'en 1996.



Le Canada a mis en œuvre des politiques de génocide culturel pendant des centaines d'années, en sous-finançant l'éducation et les soins de santé des autochtones, en incarcérant massivement les survivants des pensionnats dans le système pénitentiaire et en empoisonnant la terre et les eaux pour le bénéfice économique d'une minorité.

Tout cela, et bien d'autres choses encore, fait partie intégrante de la vie des autochtones au Canada, et nous ne pouvons pas fermer les yeux comme nous l'avons fait pour trop de femmes, d'hommes et de personnes bispirituelles autochtones disparus ou assassinés.

Pendant trop longtemps, les Canadiens se sont accommodés de ne rien savoir de tout cela. Au contraire, on a véhiculé des stéréotypes sur les peuples autochtones, rendant difficile le fait d'être autochtone dans les écoles, les hôpitaux, les lieux de travail et les villes. Il est donc important de soutenir un avenir autochtone décidé par les peuples autochtones.

Je remercie tous ceux qui ont soutenu et fait des efforts pour comprendre l'histoire de la colonisation et ses impacts aujourd'hui, qui ont ouvert un espace pour pousser le savoir autochtone au premier plan dans les domaines de l'urbanisme et qui ont inclus des professionnels autochtones dans les rôles décisionnels.

Je suis inspirée par le travail réalisé par le Black + Indigenous Design Collective. Il changera Vancouver de manière nécessaire, en créant une identité unique qui reflétera les cultures autochtones et noires d'une manière passionnante et contemporaine.

Alors que nous commémorons la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, continuons à réfléchir aux actions néfastes du Canada à l'égard des communautés autochtones. Nous pourrions ainsi célébrer l'avenir des autochtones et ouvrir un espace pour l'innovation autochtone, innovation dont nous avons tous besoin et que nous méritons.

Les mesures à prendre

- **Mettre à l'étude et mettre en œuvre des politiques qui favorisent les connaissances et l'engagement** autochtones dans le cadre du processus de développement pour garantir la présence du caractère autochtone dans les villes et les communes.
- **Renforcer l'accès aux parcs et à l'eau** par le biais d'une politique municipale comprenant un zonage et des règlements qui le rendent essentiel plutôt que facultatif.
- **Développer des opportunités locales permettant à des groupes** tels que le Black + Indigenous Design Collective d'améliorer la planification et la conception urbaines.
- **Mettre en œuvre officiellement des programmes qui informent tous les Canadiens de l'histoire des peuples autochtones** et de leurs contributions novatrices à la construction des villes et des communautés.



PROVOCATION

Des municipalités plus fortes grâce à des stratégies de logement autochtones



Jena Weber

Directrice des politiques, Association de gestion du logement autochtone de Colombie-Britannique

Jena Weber est actuellement responsable des politiques à l'Association de gestion du logement autochtone AHMA. Jena est titulaire d'une maîtrise en administration publique et en politique publique de l'Université Carleton. Au cours des 15 dernières années, elle a occupé des postes de direction clés dans les secteurs autochtone, public et à but non lucratif en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Jena s'est engagée à faire progresser les politiques et les programmes qui renforcent la sécurité culturelle et les modèles autochtones d'intervention dans le continuum du logement.



Stephanie Lowe

Analyste principale des politiques de logement

Stephanie Lowe est analyste principale de la politique du logement à l'AHMA. Elle travaille pour l'association depuis deux ans et dirige divers projets politiques majeurs concernant le logement des autochtones et le sans-abrisme. Stephanie a largement contribué à la présentation de l'AHMA sur l'état des villes. Elle travaille dans le domaine des politiques publiques depuis 2015 pour les secteurs public et à but non lucratif de Nouvelle-Zélande, d'Australie et du Canada.

Des stratégies de logement autochtone sont essentielles pour la santé future des communautés et des villes canadiennes. Des estimations prudentes indiquent qu'environ 75 % des populations autochtones du Canada vivent dans des environnements urbains, et non dans des réserves. Cela signifie que les dirigeants municipaux sont particulièrement bien placés pour faire entendre leur voix collective et influencer les politiques et législations provinciales et fédérales en vue d'un avenir plus solide - un avenir qui verra la fin du sans-abrisme et de la précarité du logement pour les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées de la société.



Grâce aux idées et aux conseils d'organismes tels que l'Association de gestion du logement autochtone de la Colombie-Britannique ("Aboriginal Housing Management Association of British Columbia", AHMA), les municipalités peuvent prendre des mesures très concrètes pour améliorer de manière sensible la qualité de vie des populations autochtones au sein de leurs communautés. Il s'agit notamment de la participation, de l'inclusion et de l'engagement significatifs des voix, des connaissances et des partenariats autochtones aux tables de décision :

- **La prise en compte de l'équité socio-économique et des besoins en logements à loyers très abordables dans les plans municipaux**, en lien avec la réconciliation et l'approche « pour les autochtones, par les autochtones ».
- **Des services globaux permettant de réduire les obstacles et de répondre à des besoins complexes en matière de santé dans le cadre de projets de logements sociaux et supervisés** conçus en réunissant les parties concernées.
- **Une priorisation des membres vulnérables et marginalisés de la communauté** par la réduction des considérables frais gouvernementaux d'aménagement et par l'offre d'un financement à faible coût.
- **Donner aux spécialistes du logement** à but non lucratif les moyens de préserver les stocks de logements à loyers abordables.
- **Construire sur des terrains loués gratuitement**, modifier le zonage et rationaliser les procédures d'autorisation et de viabilisation.

Dans ce cadre de ces recommandations, trois actions prioritaires à court terme peuvent être entreprises par les municipalités dès aujourd'hui :

- **La priorité absolue est maintenant que les municipalités facilitent la réalisation de nouveaux logements urbains pour les autochtones.** Maintenant que le Fonds de logement communautaire de la province est ouvert, et qu'on sait que le Fonds de logement autochtone ne tardera pas à suivre, les transferts de terrains et autres mesures incitatives, telles que la réduction ou l'exonération des frais gouvernementaux et l'exonération de l'impôt foncier pendant 5 à 10 ans, peuvent être déterminants pour ceux qui essaient d'obtenir l'approbation de leurs projets.
- **Les villes peuvent faire bouger les choses en incluant des évaluations et des données sur les besoins en logement des populations autochtones urbaines dans leurs plans de logement municipaux** et leurs plans communautaires officiels, afin d'encourager les projets de construction à but non lucratif et à prix abordable.
- **Toutes les municipalités peuvent élaborer un protocole d'accord ou une lettre d'entente pour collaborer avec l'Association de gestion du logement autochtone** ou le fournisseur de logements autochtones de leur communauté. Ces collaborations aboutiront à de meilleurs résultats en intégrant la sagesse, l'expérience et l'expertise des Autochtones en matière de sécurité culturelle et de services intégrés.



Ces recommandations découlent de la vaste expérience de l'Association de gestion du logement autochtone de la Colombie-Britannique (AHMA) en matière de besoins de logement des autochtones et de collaboration avec les municipalités. L'Association est un fournisseur de logements et de services dont les membres supervisent 95 % des logements indigènes en Colombie-Britannique, fournissant des foyers à près de 10 000 personnes et familles autochtones dans les régions urbaines, rurales et du nord de la province. L'aide au logement comprend la prévention du sans-abrisme, les services de soutien intégrés, les logements de transition, les logements à prix abordables et, depuis peu, les logements pour soins complexes.

Compte tenu de ces besoins, il est clair que les dirigeants municipaux peuvent contribuer à faire avancer la réconciliation en prenant des mesures audacieuses dans leurs communautés respectives. Les municipalités jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la situation des familles autochtones urbaines et de la société dans son ensemble. Le logement est le fondement du bien-être et les communautés prospères sont diversifiées, équitables et bien soutenues.

Les ressources, l'information et les partenaires experts comme l'Association de gestion du logement autochtone de la Colombie-Britannique sont disponibles pour soutenir les municipalités dans leur cheminement vers le statut d'alliés actifs. Dans le domaine du logement, il existe une multitude d'opportunités pour inscrire la réconciliation dans le bien-être et la durabilité de la communauté. Les approches basées sur la distinction ne tiennent pas compte de l'importante population autochtone qui ne vit pas dans les réserves, car les Nations sont limitées dans leur capacité d'aide. La stratégie « pour les autochtones, par les autochtones » de l'Association comble ces lacunes et honore la diversité. Nous encourageons les municipalités à se familiariser avec cette approche et à soutenir les initiatives locales en matière de logement autochtone.

L'évaluation des besoins en logements indigènes de la ville de Surrey est un exemple clair de partenariat entre la municipalité et les autochtones. Cette approche repose sur une vision inclusive de la planification des besoins en logement des autochtones. Surrey a constitué une équipe diversifiée par l'intermédiaire de Skookum Lab, avec la participation de notre association et de la société de logement locale, pour réunir les données nécessaires à l'élaboration d'une stratégie globale en matière de logement autochtone. Les enseignements tirés de ce processus s'appliquent à d'autres contextes et projets :

Le logement est le fondement du bien-être. Les communautés prospères sont diversifiées, équitables et bien soutenues.



Procéder à une évaluation des besoins en matière de logement menée par les autochtones :

- Comprendre le profil du logement dans votre communauté grâce à une recherche minutieuse et cohérente.
- Élaborer une stratégie dédiée au logement à prix abordable incluant des services d'accompagnement basés sur la santé.
- Veiller à ce que la justice sociale et l'équité soient intégrées dans le plan.
- Travailler avec la communauté sur un plan de lutte contre le sans-abrisme et les campements informels.
- Impliquer les praticiens de première ligne pour comprendre les vulnérabilités intersectionnelles des personnes qui font face à de multiples obstacles pour accéder à un logement sûr et abordable.
- Établir un partenariat avec les organisations autochtones locales.

De nombreuses villes se demandent comment s'engager clairement dans des actions qui soutiennent la réconciliation. Des changements de politique soigneusement élaborés qui favorisent l'autonomie des autochtones dans les pratiques de prise de décision profiteront à tous les membres de la communauté. Tout appel à l'action nécessite une politique soutenue par des investissements clairs et durables. Il n'y a rien de plus valorisant que de faire partie de la solution. Les données et la recherche peuvent faire comprendre à un plus grand nombre de municipalités que le logement abordable est une priorité, et les inciter à agir en ce sens.





PROVOCATION

Encourager la croissance pour un passage de la ville intelligente à la communauté intelligente*



Brian Bowman

Maire de Winnipeg

Brian Bowman a été maire de Winnipeg de 2014 à 2022. Il est entré dans l'histoire en devenant le premier maire autochtone d'une grande ville canadienne. Brian a guidé la réponse de la ville à la pandémie mondiale, transformé le travail de réconciliation et de droits de la personne, et a obtenu plus de 2,5 milliards de dollars de financement de la part des trois niveaux de gouvernement pour les infrastructures destinées à soutenir la croissance constante de la population de Winnipeg. Il est actuellement vice-président chargé de la durabilité et de l'impact social chez Great-West Lifeco (Canada-Vie).

Lorsque je me suis présenté à la mairie de Winnipeg en 2014, ma vision était que nous devions croître, numériquement, pour être la meilleure version de Winnipeg possible. Je pratiquais le droit depuis 14 ans à l'époque, et j'avais vu ce qui fonctionnait et ce qui ne fonctionnait pas. La croissance était un objectif très concret et nécessaire sur lequel nous devions nous concentrer. La population de Winnipeg était alors inférieure à 700 000 habitants. Je voulais que les Winnipegois considèrent la croissance comme une chance de devenir une communauté meilleure. J'en suis maintenant à mon deuxième mandat et nous approchons les 800 000 habitants. J'ai vraiment dirigé le dialogue vers une meilleure croissance, vers l'approfondissement du dialogue, vers l'accueil du monde dans notre ville. Nous continuons à nous développer numériquement et à nous attaquer aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

L'un des aspects fondamentaux de mon leadership municipal est que je suis le premier maire autochtone d'une grande ville canadienne. Je suis Métis, et lorsque je me suis présenté, environ 12 % de la population de Winnipeg était autochtone. Je pense qu'à l'approche du million d'habitants, ce qui devrait se produire dans les 15 prochaines années, Winnipeg comptera 25 % d'autochtones. Ce qui nous a aidés, c'est de considérer notre communauté autochtone comme une source de sagesse, de force et de résilience. Nous n'avons pas besoin de nous forcer pour être inimitables: nous nous distinguons par nos arts, notre culture, notre façon de penser et la dynamique de notre communauté. Il s'agit pour nous d'un facteur de différenciation précieux que nous mettons à profit au lieu de l'oublier.

*Basé sur l'interview de Brian Bowman par Tony Pipa (Brookings Institute).





La Constitution canadienne nous demande d'assurer la paix, l'ordre et une bonne gouvernance. Ce n'est pas très sexy. Mais une bonne gouvernance et une bonne gestion de la municipalité sont pourtant les objectifs que je me suis fixés. Il ne faut pas l'oublier. Je dis en plaisantant aux gens que ma banalité peut être un atout. Les gens avaient simplement besoin, lorsque j'ai commencé, d'une main ferme à la barre, et je pense que c'est encore le cas aujourd'hui. À l'hôtel de ville, nous nous sommes attachés à instaurer et à rétablir la confiance et la responsabilité.

Les initiatives de données ouvertes et de gouvernance transparente ont joué un rôle important à cet égard. Je suis un ancien avocat spécialisé dans la protection de la vie privée. J'avais l'habitude de conseiller les entreprises et les gouvernements en matière de protection de la vie privée dès la conception. Maintenant que je travaille dans ce bureau, j'ai décidé de me pencher sur la question de la transparence dès la conception. Comment concevoir les fonctions et les opérations des pouvoirs publics en privilégiant par défaut l'ouverture et la transparence? Cette approche a donné de nombreux résultats positifs. Davantage de débats se fondent sur des faits et sur un ensemble de données partagées, de sorte que nous pouvons dialoguer en toute connaissance de cause.

À quoi cela ressemble-t-il? Si nous ne disposons pas de données communes, nous ne pouvons pas débattre efficacement des progrès réalisés. Nous avons besoin que les gens soient mieux informés pour travailler avec nous. En 2014, nous avons commencé à diffuser en direct toutes les réunions de nos commissions. Nous avons fait avancer nos initiatives de données ouvertes et de gouvernance transparente. Nous avons également créé un nouveau bureau de l'engagement public, afin de nous assurer que nous ne nous contentions pas de communiquer nos décisions. Des professionnels nous ont aidés dans notre démarche d'engagement du public, afin que nous puissions être informés des idées du public sur les décisions de l'hôtel de ville. Nous avons pu transformer les fonctions de l'administration municipale et améliorer sa perception par le public.

Je considère la technologie comme un moyen de parvenir à une fin, et je fais la distinction entre une ville intelligente et une communauté intelligente. Les initiatives de ville intelligente sont adoptées par les municipalités depuis de nombreuses années. À Winnipeg, nous essayons de tirer parti des outils de ville intelligente pour recueillir et diffuser des données sur diverses plateformes. Nous avons été distingués pour cet effort, mais c'est un défi permanent. Comment utiliser la technologie et les données pour faire de Winnipeg une communauté intelligente? Comment pouvons-nous utiliser les données pour amplifier ce qu'il y a de meilleur de notre ville? Personne n'a le monopole des bonnes idées. Mais comment trouver de bonnes idées et apprendre les uns des autres en tant que communauté et, par extension, apprendre d'autres communautés dans le monde? C'est ainsi que notre ville deviendra une meilleure communauté pour tous.



Nous pensons qu'être une ville intelligente, c'est relier les données au pouvoir de rassembler. À titre d'exemple, nous avons lancé une stratégie de lutte contre les drogues illicites. En tant que ville, nous ne sommes pas responsables de la santé, mais nous sommes profondément touchés lorsque la santé n'est pas florissante dans notre communauté. Plutôt que de laisser le problème à quelqu'un d'autre, nous avons créé un groupe de travail sur la stratégie de lutte contre les drogues illicites. Nous avons rassemblé les autorités fédérales, provinciales et municipales pour lutter contre l'épidémie de méthamphétamine qui sévit dans les villes du Canada et du monde entier. Nous avons fait de même pour les problèmes liés à l'impôt foncier et au logement. Nous nous concentrons sur la recherche de solutions en groupe, et sur une bonne base d'informations, car beaucoup de questions sont liées entre elles, qu'elles soient d'ordre social, économique ou environnemental. C'est cet esprit de connectivité qui sous-tend nos efforts de concertation.

La réconciliation et l'inclusion sont très importantes pour moi dans ce second mandat. Ce travail représente un avenir meilleur pour Winnipeg. Nous essayons de placer notre leadership dans une perspective de droits de la personne. Winnipeg abrite d'ailleurs le Musée canadien pour les droits de la personne. Nous pouvons apprendre de celui-ci comment aborder le travail sur les droits de la personne: on touche l'ensemble de la communauté en parlant de ces droits, car la réconciliation a un impact sur tout le monde, et nous avons tous un intérêt dans ce processus. Nous essayons aussi de tirer des enseignements des luttes et des épreuves liées aux droits de la personne dans d'autres communautés, par exemple au sud de la frontière. Nous avons à la fois quelque chose à enseigner et quelque chose à apprendre. Nous nous sommes engagés à mieux protéger et promouvoir les droits de tous nos résidents, et notamment de notre communauté autochtone en pleine expansion.

Mesures à prendre :

- **Utiliser le pouvoir municipal pour rassembler des réseaux clés de personnes** et d'institutions en vue de répondre aux besoins de la communauté.
- **Combiner les données et le dialogue sur les questions politiques** pour relever les défis grandissants.
- **Utiliser la croissance numérique pour étayer les progrès** en matière de qualité de vie pour tous les citoyens - croissance en taille et en substance.
- Exiger que les **initiatives de villes intelligentes démontrent la voie à suivre pour une action communautaire intelligente.**
- **Développer des approches de transparence** des pouvoirs publics afin de renforcer la confiance des citoyens dans les autorités locales.



Opportunités de relations entre municipalités et autochtones



Alexandra Flynn

Professeure adjointe, École de droit Peter A. Allard, Université de Colombie-Britannique

Alexandra Flynn est professeure agrégée à l'école de droit Allard de l'Université de la Colombie-Britannique, où elle enseigne et mène des recherches dans les domaines du droit et des villes. Ses travaux portent sur le rôle constitutionnel des villes et la gouvernance urbaine. Elle dirige actuellement des projets financés par la SCHL et le CRSH et axés sur la crise du logement au Canada: le projet d'outils d'évaluation «Housing Assessment Resource Tools», qui redéfinit et aide à mesurer les besoins en matière de logement, et le projet «Balanced Supply of Housing Node», qui réunit des organisations universitaires et des organismes communautaires à but non lucratif.

Depuis des temps immémoriaux, les peuples autochtones ont des systèmes de droit, de commerce et de gouvernance. Les puissances coloniales ont chassé les peuples autochtones par la maladie, la violence, les traités et d'autres moyens, et ces mêmes communautés sont devenues des villes canadiennes. Mais les municipalités ne peuvent pas éviter les relations avec les communautés autochtones. D'après le recensement de 2021, près de 50 % des peuples autochtones vivent dans de grandes zones urbaines au Canada, ce qui représente une augmentation de 12,5 % en cinq ans. En outre, il existe aujourd'hui plus de 120 «réserves urbaines», c'est-à-dire des terres gouvernées par les Premières Nations et adjacentes aux limites municipales.

Jusqu'à une période récente, les collectivités locales affirmaient qu'elles avaient peu d'obligations, voire aucune, à l'égard des Premières Nations et des peuples autochtones. Depuis 2010, de nombreuses municipalités canadiennes ont procédé à des changements importants.





Les approches suivantes peuvent servir de lignes directrices générales pour des relations respectueuses réciproques entre les autochtones et les municipalités:

- **Adopter et mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) comme cadre de réconciliation:** Bien avant que les gouvernements fédéral et provinciaux ne se préoccupent de la DNUDPA, certaines municipalités l'avaient approuvée, notamment Vancouver, Toronto, Edmonton et Winnipeg. En 2022, les nations Musqueam, Squamish et Tsleil-Waututh, avec la ville de Vancouver, ont adopté une stratégie DNUDPA. Cette stratégie comprend des actions à court, moyen et long terme dans l'ensemble des départements et services de la ville, dans le but de concrétiser les droits énoncés. Cette stratégie est une réponse à l'appel à l'action lancé par la Commission de vérité et réconciliation.
- **Mettre en place des organes consultatifs autochtones:** Un certain nombre de villes disposent d'organes consultatifs autochtones, qui donnent des conseils sur les politiques et les initiatives de la ville ou sur les pratiques intergouvernementales de nation à nation entre les conseils municipaux et les dirigeants des Premières Nations. Ils disposent rarement d'un pouvoir budgétaire ou décisionnel, mais ils sont dotés de personnel et mettent à disposition du public les ordres du jour et les procès-verbaux de réunions.
- **Mettre en place des bureaux des affaires autochtones au sein de la municipalité:** Certaines villes ont instauré des bureaux des affaires autochtones à un niveau élevé de leur administration. Ces bureaux comptent souvent des membres du personnel qui s'identifient comme autochtones et cherchent à établir des relations avec les Premières Nations locales et les populations autochtones urbaines. Le personnel peut également fournir des informations et des conseils aux administrateurs principaux et aux élus, et résoudre les différends entre les peuples autochtones et les fonctionnaires municipaux.
- **Exiger une formation sur les lois et les cultures autochtones:** Certains gouvernements locaux exigent une formation en matière de compétences et de connaissances culturelles sur les peuples et les communautés autochtones. Cette mesure répond à l'appel à l'action de la Commission de vérité et réconciliation qui vise à donner aux fonctionnaires une éducation sur l'histoire des peuples autochtones, notamment l'histoire et l'héritage des pensionnats, ainsi qu'une formation axée sur les compétences interculturelles, la résolution

Un certain nombre de villes disposent d'organes consultatifs autochtones, qui donnent des conseils sur les politiques et les initiatives de la ville ou sur les pratiques intergouvernementales de nation à nation entre les conseils municipaux et les dirigeants des Premières Nations.

des conflits, les droits de l'homme et la lutte contre le racisme. Par exemple, en 2018, la ville d'Edmonton s'est engagée à former plus de 10 000 employés à l'histoire et l'impact des pensionnats sur les peuples autochtones.

■ **Conclure des protocoles et des accords avec les Premières Nations situées à proximité des municipalités:**

Certaines municipalités et Premières Nations peuvent avoir conclu des accords d'adhésion à certains principes dans leur collaboration. Par exemple, le protocole d'entente entre la ville de Regina et la Première Nation Cega'kin officialise une relation à long terme, une croissance économique mutuelle et une entente sur les services municipaux. L'accord de planification culturelle et de coopération entre le district régional de l'agglomération de Vancouver et la Première Nation Tsleil-Waututh, signé en 2020 au sujet du parc régional Belcarra, officialise la collaboration permanente entre les deux parties. Ces accords offrent aux municipalités et aux Premières Nations l'occasion de définir les obligations particulières qui incombent à leurs gouvernements respectifs.

■ **Consulter de manière significative les Premières Nations et les peuples autochtones:**

Les tribunaux canadiens ont statué que les gouvernements fédéral et provinciaux sont liés par l'obligation de consultation et d'accommodement, ce qui signifie qu'ils doivent mener des consultations constructives sur les questions qui touchent les Premières Nations et les peuples autochtones. Les municipalités, en tant que gouvernements, doivent respecter l'obligation de consultation et d'accommodement, le cas échéant.

Fondamentalement, les relations entre les autochtones et les municipalités doivent être mutuellement bénéfiques. Les municipalités sont particulièrement aptes à développer des relations de voisinage et (espérons-le) d'amitié, puisqu'elles partagent divers cadres communautaires, ce que les gouvernements provinciaux et fédéral du Canada, plus éloignés, ont du mal à réaliser.





L'importance de la gouvernance : gouvernance et financement municipaux durables

Les villes canadiennes ont besoin d'un nouveau modèle de financement municipal durable et de modèles de gouvernance résilients pour tracer la voie à suivre. L'accès aux ressources et leur gestion sont indispensables à l'efficacité des collectivités, des villes et des régions. L'urbanisme est soutenu par des flux financiers. Les réglementations se reflètent dans la gouvernance quotidienne. L'environnement, l'appartenance sociale, la circulation des biens et des personnes et la mise à disposition des éléments essentiels de la vie sont codifiés dans nos politiques et nos structures juridiques. Si nous sommes performants dans ces domaines, nous pourrions accomplir une grande partie de notre mission.

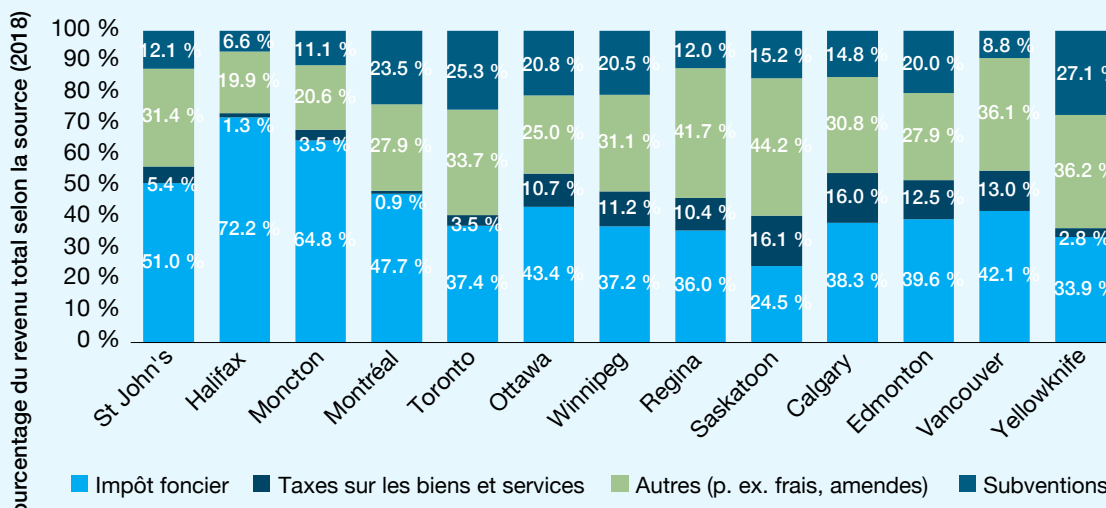
Une gouvernance et un financement urbains durables qui permettent aux régions du Canada d'être plus compétitives à l'échelle mondiale sont essentiels pour résoudre les problèmes et mettre en œuvre les solutions. Nous savons que les budgets municipaux ont été dévastés par la pandémie et que des déficits budgétaires sans précédent sont prévus pour 2023 et au-delà. Pourtant, ce sont les municipalités qui connaissent le mieux les problèmes auxquels nos villes sont confrontées et qui sont les mieux placées pour résoudre des problèmes locaux uniques en leur genre, dans leur propre contexte.

Les recettes municipales sont limitées (figure 43). Les impôts fonciers sont la première source de revenus, mais ils varient considérablement d'une ville à l'autre: le pourcentage le plus élevé (Halifax) représente près de trois fois le plus bas (Saskatoon). Les frais et amendes sont la deuxième source de revenus, avec une plus grande cohérence en termes de pourcentage dans toutes les villes. La répartition des recettes fiscales par ordre de gouvernement reflète l'écart important entre les municipalités et les ordres provinciaux et fédéraux, de 11 % à 89 %, respectivement (figure 42). L'évaluation du service attendu à ces taux de financement respectifs est un élément clé du débat sur l'urbanisme au Canada.

Une gouvernance et un financement urbains durables qui permettent aux régions du Canada d'être plus compétitives à l'échelle mondiale sont essentiels pour résoudre les problèmes et mettre en œuvre les solutions.

FIGURE 43

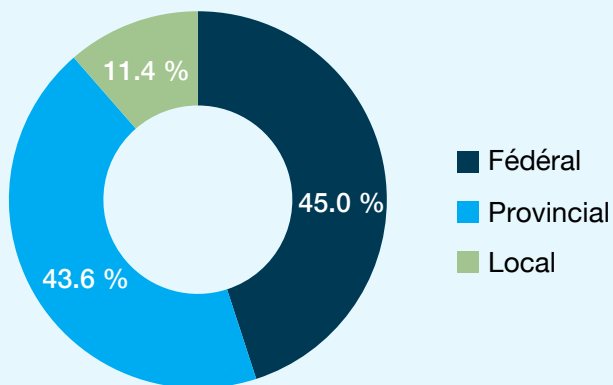
Revenu municipal par source



La gouvernance municipale fonctionne au sein d'un réseau d'autres ordres de gouvernement, d'institutions de la société civile, d'entreprises et d'une multitude de collaborations informelles. En tant qu'ordre de gouvernement le plus proche des quelque 40 millions de citoyens canadiens, il est essentiel que la gouvernance municipale fonctionne au mieux. La responsabilité des gouvernements fédéral et provinciaux doit se jauger au niveau de performance des collectivités, des villes et des municipalités. (figure 44).

FIGURE 44

Répartition du revenu des taxes et impôts



Source : Statistique Canada, Tableau de bord des données financières et socio-économiques municipales



PROVOCATION

Une meilleure compréhension : Créer une culture de diffusion de l'information et des données municipales



Sandra Breux

Professeure de Démocratie, représentations et territoire; Institut national de la recherche scientifique, Montréal

Sandra Breux est professeure titulaire au Centre Culture Urbanisation Société de l'INRS (Institut national de la recherche scientifique, Montréal). Au fil des ans, elle a élaboré un champ de recherche sur le niveau municipal au Canada. Ses recherches portent sur la démocratie représentative municipale et le comportement des électeurs.



Il existe un manque de connaissance mutuelle entre les citoyens et les politiciens au niveau municipal au Canada. D'un côté, les élus ont une connaissance imparfaite des préférences des citoyens, car ils ne sont souvent en contact qu'avec une minorité d'entre eux. Les données de 2022 du Baromètre municipal du Canada (BMC) montrent que c'est de manière directe que la plupart des élus prennent connaissance des préférences des électeurs. Cela se fait par le biais de conversations privées, de courriels, d'appels téléphoniques, de réunions publiques, de porte-à-porte, etc. Malgré la diversité de ces contacts, les élus n'ont pas accès à une représentation globale des préférences de leurs électeurs.

De l'autre côté, les citoyens sont souvent peu familiers avec les compétences des municipalités et le travail des élus municipaux. Cela se traduit, entre autres, par des taux de participation généralement plus faibles que pour les autres niveaux de gouvernement. Notre gouvernance à plusieurs niveaux peut en partie expliquer la difficulté qu'ont les citoyens à distinguer les compétences de chacun de ces niveaux politiques: municipal, provincial et fédéral. Une autre dynamique importante, cependant, est le peu d'estime que les citoyens accordent à la profession d'élu municipal. Si la rémunération est utilisée comme indicateur de l'estime ou de la valeur sociale, l'étude 2020 du BMC révèle que la rémunération des élus municipaux se situe souvent en dessous du nombre d'heures qu'ils consacrent à l'exercice de



leurs fonctions.

La méconnaissance du point de vue des citoyens et la rémunération insuffisante des élus sont deux faces de la même médaille. Chacune de ces dynamiques réduit l'efficacité institutionnelle de la gouvernance municipale. Il ne s'agit pas d'une évolution récente, mais à mesure que les exigences imposées aux collectivités locales augmentent, le problème s'aggravera si l'on ne s'y attaque pas.

Deux stratégies importantes peuvent être mises en œuvre pour changer cette dynamique :

- Reconnaître que les élus travaillent de plus en plus dans un contexte où **les ressources des municipalités ne sont pas toujours à la hauteur des enjeux et des défis qui se présentent aujourd'hui** (par exemple, le changement climatique). Des ressources supplémentaires sont requises pour améliorer l'expertise qui mènera à une meilleure prise de décision à l'échelon local.
- **Favoriser la prise de conscience et l'intérêt des citoyens envers l'administration municipale.** La vie quotidienne des citoyens est fortement influencée par leurs élus locaux. Les recherches actuelles ont mis en évidence la faible diffusion et la mauvaise qualité de l'information politique au niveau municipal en période électorale, mais au quotidien, la sensibilisation aux décisions importantes et aux processus de gouvernance est faible aussi. Cette prise de conscience et cet engagement doivent être renforcés.

Comment peut-on améliorer le flux d'informations pour réduire la distance entre les représentants élus et les citoyens ? Quelles stratégies et tactiques peut-on utiliser pour relever les deux défis identifiés ? Les deux propositions suivantes peuvent renforcer la gouvernance municipale.

Premièrement, nous devons rendre l'information existante plus visible et plus accessible aux citoyens. Ces dernières années, certaines villes ont mis en place des organismes indépendants chargés d'administrer les élections municipales (Élections Montréal par exemple). Ces organismes neutres utilisent leur site web pour fournir des informations aux électeurs (où voter, ce qu'il faut apporter) et des informations faciles à trouver pour les candidats potentiels (ce qu'il faut fournir pour se présenter). Les résultats des élections y sont également affichés. Ces sites web permettent de centraliser les données et les informations relatives aux élections au sein d'une même municipalité.

Une telle initiative pourrait être poussée plus loin (a) en l'étendant à chaque municipalité, y compris aux petites municipalités aux ressources limitées, et (b) en y ajoutant des informations sur les compétences des municipalités et les décisions qui devront être prises tout au

Comment peut-on améliorer le flux d'informations pour réduire la distance entre les représentants élus et les citoyens ? Quelles stratégies et tactiques peut-on utiliser pour relever les deux défis identifiés ?



long de l'année (comme la construction d'une nouvelle installation sportive, l'aménagement d'une rue) sans se limiter aux questions électorales.

L'objectif serait de souligner les ressources et les capacités des municipalités et les décisions à prendre. Les candidats et les représentants élus pourraient utiliser cette base de ressources et de requêtes pour élaborer leurs programmes électoraux ou leurs campagnes. Ceci inciterait les représentants élus à s'aligner sur les besoins existants au sein de la communauté. Cela permettrait également

aux citoyens de comprendre les besoins de leur communauté au fil du temps, y compris la responsabilité des candidats et des représentants élus. L'accès à ce site web pourrait être systématique: toute personne ayant affaire à un service municipal pourrait se voir offrir la possibilité de recevoir ces informations de la manière qui lui convient le mieux. Une approche similaire pourrait être adoptée pour les nouveaux résidents et les locataires. L'amélioration de l'accès à la gouvernance municipale permet aux citoyens de mieux connaître leur administration locale et les encourage à s'impliquer.

Deuxièmement, de nouvelles ressources sont en cours d'élaboration pour combler le fossé des connaissances entre les citoyens et les élus. Le BMC est un partenariat de recherche qui, depuis 2019, recueille des données d'enquête exhaustives auprès des élus municipaux dans près de 400 municipalités canadiennes de plus de 9 000 habitants. À notre connaissance, ce type de collecte d'informations est sans précédent. Au cours des prochaines années, le BMC prévoit d'étendre ce type de collecte d'informations à plus de 1 000 municipalités canadiennes, et de la combiner à un sondage recueillant les opinions des citoyens sur une multitude de sujets. Il sera ainsi possible d'informer les élus des préférences et des intérêts des citoyens. De telles initiatives réduisent le fossé qui sépare les gouvernants des gouvernés. Ceci peut à son tour soutenir une culture municipale de l'innovation, aidant à répondre à la demande croissante de solutions locales créatives à un large éventail de problèmes.

Les citoyens ont souvent l'impression que les institutions démocratiques ne prennent pas les bonnes décisions. Pourtant, les dernières données du BMC (2023) montrent que les élus municipaux sont ouverts à l'innovation institutionnelle, ce qui remet en cause l'image



de système sclérosé et inefficace des pouvoirs publics. Ces progrès modestes sont encourageants, mais il reste encore beaucoup à faire pour améliorer le flux d'informations entre les citoyens et les collectivités locales qui sont là pour les servir.

Mesures à prendre

- Exiger de toutes les collectivités locales qu'elles **fournissent des plateformes d'information plus accessibles et plus pertinentes sur le vote, les candidats et la participation potentielle.**
- **Financer et soutenir les plateformes qui fournissent des informations** au niveau municipal sur les décisions à prendre et l'éventail des besoins auxquels la municipalité doit répondre. Ces plateformes devraient fonctionner tout au long de l'année et pas seulement en période électorale.
- Financer et soutenir des **plateformes qui fournissent des données de niveau municipal dans**



PROVOCATION

L'urgence d'être plus prescriptif dans la collaboration avec les municipalités



Rino Bortolin

Conseiller stratégique, Centre de droit pour les villes, Université de Windsor; Anciennement conseiller municipal de Windsor

Rino Bortolin est actuellement conseiller stratégique et gestionnaire de projet au Centre for Cities, Windsor Law, Université de Windsor. Il a siégé pendant deux mandats au conseil municipal de Windsor (2014-2022) mais a décidé de ne pas se représenter, préférant se concentrer sur un travail de réforme politique et systémique dépassant les limites de la salle du conseil.



tout le Canada afin de mieux guider les choix des citoyens et les actions des élus.

- S'appuyer sur la capacité et la volonté des municipalités **d'innover pour relever les nouveaux défis.**

Par le passé, le gouvernement fédéral s'est montré quelque peu hésitant à établir des partenariats directs avec les municipalités. Cependant, au cours de la dernière décennie, les Canadiens ont de plus en plus attendu de tous les élus qu'ils collaborent sur les questions urgentes de notre époque, le changement climatique et le logement en étant des exemples particulièrement importants. Les Canadiens souhaitent une approche claire et transparente de la coopération qui s'aligne sur les objectifs attendus de la part des élus.

Le gouvernement fédéral reconnaît désormais la nécessité de travailler en étroite collaboration avec les municipalités pour atteindre efficacement ses objectifs et remplir les mandats qui lui ont été confiés par les électeurs. De nombreuses préoccupations majeures se manifestent en temps réel au niveau municipal, ce qui rend la collaboration directe essentielle. Par exemple, la lutte contre le changement climatique exige une implication active sur des questions connexes au niveau municipal (par exemple, les transports, l'aménagement du territoire), faute de quoi les objectifs fédéraux resteront hors d'atteinte. Nous avons donc assisté à un flux sans précédent de fonds du gouvernement fédéral vers les municipalités.



Toutefois, la question cruciale reste posée : ces investissements ont-ils produit les résultats escomptés par les programmes fédéraux ? Mon expérience de conseiller municipal m'a exposé à de nombreux cas où les programmes fédéraux manquaient de la spécificité nécessaire pour atteindre les résultats escomptés, si bien que les investissements fédéraux ont été loin d'atteindre les objectifs fixés. Les municipalités, ainsi que des organismes représentatifs tels que la Fédération canadienne des municipalités et l'Association des municipalités de l'Ontario, plaident constamment en faveur d'un financement fédéral stable et sans restriction. Bien que le désir d'un financement accru assorti de moins de restrictions soit compréhensible, c'est en fait le contraire qui est nécessaire: une collaboration plus prescriptive, délibérée et ciblée entre le gouvernement fédéral et les municipalités, à la fois dans la conception des programmes fédéraux et dans l'affectation des fonds.

Au cours de mes huit années au conseil municipal, j'ai participé à des discussions où l'administration municipale collaborait étroitement avec les ministères fédéraux sur des programmes spécifiques, en particulier le financement des transports en commun et les initiatives de logement rapide. Ces deux programmes continuent de bénéficier d'une augmentation rapide des investissements fédéraux dans les municipalités. Cependant, dans les deux cas, le manque de spécificité a permis de manipuler les objectifs du programme pour répondre à des besoins municipaux tangentiels non satisfaits, souvent au détriment de la réalisation complète des objectifs annoncés ou des objectifs fédéraux. Par exemple, dans le cadre du financement des transports en commun, les fonds affectés aux « corridors de liaison » ont parfois été utilisés pour combler des lacunes au niveau des trottoirs; une interprétation vague des termes a ainsi été utilisée pour répondre aux critères d'attribution des subventions.

Le gouvernement fédéral est soumis à une pression croissante d'investir dans le marché du logement et le revitaliser. Les municipalités comptent sur l'aide fédérale pour stimuler le développement du logement dans leurs régions, mais nous devons rester vigilants quant aux conséquences involontaires potentielles de ces investissements. L'allocation par le gouvernement fédéral d'une somme substantielle pour son initiative de logement rapide, avec un délai serré de moins de huit mois comme seul critère de réalisation, a entraîné une inflation des prix de l'immobilier. Les municipalités et les





sociétés de logement ont été obligées de surpayer les logements, car le stock disponible était trop limité pour ce délai très court. Par conséquent, les logements en question ne sont pas forcément idéalement situés pour des habitations à prix abordables, et ils échouent parfois à réduire les coûts mensuels s'ils n'incorporent pas de critères de respect climatique. En fait, les villes ont surpayé pour des logements qui pourraient ne pas servir efficacement les clients visés, et négliger d'autres considérations essentielles.

Une crise du logement frappe la nation, affectant les Canadiens de tous horizons, dans toutes les provinces et tous les territoires. La vague de construction imminente, comparable au développement de l'après-guerre, représente une opportunité historique. Il est impératif que les partenaires municipaux et fédéraux abordent cette entreprise avec minutie afin d'en garantir le succès, d'éviter les problèmes potentiels et les abus, et de renforcer les stratégies d'équité, d'accessibilité financière et de lutte contre le changement climatique.

L'indication du gouvernement fédéral selon laquelle les infrastructures municipales pourraient être financées avant la production de logements, bien que judicieuse à première vue, exige une évaluation approfondie. Cette évaluation doit aller au-delà de la quantité de logements. Par exemple, elle doit évaluer si la municipalité répond à des critères de densité spécifiques justifiant la conversion de terres agricoles et d'espaces verts en nouveaux lotissements, ou si elle favorise involontairement l'étalement urbain aux frais des contribuables.

La promotion de l'étalement urbain en tant que principal modèle de développement dans les municipalités risque de nuire gravement aux initiatives climatiques, de compromettre les objectifs du gouvernement fédéral, d'exacerber les disparités en matière d'équité, de mettre à rude épreuve les réseaux de transport et de mettre en péril les finances municipales. En substance, le financement d'infrastructures municipales de base qui soutiennent l'étalement urbain comme principal moyen d'augmenter le nombre de logements pourrait avoir des conséquences désastreuses que les ministères fédéraux n'ont pas bien comprises.

Les cycles politiques municipaux sont courts et conduisent souvent les élus à privilégier les gains immédiats au détriment des changements systémiques qui présentent des avantages à long terme. Nous devons pourtant adopter une approche systémique du logement et d'autres

La vague de construction imminente, comparable au développement de l'après-guerre, représente une opportunité historique. Il est impératif que les partenaires municipaux et fédéraux abordent cette entreprise avec minutie afin d'en garantir le succès, d'éviter les problèmes potentiels et les abus, et de renforcer les stratégies d'équité, d'accessibilité financière et de lutte contre le changement climatique.



priorités municipales clés, en donnant au gouvernement fédéral les moyens d'allouer des fonds sans risque que les municipalités ne privilégient des intérêts à court terme, les exposant à des conséquences indésirables.

Les programmes fédéraux doivent donc être clairs et précis dans leurs objectifs et leur mise en œuvre. Si nous avons besoin de l'engagement du gouvernement fédéral en faveur d'un financement cohérent, il est tout aussi crucial de veiller à ce que ces fonds soient en adéquation avec les objectifs du programme et permettent d'obtenir les résultats escomptés, notamment une croissance à long terme et respectueuse du climat, ainsi qu'un coût abordable. En termes simples, les municipalités ont besoin d'une collaboration solide et prescriptive avec le gouvernement fédéral.

Mesures à prendre

- Veiller à ce que le **soutien fédéral aux municipalités comporte suffisamment de spécificités pour permettre de déterminer si ce soutien a été efficace.**
- **Structurer le soutien fédéral de manière à ce qu'il comprenne des marqueurs de collaboration prescriptifs, délibérés et ciblés.**
- **Surveiller activement les conséquences indésirables** et tirer les leçons des problèmes des partenariats antérieurs.
- **Déterminer si le financement du programme contribuera aux modèles historiques d'étalement** à faible densité des municipalités ou s'il soutiendra le développement de formes d'aménagement plus denses et plus compactes ayant une





PROVOCATION

« Tout en même temps » : le développement des infrastructures des municipalités canadiennes



Ehren Cory

Directeur général, Banque de l'infrastructure du Canada

Ehren Cory est PDG de la Banque de l'infrastructure du Canada. C'est un investisseur engagé à développer la prochaine génération d'infrastructures dont les Canadiens ont besoin. Il est reconnu comme leader dans le domaine de la finance durable et de l'investissement dans les infrastructures au Canada. Ehren est diplômé du programme MBA de l'INSEAD à Fontainebleau, en France, où il a obtenu un diplôme avec distinction. Il est également titulaire d'un diplôme spécialisé en administration des affaires de l'université Western Ontario.

meilleure valeur à long terme pour la communauté.

- **Veiller à ce que les stratégies à long terme soient formellement liées au financement et au soutien** à court terme afin d'éviter le problème de redevabilité lié aux cycles politiques à court terme.

Les élus municipaux canadiens ont fort à faire ces temps-ci, la nécessité de lutter contre le changement climatique venant s'ajouter à des défis allant du logement à la santé mentale, en passant par l'économie le sans-abrisme.

La transition vers zéro émission n'est pas facile, compte tenu des investissements requis dans les infrastructures, mais elle est nécessaire pour améliorer la vie des citoyens et aider la planète. Les municipalités peuvent prendre des mesures concrètes, comme rénover les bâtiments ou faire passer leurs autobus du diesel à l'électricité, ce qui permet de réduire la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre (GES). Mais elles ont besoin d'un soutien pour y parvenir.

Soutenir les transitions publiques et privées en matière de décarbonisation

La Banque de l'infrastructure du Canada aide les responsables des secteurs public et privé à décarboniser leurs actifs en leur offrant des prêts et un financement concessionnel souple pour faire avancer leurs plans d'action en matière de climat.

Nous avons déjà affecté 10 milliards de dollars à 50 projets dans nos cinq secteurs prioritaires: l'énergie propre, les infrastructures vertes, les transports en commun, les transports portuaires et les services d'Internet à large bande. La BIC investit également dans des initiatives d'infrastructures autochtones dans tous ces secteurs.

■ **Mesure 1: Soutenir les infrastructures d'énergie propre**

Environ 40 % de nos investissements sont consacrés à l'énergie propre et aux infrastructures vertes. Face à la demande croissante d'électricité, l'énergie propre figure en bonne place sur notre liste, avec un investissement dans un petit réacteur modulaire et une installation de stockage de l'énergie, ainsi que plusieurs projets de production d'électricité.

■ **Mesure 2 : Soutenir les infrastructures vertes**

La BIC a établi des partenariats d'investissement avec des municipalités et des administrations régionales qui soutiennent les transports en commun, les bus à zéro émission, la rénovation de bâtiments et les systèmes d'énergie de quartier. Ils ouvrent de nombreuses possibilités de financement pour des efforts de décarbonisation de la part des municipalités, malgré les limitations financières liées à leur forte dépendance vis-à-vis de l'impôt foncier.

■ **Mesure 3 : Étendre le transport en commun à zéro émission**

La BIC s'est engagée à verser plus de 1,5 milliard de dollars pour l'achat de plus de 5 000 véhicules à zéro émission à un nombre d'organisations gérant des transports en commun et des autobus scolaires, dont près de 1 500 sont des municipalités. Elle prête également environ 1,6 milliard de dollars pour la mise en place d'un réseau automatisé de transport en commun électrique à Montréal. Nous nous efforçons également d'atténuer l'anxiété liée à l'autonomie des véhicules électriques en investissant dans des stations de recharge, et nous sommes sur le point d'annoncer notre premier investissement dans la production d'hydrogène et son ravitaillement.

■ **Mesure 4 : Mieux reconstruire les infrastructures municipales**

Après un passé riche d'infrastructures transformatrices, de la construction de chemins de fer aux voies maritimes, les dépenses du pays en matière d'infrastructures sont restées

Nous avons déjà affecté 10 milliards de dollars à 50 projets dans nos cinq secteurs prioritaires: l'énergie propre, les infrastructures vertes, les transports en commun, les transports portuaires et les services d'Internet à large bande.



à la traîne pendant des décennies et n'ont commencé à se redresser qu'au cours des dix dernières années. Selon certaines prévisions, le Canada devrait investir plus de 80 milliards de dollars par an, soit 2 000 milliards de dollars au cours des trois prochaines décennies, pour le remplacement et la mise en place de nouveaux projets permettant de soutenir la transition vers zéro émission.

Confronté à un déficit d'infrastructures annuel de 60 milliards de dollars, le Canada doit accélérer les investissements. Or, le défi est bien trop grand pour qu'un seul niveau de gouvernement, particulièrement les municipalités, puisse le relever dans le cadre budgétaire actuel.

■ **Mesure 5 : Connecter pleinement le Canada au haut débit**

Les services à large bande sont essentiels à la vie quotidienne des Canadiens. Ils sont essentiels pour notre qualité de vie, pour tous ceux qui possèdent des petites entreprises, qui vont à l'école ou qui veulent rester en contact avec leur famille et leurs amis.

La BIC collabore avec les fournisseurs d'accès à Internet et les gouvernements provinciaux et fédéral pour accélérer la mise en œuvre de projets à large bande à grande échelle au Canada, en particulier dans les communautés rurales et éloignées. En raison de la faible densité de population et du manque actuel d'infrastructures à large bande dans ces municipalités, le coût de la connexion par ménage est très élevé. Les faibles taux de financement offerts permettent d'étendre la connectivité à large bande à un rythme plus rapide et à un coût moindre. À ce jour, nous avons facilité la connexion de 341 000 ménages au haut débit.

Combiner les mesures relatives à l'évolution des projets clés

Ces mesures politiques obligeront le Canada, y compris les municipalités, à explorer des outils de financement novateurs s'ils veulent que leurs collectivités soient résilientes et favorables au climat.

La Fédération canadienne des municipalités a estimé à plus de 176 milliards de dollars le coût du remplacement ou de la remise en état de tous les actifs municipaux actuellement en mauvais état. Ces actifs comprennent les ponts et les ponceaux, les réseaux d'eau potable, les réseaux d'eaux usées, les réseaux d'eaux pluviales, les routes, les infrastructures communautaires, culturelles et récréatives, les transports publics et les installations de traitement des déchets solides.





Disposant d'options limitées pour financer les priorités locales à partir de leurs propres bilans, les municipalités se sont fortement appuyées sur les gouvernements fédéral et provinciaux pour obtenir des subventions leur permettant d'investir dans l'entretien ou la construction d'infrastructures. Cependant, les pressions fiscales exercées par les niveaux supérieurs de gouvernement pour réduire les dépenses ont accéléré la demande de financement mixte entre les subventions traditionnelles et les investissements entièrement privés. L'objectif est d'obtenir des produits d'intérêt public tels que des lignes de transport en commun durables pour augmenter le nombre d'utilisateurs, des projets d'énergie renouvelable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, des ports et des terres irrigables pour accroître les échanges commerciaux.

En tirant parti des capitaux et de l'expertise du secteur privé, les fonds publics peuvent aller plus loin pour soutenir des projets qui, autrement, ne pourraient pas voir le jour, et permettre aux subventions de soutenir des projets plus adaptés aux mécanismes de financement traditionnels.

Prendre les premières mesures essentielles

Les bâtiments sont l'une des plus grandes sources d'émissions dans l'environnement urbain. Selon le [Conseil du bâtiment durable du Canada](#), les structures bâties et l'énergie qui les alimente représentent 18 % de nos émissions.

Les municipalités intéressées par des travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique ou de la résilience peuvent envisager de s'adresser à un nombre croissant de regroupements d'entreprises du secteur privé. Cela permet aux collectivités de commencer modestement en rénovant un seul bâtiment, au lieu d'être confrontées à l'engagement financier considérable que représente le lancement d'un programme de plus grande envergure par leurs propres moyens.

La BIC a également réalisé des investissements historiques dans les communautés: un petit réacteur modulaire en Ontario, la large bande dans les communautés rurales, et le plus grand électrolyseur et la plus grande installation de biocarburants du Canada à Varennes, au Québec. Nous étudions également les possibilités de captage et de stockage du carbone.

Bon nombre de nos investissements touchent les municipalités locales, que ce soit pour répondre à leurs aspirations en matière de changement climatique, pour réduire les coûts, pour créer des emplois ou pour augmenter la productivité. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons faire preuve de créativité dans notre approche pour relever le défi du « tout en même temps ».

Définir nos objectifs par l'action



Définir nos objectifs par l'action

La génération d'idées, l'essai d'un concept, son déploiement dans un environnement concret et les modifications et ajustements subséquents font partie du cycle itératif nécessaire pour trouver notre voie dans un environnement complexe et difficile.

Ce qui suit est une liste d'objectifs et d'actions concrètes émanant des conclusions des contributeurs et contributrices à ce rapport. Ces mesures sont une invitation ouverte à concrétiser nos aspirations en résultats significatifs. La vie de nos voisins, de nos amis et de notre famille sera façonnée par nos choix. Il ne s'agit pas de faire absolument tout ce qui est préconisé. Il est bien plus important que les organismes et les réseaux dont nous faisons partie se chargent d'une mesure spécifique et fassent tout leur possible pour traiter ce problème.

Bien définir un problème, offrir une piste de solution : c'est d'une immense importance dans notre lutte pour un meilleur avenir de l'urbanisme au Canada. L'objectif est de concentrer les efforts, de trouver des alignements et de mettre en évidence les progrès ou les revers au fil du temps. Chaque section du rapport est représentée ci-dessous par une synthèse des objectifs clés et des mesures susceptibles de toucher ces objectifs.

Lorsqu'il est évident que les objectifs ne peuvent être atteints, n'ajustez pas vos objectifs, ajustez plutôt les étapes de votre action.

– Confucius



Les régions urbaines et leur rôle dans la prospérité canadienne

Objectif 1: Améliorer la recherche et les données

Renforcer les capacités de recherche et de formation ainsi que le développement et l'utilisation des données dans tous les aspects de la fonction municipale.

MESURES :

Financement postsecondaire

Augmenter le financement des établissements postsecondaires tournés vers la ville dans toutes les régions du Canada.

Relier les agences de données locales et nationales

Lier le financement municipal à une collecte de données pertinentes, grâce à des agences nationales recueillant des données au niveau local.

Développer les talents dans le domaine des données et des communications

Engager davantage de personnel chargé des données et de la communication afin de sensibiliser et d'impliquer davantage le public, notamment les réseaux d'entreprises, d'organismes à but non lucratif et d'administrations publiques.

Objectif 2: Accroître la collaboration entre partenaires

Accroître considérablement la collaboration entre les disciplines, les agences et les niveaux de gouvernement, afin de consolider les réseaux régionaux des villes et d'accompagner la croissance et le développement.

MESURES :

Transparence en matière de collaboration

Formaliser des mesures de transparence permettant de déterminer le degré de collaboration d'une municipalité

Exiger des accords entre niveaux de gouvernement

Exiger des agences, des entreprises et des partenaires de développement qu'ils formalisent des accords entre les secteurs, les départements et les ordres de gouvernement.

Compiler des études de cas des collaborations

Constituer une bibliothèque des collaborations et des partenariats notables qui incluent la comptabilisation de leurs avantages; rendre cette compilation accessible à tous afin d'accélérer l'apprentissage et la pratique.



Offre de logement et abordabilité

Objectif 1: Conserver les logements abordables

Conserver un parc de logements hors marché suffisant pour répondre à la demande de logements abordables et éviter que le marché ne se raréfie afin que les prix restent abordables.

MESURES :

Considérer le logement comme partie de l'infrastructure

Inclure le logement dans les évaluations d'infrastructures - municipales, provinciales, fédérales.

Augmenter le nombre de logements sociaux

Mettre en place de nouveaux programmes gouvernementaux qui soutiennent le logement hors marché.

Faire du logement un droit de la personne

Instaurer des cadres politiques qui contribuent à faire du logement un droit de la personne.

Objectif 2: Convertir les espaces de bureaux sous-utilisés

Transformer les espaces commerciaux et les espaces de bureau habituellement sous-utilisés en logements.

MESURES :

Dresser un inventaire des bâtiments qui peuvent être reconvertis

Mettre en place des structures de recueil et de partage des données sur les bâtiments et les espaces pouvant être convertis en logements.

Produire une carte détaillée des besoins en logement

Créer des structures cartographiques détaillées pour déterminer quels sont les besoins en matière de logement, les groupes exclus du logement et les obstacles à un logement adéquat, par zone géographique.

Formaliser un pouvoir de concertation local renforcé

Accroître le pouvoir des autorités municipales de réunir les parties prenantes des secteurs public, privé et à but non lucratif.



Action climatique et développement urbain durable

Objectif 1: Concevoir les infrastructures de façon à multiplier les bénéfices

Concevoir et associer les infrastructures, la modernisation des bâtiments et les objectifs de lutte contre le changement climatique de manière à cumuler les avantages.

MESURES :

Assurer l'efficacité énergétique de toutes les rénovations de bâtiments et d'infrastructures

Mettre en œuvre de solides politiques en matière d'efficacité énergétique pour les modernisations de bâtiments et d'infrastructures pour en cumuler les retombées positives.

Avoir recours à l'aide philanthropique pour accélérer les partenariats

Tirer parti des investissements philanthropiques pour obtenir plus vite des bénéfices cumulés et consolider les partenariats.

Déterminer les lacunes que le financement philanthropique est le mieux à même de combler

Déterminer les lacunes que les ressources philanthropiques sont le mieux à même de combler et inclure ces projets dans les évaluations municipales des besoins et des opportunités.

Objectif 2: Rendre les finances municipales et la modélisation des risques plus robustes

Mettre à jour et intégrer dans les processus municipaux un cadre de finances et de modélisation des risques beaucoup plus robuste qui inclue les facteurs indirects, non marchands, non assurés et autres.

MESURES :

Mieux modéliser l'évolution de la population des municipalités

Développer pour les municipalités des plateformes qui permettent une modélisation plus précise et plus détaillée de la population.

Investir davantage dans les laboratoires de recherche qui répondent aux questions des municipalités

Augmenter les investissements dans les laboratoires de recherche, pour des approches théoriques et appliquées en lien avec les besoins et les questions des municipalités et permettant de progresser par petites étapes vers des solutions.

Concevoir un financement pour améliorer la collaboration et ses bénéfices pour la collectivité

Concevoir des financements pour soutenir des approches interdépartementales et intersectorielles significatives qui apportent des avantages clairs et directs aux collectivités locales.



Santé mentale, toxicomanie et sans-abrisme

Objectif 1: Renforcer le lien de la Stratégie nationale sur le logement avec la santé mentale et le sans-abrisme

Mettre à jour la Stratégie nationale sur le logement de manière à montrer que la santé mentale et le sans-abrisme sont étroitement liés et peuvent être abordés dans le cadre d'une stratégie solide en matière de logement.

MESURES :

Ajouter le programme « Logement d'abord » au niveau fédéral

Mettre en place un programme « Logement d'abord » dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement.

Créer un fonds fédéral d'accélération du logement

Mettre en place un fonds fédéral d'accélération du logement lié à la demande constatée par les municipalités

Améliorer les politiques par une approche ethnographique

Concevoir des politiques fondées sur des approches de recherche locales détaillées qui soutiennent un esprit d'investissement adapté aux conditions locales, mais rendu possible par un financement des instances supérieures.

Objectif 2: Lier la santé publique et la planification municipale de façon formelle

Lier directement les processus de planification de la ville aux politiques de santé, de santé mentale, et aux politiques sur le sans-abrisme à tous les niveaux de gouvernement.

MESURES :

Évaluer le zonage et les règlements pour assurer un soutien adéquat au logement

Examiner les documents relatifs au zonage et aux règlements pour déterminer s'ils peuvent s'appliquer à la lutte contre le sans-abrisme.

Bâtir des immeubles résidentiels dans les banlieues

Augmenter la densité des immeubles résidentiels à logements multiples dans les quartiers de maisons individuelles afin d'accroître les possibilités de logements abordables et supervisés pour les résidents.

Lier les budgets de la santé et le logement communautaire

Lier directement les budgets des soins de santé à l'appui et aux investissements dans le logement social, afin de générer davantage de bénéfiques en matière de santé, de logement et d'urbanisme.



Investissement dans l'infrastructure des transports en commun

Objectif 1: Améliorer la cartographie des infrastructures

Le Canada a besoin d'une approche plus efficace en matière de cartographie, de planification et de concrétisation des infrastructures, afin de répondre au large éventail de besoins que les transports permettent de satisfaire.

MESURES :

Produire de meilleures données sur les infrastructures

Améliorer la qualité des données sur les infrastructures et l'accès à celles-ci pour toutes les collectivités.

Lier le financement aux stratégies régionales

Privilégier les stratégies et les plans régionaux en orientant les financements de base vers ce niveau.

Relier les projets régionaux à travers le pays

Cartographier les projets régionaux de transport en commun à travers le pays et les relier entre eux.

Objectif 2: Associer plus efficacement les modes de transport

Combiner l'ensemble des modes de transport, des échelles et des besoins pour une meilleure adaptation et une plus grande efficacité.

MESURES :

Créer une bibliothèque des expérimentations en matière de transport

Constituer une bibliothèque de projets pilotes en matière de transports publics et autres, menés par des municipalités de tout le pays, comprenant à la fois les réussites et les échecs, pour apprendre plus vite.

Mettre en place des réseaux de transport multimodaux dans les banlieues

Lancer de nouveaux programmes permettant de transformer les banlieues dépendantes de l'automobile en réseaux de transport multimodaux efficaces

Augmenter le financement de base tout en finançant les initiatives expérimentales

Fournir un financement de base pour les besoins connus en matière de transport à des niveaux plus élevés tout en finançant les projets expérimentaux qui peuvent être adaptés pour répondre à des besoins locaux spécifiques.



Vie locale et placemaking

Objectif 1: Faire un meilleur usage des petites entreprises locales pour guider les grands investissements

Faire des entreprises, de la culture et du placemaking à petite échelle et localisés la base d'investissements à plus grande échelle.

MESURES :

Utiliser les succès à petite échelle pour guider les financements à grande échelle

Lier les projets et le développement à grande échelle aux enseignements tirés des entreprises et des projets à petite échelle qui ont réussi.

Collaborer avec la mairie pour recueillir de meilleures données locales

Utiliser le processus de collecte de données sur les atouts culturels et commerciaux des quartiers comme une occasion de renforcer les relations avec la mairie et l'administration.

Mesurer le succès de la mairie en fonction des petites entreprises et de la culture

Évaluer le succès de la planification de la mairie sur la base du nombre et de la diversité des petites entreprises et organisations dans les quartiers.

Objectif 2: Investir davantage dans l'enrichissement culturel pour attirer de nouvelles entreprises

Faire de l'enrichissement culturel un élément clé des actions visant à attirer des investisseurs extérieurs et de nouveaux secteurs, afin d'améliorer la qualité de vie des résidents et la viabilité des entreprises locales.

MESURES :

Utiliser les capacités culturelles pour stimuler la croissance du secteur technologique

Investir dans les capacités culturelles avant de recruter des entreprises extérieures.

Élargir la définition d'atout culturel

Formaliser et élargir la définition d'atout culturel dans les documents de planification et de développement.

Cartographier les forces et les faiblesses culturelles au niveau du quartier

Dresser une carte des forces et des faiblesses culturelles au niveau des rues de la ville afin de clarifier ce qui doit être fait pour préserver ou développer l'offre culturelle de la communauté.



Développement économique

Objectif 1: Accélérer la croissance des entreprises locales

Accélérer la croissance des entreprises locales grâce à une utilisation créative de l'espace et à une restructuration organisationnelle.

MESURES :

Mesure 1: Faire revenir les fonctionnaires au bureau

Adopter des stratégies pour que les fonctionnaires et autres employés reviennent au bureau.

Mesure 2: Mieux faire connaître les fonds d'actionnariat salarié

Sensibiliser les propriétaires d'entreprises aux fiducies d'actionnariat salarié.

Mesure 3: Inventorier les bâtiments inutilisés ou sous-utilisés

Dresser des listes publiques complètes des bâtiments et espaces anciens, sous-utilisés ou inutilisés.

Objectif 2: Des partenariats solides entre grandes et petites villes

Développer un partenariat entre les grandes et les petites villes qui renforce leur complémentarité et réduise la concurrence inutile.

MESURES :

Augmenter l'immigration dans les petites et moyennes villes

Augmenter l'immigration et les nouvelles installations dans les petites et moyennes villes.

Innover dans les stratégies de travail à distance entre les villes

Élaborer une stratégie de travail à distance entre les petites et moyennes villes.

Examiner les formalités administratives pour les projets résidentiels et commerciaux

Procéder à un examen des formalités administratives relatives aux projets de logement et de bâtiments commerciaux dans l'ensemble des villes afin d'améliorer la croissance des entreprises et du logement.



Institutions municipales et biens culturels

Objectif 1: La collaboration comme mesure formelle dans le travail sur les enjeux municipaux

Donner la priorité à la collaboration pour résoudre une large gamme de défis municipaux.

MESURES :

Recenser les déserts de collaboration par quartier

Dresser une liste des quartiers où il est urgent d'améliorer la collaboration.

Utiliser le degré de collaboration comme mesure clé de la réussite

Utiliser un cadre de collaboration pour évaluer l'état de la coopération municipale, provinciale et fédérale sur les priorités municipales.

Utiliser davantage le pouvoir de rassembler les différents acteurs pour résoudre les problèmes

Faire appel au « pouvoir de rassembler » pour aborder les trois principaux problèmes municipaux qui ont résisté à l'amélioration.

Objectif 2: Développer la collecte et le partage de données pour la société civile

Une plateforme de recueil et de diffusion de données nettement améliorée pour le secteur caritatif dans l'ensemble du pays.

MESURES :

Créer un tableau de bord T3010 à l'échelle nationale

Créer un tableau de bord de haute qualité basé sur les données T3010 nettoyées et mises à jour, qui pourra être utilisé pour concevoir des applications ou des couches qui alimentent les logiciels de cartographie et de planification des SIG municipaux existants.

Rendre les gouvernements responsables du partage des données

Exiger des agences gouvernementales spécialisées dans les données qu'elles fournissent des processus intégrés de partage et de collecte afin d'améliorer l'utilisation des données par les municipalités.

Faire des tableaux de bord des données publiques une exigence pour les gouvernements

Favoriser l'élaboration de politiques plus orientées vers l'action et plus responsables grâce à l'utilisation de plateformes de données et de tableaux de bord largement accessibles.



Réconciliation et équité sociale

Objectif 1: Le leadership autochtone est un élément vital de la gouvernance municipale

Faire de la participation substantielle des autochtones à la gouvernance et à la planification municipales une partie intégrante et habituelle du développement des villes.

MESURES :

Formuler un protocole d'entente autochtone

Élaborer un protocole d'entente pour décrire les rôles et les fonctions spécifiques dont les participants autochtones et municipaux seront responsables.

Répertorier et soutenir les groupes d'experts autochtones et municipaux

Créer un groupe d'experts autochtones et municipaux au sein de l'administration de la ville qui puisse étudier, planifier et mettre en œuvre les approches les plus efficaces pour satisfaire les besoins communautaires, depuis le logement jusqu'aux transports en commun, en passant par l'accès à l'éducation, afin de répondre aux besoins des communautés autochtones.

Appliquer la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones

Adopter et appliquer la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones au niveau municipal.

Objectif 2: L'apprentissage culturel autochtone fait partie intégrante de l'administration municipale

Enseigner et former à la culture autochtone les équipes de travail élues et administratives de la ville.

MESURES :

Améliorer la connaissance de la culture et des pratiques autochtones

Créer ou localiser des ressources et des outils pour soutenir une étude et un apprentissage continu en rapport avec le ou les groupes autochtones de la ville.

Développer l'apprentissage autochtone dans les établissements d'enseignement postsecondaire locaux

Travailler avec les établissements d'enseignement locaux pour développer de nouvelles ressources et de nouveaux outils, notamment dans les programmes d'études en urbanisme, développement communautaire et transports.

Programmer des collaborations régulières avec les populations autochtones

Rencontrer et consulter régulièrement les groupes autochtones présents dans la municipalité ou à proximité afin de développer la confiance et la compréhension.



Des finances et une gouvernance municipale durables

Objectif 1: Rendre les données nationales pertinentes et accessibles au niveau local

Développer une gamme de plateformes conviviales, axées sur les données, de portée nationale, mais fournissant des descriptions utiles au niveau local des besoins municipaux et des progrès réalisés au fil du temps.

MESURES :

Créer un tableau de bord annuel sur les enjeux des élections municipales

Créer une plateforme pour les élections municipales qui mette en évidence les principaux besoins et décisions de la municipalité et qui fonctionne tout au long de l'année.

Lier le financement public aux résultats des investissements

Lier les financements fédéraux et provinciaux à des résultats d'investissement mesurables, comprenant les échecs, auxquels le public peut accéder par le biais de plateformes locales.

Officialiser la collaboration en tant que condition de financement

Exiger que les structures de financement comprennent des évaluations de la collaboration.

Objectif 2: Rendre l'infrastructure à zéro émission très visible dans les finances et les rapports des municipalités

Renforcer la planification et les rapports financiers des municipalités afin d'y inclure des évaluations plus détaillées des infrastructures et opérations propres.

MESURES :

L'efficacité des nouvelles infrastructures et des rénovations n'est pas facultative

Exiger que les infrastructures nouvelles et rénovées soient efficaces et renouvelables.

Rendre les transports publics « zéro émission »

Élaborer des plans concrets pour passer à des transports en commun à zéro émission.

Mettre la région municipale aux normes d'accès à la large bande

S'engager à assurer une couverture à large bande sur l'ensemble du territoire de la municipalité afin d'améliorer les performances des citoyens et l'efficacité opérationnelle.

Partenaires et commanditaires du sommet

L'Institut urbain du Canada tient à remercier ses partenaires et commanditaires pour leur implication dans le Sommet sur l'état des villes et dans notre vision commune d'un avenir urbain canadien plus connecté et plus dynamique.

Commanditaires principaux



Commanditaires du sommet





Canadian Institut
Urban Urbain du
Institute Canada